WALTHER RATHENAU

LA TRIPLE REVOLUTION



AUX ÉDITIONS DU RHIN
PARIS — BÂLE

1921

La Triple Revolution

WALTHER RATHENAU

LA TRIPLE REVOLUTION

ESSAIS



AUX ÉDITIONS DU RHIN
PARIS — BÂLE

1921

TRADUIT PAR

DAVID ROGET

IMP. DES EDITIONS DU RHIN DE BÂLE
H. LAUPP J., TUBINGUE

L'ECONOMIE NOUVELLE

En dehors des conséquences résultant, pour la vie internationale, de longues hostilités, les répercussions de la guerre atteindront profondément la vie intérieure des nations et mettront lentement en lumière le fait que le grand évènement, qui prit la forme d'une guerre civile entre Européens, signifie surtout un bouleversement dans le domaine de la politique sociale. Les résultats politiques de ce bouleversement tendront à la démocratisation dans les Etats autocratiques, à la concentration dans les Etats démocratiques. Les résultats sociaux, promoteurs d'une économie nouvelle, conduiront peu à peu à une nouvelle organisation des couches sociales.

Ainsi nous serons amenés à concevoir l'économie sociale de l'avenir et chaque jour il deviendra plus urgent d'accentuer les traits du tableau, parce que, d'une part, les hypothèses s'incrustent toujours plus profondément et que, d'autre part, l'habitude de peser les conséquences, même les plus lointaines, exige une persévérance de plus en plus grande tout en accordant de moins en moins de temps. Pour être concluante, l'estimation doit, avant tout, embrasser d'un seul

regard l'avenir le plus proche comme le plus lointain. Il faut traiter comme un tout les représentations des étapes successives de l'évolution, tout en se réservant l'examen ultérieur de leur entrée successive dans le domaine pratique. Les idées d'évolution ne pouvant devenir populaires que plusieurs années après la guerre et demandant des dizaines d'années pour se réaliser, il faut les unifier et remettre à plus tard la discussion de leur mise en pratique.

Etablissons le bilan d'après-guerre. Nous nous trouvons immédiatement en présence de la dépopulation la plus considérable de tous les temps. Dix millions d'êtres humains sont morts ou mutilés, cinq millions sont revenus de captivité. Tous hommes dans la force de l'âge. Leur nombre correspond environ à la totalité de la population mâle de l'Angleterre avant la guerre. La diminution de la production mondiale annuelle consécutive à cette perte peut s'évaluer au moins à quinze milliards. Cela représente, à peu de chose près, l'épargne annuelle de l'Europe entière. La diminution de la production intellectuelle échappe à toute investigation.

Les frais de guerre sont, pour l'Europe, de quatre à cinq cents milliards. Presque le total de la fortune nationale de l'Amérique. Les pertes représentent un peu moins de la moitié de ces frais de guerre apparents; cependant les transmutations de la fortune nationale correspondent à la totalité. Aux frais apparents il faut ajouter les capitaux nécessaires au paiement des pensions aux mutilés et aux survivants — ces capitaux représentent en somme des transmutations —;

2

les frais de restauration des pays dévastés, des moyens de production et de matériel de guerre détériorés et détruits — ceux là sont des pertes sèches. Ces deux postes augmentent les frais apparents dans la proportion de deux cent milliards et les porteront à environ six ou sept cents milliards, tandis que les pertes sèches atteindront un peu plus de la moitié de cette somme.

Les pertes sèches atteignirent leur point culminant au début de la guerre, lorsque le monde se précipitait sur ses réserves; elles diminuèrent lorsque la guerre parvint à se suffire à elle-même, en ce sens que la majeure partie des industries se transformèrent en industries de guerre. Ainsi à la fin de chaque année, les objets de première nécessité étaient tirés du sol national et le travail annuel seul pouvait être considéré comme gaspillé et les outils détériorés comme perdus économiquement. Dans cet ordre d'idées l'Allemagne était plus favorisée que ses ennemis; nous employions nos stocks de matières premières et de produits manufacturés, nous arrivions à posséder de grandes disponibilités et continuions à exploiter notre propre pays. Nos ennemis, par contre, pouvaient toujours acheter une grande partie de ce dont ils avaient besoin et, de ce fait, s'endettaient à l'étranger. Par contre ils avaient l'avantage de maintenir jusqu'à un certain point leurs industries de paix et leurs exportations et de protéger leur change.

Outre les terribles sacrifices humains, il faut considérer comme perdus économiquement les matières premières, les objets à demi manufacturés et les mar-

1*

chandises qui existaient avant la guerre. Ajoutons encore aux pertes les économies que les peuples auraient faites sous forme de nouveaux placements, au cours d'un même nombre d'années de paix. Pertes encore, les dévastations, les détériorations et l'appauvrissement des moyens de production fixes et mobiles. En compensation citons les fabriques nouvellement construites, d'ampleur médiocre mais non négligeable et qui pourront servir à l'économie future, cela spécialement dans les domaines de la chimie, de la métallurgie et de l'architecture navale.

De prime abord, il paraît absurde que, malgré ces pertes incroyables on puisse, chez les Etats belligérants, discerner certains indices d'un accroissement de la fortune nationale, accroissement qui, dans ces conditions, pourrait n'être qu'apparent. Prenons un exemple banal: un agriculteur possède un bien inaliéné, d'une valeur de 100 000 marks. Il le cède à son fils et dote ses trois filles en prenant une hypothèque de 50 000 marks pour chacune d'elles. Les enfants évaluent alors leur fortune à 150 000 marks, quoique la valeur du bien n'ait pas augmenté. En réalité chaque mark de leur fortune supputée vaut tout au plus 60 pfennigs. De même, la somme des créances sur la fortune nationale a augmenté, tandis que cette fortune ne s'est pas accrue, mais a au contraire, diminué. Les nouvelles créances se basent sur des fournitures, sur des productions et sur des redevances. Si, comme chacun le fait, on calcule ces prétentions séparément et qu'on les ajoute à l'effectif total de la fortune, celle-ci paraît avoir beaucoup augmenté, tandis qu'en réalité elle ne dispose que de

100 %, de sorte que le découvert a eu lieu aux dépens de l'unité de valeur.

Nous sommes en présence de deux conclusions erronées et qu'il faut éviter. En premier lieu, la baisse des changes ne peut être attribuée exclusivement à ces circonstances; en réalité elle provient d'autres causes. En outre, dans le domaine de l'économie politique, il ne faut pas mettre en parallèle, sans plus, la diminution de l'unité de fortune avec une baisse de la valeur de l'argent, qui entraîne après elle un renchérissement général. Car l'Etat, vu son pouvoir d'imposition, possède le moyen de remédier quelque peu à la situation de la dette, en frappant le revenu, pour remplacer, au moins partiellement, la dépréciation de l'argent par celle des rentes et des recettes; il peut même procéder à la confiscation des fortunes; toutefois, il ne sera pas possible d'écarter complètement les conséquences de l'inflation des emprunts. Ici nous touchons déjà au deuxième facteur, peut-être le plus délicat, du bilan général des charges: la transmutation des créances, ou, comme nous les nommons habituellement, des fortunes.

Tous ceux qui ont eu affaire avec la guerre sont devenus les créanciers des abstentionnistes; cela dans toutes les hiérarchies et sans que la morale ait toujours été respectée. Beaucoup de gens ont risqué leur vie et ont été cruellement lésés dans leur situation domestique, parceque leur solde minime ne compensait nullement les dommages apportés à la profession qu'ils exerçaient en temps de paix; d'autres ont fourni un travail économique plus ou moins important et souvent exagérément rétribué; ils ont acquis une

fortune sans courir aucun danger et sans aucun mérite moral. En dehors de ces cas extrêmes, les classes moyennes, les rentiers et les propriétaires urbains sont les plus durement frappés; car les ouvriers sauront bien adapter leurs salaires aux nouvelles conjonctures; le bien-être renaîtra lentement mais suffisamment, la propriété rurale continuera à prospérer; ces résultats se manifesteront lorsque l'Etat s'avisera, d'une façon décisive, de compenser les charges en confisquant les fortunes et en frappant les épaules les plus solides.

Ce transfert de richesse aux dépens des classes moyennes doit éveiller un profond souci d'ordre moral. Les classes moyennes supérieures détiennent une grande part de notre intelligence scientifique, technique, journalistique et littéraire, fournissent le contingent moyen de nos fonctionnaires publics et privés. A l'abaissement de la classe moyenne correspond l'élévation d'une catégorie d'enrichis appartenant à des couches populaires qui ne connaissent ni frein, ni responsabilités. Il sera aussi difficile de les atteindre par des mesures légales tendant au nivellement des fortunes qu'il leur sera facile de protéger leur fortune par les moyens mêmes qu'ils ont mis en oeuvre pour l'acquérir. Ces conjonctures engendreront l'exaspération des haines de classes et cela aura son bon côté, en ce sens qu'on cessera d'adorer la richesse et que l'on pourra imposer des limites à la liberté sans bornes de l'exploitation.

Nulle catégorie de la classe moyenne ne saurait être aussi durement frappée que les propriétaires urbains; pourvu encore que la dépréciation systématique

de l'argent ne remédie pas à un moindre mal par un pire. Nous entendons par propriétaire celui qui, derrière une première et presque toujours une deuxième hypothèque, possède encore un excédent de la valeur d'une maison. Malgré sa liberté de reconstruire et de louer, le propriétaire n'est souvent pas autre chose que l'administrateur de ses créanciers hypothécaires; il encaisse le gain provenant de l'augmentation des loyers et de la valeur du terrain, mais, pour faire face à une aggravation du taux de l'intérêt du capital engagé, il a encore tous les risques à courir d'une diminution de la valeur et du rendement. Si donc, comme cela en a tout l'air, le taux habituel de l'intérêt demeure surélevé d'un pour cent, aggravant d'autant les charges de l'hypothèque, l'excédent, la réserve, ne servant plus qu'à couvrir une partie des dettes, est pour ainsi dire perdu ainsi que la fortune du propriétaire, autrefois à son aise. Lorsque, par-dessus le marché, les encaissements diminuent, cet excédent est complètement perdu et, en outre, une partie de l'hypothèque. Or, cela ne tarde pas à arriver lorsque la fortune, les revenus, les dépenses et les besoins locaux diminuent, lorsque les magasins et les hôtels ferment faute d'affaires.

Le moment est venu où les communes urbaines, volontairement ou sous l'empire d'une législation populaire, devraient envisager une saine politique de réforme de la propriété foncière. Les moyens, qui sont nombreux, pourraient être laissés à l'appréciation locale; le principe serait celui qui devrait être à la base de toute action fiscale: où le fisc prend, il doit

aussi donner. Ce qu'il devrait donner, c'est la garantie d'hypothèques à bon marché et au besoin un supplément de rente; par contre la propriété foncière paierait à la commune un droit de dévolution. Ainsi, dans un laps de temps indéterminé, celle-ci serait maîtresse de toutes les augmentations futures de la valeur de la propriété foncière. Il en résulterait pour les générations futures un partage plus équitable de la propriété et un assainissement des finances urbaines.

Les dangers économiques résultant du changement d'assises de la fortune dépassent ces dangers sociaux et moraux. Toute personne possédant une fortune, même modeste, deviendra créancière de l'Etat. Les dettes de l'Etat se sont multipliées, les lourdes charges des pensions s'y sont venues ajouter. Les sommes annuelles provenant de l'ensemble de l'administration et devant être distribuées aux destinataires peuvent être évaluées au double de l'époque nationale antérieure. Même au cas de la mainmise la plus tenace sur les fortunes, qui ne saurait guère aller au delà d'un tiers, la dette nationale sera diminuée à peine de trente milliards vu l'inégalité des fortunes. Comment sera formé le corps de l'administration? comment et à quelle place faudra-t-il appliquer les tentacules de l'appareil financier destinées à tirer environ le tiers de son suc nourricier à l'organisme, pour préparer une nouvelle circulation? tel est le problème qui se pose devant l'avenir de notre puissance économique et dont dépend notre future existence, tant matérielle que politique. C'est là le point qui formera plus loin le centre de notre discussion.

Les conjonctures nationales: commerce extérieur, change, établissement des prix, cèdent le pas aux questions primordiales relatives à la diminution et à la transmutation des fortunes. Leur importance reste néanmoins considérable.

Les relations commerciales internationales dépendent de la bonne volonté des nations. Aucun traité de paix ne saurait les assurer d'une façon absolue, car la meilleure convention douanière ne peut empêcher l'animosité des acheteurs et les chicanes des autorités d'étioler l'échange. L'on ne peut non plus partir de l'idée que les nations ont besoin les unes des autres pour leurs relations commerciales: car, malgré ce besoin, chacune d'elles peut éliminer l'une ou l'autre en renonçant à des prix plus avantageux. Que chez nos ennemis l'idée de la guerre économique gagne ou perde en force, nous ferons bien de compter sur nous-mêmes et d'envisager une importante régression, partie volontaire, partie inévitable, de notre commerce extérieur, même au cas où une nouvelle orientation de notre politique nous rapprocherait de la Russie.

Ainsi c'est volontairement que nous limiterons toutes les importations d'objets de luxe, tandis que nous serons forcés de renoncer à certaines matières premières monopolisées; nous pourrions cependant en recevoir d'autres, mais qui auraient considérablement renchéri par suite de l'état du change. Avant tout, la possibilité d'exportations avantageuses, seul moyen de couvrir nos besoins d'importation, constituera la limite de notre commerce extérieur. Les expériences économiques faites pendant la guerre nous permettent

de diriger notre industrie dans le sens d'une économie plus proprement nationale. En effet, nous avons appris à tirer du pays même de nombreux produits de première nécessité; d'autre part, nous qui avons été habitués à jouer, sur le marché mondial, surtout le rôle du salarié, nous avons besoin, là aussi, d'une transformation considérable. Toutes les nations seront plus ou moins atteintes par la force nouvelle que le principe nationaliste en économie sociale va recevoir une fois encore avant sa disparition; car, du fait que les produits ne seront pas fabriqués là où ils peuvent être établis au meilleur compte, mais là où l'on désire qu'ils soient fabriqués pour des motifs politiques, le travail renchérira et la vie deviendra plus difficile.

Ajoutez à cela les multiples dépréciations des changes, facteurs de nouveaux renchérissements. Ces dépréciations découlent principalement de besoins d'importation unilatéraux, besoins qui ne peuvent être compensés par des exportations, mais bien par le crédit. C'est pourquoi, la guerre terminée, nous assistons à un recul sensible. Ces dépréciations, comme on l'a déjà dit, sont accentuées encore par l'émission illimitée de nouvelles valeurs, alors que les fortunes nationales, elles, n'augmentent pas. Nos adversaires sont atteints, en se sens qu'ils doivent payer chaque année de lourds intérêts et des amortissements à l'étranger. Nous qui avons dû émettre nos emprunts dans le pays même, aux dépens de nos relations avec l'étranger, nous sommes forcés de rétablir immédiatement, dans les limites du strict nécessaire, avant que nous puissions reprendre des relations commerciales

durables, un stock de ces marchandises étrangères qui, autrefois, abondaient dans nos ports, dans nos ateliers, sur nos vaisseaux marchands, dans nos entrepôts, dans nos magasins et pouvaient s'évaluer à quinze milliards environ.

Dans les pays atteints par la dépréciation des changes, les produits du sol ont renchéri et, par conséquent, la vie. Notre génération, qui, dans aucun domaine, tant qu'elle vivra, ne se remettra des conséquences de la guerre, se souviendra du temps de paix comme de l'époque du travail facile, de la vie à bon marché, du bien-être, du luxe et de la liberté économique illimitée. Plus nos tâches sont sérieuses, plus elles sont belles.

Il faut conjurer, en particulier, le danger de la dépréciation des changes le plus vite possible, avant qu'il soit trop tard. Notre si active économie de transition, qui a commencé par s'exercer sur un fantôme, devrait se rappeler que les pays au change ferme ont coutume d'acheter dans les pays au change faible, selon les indications de leur bon sens. D'inoffensives antiquités ont déjà suivi cette voie, d'importantes oeuvres d'art suivront, les biens ruraux, les mines et les industries ne seront pas épargnés. Une loi concernant l'exportation des oeuvres d'art est nécessaire, de même qu'une loi concernant l'acquisition de terrains par des étrangers, une loi qui réglemente leurs droits comme possesseurs d'entreprises et d'intérêts allemands. Il n'est pas admissible que l'étranger s'empare de nos richesses artistiques et dispose, dans son intérêt, de nos industries.

Si nous considérons les ravages consécutifs à la guerre, l'appauvrissement, les sacrifices humains, le bouleversement des fortunes, l'endettement de l'Etat, le préjudice causé aux relations entre les peuples, la diminution de la puissance d'achat, le renchérissement de la vie, nous voyons que les peuples d'Europe sont à peu près égaux, bien que de manière inégale selon les domaines; parmi les neutres mêmes, plusieurs ont aussi souffert, quoique sous d'autres rapports. Nous ne voyons pas, comme après la guerre de trente ans, des ruines fumantes, des champs dévastés, des villes dépeuplées, chez tous les pays englobés dans la guerre: l'hypothèque, les dettes ont remplacé la destruction matérielle. La ruine a été consommée surtout dans le domaine de l'invisible. Cependant les traces tangibles que, dès aujourd'hui, l'on ne peut méconnaître, apparaîtront publiquement au cours d'une décade.

L'opinion publique des pays en cause est plus éloignée que jamais de se rendre compte de cet état de choses. Au premier abord, cela semble incompréhensible; cela s'explique pourtant lorsqu'on prend en considération les circonstances économiques actuelles et si l'on part de ce fait d'expérience que la plupart des hommes ne savent envisager l'avenir que comme un présent prolongé en ligne droite.

Sans parler de la détresse de certaines industries et de la difficulté internationale notoire de l'alimentation, nous vivons dans une période de haute tension sans précédent. Jamais encore le travail à disposition n'a été soumis à pareille épreuve de force, autant de produits fabriqués à des prix aussi élevés; jamais on n'a construit

autant d'usines, jamais on ne fit de placements aussi considérables à un taux modéré, jamais l'argent ne fut plus abondant. Les salaires industriels ont doublé, la plupart des revenus ont augmenté. La majeure partie de l'agriculture se libère de ses dettes, l'offre des terrains urbains est compensée par la nécessité d'innombrables institutions d'Etat nouvelles, les matières premières, les marchandises et les effets de bourse ont été la source de gains considérables. L'importation des objets de luxe a cessé et son équivalent reste au pays. Certes, quelques commerces de moindre importance souffrent, ainsi que les industries spécialement adaptées au temps de paix ou qui avaient besoin de grandes organisations étrangères; mais des exceptions analogues se produisirent déjà en d'autres périodes de tension.

Cet état de choses persiste, s'accentue même, en ce sens que des entreprises particulières et agricoles s'étendent d'année en année, compensent leurs pertes et amortissent leurs dettes, envisagent des répartitions et marchent vers un avenir de beaucoup meilleur, en tant qu'entités isolées. Il est donc difficile d'exiger de la collectivité qu'elle se représente la situation telle qu'elle est, c. a. d. qu'elle se rende compte que tout ce bien-être et tout ce gain proviennent d'une source unique: l'Etat, qui achète tout, paye tout, salarie tout. Et peu de gens peuvent comprendre que cet Etat ne fournit rien qui soit en sa possession, bien qu'il procure des contrevaleurs matérielles, mais qu'il se crée des charges qui pèseront sur nous et sur notre avenir. Nous n'avons pas fait la guerre pour faire une affaire, mais pour remplir un

devoir national; les sacrifices qu'elle nous a coûtés ne nous accablant pas, nous en sommes fiers. Cependant, il faut nous garder, au point de vue économique, de confondre le doit et l'avoir.

Notre état d'âme «*Stimmung*» nous a conduits à bien des expériences, de même qu'au début, les notions mal comprises d'optimisme et pessimisme. Nous avons, de ce fait, confondu opinion avec réalité, confiance avec illusion. C'est ainsi que nous avons considéré l'influence à exercer sur la mentalité générale comme un procédé mécanique; or, cette mentalité ne peut persister que si l'on se sent sûr de l'excellence de la cause, de la capacité des chefs et de la force intérieure. On ne saurait faire davantage que de justifier ces convictions et de les maintenir. Par contre, tout état d'esprit reposant sur l'erreur, sur de fausses estimations, sur des prévisions trompeuses, doit nécessairement chanceler et tourner en sens contraire. C'est pourquoi nous avons eu tort de laisser notre jugement s'égarer en matière économique par des comparaisons avec 1871 et de prévoir des indemnités de guerre et un essor subit. Mais ne nous attardons pas à ces fautes de calcul. Occupons-nous bien plutôt de la situation économique telle qu'elle est et cherchons les moyens d'y remédier. Nous nous contenterons, dans cet ouvrage, d'expliquer pourquoi cette situation n'est reconnue nulle part en Europe.

Bien des gens croient qu'il suffit d'un protocole de paix pour pouvoir se passer tout de suite de l'économie de guerre et sauter à pieds joints dans l'industrie privée, enfin libérée. Ces gens-là sont les mêmes mar-

chands et bourgeois qui, avant la guerre, étaient rebelles à toute opinion politique, pensant ainsi gagner du temps pour leurs affaires. Aujourd'hui comme autrefois, ils sont incapables de comprendre la connexité entre la situation politique et la situation commerciale. Jadis, ils ont contribué à l'indifférence politique de notre bourgeoisie, indifférence qui nous rend très difficile aujourd'hui de prendre des responsabilités communes, après avoir été exclus de toute participation aux décisions concernant nos destinées. Aujourd'hui, ces mêmes gens cherchent un dérivé à la sujétion politique dans la restauration de la liberté et surliberté économique; ils prétendent encore trouver, dans les besoins du commerce privé, l'orientation de notre vie commune et méconnaissent ainsi les accumulations de réalités invisibles.

L'erreur est pardonnable, lorsqu'elle s'appuie sur des faits, même faussement interprétés. On dit: «Peu importe ce que l'avenir nous réserve; du moins, la guerre étant terminée, nous assisterons à une poussée économique inouie. Il suffit de songer à tout ce qui a été détérioré, épuisé, détruit et qu'il faut reconstruire».

Certes il y a beaucoup à reconstruire, à restaurer, à rénover. Cependant, ou oublie que parmi les choses détruites, abîmées, détériorées, se trouvent aussi les matériaux nécessaires à la reconstruction. Ce dont nous avons besoin avant tout — théoriquement — c'est de capital. Peu à peu seulement l'étranger acceptera en paiement la forme d'investissement qu'a prise notre capital — les prétentions futures sur l'Etat, l'emprunt — pour acquitter dans l'avenir nos dettes en marchandises.

C'est avec prudence que nous accepterons les emprunts étrangers et nous n'en emploierons la contre-valeur qu' à l'achat des fournitures les plus pressantes, et en ayant soin de ménager le change. Car nous avons besoin tout de suite d'environ dix ou quinze milliards d'importation de plus pour rétablir notre existence, et nous ne disposons, pour effectuer les premiers paiements, que de minéraux, de métaux et de produits chimiques. Nous devrons payer les importations au-dessus de leur valeur, tant que le change nous sera contraire, tandis qu'en même temps nous courons le danger de voir l'étranger s'emparer de nos placements et de nos propriétés à des prix inférieurs à leur valeur. L'importation matérielle — considérée en fait — présente aussi des difficultés. L'étranger est lui-même limité en bien des choses; ses stocks ont souffert aussi et ses besoins de reconstruction sont considérables. Avant tout les moyens de transport, nécessaires à nos besoins, ont diminué dans le monde entier.

La rapidité d'importation pour les besoins industriels continue à diminuer; en effet, les transports et le change doivent servir tout d'abord à l'agriculture et à l'alimentation. Ensuite, ce sera le tour des produits fabriqués les plus pressants pour l'industrie textile et des matières premières de cette branche.

Il s'agit maintenant de résoudre la question du travail. Voici le bilan du travail: pendant la guerre, une production intense faisait que les usines étaient débordées, cependant nos besoins de main d'oeuvre étaient en général couverts. Nous y sommes parvenus

en employant une grande quantité de femmes, en attirant des forces ouvrières jusqu'alors inoccupées, et les prisonniers travaillaient à l'agriculture et dans d'autres exploitations. La guerre est terminée. Les prisonniers ont été échangés, beaucoup de femmes sont retournées à leurs occupations ménagères; l'agriculture, l'industrie textile et d'autres ont besoin de bras. Si l'on oppose ces départs et ces exigences à la main d'oeuvre devenue libre du fait du retour de nos armées, nous nous trouvons en présence d'un excédent d'offres de plusieurs millions de bras, en supposant que l'intensité de notre production ne diminue pas. Il ne faut pas oublier que jusqu'à présent, notre production tout entière servait à la guerre et pouvait disposer des matières premières dans ce but unique. En effet, pour des industries de paix, l'on ne pourrait employer, par exemple, des métaux destinés aux usages domestiques.

On peut faire la même réflexion au sujet de la deuxième transformation industrielle, conséquence de la fin de la guerre, et du retour aux travaux de la paix. Ici encore, la force et l'appui de la volonté militaire ne profiteront pas à la deuxième transformation autant qu'à la première; bien plus, la retour de quantités de matériaux et de produits manufacturés, devenus inutiles pour les besoins de la guerre, feront concurrence aux travaux de paix ressuscités.

En résumé, nous pouvons caractériser de la façon suivante l'économie de transition: beaucoup de commandes et difficulté de les exécuter; diminution de la construction, augmentation des exigences de l'agriculture, forte extension des tous les moyens aptes à faire

produire la terre, de la production des minéraux, des métaux et des produits chimiques; amélioration modérée du change, grand besoin d'argent.

Si l'on compare cette situation avec celle des puissances occidentales, la comparaison est à notre avantage, car nous ne serons pas obligés de payer à l'étranger des intérêts élevés ni des dettes, et les ruines que nous aurons à reconstituer sont bien moindres. Par contre, nous avons épuisé nos stocks et nous serons obligés, pour les reconstituer, d'acheter et d'emprunter à nos anciens adversaires.

Beaucoup de gens s'imaginent que, au cours de cette époque de transition, une énergie considérable nous soulèvera à tel point, que nous pourrons surmonter toutes les difficultés à venir au moyen de la force vitale acquise. Si l'on applique à ces considérations l'étalon de la vraisemblance, elles ne paraissent guère fondées. Nous aurons raison de la transition, comme nous avons eu raison de circonstances plus dures, et de façon d'autant plus durable que notre législation se précipitera pour reconstituer théoriquement notre ménage au moyen de charges économiques sans équivalent. L'Angleterre, qui n'est pas autant que nous réduite à sa propre économie, a dû, afin de maintenir son crédit, arriver à couvrir ses dépenses le plus rapidement possible et cela surtout aux dépens de son avoir en rentes. Chez nous, au contraire, nous souffrirons moins en continuant à travailler encore quelque temps pour ainsi dire illégalement, que si nous modérons trop tôt le feu de notre économie, de façon à ce que la chaudière cesse de bouillir.

Nous surmonterons les misères de l'état d'après-guerre par les mêmes moyens et les mêmes forces qui nous ont servi à vaincre autrefois la parcimonie de notre sol, les obstacles à nos frontières, la pauvreté originelle de notre pays: c'est à dire par les qualités morales et intellectuelles d'une population dense. Mais pour surmonter ces misères, il faut savoir les regarder en face et trouver le courage de placer nos exigences envers nous-mêmes et envers nos buts beaucoup plus haut qu'il est nécessaire pour recouvrer péniblement l'état de choses d'autrefois; le passé est mort, il ne reviendra plus jamais; si c'était un paradis, il est perdu.

Pleurer ce qui est perdu, implorer le retour de ce qui ne peut être rétabli, est indigne d'un homme et ne saurait être allemand; le paradis mécanique de l'industrie sans frein a eu son temps et son mérite; nous l'avons abandonné sous la contrainte, sachons lui tourner le dos volontairement et créons-nous, à la sueur de notre front, un domaine qui sera nôtre et béni par notre travail loyal. Avec l'aide de Dieu nous fournirons tout ce qu'on peut attendre de nous, si nous n'exigeons de nous-mêmes que l'accessible, et non l'impossible.

Envisageons l'état de notre pays et mesurons les charges qui pèsent sur notre économie; évaluons-les à la hauteur où elles se trouvent aujourd'hui, à la hauteur qu'elles pourront atteindre dans l'avenir.

Nous devons compter tous nos emprunts de guerre et concevoir que chacun d'eux ne couvrait pas les nouvelles dépenses, mais consolidait les précédentes. Il faut y ajouter la nécessité de soulager nos banques, qui sont mises par trop à contribution, le rachat des

2*

bons du trésor, les sommes nécessaires au rétablissement des pays dévastés, à la restauration du matériel d'Etat hors d'usage, à la création de nouvelles valeurs. Nous devons compter le capital nécessaire pour assurer l'existence des mutilés de guerre et des survivants. Ajoutons y enfin l'accroissement de la dette des Etats particuliers et des communes; nous verrons que le capital de nos charges de guerre s'élèvera, grosso modo, à cent soixante-dix milliards, plus une somme annuelle de dix milliards environ, pour les intérêts et les amortissements.

Même si l'on considère que la confiscation des biens atteindra le tiers des grandes fortunes, et eu égard au nombre beaucoup plus élevé des fortunes modestes, nous ne pourrons guére réduire ces intérêts à moins de huit milliards et demi.

Ce n'est pas tout. Les salaires ouvriers sont presque quatre fois plus élevés que ceux du temps de paix; dans de nombreuses exploitations, on paie un ouvrier exercé deux marks et plus de l'heure. Personne ne croit que nous puissions maintenir ces proportions; cependant nous ne pouvons demander à l'ouvrier et au modeste fonctionnaire, qu'après plusieurs années de campagne, il se contente, au prix actuel de la vie, des salaires d'avant-guerre; d'autant plus que ses collègues mobilisés au pays ont réclamé et obtenu le salaire maximum. Pour augmenter de la moitié de ce qu'ils étaient les salaires ouvriers et les appointements modestes, il faudrait compter environ six milliards par an et notre budget serait chargé d'un accroissement de quinze milliards en chiffres ronds.

Avant la guerre, nous pouvions évaluer la production de nos marchandises à quarante-cinq milliards environ. Cette production était basée sur la liberté du commerce entre les nations et sur un bilan allemand qui, tant pour les importations que pour les exportations, dépassait vingt milliards au bas mot. Supposons, ce qui n'est pas possible en présence d'un développement réduit aux seules ressources nationales, que cette production soit maintenue; elle serait grevée de charges d'un tiers plus fortes qu'auparavant et subirait, par conséquent, un renchérissement d'un tiers. Cela ne signifie pas seulement la réduction du gain d'autrefois, mais encore la réduction de la capacité de concurrence de notre pays, qui ne pourrait être maintenue qu'au prix d'un change très bas. Cela signifie avant tout une diminution considérable de la capacité de consommation de chacun et du pays, une altération des conditions de vie et un recul correspondant de la production, laquelle, du fait même de ce recul, renchérit encore et diminue.

Efforçons-nous donc de rendre productives les charges que la guerre nous a imposées, élevons-les à la hauteur des nécessités inhérentes à l'amélioration de l'existence et, malgré ces difficultés, baissons le prix de notre production, augmentons celle-ci et éta blissons une meilleure proportion entre le rendement du travail et la consommation.

Il semble que nous nous trouvions ici en présence d'une contradiction péremptoire: imposer l'industrie et diminuer en même temps le prix de sa production; augmenter les salaires et élever le coût de la vie, au moment

où l'économie nationale est grevée de charges considérables.

Il n'y a qu'un moyen de résoudre ce problème contradictoire: partant de la production des marchandises, il s'agit d'augmenter l'efficacité du travail humain au point qu'une production deux fois plus considérable permette de compenser les charges et de payer aux forces auxiliaires des salaires plus élevés. Ce qui n'est pas possible avec quarante milliards de marchandises, quatre-vingt y suffiront.

Le régime économique actuel ne résout pas le problème, le régime communiste encore moins. Le régime auquel nous marchons sera d'ordre privé, analogue à celui d'aujourd'hui, mais on lui imposera un frein. Une volonté commune le pénétrera, la même qui pénètre actuellement toute oeuvre de solidarité humaine, à l'exception, précisément, de la production industrielle; il sera fondé sur la moralité et le sens de responsabilité qui ennoblissent aujourd'hui tout service rendu à la communauté. Nous sourions de cette boutade: quelqu'un se proposant d'acheter un canon afin de se rendre indépendant et de se libérer du service militaire! Personne ne songe à réclamer pour lui seul un tronçon de grande voie ferrée ou un réseau télégraphique, non plus qu'à se créer un système de juridiction privée. Il n'en va pas de même en ce qui concerne l'économie nationale. Comme notre bien-être et notre prospérité, notre civilisation et notre valeur dépendent d'elle, on admet, sans examen préalable, que son existence est basée sur l'absence de toute entrave, sur la libre concurrence et sur la lutte intestine. Se montrera-t-elle capable

d'ordre réfléchi, d'organisation consciente, de pénétration scientifique et de responsabilité solidaire? pourra-t-elle, en vertu de ces forces et de ces lois organisatrices, satisfaire aux multiples exigences de la lutte désordonnée de tous contre tous? apprendra-t-elle à concentrer ces forces sur les choses les plus importantes et les plus nécessaires, sans frottements et sans conflits vénimeux, sans spéculer sur des instincts insensés et sans récompenser la violence? pourra-t-elle offrir aux couches inférieures de la population une libre coopération au lieu de continuels défis? c'est ce que nous montrera le nouvel édifice social. Toutes les choses humaines sont marquées au coin d'une double aspiration: les éléments psychiques de la religion, de l'art, de la pensée se meuvent entre une solidarité ethnique et la liberté individuelle; les éléments intellectuels et mécaniques de la civilisation, de l'économie sociale, de la circulation, de la soumission des masses, commencent au travail privé pour aboutir à une solidarité organique. L'époque de la mécanisation, issue de l'énorme condensation de la population, a, comme tous les évènements naturels non voulus, amené un équilibre naturel, inévitable, involontairement organique et non volontairement organisé. Sans l'intervention d'une catastrophe mondiale, cet équilibre aurait pu se maintenir encore quelques siècles, malgré tous les gaspillages, les inimitiés et les ruines; maintenant la nécessité a mûri les vertus de la mécanisation; ce que la nécessité morale n'a pu obtenir, la nécessité matérielle l'accomplira. L'obligation de ménager les forces et les matières transformera l'équilibre chancelant en un équilibre réfléchi et organisé.

Tandis que l'homme croira travailler pour ses besoins, il sera forcé de travailler pour la justice.

Certes, de telles époques nécessitent une pensée créatrice et de la volonté. Cela est difficile à un peuple qui n'a pas confiance en ses propres décisions et s'en rapporte, en toutes choses, à une autorité héréditaire, pour un peuple qui ne s'est donné qu'une seule fois une orientation nouvelle, soit dans le domaine intellectuel, et toujours sous le patronage de la noblesse et des princes. Cela est difficile à une époque qui méprise tout raisonnement systématique, parce qu'elle ne sait plus penser, qui vit de journaux et réduit chaque problème en question à l'ordre du jour. Cela est difficile, avant tout, à un esprit d'affaires qui, justement fier de son travail, a mis au service des intérêts particuliers la partie bourgeoise de l'*intelligence* et l'en a gavée par tous les moyens et artifices de la dialectique. Tout l'esprit politique qui manque à nos affaires nationales est absorbé par les industries; une inconcevable confiance dans le but à atteindre et un art non moins incroyable de se défendre y règne, au service de la lutte particulariste et de la politique professionnelle. Lorsque le secrétaire général de l'association allemande des orgues de barbarie, le président de la société pour la protection de l'industrie allemande des insignes de sociétés ou le journal de l'association de toutes les branches de l'industrie relative à l'entretien des ongles traitent, en un discours parlé ou imprimé, une question touchant les intérêts de la profession aux points de vue historique, économique, politique et psychologique, ils rejettent dans l'ombre les plus grands avocats de l'antiquité

et des temps modernes, et chacun admire la grandeur et la justice de leur cause. Malheur à celui qui a la malechance de léser, dans des paroles ou dans des écrits, les intérêts présumés d'un groupe d'intéressés, serait-ce au nom d'un but des plus élevés! Or, comme toute tentative d'atteindre un but utile à la communauté trouble des aspirations particulières, menace des droits privés, le danger principal de toute la politique actuelle réside dans le zigzag, dans le compromis et dans le charlatanisme. Il ne suffira pas de l'esprit créateur du penseur, de l'esprit de décision de l'homme d'Etat — car plus que jamais l'innovateur devra se sacrifier — il faudra avant tout compter sur la longueur du temps, sur la nécessité et sur le rabâchage obstiné.

L'objet de notre exposé ne comporte donc pas un changement subit de gouvernement, mais le plan d'un édifice qu'une seule génération ne suffira pas à construire. Et cette génération ne devra pas moisir dans une attente passive, mais persévérer dans le progrès, faire preuve de bonne volonté et travailler sans relâche.

Avant d'aborder la construction de cet édifice, que l'on nous permette une digression d'ordre général.

Le socialisme était enclin à souhaiter une transformation de l'économie et de la société sur la base de la suppression du capital et de l'étatisation des moyens de production. Cette espérance répondait à l'état de précocité du mécanisme: le quatrième Etat considérait les gains toujours plus forts des entre-

preneurs comme un enrichissement dont il faisait les frais; les ouvriers considéraient l'entreprise particulière comme une bastille qui les narguait.

Commençons par comprendre que l'intérêt du capital ne représente autre chose qu'un dépôt dont l'économie industrielle mondiale a besoin chaque année pour assurer sa prospérité. Ce revenu, après un prélèvement modeste — et d'ailleurs arbitraire — attribué au capitaliste, retourne entièrement à l'entreprise. J'ai expliqué dans d'autres écrits, que l'arbitraire et la proportion de ce prélèvement doivent être soumis à une révision morale et économique. Cependant, la suppression de ce prélèvement n'améliorerait pas sensiblement les conditions vitales de la collectivité.

Ensuite, si nous examinons sans parti pris le véritable processus des entreprises industrielles, nous trouverons que leur caractère privé loin de s'accentuer, tend à disparaître; la dépersonnalisation des entreprises est en progrès. Ce n'est plus le particulier qui est propriétaire, mais une catégorie d'actionnaires susceptibles de changements constants, qui touchent un intérêt de leur capital augmenté de 2% environ en Allemagne — à l'étranger un peu moins — pour compenser leurs risques. Les affaires sont menées par des administrateurs rapidement mis au courant, qui, bien qu'intéressés aux bénéfices, travaillent davantage à consolider l'entreprise qu'à réaliser des gains. Les sociétés par actions, tant au point de vue économique que dans leur structure intime, réalisent, aujourd'hui déjà, l'image intermédiaire entre l'entreprise particulière et l'administration publique.

C'est pourquoi, comme je l'ai exposé dans mon livre *Choses de demain*, la situation du prolétariat apparaît toujours plus clairement comme un ensemble d'obligations, indépendant de la forme d'exploitation économique et basé sur des traditions surannées; l'hérédité de l'aisance et l'hérédité de l'inculture sont les conditions essentielles de l'isolement du prolétariat; elles n'ont affaire qu'indirectement avec le régime économique.

Par conséquent, les aspirations du socialisme futur, pour autant qu'elles tiennent à rester dogmatiques, ne pourront tendre qu'à une société communiste. Si elles veulent réaliser la pratique et la justice, elles prendront, sans parler des questions à l'ordre du jour en matière d'égalité économique et politique, deux directions principales: en exerçant leur influence sur les coutumes et sur le droit, elles supprimeront l'assujettissement du prolétariat; par une transformation intime de l'économie, elles tâcheront d'augmenter leur rayon d'action à tel point que le produit du travail humain, distribué équitablement et sans pédanterie, assure à chacun des conditions de vie acceptables et à la collectivité le libre développement de sa culture intellectuelle.

Nous voici donc ramenés à notre véritable tâche, le relèvement de la capacité économique, et nous sommes en présence d'une nouvelle perspective: notre tâche n'est pas seulement un souci de circonstance, issus des misères de la guerre, mais une affaire intéressant l'humanité en général. Ici encore le feu de l'incendie universel a mûri les fruits qui, au sein de la tiédeur, de l'indifférence et du caprice, ne seraient

parvenus à maturité qu'après plusieurs siècles. En matière politique, comme en matière sociale, la nécessité nous apprend à voir toujours plus clair. Nous commençons à pressentir que la guerre a été autre chose que se la représentaient ses auteurs conscients ou inconscients; qu'elle n'a pas été imposée aux peuples pour repartager le monde, mais pour éliminer des scories. C'est en vertu de cette conception que d'aucuns la voyaient venir depuis longtemps et la prédisaient.

Nous apercevons en outre clairement une nouvelle conséquence: si nous réussissons à édifier une nouvelle économie sociale, l'appui des couches inférieures nous est assuré. Il n'est pas possible que subsiste, la guerre terminée, l'incommensurable fossé de la tension intérieure; nous sommes un seul peuple, mais nous ne le sommes pas assez. Il faut donner aux puissantes forces physiques et intellectuelles qui se consumaient en oppositions et en frottements intérieurs un champ d'activité plus fécond. L'avenir appartient à la nation qui transformera son coefficient de querelles en un coefficient de travail, qui attellera ses forces bien égalisées au char de l'Etat et de l'économie nationale.

On ne peut imposer aucune limite théorique à l'activité d'une industrie. Il est permis de supposer des ateliers si parfaitement outillés, qu'un seul homme suffira à assurer la marche du mécanisme de la production; il existe des exploitations, notamment dans le domaine des industries chimique et électrique, qui approchent de cet état d'une façon surprenante. Supposons un pays habité par mille travailleurs jouissant de cette disposition, la quantité de marchandises qu'il pour-

rait produire serait incalculable et la consommation de chacun, pour autant qu'un partage équitable y préside, serait à discrétion. Nous sommes encore assez loin d'une limitation imposée par le manque de matières premières sur notre planète, pour pouvoir écarter ce souci.

Pourtant cet état de mécanisation absolue de la production ne peut s'effectuer d'un seul coup; on ne peut même pas l'accélérer au-delà d'une certaine mesure. Car toute mécanisation exige des installations, et celles-ci contiennent une énorme quantité de travail emmagasiné et d'ingéniosité, de capital vivant. Tout le travail dont on dispose sur terre, s'il s'agit de travail matériel, existe sous forme d'installations, d'instruments de production, et ne peut s'accroître plus vite que l'épargne mondiale annuelle à laquelle il s'identifie. C'est pourquoi jamais on ne vit théorie plus stupide que celle attribuant à la machine le danger de priver l'ouvrier de son pain. Toute économie de travail profite à l'enrichissement du parc d'installations du monde, et lorsque le cours des siècles l'aura comblé, cela aura pour résultat d'augmenter la quantité du travail, les disponibilités de matières consommables, de diminuer la durée du travail et d'améliorer les conditions de vie.

Certes, nous ne pouvons attendre cette époque. Pour l'instant, il nous suffit de savoir que le bien-être humain dépend avant tout de la quantité utile du travail; que celle-ci, dans certaines circonstances et dans un temps déterminé, peut être accrue; qu'il n'existe aucune limite théorique à cet accroissement. On peut mesurer l'étendue du travail, le rendement que chaque

ouvrier peut atteindre en moyenne. D'une façon tout approximative il est vrai: car comme notre travail est essentiellement divisé, il faut tenir compte de la valeur du matériel travaillé: à travail égal, le ciseleur produit plus que le chaudronnier. Cependant, dans notre industrie, la valeur du travail fourni sur des matières estimées à peu près à la même valeur, peut varier du simple au multiple: environ dans les limites de 2000 à 5000 marks. Mais toute heure de travail gaspillée, relativement à l'état de la technique du métier, est une perte nationale.

En moyenne, toute matière comporte une proportion de deux-tiers à trois-quarts de sa valeur en travail humain emmagasiné. Un kilogramme de cuivre contient le travail de celui qui a extrait le minerai, de celui qui l'a fondu et mis en valeur, le travail des chargeurs, des conducteurs de trains, des matelots, des appareilleurs, des directeurs et des capitaines. Il faut ajouter encore le travail de ceux qui ont contribué à la fourniture des matériaux auxiliaires: le charbon et ses succédanés ont aussi absorbé du travail humain. Enfin des instruments de travail ont été mis à contribution: des fourneaux, des électrolyses, des dynamos, des essieux de wagons ont été employés et en même temps du travail humain à haute tension; toutes ces installations, y compris les bureaux du frêt, ont été fermées à d'autres productions mondiales, pendant la durée du chargement de ce matériel.

Si donc l'on gaspille du matériel, on détruit du travail humain sous sa forme la plus concentrée; en même temps on arrête le processus mondial de la production,

en paralysant, pendant une fraction de temps, des moyens de production forcément limités. Une tonne de charbon représente environ dix heures de travail immédiat. Lorsque quelqu'un emploie une machine à vapeur de la force de mille chevaux qui, au cours de sa marche, use moitié plus de charbon qu'elle ne devrait — ce cas est fréquent — il détruit annuellement le travail de trois ouvriers allemands, sans compter le frêt, l'extraction, les ateliers de lavage, qu'il obstrue inutilement.

Ainsi, le gaspillage du matériel, qui n'est en somme qu'un gaspillage indirect de travail, est souvent plus nuisible et plus dangereux que le gaspillage direct. Mais une fausse direction, consciente ou non, du processus de production dans son ensemble, est plus destructive encore que les gaspillages précités.

Si dans un pays éclatait la maladie du phonographe, de telle sorte que chacun des habitants penserait que son bonheur dépend de la possession du plus grand nombre possible de ces instruments, ou si les femmes aisées décidaient de se baigner tous les jours dans l'eau de roses, il arriverait que la plus grande partie de l'industrie métallurgique, de la construction des machines, des fabriques d'outils, se verraient dans l'obligation de consacrer le plus clair de leur travail et de leurs matières premières à la fabrication des phonographes; l'agriculture verrait la plupart de ses terrains accaparés par la culture des roses. Certes, ces exemples sont exagérés; cependant nous dépensons annuellement deux à trois milliards pour des boissons enivrantes, nous sacrifions des centaines de millions pour la toilette, pour des

futilités, pour la parade; dix mille hommes vigoureux, dans une grande ville, guettent le client derrière des comptoirs de magasins; bon an, mal an, des voyageurs qu'il faut compter par plusieurs centaines de mille, livrent, les uns contre les autres, le combat de la concurrence commerciale pour aboutir au résultat qu'à la fin de l'année, chaque entreprise n'a pas vendu beaucoup plus que l'année précédente. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une perte touchant l'épargne nationale, mais d'une mauvaise direction du processus entier de la production. Conséquences: d'innombrables forces et matériaux sont gaspillés, des voies barrées au travail, des prix de revient renchéris et des forces enlevées à la concurrence extérieure.

La mauvaise et fausse production n'entraîne pas seulement une perte annuelle de la valeur du matériel et du travail; ce sont aussi les transports, les matériaux auxiliaires, les forces mécaniques, les nouvelles constructions et installations qui sont arrachées, en une proportion chaque année croissante, à l'économie nationale. Ces dommages envahissent toute l'industrie comme de mauvaises herbes rampantes et l'on ne découvre leurs ramifications que lorsqu'on les saisit par le racine.

Les dommages apportés à notre édifice social, tels que le droit à l'oisiveté, le droit d'interception, de destruction de marchandises, d'exploitation abusive du travail salarié dans un but personnel, de dépréciation du change par des importations arbitraires, de préjudice financier par l'exportation et le placement arbitraire de capitaux: tous ces facteurs, j'en ai parlé dans d'autres écrits. Nous n'y reviendrons pas ici où il ne s'agit que

de la constitution de l'économie. Il nous suffit de jeter un coup d'oeil sur les faiblesses générales de notre édifice économique. Avant d'aborder le développement du nouveau projet, nous mettrons en lumière l'ordre de choses particulier à l'Allemagne.

1. Les rares hommes à qui leurs devoirs professionnels ont permis un coup d'oeil sur la manière d'agir de beaucoup d'exploitations industrielles et de diverses branches de la production, ou qui ont été appelés à contribuer à l'assainissement et à la réorganisation d'entreprises en déclin, m'accorderont qu'en dépit de tout le progrès technique, l'affaiblissement de la productivité est étonnant.

Il n'existe pas encore de science industrielle. Les hommes expérimentés ne croient pas devoir faire part de connaissances acquises au prix de tant de peines et beaucoup d'entre ceux qui parlent ou écrivent, malgré une active participation théorique, n'ont pas trouvé l'occasion d'une collaboration pratique décisive. En outre, la puissance de notre industrie est jeune; en moyenne elle n'est pas cinquantenaire. Elle venait de se mettre à une synthèse d'expériences systématiques et avait à peine trouvé le temps et le moyen de la mettre en oeuvre. Pendant ce temps une ascension presque ininterrompue laissa prospérer même ce qui était insuffisant, rejetant à peine ce qui était fragile, sans objet, suranné. L'idée d'acheter un morceau de terre, de construire hangars et cheminées et de faire avec des machines et des fourneaux n'importe quoi qu'il fallait auparavant acheter à l'étranger ou fabriquer à la main, était, il y a une génération encore, d'une audace si féconde, que la

tentative réussissait même si l'on n'avait point eu égard aux données générales de l'économie. Plus tard seulement le tassement de la production et de la consommation, la concurrence intérieure et extérieure invitèrent à réfléchir et à comparer.

Aujourd'hui nous savons que toute industrie est un produit du sol, tout comme les animaux et les plantes. Elle ne peut prospérer que sur son terrain naturel, et celui-ci est donné par les communications les plus courtes et les plus commodes pour faire circuler les matières premières, le produit semi-manufacturé et le produit terminé, la main d'oeuvre et les instruments de travail, pour autant que sont réalisées les conditions préalables du climat, du terrain et de la population. Car toute production est un mouvement; elle repose uniquement sur la séparation et la reconstitution de substances terrestres.

Peu nombreuses sont celles de nos entreprises qui satisfont à la première exigence; celle d'un choix judicieux de l'emplacement. Des fabriques de machines ont été créées, là où habitait le patron d'une précédente fabrique. Des filatures et des fabriques de papier existent auprès de petits cours d'eau dans un endroit perdu parce qu'il y avait là, autrefois, une misérable chute, depuis longtemps remplacée par des machines de mille chevaux de puissance. Des verreries ont été construites auprès de mines de houille brune depuis longtemps épuisées, des fabriques de produits chimiques apparurent dans de grandes villes où habitaient des pharmaciens ou des chimistes. On n'a pas trouvé le temps de déplacer ces entreprises ou l'on ne s'est pas décidé assez tôt. Les besoins croissants de l'industrie employaient leurs

produits, bien que leur coût fût beaucoup plus élevé que celui dû à une production normale. Dans les grandes villes on se contenta souvent de l'augmentation de la valeur du terrain, et la fabrication passait au second plan.

Nous nous enorgueillissons à bon droit de nos procédés de fabrication; ils sont plus nouveaux, meilleurs et plus étudiés qu'en Angleterre, en France et en Belgique. Et pourtant, quelles expériences l'on ferait, si on les éprouvait en détail: les sources d'énergie d'après leur rayon d'action, les machines d'après leur production, les procédés de travail d'après leur rendement économique. Dans l'espace de deux décades la production calorique des forces a doublé son coefficient, le coût de l'énergie électrique a triplé; la connaissance des organisations de transports est devenue une science. Bien peu d'opérations échappent à l'emprise de la machine, la conduite du travail a passé des mains du contremaître dans celles de l'ingénieur et du directeur de la fabrique. Mais tous ces progrès ne sont accessibles qu'à quelques-uns de nos produits. A une époque qui reposait sur la production illimitée, ne connaissant qu'une loi: créer des marchandises, on pouvait pardonner aux producteurs de renoncer à des avantages que leur offrait journellement une technique scientifique. En outre, ces améliorations exigeaient des frais d'établissement, et, vu l'éparpillement de la production dans diverses exploitations parsemées au hasard, en innombrables types dont nous parlerons tout-à-l'heure, l'entreprise particulière n'avait pas toujours les reins assez solides, n'était pas toujours assez concentrée, pour

3 *

pouvoir suivre le développement. Si cette entreprise gaspillait du travail et du matériel, cela nuisait à son rendement, ce qui était en somme une question privée. Aujourd'hui, toute perte, toute prodigalité, nuit à la communauté; personne n'a la droit, même s'il peut le payer, d'employer une machine trop gourmande, qui mange cinq fois plus de charbon qu'il ne faut, pas plus qu'on n'a le droit de gaspiller du pain. Nous touchons ici à une des transformations morales de l'économie nouvelle.

A elle seule, la consommation de charbon de l'Allemagne pourrait être diminuée de moitié, si toutes les exploitations étaient pénétrées de l'esprit scientifique et scientifiquement organisées, si toutes les énergies étaient canalisées. Et pourtant, cette économie même serait rejetée dans l'ombre par le gain en travail, en matériel et en frais de transport, par l'augmentation de la production, des transactions, si l'expertise et les réformes s'étendaient du même coup à la situation et à l'aménagement, aux installations et à l'exploitation.

2. Jusqu'à présent nous n'avons pris en considération que l'exploitation isolée. Une observation relative à l'éparpillement des ateliers et des types nous conduit à examiner des groupes industriels.

Notre nouvelle fabrication repose tout entière, sur l'idée de la production en masse et de la division du travail. Cette deuxième idée est primordiale et décisive: la répartition du travail en un nombre donné de fonctions de même nature devait primer pour éclaircir et résoudre le problème de la réduction de ces fonctions en processus partiels exploités par grandes masses.

A quel point le prix de revient peut être abaissé par le travail en masse, on s'en rend compte en songeant à la réduction des frais de premier établissement, des usures internes, des pertes de temps et de matériel, et avant tout, à la possibilité de la mécanisation absolue de l'exploitation. Cependant l'attente des spécialistes expérimentés eux-mêmes sera dépassée, si l'on remplace la fabrication de l'objet individuel par la fabrication en série. Une machine qui, sans compter le travail d'établissement, coûtera 10 000 marks à construire, pourra coûter 2—3000 marks de moins si on la construit par série de cent seulement. Des métaux qui, pour une production minime, revenaient à 20 ou 30 marks, peuvent être aujourd'hui vendus, dans les mêmes conditions, pour quelques marks.

Tandis que, dans l'entreprise particulière, la division du travail a lieu consciemment et en proportion croissante, la division du travail par entreprises et par groupes de fabriques dépend essentiellement des circonstances et de l'équilibre fortuit. Dans les pays de la plus forte consommation et de fabrication la plus uniforme, en Amérique et en Angleterre, la répartition du travail par groupes, si je puis me servir de ce terme, a réalisé les progrès les plus considérables. L'industrie anglaise du coton doit la plus grande partie de sa force mondiale à ce principe. Il y a, là-bas, de puissantes entreprises qui ne filent que deux ou trois numéros, tandis que, chez nous, beaucoup d'entreprises de moyenne importance sont obligées d'exploiter en même temps la filature ordinaire et la filature fine. On ne peut prévoir jusqu'à quel point la division du travail par grou-

pes, conçue scientifiquement, abaisserait les prix de revient et augmenterait la production.

Le spécialiste peut se faire une image de cette réalisation: en effet, si toutes les entreprises moyennes se spécialisaient, elles pourraient travailler abondamment, uniformément et sans interruption, parvenir à une organisation parfaite tendant à un but simple et précis; elles pourraient se conserver un état-major de spécialistes choisis, qui consacreraient toutes leurs forces au développement de leur domaine particulier, au lieu d'assumer aujourd'hui la responsabilité de tel travail casuel, demain de tel ou tel autre. Et il ne sert à rien d'opposer à cette thèse le produit des grandes entreprises actuelles où l'on fabrique de tout. Car, si l'on examine de plus près ces entreprises types, on remarque qu'elles ne cuisent pas des mets divers dans le même pot. Au contraire, elles consistent en usines spécialisées, étroitement liées entre elles et dont chacune est souvent la première dans sa spécialité. Elles réalisent déjà, dans une unité économique privée, l'idée de la répartition du travail par groupes qui devra plus tard s'étendre sur l'ensemble de l'économie.

La division du travail par groupes ne peut pas davantage que la réforme technique des entreprises individuelles être abandonné au libre jeu des énergies; seule une nouvelle organisation, une organisation collective de l'économie peut dominer ces problèmes et les autres. Car le principe de la construction consiste en un jugement objectif d'ordre plus élevé et dans l'entente des bonnes volontés. Or, si la concurrence effrénée travaille contre ces forces organisatriees, la bonne volonté sera

impuissante devant l'éparpillement capricieux de la production et des marchés, si elle n'est pas armée d'une autorité péremptoire.

C'est avec raison que nous louons l'individualisme allemand; cependant nous oublions souvent que si l'originalité s'éprouve créatrice, et fécondée par l'obstacle, c'est à la condition de pénétrer jusqu'à la racine l'essence et la signification complète de la vie. Elle peut facilement se muer en égoïsme et en bizarrerie, lorsque, par réaction contre une manière d'être terre-à-terre, banale, uniforme, elle cherche à faire miroiter certains problèmes au moyen d'excentricités et de singularités béotiennes. Un petit chapeau vert de chasseur ne fait pas un explorateur d'un commis de chancellerie et une décoration murale assyrienne ne fait pas d'une caserne locative un château féerique. Les difformités et les singularités entravent l'énergie créatrice d'une civilisation. Nous ne sacrifierions pas un seul titre de gloire de notre liberté individuelle, si nous soutenions avec plus de persévérance nos grands et véritables droits à la liberté, si nous renoncions à quelques-unes de nos libertés carnavalesques en faveur de cette symétrie extérieure qui est voisine de la dignité.

Le faux individualisme, l'originalité facile détruisent notre fond comme notre forme. Des rues dont les maisons sont divisées en pièces semblables pour servir à des besoins semblables, deviennent des échantillons de fantaisie stylistique indisciplinée; des mobiliers simples sont modifiés d'après les formules mal interprétées des siècles et des contrées; chaque année on transforme les habitudes et le costume selon des préceptes imposés

et artificiels. Si on pardonne ces folies à notre rapide prospérité, si l'on leur fait crédit en raison de leurs effets chatoyants, il n'en reste pas moins vrai que l'empiètement du caprice individuel sur l'économie stricte est insupportable.

Nous avons vu que la force de notre économie repose en grande partie sur la division du travail, la division du travail sur l'établissement de l'homogénéité. Le marché allemand, plus que tout autre, travaille consciemment contre cette conséquence nécessaire. S'il existe des moteurs de dix, douze et quinze chevaux, l'ingénieur d'exploitation du client, dans l'excercice conscient de sa compétence technique, commande un moteur de onze chevaux et demi et oblige le fabricant, dont la volonté est moindre, à créer le nouveau type, sans égard aux milliers d'heures de travail que sa lubie dérobe à l'industrie nationale. Si ces moteurs comportent habituellement mille tours, on en exige neuf-cents. Si la force motrice est à droite, il faut la mettre à gauche. Si un produit chimique est livré à un degré de pureté s'élevant à quatre vingt-dix pour cent, on réclame qu'il le soit à quatre-vingt. Si un emballage a été prévu pour cent kilogrammes, il faut l'adapter à cinquante. Des industries importantes ont entrepris la normalisation de pièces détachées usuelles, tuyaux, vis, rivets, équerres et de nombreux objets auxiliaires. Il faut saluer avec reconnaissance le succès de leurs efforts considérables : cependant, la simplification du détail se perd dans la division sans cesse croissante de la production achevée.

Nous ne saurions atteindre à l'uniformité de l'Amé-

ricain, qui veut que la roue de sa voiture soit verte, si toutes les roues appartenant aux trusts sont vertes mais nous ne devrions pas exiger qu'une encre soit brune, parce que toutes les autres sont bleues, noires ou rouges. Les catalogues de fabrication de nos industries contiennent, pour les seules industries techniques, des centaines de milliers de numéros, qu'on pourrait effacer sans nuire à la consommation; mais il faut les maintenir, au plus grand détriment de la production: travail intellectuel, réorganisation des procédés du travail, force d'expansion et de propulsion économique, parce que, sur le terrain de la concurrence à outrance, aucune autorité ne peut se dresser contre le bon plaisir du public.

Si l'Allemagne réussissait, et elle y réussira même si elle n'a pas les coudées franches, à réaliser la production normale, la production par *types* autant que l'exige le processus scientifique du travail — et l'on n'en conserverait pas moins par là une diversité qui dépasserait de beaucoup notre situation d'il y a vingt ans — une répartition convenable du travail de fabrique à fabrique doublerait au moins la production, les installations et la main d'oeuvre restant les mêmes.

3. Nous avons examiné la fabrication des marchandises dans l'atelier privé, puis dans la juxtaposition des ateliers, envisageant la possibilité d'améliorer l'emplacement, les installations, le groupement et la division du travail; ainsi donc, en quelque sorte, dans la coupe horizontale de la simultanéité et de l'analogie. Considérons maintenant les marchandises dans la direc

tion perpendiculaire: partons de la matière première pour arriver au produit intermédiaire, au produit à moitié fabriqué et au produit terminé; puis passons du fabricant au grossiste, au semi-grossiste et au détaillant, pour aboutir au consommateur. En étudiant cette deuxième dimension nous rencontrons des frottements et des dépenses qui se multiplient par celles de la première dimension, tandis qu'au contraire une réforme simultanée dans les deux directions décharge la production et augmente sa capacité dans une proportion quadruple.

L'une des principales différences entre l'ancienne et la nouvelle forme économique consiste dans cet échelonnement des marchandises, grâce auquel presque chaque produit dégrossi ou «intermédiaire», est devenu une marchandise négociable. En effet, un nombre comparativement minime de matières premières et une diversité immense d'objets terminés exigent des assemblages sans cesse renouvelés de produits en cours de fabrication. Sous l'ancien régime économique, de l'élevage des abeilles jusqu'à la bougie, de l'élevage des moutons jusqu'à la laine, du défrichage jusqu'à la maison construite et au banc de bois, la production se trouvait, sinon dans une seule main, du moins sous une seule surveillance. Les métaux furent les premiers produits intermédiaires dont on se servit. Le progrès de la mécanisation et la division du travail devaient peu à peu faire de presque tous les produits intermédiaires des objets de vente. Car, presque chacun d'eux est susceptible des destinations les plus diverses et tous les degrés de la fabrication ne pourraient de-

meurer dans une main unique que si l'industrie mondiale était confiée à un seul individu.

Nous rencontrons ici, ce qui arrive rarement, une contradiction interne et une lourde faute commerciale de la production mécanisée: la division du travail, en juxtaposant chaque moment, ou l'ensemble des moments de la production, a réalisé l'incroyable; et pourtant elle a rompu le lien entre les degrés successifs de la production en grand. Ainsi: comme la plupart des produits intermédiaires sont devenus marchandises négociables, ils doivent d'abord, chacun en particulier, rapporter un bénéfice aussi élevé que possible, cela au détriment du travail consécutif, dont la production est ainsi affaiblie, ce qui par réaction affaiblit à son tour la production originelle. Prenons un exemple simple: une mine de sel et une fabrique de soude ne peuvent s'entendre pour collaborer de façon plus intime. La mine maintient les prix de son sel, qui, pour une production modérée, laissent un bénéfice modéré. Si la production était doublée, on pourrait faire des prix plus bas. La fabrique de soude ne peut, en raison du prix du sel, se livrer qu'à une fabrication médiocre; si le prix du sel était plus bas elle pourrait quadrupler son débit. Si les deux entreprises s'entendaient, ou se trouvaient en une seule main, elles produiraient beaucoup en gagnant beaucoup; le deuxième produit pourrait, en outre, baisser sensiblement les prix de ses sous-produits; il en résulterait une progression croissante dans les deux sens, en avant et en arrière.

Considérons encore le temps et les frais de transport gaspillés à des parcours en zigzag, les pertes et les

frais de magasinage, le risque commercial, la spéculation, le ralentissement de tout le processus de production. Si l'on trace sur une carte géographique ce qu' exige en va et vient d'un lieu et d'un moment de la manutention à l'autre une seule espèce de marchandises avant d'aboutir au coeur de son marché, il faudrait dessiner presque tout le réseau des voies ferrées et des routes maritimes. Dans cet ordre d'idées, les cartels ont rendu de grands services, en ce sens qu'ils ont établi, par des calculs de transport exacts, où et à qui le livreur doit expédier sa marchandise. Cela ne supprime pourtant pas l'autre effet des syndicats d'usines similaires: ce renchérissement du produit à chaque degré de sa fabrication, selon la procédure que nous venons de décrire, renchérissement qui affaiblit toute la série des travaux subséquents.

L'achèvement du produit final ne clôt pas la série des préjudices dus à la rupture du processus économique. Nous sommes maintenant en présence du chemin désaxé qui conduit des ateliers de production au consommateur, et là nous nous heurtons à des dommages nouveaux, parfois plus grands encore, et que j'ai décrits ailleurs. Les caprices de la mode, les dégradations, la concurrence, les prétentions des clients, la propagande, le manque de crédit, les frais de magasin, les cargaisons perdues, les intérêts à payer, constituent des pertes si importantes en travail, en rapidité de circulation, en matériel, que certains tissus, par exemple, renchérissent en chemin du double ou du triple. Pour assurer le débit d'articles de consommation accessoires, tels que: tabac, articles de bureaux, savon, on mobilise,

pour des voyages destinés à solliciter le client, une armée de jeunes gens vigoureux, au détriment de la production économique. Leur effectif se compte par centaines de mille.

A l'exception du gaspillage commercial qui, au temps de la floraison industrielle et de la surabondance de forces, passait complètement inaperçu, les entrepreneurs, forts de leur expérience commerciale, ont remarqué les préjudices dus à la rupture du processus de production et ont cherché à y remédier de diverses manières. D'aucuns tentèrent de remonter au produit original, d'autres de redescendre vers le produit achevé mais peu d'entre eux, les plus forts seuls, réussirent. Une fabrique de machines doit avoir les reins très solides pour oser mettre sur pied une aciérie. Seules nos plus grandes usines de locomotives y sont parvenues: Il faut qu'une aciérie possède un très gros capital et ose s'éloigner beaucoup du domaine de son expérience pour devenir, par l'acquisition d'un chantier, son propre client.

La solution complète du problème: réunir à nouveau les degrés divers de la production, ne peut être cherchée dans les voies de la liberté économique; il faut qu'une volonté unique, un esprit scientifique, pénètre l'organisme tout entier. Il n'est pas nécessaire de réunir tout en une seule main, mais il y faut une seule pensée. Le résultat consistera encore en une multiplication du degré d'efficacité, qui s'élèvera à la troisième puissance par sa réunion aux deux grandes réformes énoncées précédemment.

4. Une quatrième augmentation de la productivité

de l'industrie nationale découle de nouveaux principes mis en lumière par les industries de guerre.

Jusqu'ici il semblait importer peu, d'une façon générale, dans quel sens se mouvait l'ensemble de l'économie. Comme tout domaine promettait de nouvelles conquêtes, comme les questions touchant le bilan commercial et le change se réglaient d'elles-mêmes, comme les charges étaient minimes, les augmentations de capitaux considérables, on pouvait considérer le bénéfice comme le seul régulateur propre à décider quelles matières, quels moyens et quels buts déterminaient la volonté productrice de chacun et de tous. Aujourd'hui, et pour longtemps peut-être, nous sommes dans une situation qui ne nous permet plus d'attendre que la réglementation de tout cela se fasse d'elle-même.

J'ai parlé ailleurs de la notion de protection des matières premières. Lorsqu'un produit peut-être fabriqué presqu'aussi économiquement avec des matières premières allemandes qu'avec des matières premières étrangères, il faut employer les matières allemandes. Cela n'était pas nécessaire autrefois. Nous, tant que le nationalisme économique existera — avant que de disparaître, il a atteint depuis la guerre son point culminant — nous ne devons pas occuper à nos frais des ouvriers et des employés étrangers, ni acquitter les dividendes de capitaux étrangers. Notre industrie de succédanés continuera, des résultats définitifs et précieux en sortiront et contribueront enfin à démontrer que l'économie mondiale est et doit demeurer une économie collective.

L'importation, pour autant qu'elle est indispensable, persistera et sera contingentée, tant que nos stocks ne seront pas complets, tant que notre bilan commercial sera passif et notre change inférieur. Pendant le même laps de temps, nous devrons activer la production et le rétablissement des produits d'exportation que notre sol nous donne, en particulier les charbons, les métaux travaillés et bruts et les produits chimiques, aux dépens des produits consacrés aux besoins dont le pays peut se passer. La législation générale concernant les objets de luxe et dont je n'ai pas besoin de souligner encore la nécessité économique, exigera la sacrifice de certaines industries.

Je ne signalerai qu'en passant les nouvelles apparitions qui plongent leurs racines dans l'économie, mais tendent à un but social: le nivellement de la richesse, la limitation des monopoles privés, la restriction du droit à l'héritage. Par contre, j'insisterai de nouveau sur les mesures qui serviront immédiatement à rétablir l'économie: surveillance étroite de la sortie des capitaux, réduction du nombre des oisifs, examen de la nécessité de nouvelles entreprises et de la dilapidation professionnelle du travail.

Au début de la paix, il y a eu momentanément un excédent d'ouvriers que l'on ne pouvait employer. Car, quand bien même les prisonniers n'étaient pas rentrés au pays, quand bien même une grande partie des femmes étaient retournées à leurs occupations ménagères, quand bien même beaucoup d'ouvriers agricoles étaient absents, nous l'avons déjà dit, des millions de bras se trouvaient disponibles du fait de la dislocation

de nos armées et, malgré la lenteur de la démobilisation, la surcharge du marché ouvrier n'a pas cessé. En effet, à l'exception des industries qui consomment des produits indigènes, le travail décline dans le pays, malgré l'importance des commandes, par suite du manque de matières premières.

Nous ne devons pas nous laisser induire en erreur par cet état de choses passager, quoiqu'il soit difficile, aussi bien dans le domaine public que dans le domaine économique, de ne pas considérer comme définitive une situation donnée, accusée. Au moment où il s'agit pour notre industrie de retrouver son ancienne activité — et cela seul, nous l'avons dit, ne suffit pas, elle doit la dépasser de beaucoup —, de même que l'industrie du reste de l'Europe, elle se ressentira longtemps des pertes irréparables subies en forces humaines, tant dans le domaine matériel que dans le domaine intellectuel. Plus vite on lancera cet appel — et on le lancera — mieux ce sera: toute force doit être utilisée, pas un homme ne doit chômer. — Alors cette loi morale naturelle deviendra une nécessité économique: aucun homme valide n'émettra plus la prétention de se faire nourrir par la communauté, sans lui fournir la contre-valeur de son entretien par son travail, intellectuel ou matériel. Il en résultera que nulle personne ayant la bonne volonté de travailler ne devra manquer de travail et de nourriture par la faute ou la négligence de l'administration nationale.

Avant tout, il faut supprimer un ancien droit devenu un non-sens, provenant de l'époque où il y avait excédant de forces: le droit de tous ceux qui

pouvaient le payer, de disposer d'énergies nationales pour leur agrément particulier ou pour éblouir, ou pour des buts quelconques, fils de leur fantaisie, et qu'ils appelaient économiques. La conception du service domestique ou agricole est sujette à réformes. Dans un pays libre, personne ne peut être valet ou servante. Il y a des employeurs et des employés dont le genre et le nombre ne dépendent pas du bon plaisir, de la paresse, de la richesse ou de la spéculation d'un maître, mais des besoins sociaux et économiques. Jusqu'à présent, tous les détenteurs d'héritages et de dots étaient libres de s'entourer d'une horde de laquais, ou, s'ils désiraient s'occuper dans le domaine économique, d'engager des ouvriers, des contremaîtres, des employés et, forts de leurs capacités, après avoir rassemblé des matériaux d'exploitation, d'exercer leur activité dans un domaine industriel qui leur paraissait intéressant et d'un bon rapport. Dans l'avenir, la question objective du besoin décidera en dernier ressort.

Cette question du besoin objectif, scientifiquement démontrable et contrôlable, formera le centre de toute décision d'ordre économique. Elle sera soulevée, non-seulement lorsqu'il s'agira de bâtir ou de créer une entreprise, lorsque des marchands croiront devoir allumer les combats de la concurrence à l'intérieur du pays au moyen de centaines de voyageurs et d'employés, dans l'espoir, plus ou moins fondé, d'avoir à la fin de l'année distancé quelque peu le chiffre d'affaires de ses concurrents; mais encore et surtout dans ces cas, commercialement douteux, où une situation dépend d'affaires fortuites, de spéculations et d'agiotages.

Il ne serait pas étonnant que des pays étrangers, au change ferme, qui, aujourd'hui déjà, profitent de la faiblesse de nos cours pour acheter à bon marché nos propriétés agricoles, nos titres et nos oeuvres d'art, cherchent à l'avenir à s'emparer des parties essentielles de nos moyens industriels; il est possible, que le capital étranger s'efforce de féconder des industries étrangères concurrentes des nôtres au moyen des produits de notre sol et de nos ouvriers. Tant que le nationalisme économique dominera notre civilisation et que des variations de change le favoriseront, nous devrons envisager une politique de défense contre le capital étranger, du genre de celle qui existait jusqu'à maintenant en Scandinavie. Que toutes ces forces directrices servent à ménager et à répartir les ressources indigènes, qu'elles servent à nous défendre contre les énergies étrangères ou à fortifier les nôtres, qu'elles servent enfin et avant tout à donner à l'économie nationale la possibilité de créer, au-dessus du libre jeu de la fixation des prix et des convenances personnelles, des domaines d'un intérêt économique supérieur au prix d'utilités moindres, voire apparentes, elles devront être conduites par la volonté commune de coordonner et de spiritualiser la production. Si cette volonté centrale d'un organisme devenu conscient prend la place de l'action multiple, qui, reposant sur un équilibre fortuit, a réglé jusqu'ici le mouvement économique, il s'ensuivra une nouvelle augmentation de travail et d'énergie qui, bénéficiant déjà des facteurs dont nous avons parlé plus haut, atteindra au quadruple.

Nous avons examiné dans quatre directions le

processus actuel du travail, expliqué ses faiblesses et indiqué les réformes nécessaires à augmenter la force et la puissance de production dans la fabrication isolée, dans le travail réparti par groupes, dans la coopération des industries entre elles, dans l'évolution générale de l'industrie; et nous y avons déterminé les points d'attaque.

Vouloir des réformes de cette importance signifie une force de décision que l'on ne saurait attribuer à une mentalité qui tient pour négligeables les évérements récents et croit pouvoir rétablir l'ancien régime. Si, en Europe, l'opinion parvient à dominer — et cela arrivera après quelques essais de réformes financières — que ce ne sont pas les anciennes voies économiques et les sacrifices expiatoires: emprunts, douanes, impôts et monopoles, qui peuvent nous relever de la plus grande catastrophe économique de l'histoire, alors on ne reculera pas devant des transactions et des transformations — si importantes soient-elles — telles que suspensions et développements, empiétements sur la liberté industrielle et sur les exigences personnelles, coopération de l'Etat et ajustement social, voire même refontes sociales et géographiques. Jusque-là on aura le temps de discuter, de se livrer à une lutte d'opinions exaspérée, d'arriver peu à peu à voir clair et à discerner la bonne route, de se former une volonté de sacrifice et un esprit de décision; car, les formes de réalisation que nous allons décrire ne peuvent être comprises sans une nouvelle orientation intellectuelle et exigent, pour devenir bien commun, le temps tout entier de la croissance et de la maturation nécessaire à toute moisson, même à la moisson intellectuelle.

4*

Supposons toutes les exploitations similaires de l'industrie, du métier et du commerce réunies entre elles: par exemple toutes les filatures de coton, toutes les lamineries de fil de fer, toutes les menuiseries, tous les commerces de blanc en gros; supposons en outre, toutes ces associations réunies aux industries qui façonnent le même produit à des stades antérieurs et postérieurs: ainsi, toute l'industrie cotonnière, toute l'industrie du fer, toute l'industrie du bois et de la toile, unies par groupes distincts; les premiers de ces organismes pourront s'appeler associations professionelles, les seconds, associations corporatives. Des industries mixtes peuvent se réunir à bien plaire à beaucoup de ces associations. Il y a déjà beaucoup de réunions de ce genre et dans tous les domaines, mais elles ne servent que des intérêts communs et non l'économie commune.

Les associations professionelles et corporatives doivent être des sociétés reconnues et surveillées par l'Etat et munies de droits très étendus. Il existe déjà des organismes de ce genre — issus de la guerre — mais ils ne servent qu'à étrangler ces industries et non à les fortifier et à les développer.

Toutes ces formations ne surgiront pas en même temps; peut être l'industrie textile est-elle la plus mûre pour les introduire, tandis que la petite mécanique ou l'industrie hôtelière devront être organisées peu à peu et que le commerce de détail et les métiers d'adaptation seront traités autrement.

La plus importante de ces deux formes d'organisations est l'association professionnelle; c'est par elle

que sera créé le groupe industriel simple, c'est elle qui lui procurera la vie, la vue, l'ouie, le jugement, la volonté et la responsabilité. Cette entité entrera en relations étroites, non seulement avec les groupes les plus rapprochés, mais encore avec les ouvriers, avec le public et avec l'Etat. Une fois pour toutes, quand nous parlons d'Etat, nous entendons, non l'Etat confédéré isolé, mais l'Empire (le *Reich*).

D'après sa forme, on peut se représenter tout simplement l'association professionelle comme une société par actions; d'après son activité, comme un syndicat. Les entreprises particulières participent à la société par actions proportionellement à leurs moyens; elles élisent le conseil d'administration et celui-ci nomme les directeurs. En dehors du fonds social, l'association peut augmenter son avoir à volonté par des emprunts qui seront au besoin garantis, soit par les participants, soit par l'Etat. Chaque entreprise livre ses marchandises au syndicat, pour autant qu'elles appartiennent au rayon industriel de l'association; celles qui sont destinées dans sa propre usine à un travail supplémentaire sont portées en compte. Le compte des marchandises livrées comme de celles retenues a lieu au prix de revient accru d'un bénéfice modéré et uniforme. La vente se fait par les soins de l'association à des prix gradués selon qu'il s'agit de petits et de gros consommateurs, de commerçants ou de manutentionnistes ultérieurs. Le membre qui emploie lui-même sa marchandise paie le prix réservé au manutenteur ultérieur.

Ainsi l'édifice et les opérations de l'association se distinguent à peine des autres syndicats. Les différences

commencent avec la coopération de l'Etat. Ici, comme dans toute administration publique, on peut poser le principe: l'Etat peut exiger quand il donne; là où il exige, il doit donner.

L'Etat confie à l'association professionelle des droits considérables, qui sont bien près d'être des droits souverains: le droit d'accepter ou de refuser de nouveaux participants, le droit de vente exclusive des marchandises indigènes ou importées, le droit d'arrêter contre indemnité des exploitations onéreuses; le droit d'acheter des exploitations en vue de les faire cesser, de les transformer ou de les continuer. Aucun syndicat actuel ne possède des droits aussi étendus, des espérances aussi considérables de production et de développement.

En revanche l'Etat revendique un contrôle actif dans l'administration, des prestations sociales et une part des bénéfices. Ces bénéfices constituent la base d'importants revenus pour l'Etat; car ces revenus embrassent les marchandises dès leur production et à tous leurs degrés, ils taxent les transactions dans toute l'étendue du pays, sans les entraver, parce qu'ils s'adaptent automatiquement à la capacité de chaque échelon de la production. Je prétends que l'on ne peut trouver une sorte d'impôt plus fécond et en même temps plus élastique et plus productif.

Il en résulte la situation suivante des créances: sur le gain de l'association, ou prélèvera encore un intérêt convenable de tout le capital engagé; le reste sera partagé comme suit: une part appartiendra à l'Etat, une part sera attribuée à la prévoyance sociale et à l'amélioration des salaires, une part restera aux producteurs et une

part sera employée à la diminution du prix de la marchandise, en abaissant les prix de vente.

L'Etat sera représenté dans l'administration et ses mandataires auront des droits de contrôle et d'intervention; les ouvriers seront aussi représentés. Les querelles intestines seront aplanies par des tribunaux d'arbitres.

Les responsabilités des associations professionnelles s'étendront donc sur les domaines suivants:

Bonne gestion des affaires. Organisation et administration de la vente et de l'exportation, en tant que les marchandises exploitées permettent l'unification de la vente à l'étranger. Elargissement du marché.

Production, au besoin importation des matières premières et des matériaux auxiliaires par l'intermédiaire du commerce; importation du produit manufacturé, aussi longtemps que la fabrication indigène ne suffira pas. Création d'un centre de transport et d'échanges, tant que la plénitude d'autrefois ne sera pas reconstituée.

Elévation et baisse des prix de la production au moyen de l'extension de l'expérience technique, amélioration et nouvel aménagement des ateliers, arrêt des exploitations trop onéreuses, achat des exploitations récalcitrantes ou mal administrées — ce dont on pourra se rendre compte en établissant ses prix de revient —, au besoin établissement et exploitation de fabriques modèles, agrandissement et, si cela est nécessaire, subvention à des établissements bien situés et de façon économe administré.

Elaboration et exécution du projet largement et scientifiquement conçu de la division du travail usine

par usine, district par district, en tenant compte de la situation, de la proximité des matières premières, de la distance du marché, des conditions de l'énergie et de la main d'oeuvre, de la capacité de production. Distribution des contingents de fabrication, décisions à prendre et coopération en cas de construction de nouvelles usines.

Introduction de types uniques, de modèles et d'échantillons. Limitation des innombrables formes de fabrication et numéros de catalogues inutiles, transmission des fabrications hors-série et des réparations à des usines spéciales, qui forment une section particulière de l'association et ont leurs comptes à part.

Pourparlers et relations avec les associations avoisinantes l'ensemble de l'industrie, avec les associations d'ouvriers et d'employés; représentation des intérêts de l'association auprès du gouvernement et des représentants de la loi:

A ces développements, on ne manquera pas de répondre: «Mais ce sont là les anciennes corporations et confréries! La liberté commerciale et industrielle est enterrée, la libre concurrence anéantie, l'industrie est placée sous la botte de l'Etat; elle va se pétrifier sous le règne de la perruque et du compérage.»

Nous parlerons plus tard, en des considérations de critique générale, de la valeur de la libre concurrence, du libre jeu des forces, et de la façon d'y suppléer ainsi que du danger inhérent à l'Etat et de la pétrification. J'accorde qu'une économie sans frein et une économie collective diffèrent essentiellement, que toutes deux out leurs avantages et leurs désavantages; notre choix dépendra de la nécessité et non du bon plaisir. Ces

images diffèrent autant de l'ère de la perruque et du compérage, que la division du pays en petits Etats différait de l'Etat confédéré dans l'Empire. Il ne s'agit pas ici d'une association protectrice d'intérêts particuliers, d'une association utilitaire de petites exploitations particulières et souveraines : il s'agit d'une communauté de la production, dans laquelle tous les membres se pénètrent organiquement, rassemblés à droite et à gauche, en haut et en bas pour former une entité vivante, munie d'un pouvoir de perception, douée de jugement, d'énergie et de volonté. Ce n'est pas une confédération, mais un organisme. L'organisation sera la même que si un seule individu, milliardaire, banque ou Etat, était devenu propriétaire de l'ensemble de notre industrie et avait conçu son organisation sous la forme d'une entreprise unitaire, telle que nous en possédons déjà toute une série, de moindre envergure. L'organiser, mais pas autour d'une formule bureaucratique ou d'une puissance centrale qui transforme tous les chefs en employés, toutes les décisions en règles ; au contraire elle veut autant que possible maintenir toutes les initiatives et les responsabilités particulières, de sorte que l'organisme tout entier repose sur l'autonomie de gestion.

Nous ne traiterons ici qu'une question pratique, à un triple point de vue, de ce cercle d'idées : question qui paraît à première vue présenter quelques difficultés : qui fera partie de l'association ? comment les participations seront-elles réglées ? comment protégera-t-on l'association contre une politique de clique à vues étroites, rétrograde, égoïste et contre les abus de pouvoir ?

En feront partie tous ceux qui actuellement exploitent librement un genre de production rentrant dans les catégories qu'il s'agit d'organiser, sous figure de personnes physiques et juridiques, qu'ils le veuillent ou non. On écartera bientôt les exploitations impropres ou insolvables, en les supprimant ou en les achetant. Ce qui subsistera sera solide et productif à un degré inconnu jusqu'à ce jour. Est-ce-bien vrai? Certes oui; car chacun devra faire connaître ses prix de revient, les faire calculer et vérifier. Aux extensions participeront seulement ceux dont les prix de revient seront au moins normaux, sinon particulièrement favorables, et s'engageront — car ils pourraient avoir annoncé des prix trop bas —, à maintenir ou diminuer ces prix, les circonstances restant les mêmes. Mais qu'arriverait-il si tous s'entendaient pour déclarer des prix trop élevés, afin de retirer des bénéfices à l'Etat et à la communauté, en supposant qu'ils parvinssent à tromper la vérification? Le cas est peu probable en Allemagne. Toutefois on s'apercevrait bientôt que les exploitations de l'association travaillent à meilleur marché et le mandataire de l'Etat insisterait sur la seule extension de celles-ci. Supposons le cas le plus extrêmement improbable: les contrôleurs des exploitations de l'association seraient corrompus on incapables, de sorte que les prix de revient de l'association seraient élevés et vicieraient l'arrangement; alors d'autres branches d'industrie y mettraient de l'ordre. Dans ce cas, ou dans un cas moins grave: celui où l'association refuserait sans motif valable d'utiliser de nouvelles inventions, il se trouverait assez d'hommes entreprenants pour s'offrir à maintenir ou

à baisser même les prix de revient de l'association, pour peu qu'on leur accordât une participation. On ne devra pas la leur refuser, pour autant qu'ils proposent, comme garantie, de se contenter de parts de fondateurs ou, en certains cas, de quote-parts d'exportation. Ils s'efforceront d'infuser une nouvelle vie à l'association, afin que les participations augmentent.

Ainsi donc: les dividendes de début dépendent de l'état présent de la propriété, le développement des dividendes dépend de la production, l'entrée dépend d'une initiative nouvelle de l'esprit d'invention et d'améliorations apportées à l'exploitation. Et il n'y a plus de place pour d'autres raisons d'admission, telle, par exemple, que le désir de se créer une rente au détriment de l'unité économique en prélevant une taxe sur la communauté.

L'activité de l'association corporative relève davantage des principes et est plus simple que celle de l'association professionnelle; elle est à celle-ci ce que l'administration d'un département ou d'une province est à celle d'un district. Les principales tâches du métier organisé consistent dans l'accord et l'entremise; on n'y rencontre pas en général, de communauté de production. Il n'est donc pas de besoin là de société de production; il suffit de concevoir l'édifice sous la figure d'une association utilitaire.

Nous traiterons ici avant tout les questions concernant les besoins, l'acquisition de marchandises au point de vue de la qualité, des types et des échantillons, les dispositions en vues de nouvelles exigences, les prix, délais de livraison, modes de paiement, contrats

de travail, agrandissements, limitations de l'exploitation de groupe à groupe, d'associations à associations. Ceux qui touchent de près à l'économie savent apprécier l'immense avantage qui découle de la possibilité de fixer à la fois les besoins de la production autant que possible pour toute l'année. Lorsque l'on sait, en se basant sur des périodes régulières, quelle sera la demande en rails, en fils, en chaudières, en moteurs, en accessoires, en produits chimiques, en vitres, et en quelles qualités, on pourra établir des programmes de fabrication et de livraisons à longue échéance qui permettront d'occuper longtemps, complètement et régulièrement des industries entières, de baisser considérablement les prix de fabrication, rendront inutiles les grands dépôts, désengorgeront les voies de communication, accéléreront le processus du travail, feront une économie de capital et d'intérêts et augmenteront la production dans tous ses éléments.

L'ensemble de l'industrie envisage ses besoins dans son propre pays et à l'étranger; vers elle convergent toutes les exigences, depuis celles de l'Etat jusqu'à celles du petit consommateur. Le gros consommateur et le commerçant s'habitueront à être un peu moins favorisés et à réfléchir d'avance à ce dont ils ont besoin, parce qu'il n'y aura plus des milliers de dépôts inutiles attendant de savoir s'ils ont oublié quelque chose. S'ils ont oublié quelque chose d'important, ils pourront le trouver, à plus haut prix, dans des dépôts auxiliaires spéciaux. Le public acheteur ne devra plus fouiller et choisir parmi dix-sept mille échantillons de tabliers et autant de sortes de bretelles, mais parmi deux mille:

il épargnera ainsi son temps et sa peine. Si l'on vend quelques milliers de tabliers en moins — cela prouvera qu'on pouvait s'en passer —, on pourra fabriquer un peu plus de charrues automobiles. Ceux qui voudront absolument des articles exceptionnels, pourront se les procurer dans des commerces de luxe, auxquels on prescrira des prix ad hoc et dont les livraisons et les importations seront contingentées.

Le commerce entre associations pourra se passer d'intermédiaires. Plus d'innombrables établissements secondaires, plus de voyageurs par centaines de mille, plus de dépôts improductifs, plus de rossignols, plus de crédits douteux, plus de subventions voilées. A la transformation du mouvement des marchandises correspond la transformation de la circulation du papier, traites et moyens de circulation. Jusqu'à présent tous les efforts étaient restés vains pour obtenir les relations commerciales au comptant et par suite l'économie de la circulation, parce qu'on méconnaissait l'essence de ces emblèmes et que l'on ne savait pas qu'ils ne sont que des images du mouvement des marchandises: que l'on ne peut donc pas simplifier le mouvement d'une image, si le mouvement du point de départ, le processus des marchandises, reste confus. Désormais les charges des banques sont diminuées et par conséquent les intérêts. Toutefois, le commerce, même organisé, garde la fonction qui lui est propre: prendre des marchandises à des sources ramifiées et les conduire dans des réservoirs, puiser des marchandises dans ces réservoirs et les porter dans des canaux ramifiés; maintenir des relations internationales, transocéaniques.

Une séance de l'industrie cotonnière pourrait se dérouler comme suit: l'association des filateurs annonce qu'elle n'a pas réussi à compenser entièrement la hausse des prix des matériaux par la baisse des frais de fabrication. L'association des retorderies et des fabriques de fils à coudre renonce là-dessus à une commande plus élevée. L'association des tisserands déclare qu'elle recueille les quantités en souffrance et les utilisera pour les tissus croisés, à condition qu'on y adapte les numéros et qualités. Les négociants en gros rapportent sur le cours de la mode et réclament un grand choix de nouvelles sortes de tissus. On négocie avec les filateurs et les tisserands et l'on convient d'un assortiment réduit. Les tisserands affirment pouvoir débiter, outremer, une grande quantité d'une certaine étoffe, si on leur consent sur le fil des prix d'exception; on décide de le leur céder à petit bénéfice sur le prix de revient, à condition qu'ils renoncent à une partie de leur gain. Les filateurs ont l'intention d'introduire une nouvelle fibre qui a fait ses preuves à l'étranger, les tisserands se refusent à l'employer, les teinturiers et les apprêteurs font des réserves. On décide d'organiser une industrie marchant mal en fabrique d'essai de ce produit et de partager les risques. On discute d'une façon générale au sujet des prix et des livraisons; sur la proposition des teinturiers, on convient de négocier avec l'association des fabricants de couleurs au sujet de nouveaux prix et de nouvelles nuances et on lève la séance. Là-dessus, les associations professionnelles se réunissent en particulier pour discuter entre elles de la mise en pratique des résolutions prises.

L'organisation de l'association comprend le commerce de gros, les industries d'installations, les métiers producteurs, notamment les métiers se rattachant à l'art et quelques exploitations semi-agricoles; la différenciation systématique entre les exploitations en gros, les métiers et les industries d'art, concernent les associations corporatives. Ici se placera tout naturellement un mouvement, dont les contours se dessinent déjà, destiné à donner aux métiers et à l'industrie à domicile une nouvelle impulsion. Il est très difficile pour les métiers d'entrer en concurrence avec la grande industrie, de qui une forme individuelle et artistique de production n'est pas exigée ou, comme cela arrive souvent, n'est pas possible. Pourtant, avec de la bonne volonté et de l'expérience, on peut citer beaucoup de cas où la machine reste en-dessous de sa tâche et où le travail manuel en masse est avantageux. On a observé ceci en particulier pour des pièces auxiliaires en bois, en métal et en verre, et de grandes industries l'ont mis en pratique en éliminant la machine spéciale du processus du travail, pour y substituer l'industrie à domicile. Si les associations adoptent généralement ce procédé, elles feront revivre l'atelier domestique entrain de périr et supprimeront le danger de leur exploitation par des preneurs d'ouvrage tout puissants.

Avec le grand domaine des métiers d'application, du commerce de détail, de l'industrie immobilière, hôtelière et des débits de boissons, des exploitations locales de circulation et de répartition, s'ouvre une deuxième catégorie de l'économie, qui ne sera pas organisée d'après

les principes décrits, mais dont l'administration sera abandonnée aux communes. Car, de même que l'Etat voit son image industrielle reflétée par la production nationale, y rencontre les sources de sa force matérielle et la raison objective de sa sauvegarde, de même les entreprises locales qui prospèrent sur le terrain de la commune, assurent leur existence à l'ensemble de la bourgeoisie locale, aux besoins et aux organisations de laquelle elles satisfont. Elles devraient donc garantir à cette entité bourgeoise un appui des plus solides pour l'accomplissement de ses tâches communes. L'économie nationale et l'industrie nationale, l'économie communale et l'industrie locale forment un tout.

La réforme de la vie économique locale correspondra comme amplitude à la dette et aux charges de nos associations communales. Le temps est passé des hôtels de ville somptueux, des abattoirs rappelant des châteaux-forts, de l'équarrissage idyllique et des châteaux féeriques pour les usines à gaz; peut être notre architecture, qui semble vouloir finir en dévergondage et en surenchère de fantastique, se ravisera-t-elle, du jour où elle sera soumise à une loi, la loi des économies. La base du futur bien-être des villes doit être le terrain urbain. Or, ce terrain n'est pas fait pour le constructeur à millions, pour les spéculateurs en terrains et en constructions, ni pour les propriétaires tyranniques; non plus que pour le solide rentier, qui semblait devoir en profiter le plus, mais qui n'y trouvera plus son salut depuis le renchérissement des hypothèques et la baisse des loyers des magasins. Le sort de ce terrain devra être allégé par la diminution des hypothèques, l'accroisse-

ment des amortissements, avant tout par l'abrogation des restrictions raffinées imposées aux constructions. Tout au contraire, le terrain urbain reconstruit — dans les quartiers commerçants la hauteur des maisons ne sera pas limitée —, dans des proportions et des formes convenables, deviendra, dans quelques générations, libre propriété des communes. Le relâchement architectural de nos rues, tant qu'il existera, constituera un témoignage visible et obsédant du relâchement de nos conceptions économiques. Celles-ci ont octroyé à une catégorie de monopolisateurs inconscients un accroissement arbitraire des impôts communaux, à l'époque de leur plus belle floraison, et distribué d'innombrables millions à des rentiers bourgeois qui, en guise de remerciements, ont infligé honte sur honte à notre époque par leur goût architectural.

Tout autant que le terrain, le commerce urbain, la vente au détail et les services publics — qu'il s'agisse de transports, de lumière, d'énergie, d'eau ou de marchandises de consommation —, sont à la base de l'économie urbaine, principalement dans les usines mixtes. La seule nouveauté de cet ensemble est l'introduction de la répartition des marchandises, du commerce de détail; il faudra la créer.

Nous nous trouvons dans une fausse situation vis-à-vis des grands bazars. Nous sentons qu'une injustice se commet, lorsque nous songeons au dépeuplement des rangées de boutiques, à la ruine de modestes existences indépendantes; le bon marché de certains prix et l'érection de palais pour la vente constituent une contradiction; beaucoup de gens pensent qu'il y a là une

demi-imposture et une réclame trompeuse. Cependant, peu d'hommes interdisent à leurs femmes la séduction de ce paradis des marchandises, car ils reconnaissent malgré eux que, d'après les lois de la mécanisation, la vente au détail doit rentrer dans le domaine de la vente en masse.

Cela est exact. Supposons seulement l'unité rigide de ces vastes établissements de vente disloqué à nouveau dans la multiplicité des dépôts, magasins et boutiques disséminés dans des rues, des encoignures et des caves; les étages supérieurs servent de logis mal situés, les vendeuses diligentes attendant dans un demi-jour, derrière des comptoirs isolés. Comparons le compte des marchandises détériorées, multiples, impayées et surenchéries, avec les marchandises exactement calculées et rapidement écoulées des magasins centraux, marchandises achetées en gros, jouissant de tous les avantages du commerce de gros; tenons compte de l'ensemble de l'espace, du contrôle, de la lumière, de la chaleur et du mouvement. Apprécions les facilités accordées à l'acheteur, à qui suffit d'une seule course pour faire ses achats mensuels, qui désire ne pas être déconsidéré si la marchandise offerte ne lui convient pas, et ne comprend pas pourquoi la vente isolée de pauvres marchandises doit lui coûter la moitié en plus de leur valeur. Réfléchissons à ces oppositions et nous ne pourrons pas condamner la centralisation du commerce de détail, qu'il s'agisse de coopératives de consommation ou de bazars. La troisième forme, celle de l'association du commerce de détail, luttera difficilement avec les premières, car elle ne représente, en somme, pas beaucoup plus qu'une combinaison dans l'espace.

Il est pourtant indéniable que l'injustice existe. Je ne parle pas de ces misérables articles dont la vente est inutile, dont le bon marché sert à allécher le client: car il n'est pas question ici de mystification, mais de quelque chose de réel, souligné d'une réclame exagérée; je ne prétends pas soutenir la vente forcée au moyen d'offres alléchantes habilement présentées, car cette manière est encore plus désagréable que la menace muette ou le mépris du vendeur particulier. L'injustice réside dans la conception du monopole qui anéantit l'adversaire; or ici il y a monopole. Notre législation, constamment affectée d'une légère rancune petit-bourgeoise, a senti cela subconsciemment et a souvent essayé d'y remédier au moyen des rares et mesquines conceptions dont sa langue est capable: taxes et impôts. L'injustice ne doit pas être comprimée, mais abolie, ou transformée au point de se muer en justice.

Ce monopole résulte d'une combinaison étrange, contradictoire même, entre un art très personnel d'organisation, incontrôlable et par là n'offrant aucune garantie au bailleur de fonds, et un capital engagé néanmoins considérable. Cette combinaison s'est rencontrée une ou deux fois par pays, presque par hasard; on ne peut pas la reproduire à volonté dans l'économie privée. D'après les conceptions économiques admises jusqu'à ce jour, tous ceux à qui s'offrit l'occasion de cette combinaison monopolisatrice, acquirent le droit imprescriptible de s'enrichir sans limites, d'autant plus qu'ils rendaient en même temps un service notoire à la communauté.

Lors de la reconstruction de l'économie, on ne méconnaîtra ni les droits, ni les services, mais on donnera

à la communauté ce qui appartient à la communauté. La centralisation du commerce de détail regarde l'économie mixte, le commerce de détail éparpillé est affaire de contrôle, de taxation et de concession. Maintenant que la guerre est terminée, il faut prendre en considération les anciens combattants et les mutilés, d'une façon générale les ayants-droit et les femmes laissées seules. On objectera que nous tomberons ainsi sous le protectorat municipal. Cette objection ne vaut rien; car, si nous nous méfions systématiquement de nos concitoyens, en particulier des fonctionnaires, nous détruisons la base morale de toute organisation. Si réellement il arrivait parfois que quelqu'un jouît d'une protection spéciale, il faudra nous souvenir que de notre temps aussi il y eut des finauds, des intrigants, des ambitieux et des rampants qui surent obtenir des faveurs, souvent même des passe-droit.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter la construction de l'économie communale dans toutes les branches de son industrie locale, car nous ne devons pas perdre de vue l'édifice politique et nous n'avons pas encore accompli notre dernière tâche: peser les objections les plus fortes et observer la marche du nouveau mécanisme général.

En soi, toute lutte contre les axiomes à la mode est vaine, car ils constituent, sous leur forme condensée, l'expression d'un processus achevé de la pensée. Elles sont devenues en même temps des résidus insolubles de distillation, qui se dessèchent peu à peu jusqu'à l'oubli, mais ne peuvent être atteints par d'autres formes de la pensée. Nous restons fidèles à nos principes, en ne

cherchant à convaincre personne, mais en comparant sans parti pris les anciennes et nouvelles voies de la pensée.

Le premier axiome est celui du libre jeu des forces qui n'a d'autres limites que le libre jeu du concurrent.

Comme la mécanisation avec toutes ses forces est un phénomène naturel, involontaire et sans frein, né de la condensation de la population, le droit du plus fort lui a dicté ses lois au nom de la libre concurrence. Il est indubitable que, dans cette arène, où il était possible d'atteindre à la plus grande richesse avec toutes les conséquences qui en découlent, on dut déployer une intensité considérable d'énergie et d'imagination, mais aussi de ruse, de perfidie et de mensonge; et ces forces déchainées devaient amener dans le plus bref délai le mécanisme économique à la hauteur qu'il a atteinte.

On aurait dû constater un début de relâchement dans l'énergie et l'esprit d'invention à l'époque où, pour la première fois, se détendirent les forces d'impulsion surchauffées, lorsque l'industrie commença à devenir impersonnelle, lorsque les sociétés par actions remplacèrent les entreprises privées, lorsque l'enrichissement illimité fut remplacé par des émoluments limités et des parts de bénéfices modérées. C'est le contraire qui arriva: ce n'est qu'alors que des capacités économiques de premier ordre arrivèrent au pinacle, ce ne furent pas les enrichis sans scrupules qui réalisèrent le maximum de l'organisation, ce ne furent pas les *tantiémistes* acharnés qui firent preuve de l'esprit d'invention le plus fertile: le sentiment du devoir, la responsabilité et

l'amour du travail sont, là aussi, ce qui a fait, et de son plein gré, la meilleure besogne, comme nous y ont habitués nos fonctionnaires et nos soldats, nos savants et nos artistes. On peut même aller jusqu'à dire que le premier pas — si petit soit-il — vers la moralisation de l'économie, a été fait: Les corps économiques impersonnels se sont dégagés des intrigues douteuses et du charlatanisme, bien plus que certains de leurs concurrents individuels, antérieurs ou actuels.

Il est faux de prétendre que c'est l'angoisse désespérée de la concurrence qui nous rend fort. Le savant, le calculateur et l'organisateur ne la découvrent ni à l'atelier, ni au bureau, et ce qui stimule et féconde son travail ne lui manquera pas plus demain qu'aujourd'hui: le travail de son confrère proche et lointain, de son collaborateur. La capacité et l'intelligence sont là: que le travail se présente, et elles feront leur devoir sans peur ni contrainte. Qu'on veuille bien ne pas mesurer la force économique à l'aune des luttes de certaines entreprises particulières autour d'un domaine commercial limité: Si deux fabricants de pilules sont en concurrence, que l'un dépense annuellement deux millions, l'autre un, pour la réclame; que l'un d'eux lance cent voyageurs, l'autre cinquante, que l'un déshonore les paysages allemands avec mille affiches, l'autre avec cinq-cents; qu'en conséquence l'un vende cinq millions de boîtes de plus que l'autre, ses pilules n'en seront pas meilleures, ni les hommes mieux portants et l'industrie allemande n'aura pas fait un pas en avant. Comme, l'année suivante, le vaincu battra le vainqueur, ils auraient tous deux mieux fait de s'entendre, plutôt que

de faire assaut, à nos dépens, d'habileté et d'imagination.

Les chimistes savent ce qu'ils font. Eux, les plus riches en imagination de tous les industriels, ils s'unissent, rejettent la concurrence effrénée et ne craignent pas un instant de perdre la direction de l'industrie mondiale.

L'autre idée-axiome à la mode est celle de la lourdeur et de l'incapacité de l'industrie d'Etat. Elle est reprise depuis peu par tous ceux qui, à tort ou à raison, étaient mécontents de l'économie de guerre et la citent pour tous les temps comme un exemple néfaste d'industrie confuse ou désordonnée.

Cependant, notre économie de guerre, bien qu'elle ait été défectueuse en certains points, se fût-elle même écroulée en ces points, prouve précisément, si on l'envisage sans parti-pris, que les systèmes en apparence les plus immuables peuvent être transformés, non pas d'une seule façon, mais de plusieurs et que l'Etat, si on sait le prendre, peut être dirigé efficacement vers n'importe quel travail, avec tous ses organes et ses installations.

Ce qui est incroyable et qu'il importe d'exprimer ici, c'est que cette augmentation de la responsabilité et de la puissance de l'Etat a été improvisée, qu'elle ne provenait pas d'un plan général, mais qu'elle est née en partie des besoins les plus urgents et qu'elle a prospéré, qu'elle puisait à des sources humaines trop rares et insuffisantes et qu'elle réussit pourtant.

Comme nous l'avons vu, la nouvelle économie ne sera pas une économie d'Etat, mais une économie privée

soumise à l'esprit de décision de la bourgeoisie, qui de son côté, il est vrai, a besoin de la coopération de l'Etat pour parfaire sa cohésion, pour surmonter les frottements internes et pour multiplier ses travaux et sa puissance. Cette coopération ne sera plus improvisée, l'on ne se contentera pas de l'offre quelconque de forces fortuitement disponibles, ou de forces qui n'auraient pas encore trouvé leur véritable champ d'activité ou l'auraient déjà perdu.

Malgré la regrettable singularité de notre mode de nomination politique, nos fonctionnaires ne sont pas inférieurs en intelligence à notre population laborieuse, mais bien en force de choc. Celle-ci dépérit en effet sous le poids du moule à penser, de l'atmosphère féodale, du faux parlementarisme et par suite du manque de direction. La profession d'officier qui à l'intérieur de son cercle toujours fermé, se développe réellement selon un principe démocratique, a produit ces dernières années une moisson de talents administratifs inattendus et ceux-ci ne doivent pas rester inutilisés pour la construction du nouvel ordre social. L'Etat lui-même a donné des preuves suffisantes de ses forces et de ses faiblesses et le peuple, qui, pour la première fois est monté sur la scène des événements mondiaux comme puissance consciemment agissante, ne voudra pas, s'il tient à conserver son histoire, confier à nouveau ses destinées et sa responsabilité à des mains héritières de situations et d'intérêts privilégiés.

Il s'ensuit que toute méfiance envers l'Etat, comme si sa coopération la plus discrète devait menacer et entraver la réalisation de toutes les grandes oeuvres de

l'avenir, constitue une méfiance outrageuse envers nous-mêmes. Il faut en passant désavouer la sotte et pédante formule qui voit, dans tout espoir d'un avenir meilleur, un outrage à la prétendue immuabilité de la nature humaine, et signaler: à son propos une méprise évidente. Même si nous admettons ne différer essentiellement en rien des habitants des cavernes et des troglodytes, des esclaves d'avant l'ère chrétienne, des flagellateurs et des inquisiteurs, personne ne contestera que les diverses conceptions morales ainsi que la nuance morale des actions humaines se sont transformées bien souvent au cours de chaque siècle, et cela en raison d'une pensée réfléchie et d'une volonté directrice. Serions-nous plus impitoyables encore que nos ancêtres, nous n'en rejetons pas moins la torture, la sorcellerie, la potence, les léproseries, les cachots pour les aliénés; serions-nous plus corruptibles, nous ne faisons pas de cadeaux à nos juges et à nos fonctionnaires et, comme le faisaient autrefois certains hommes d'Etat, nous ne portons pas, en toute bonne foi, au journal diplomatique, la réception de tabatières remplies de sequins; serions-nous plus serviles, nous ne permettons pas qu'on frappe à coups de bâtons et de fouet nos soldats et nos laboureurs. Je crois à la variation et à l'ennoblissement des sentiments, autrement je ne pourrais pas vivre. Ceux qui ne partagent pas cette foi pourront y suppléer par la logique, laquelle prouve que les actions humaines changent avec la relativité des valeurs que nous attribuons aux choses, et ils nous doivent la preuve que cette relativité-là aussi est immuable. Mais un changement dans l'échelle de nos estimations n'a que fort peu d'influence

sur nos idées; car c'est la nécessité qui guide les plus grandes choses; pour nous, il nous suffit de reconnaître peu à peu que l'économie, reposant sur l'existence et l'action commune de tous, ne peut plus rester l'affaire privée de chacun. Elle ne le pouvait qu'autant qu'elle présentait un trop-plein.

Tant que l'intelligence moyenne et générale n'aura pas compris les résultats de la guerre — et des années de paix s'écouleront avant que cela arrive —, la question se posera: pourquoi cette contrainte? pourquoi ne pas poursuivre l'ornière habituelle? pourquoi changer l'ancien état de choses qu'a fait ses preuves, contre un nouvel état de choses; inconnu que la masse ne peut se représenter? Et, dans de nombreuses résolutions et pétitions on décidera, on adjurera de revenir aussi tôt que possible à l'ancien ordre d'économie sans frein.

Cependant, de nouveaux obstacles surgiront toujours, chacun d'eux d'apparence passagère, puis ils seront remplacés par d'autres, d'apparence également passagère. En même temps, les transformations, les changements de systèmes, les programmes des gouvernements et les réformes financières se renouvelleront, jusqu'à ce qu'enfin, en présence des irréalisations, sous la pression du temps écoulé, las du provisoire, on reconnaisse que le tonneau des Danaïdes coule et se désagrège.

Je n'envisage pas de sang-froid la disparition de l'ancienne liberté économique. Nous qui avons participé à la grande édification de l'économie en Allemagne, qui pouvions dire de cette pierre angulaire, de cette tour avec ses piliers: C'est toi qui l'as ébauchée, montée,

maçonnée, nous sentons tout le prix de ce qui nous sera enlevé, refusé. Les hommes de l'avenir ébaucheront et construiront aussi, ils goûteront aussi la joie des responsabilités créatrices, mais pas la joie silencieuse, souriante de la création imaginée en silence, commencée à l'écart, fortifiée en toute responsabilité, accomplie de sa propre autorité. Ceux qui visitent les lieux qu'ils ont connus déserts, grouillant maintenant d'hommes et de machines, de travail et de circulation, devenus la patrie et la source de vie de milliers d'êtres, ceux-là se souviendront, non sans mélancolie, de la nuit solitaire, de la promenade silencieuse où la pensée amena à maturité la volonté en germe.

Les manifestations de l'avenir seront aussi des produits de la pensée créatrice, mais ne naîtront pas de la volonté exclusive de l'homme isolé; la lutte commencera plus tôt, mais sous la protection de la communauté. C'est aussi la disparition du romantisme; de même que la forêt est née du bois, la guerre mécanique de l'incursion, de même que la grande industrie du patient labeur de l'artisan, de même toute création matérielle partie de la volonté aventureuse de chacun se mécanisera sans retour, pour aboutir à la solidarité humaine. Mais c'est aux chefs de l'ancienne économie, à ceux dont les pertes sont le plus considérables au point de vue du caprice, de la liberté individuelle, de la fantaisie dans l'existence et de la conscience de leur force, c'est à eux surtout qu'incombe le sacrifice d'accepter l'inéluctable et de préparer les voies de l'ère nouvelle. Car les masses conscientes qui suivaient, volontairement, ou la révolte au coeur, les errements de l'ancienne économie, ne peu-

vent engendrer que le doctrinarisme, la négation, la violence, si la bonne volonté, l'expérience et la force créatrice des hommes éprouvés et capables ne tracent les voies et ne désignent les buts. La plupart de ces hommes ont beau, aujourd'hui, se refuser péremptoirement à partager leur autocratie, à s'enrôler dans le service organique de la communauté: beaucoup d'entre eux commencent à entrevoir que l'ancien régime économique contient de l'injustice.

Nous sommes en présence de l'injustice et, à y bien regarder, cette injustice est analogue à celle qui assombrit notre politique.

L'on cherche à nous apaiser, en nous mettant constamment sous les yeux les exemples maudits des démocraties occidentales et on ne cesse de nous démontrer que le citoyen américain est plus asservi que le vassal slave. Mais nous n'avons rien à faire avec la démocratie d'occident ou d'ailleurs avec la suprématie du parlement ou autres institutions du même genre. Jamais et nulle part il n'a existé de véritables démocraties, de souverainetés populaires, sauf pendant la courte période révolutionnaire et de suprématie du parlement, tout en plus en Amérique du Sud et aux Balkans. Dans le monde entier ce sont des personnes qui gouvernent et la seule question importante est celle-ci: ces personnes appartiennent-elles à une petite caste héréditaire peu versée dans les affaires et doivent-elles être nommées sur la proposition de conseils secrets de cabinets, ou doivent-elles être élues par la totalité du peuple? Et à côté de cela le peuple se divise-t-il éternellement en maîtres et en esclaves? Cette division

permet-elle de maintenir toute la série des prérogatives des moeurs et des empiètements de classe? La question est la suivante: état de caste ou Etat populaire. Le monde est sursaturé des bavardages imbéciles et du pathos des parlements; ce sont des maux nécessaires, ils servent de terrain d'entente entre les partis et d'écoles pour hommes d'Etat. L'Etat populaire viendra, en dépit de ses adversaires et même de ceux qui prêchent une liberté allemande spéciale et prouvent qu'elle consiste en une dépendance héréditaire voulue.

L'injustice de la classification sociale, à laquelle j'ai voué la brochure *Choses de demain*, est pire que l'injustice de l'édifice politique; l'injustice de l'organisme purement économique est moindre. L'économie collective par elle-même, ne supprimera pas l'injustice sociale, mais elle s'adaptera dans l'avenir à tout édifice social et adoucira quelques-unes des rudesses du temps présent. Elle empêchera la croissance excessive de fortunes individuelles, l'avènement d'existences étourdissantes et parasitaires, l'arbitraire des monopoles particuliers, l'oisiveté à vie et héréditaire, l'âpreté au gain nuisible au bien public, la ruine menaçante des classes moyennes, la tension insupportable entre les couches sociales; elle facilitera le partage équitable de charges immenses, accélérera la moralisation de l'industrie. Elle ne ressemblera pourtant en rien à une institution politique obligatoire, à une caserne communiste, car elle maintiendra l'individualité complète de la pensée et de la responsabilité; le romantisme voué à la mort ne représente pas la libre initiative, mais l'âpreté à la curée et disparaîtra, comme disparurent

autrefois les défis de chevalerie plus téméraires et plus éloignés de nos sentiments, comme disparurent les incursions des conquistadors et les expéditions des corsaires. Lorsque les époques de l'avenir jetteront un coup d'oeil rétrospectif sur le passé, l'économie de nos jours, désordonnée, sans frein, abandonnée au hasard et aux coups de main, leur apparaîtra sous le jour d'une naiveté brutale, comme apparaît à l'un de nos généraux par exemple, la manière de faire la guerre d'une compagnie de lansquenets ou d'une troupe de mercenaires. Un retour vers le passé semblera aux générations futures plus ridicule que ne le serait à nous la suppression du chemin de fer et de la poste, le retour à Stroasberg et à Turn et Taxis.

C'est une naïveté de croire que des entreprises particulières puissent de leur propre autorité s'engager dans cette voie. Elles le peuvent aussi peu qu'un soldat peut de lui-même mener à bien des plans de campagne ou une politique de désarmement. Et le pourraient elles qu'elles ne devraient pas le faire : car si un homme est libre d'assumer la propagande du martyre, un corps économique ne peut pas affirmer son existence par le sentiment, mais par sa force vitale ; un échec de sa part, qui du reste se produit aux dépens des tiers, peut être le résultat des plus nobles sentiments ; il n'est pas pour cela un martyre intéressant, mais un exemple décourageant. Si les idées énoncées ici sont mûres dans l'esprit des pouvoirs publics, ce sera le devoir et le privilège des groupements économiques de se mettre volontairement à leur disposition et de contribuer à leur réalisation.

Comme la critique met son nez partout, on va nous demander si nous ne faisons pas ici de nécessité vertu, si nous ne préconisons pas comme valeurs organiques des choses qui ne surgissent que de notre dure perplexité et auxquelles on pourrait bien finir par trouver des succédanés plus simples.

L'histoire ne se conjugue pas au conditionnel; elle parle de ce qui est et de ce qui fut, non de ce qui serait ou aurait été. Nous savons que ces choses ont eu lieu, et comme elles ont eu lieu, elles ont un sens; sinon il faudrait leur en donner un. Cela signifie que la guerre a conduit à maturité, au cours de ces quelques années, des idées qu'en circonstances normales il aurait fallu des décades, voire des siècles pour mener à chef.

Nous devons encore nous affranchir de cette philosophie qui sourit avec suffisance, qui prouve sa stérilité en opposant à tout effort loyal en vue d'améliorer le sort de l'humanité, ce mot ironique: *Faire le bonheur du monde*, et qui, pour parvenir à sa démonstration pénible: que le monde et les hommes ne changeront jamais, qu'ils ne pourront devenir meilleurs ni plus heureux, enferme toute la substance des évènements dans les nouvelles du jour et dans les parlottes de café.

Ceux qui connaissent mes écrits savent que je ne prétends pas modifier la nature, mais les estimations toujours changeantes des valeurs mobiles, que ce que je demande pour nous tous: ce n'est pas le bonheur, mais la liberté, la responsabilité et le développement de l'âme. Si l'on nie d'un coeur glacé toute élévation de l'esprit vers une vie intérieure plus divine, on ne

peut pas nier dans ce monde l'évolution des conjonctures humaines et sociales. Qu'on ne lie à cette évolution que le minimum d'idée de développement, par exemple la pure et simple adaptation, il n'en est pas moins vrai que de siècle en siècle son mouvement s'accélère et nous entraîne. Cette adaptation, parcimonieuse même, exige des décisions, ces décisions exigent des buts et ces buts exigent des idées. Or, ceux qui se sentent quelque peu responsables du bonheur de l'humanité ne peuvent se défendre de parler et, s'ils ne songent guère au bonheur et à ses conséquences, ils ne se préoccupent pas davantage des remontrances, du mépris et de la contradiction.

Quel est cet évènement qui nous a encerclés de ses flammes? Nous l'avons appelé guerre, parce qu'il avait emprunté les formes d'une guerre entre peuples, parce que les nations convulsées ont visiblement lutté sur terre, sur mer, dans les airs et dans le feu. Nos successeurs, eux, le reconnaîtront tel qu'il est: ce que nous avons vécu, c'était la Révolution mondiale, l'éruption volcanique des sous-sols tout puissants, incandescents de la forteresse humaine. Elle ne s'est pas accomplie, comme le croyaient ses annonciateurs d'un autre âge, sous la forme désordonnée du soulèvement des masses, armées de piques et de faux: c'aurait été peu de chose et n'aurait pas fait sauter les ancres et les gonds de l'univers. Etourdies et rendues furieuses par leurs tensions intestines, enivrées et frémissantes des deux derniers et suprêmes produits de distillation de l'ancien régime, le nationalisme et l'impérialisme, — les nations durent se précipiter les unes sur les autres,

dans l'éclat et la discipline de leurs organisations politiques et militaires, armées de pied en cap de leurs industries et de leurs sciences, avec la rage et la douleur qui emplissaient leurs esprits et leurs coeurs.

Elles croyaient lutter pour leur suprématie et leur existence et menèrent un combat dont personne ne comprenait l'origine, dont il fallut chercher les buts ultérieurement, au prix de rectifications qui durèrent des mois. Mais en vérité, l'ancien régime économique est détruit de fond en comble et les temps sont proches où les anciens soubassements de l'ordre social prendront feu. Tandis que d'énormes gains industriels s'encaissaient dans tous les pays civilisés, tandis que le chiffre total des fortunes s'accroissait démesurément, nul n'a compris que la substance consommable totale n'augmentait pas, mais diminuait, qu'aux appétits sans cesse grandissants ne pouvaient faire face que des valeurs constamment amoindries, qu'ainsi la valeur des unités de propriété baissait de mois en mois et qu'en réalité progressait ce phénomène que, dans l'attente d'une catastrophe d'une autre sorte, nos aïeux appelèrent : expropriation des expropriateurs.

Deux piliers de l'ancien régime resteront debout sur le théâtre de l'incendie : les monopoles de la grande propriété foncière et des bien fonds. Cependant, ils seront bientôt privés des bases législatives auxquelles ils doivent leur solidité, malgré l'accroissement des forces de leurs gardiens. Car ce cataclysme ne s'est pas abattu sur la terre pour que les biens terrestres soient transportés en qualité d'épaves sur quelque bienheureux mont Ararat.

C'est un paradoxe incompréhensible, contredisant toute prédiction, et pourtant d'une simplicité élémentaire, que la révolution mondiale et le tribunal mondial, crus parallèlement, se sont joints en cette synthèse: la guerre mondiale. La mécanisation, la matérialisation et l'industrie libre adoptèrent comme autant d'axiomes indémontrables les préceptes que l'on pouvait réprouver dans les livres et dans les sermons, mais qu'il fallait souligner et approuver dans la vie: l'objet de la vie consiste dans la technique et dans les marchandises, c'est à dire dans le confort et la jouissance; les moyens d'y parvenir sont l'inviolable division des peuples en classes et la politique impérialiste des gouvernements. Cela signifie prolétariat et armements.

Le but, c'est la population nombreuse, la richesse et la puissance de l'individu, l'impérialisme et l'économie libre. L'effet, ce sont les luttes entre nations pour les matières premières, les marchés et l'influence, cela signifie nationalisme, haines de peuple à peuple et intrigues diplomatiques. Les ferments politiques ne font jamais défaut; ils se montrèrent dans la vanité blessée des Français, dans la jalousie mesquine des Anglais, dans la lutte des Russes pour la désagrégation de l'Orient, dans la politique hésitante et la paresse populaire des Puissances centrales; c'est pourquoi le feu ne prit pas à l'intérieur des nations, mais à leur périphérie.

L'incendie s'est consumé lentement, aucun peuple n'en est sorti tel qu'il était. L'été et l'automne passent; innocente et faisant confiance au soleil, la nature respire l'air de ses jours et de ses nuits, d'après des lois originelles, et reflète au levant et au couchant l'arc-

en-ciel de son tapis terrestre. Mais sous ces arbres, sous ces nuages et ces étoiles immuables, la race humaine a évolué. Ceux qui ont échappé aux enfers de boue et de feu, aux gouffres de la mer, aux captivités sous l'ardeur du soleil et sous la glace des nuits, aux pays dévastés, aux paradis trompeurs, aux tortures de la conscience et de l'âme, aux douleurs des mères et aux hôpitaux, à la haine et au sacrifice, au vertige et à l'enrichissement, aux crimes et à la foi, les morts et les vivants, les mutilés et les malades, les brisés et les forts; tous, tous sont conscients. Qu'ils s'entre-déchirent en guerres civiles, unissent leurs volontés où se retrouvent en Dieu, ils ne sont plus les mêmes qu'auparavant; ils ont regardé le fond des précipices et leurs yeux reflètent une sombre lueur.

Les voix individuelles, des voix collectives aussi s'élèveront encore pour prôner comme autrefois les anciens profits et avantages, les anciennes revendications et les anciens idéaux. Cependant on reconnait, consciemment ou non, de plus en plus, que ce qui est arrivé ne peut plus être justifié et réparé par des gains et des sacrifices. Cette planète, cette humanité a trop souffert et trop appris, pour que de nouvelles frontières, de nouvelles constitutions, pour que de l'argent et du pouvoir puissent racheter les âmes, honorer les morts, réconcilier les vivants.

Le salut ne peut venir que du coeur, du fond de la conscience du monde, au nom de la justice et de la liberté, afin que l'humanité expie et que Dieu soit glorifié. La conscience des peuples s'agitera au fond des coeurs, plus profondément que le fleuve des pas-

sions ne s'y est répandu aux jours d'été 1914. De grandes luttes nous attendent, de cruelles douleurs, des terreurs de la conscience réveillée, des écroulements de la foi.

Nous n'avons parlé, dans ce modeste opuscule, que du mouvement des cercles extrêmes, de l'évolution, de l'économie; mais cette évolution a une signification, car c'est un commencement. Elle embrasse tous les peuples de la terre; l'Allemagne est un anneau de la chaîne. Mais notre conscience, à nous autres Allemands, est destinée aux tâches les plus difficiles, à extirper les racines les plus tenaces; à sentir, à réfléchir, à pénétrer les volontés de Dieu les plus secrètes, à diriger vers de nouvelles voies le grand devenir pour déterminer sa destination la plus profonde, la plus intime. Telle est la mission de l'Allemagne.

LE NOUVEL ETAT

1.

Le moment est venu — redouté en Allemagne plus que partout ailleurs — où la nécessité nous oblige à envisager la situation actuelle et l'histoire aux fins de créer un nouvel ordre de choses.

L'Empire et les Etats ne sont plus et doivent ressusciter.

En ce moment solennel et qui échappe à la notion du temps, bien des choses demeurées obscures pour nous apparaissent sous leur jour véritable. Elles étaient couvertes d'un voile, ou bien la force de l'habitude nous empêchait de nous en rendre compte; nous subissions des conséquences, nous étions trop paresseux pour en approfondir les causes.

Nous comprenons maintenant pourquoi les savants s'endormirent dans l'histoire, sans se lasser d'exalter, d'après d'anciennes méthodes, les résultats lentement acquis et surtout les lois de la nature et la volonté de Dieu, pour mépriser la raison consciente et constructive.

Pourquoi? parce qu'il n'est pas dans notre caractère de construire originalement. Nous sommes habitués

à accepter des formes, à les modifier, à couler en elles de la substance, mais non à en créer.

Nous comprenons maintenant pourquoi les constitutions de l'Empire et des Etats, pourquoi les administrations et les hiérarchies étaient des créations fossiles et compliquées, utilisables pour le train ordinaire de la vie et par temps calme, mais sourdes à l'appel des temps de crises et rétives dès qu'il s'agissait de conduire avec art le char de l'Etat.

Pourquoi? parce que le particularisme n'était que pour un tiers ce qu'il aurait dû être: autonomie morale et originalité de race. Tandis que pour les deux autres tiers, il était bien ce en quoi il se posait: haine secrète entre frères, confortable accoutumance à la tradition et prédominance des questions personnelles.

Nous comprenons aujourd'hui pourquoi il nous a été possible de rester, au moins un siècle de trop, l'île du féodalisme.

Pourquoi? parce qu'il y avait quelque chose de vrai dans ce que les seigneurs féodaux laissaient échapper à leurs moments d'abandon, savoir: que c'est la croûte du militarisme qui nous donnait de la consistance. Notre masse est molle. Or donc aujourd'hui que voici la croûte crevée, la masse se répand en nappe large et informe. Déjà nos particularités nationales: la maîtrise de soi, la confiance en soi, le point d'honneur même, ne se retrouvent plus. Nous ressemblons à un mélange sarmatien. La plasma se refuse à la cristallisation, à la solidification, à prendre de la résistance, de la direction. Or sans consistance il n'y a pas de forme.

2.

S'il en allait autrement, si nous étions autres: si malgré des divergences de sentiment, notre esprit était un, si nous savions créer de la forme, si, par l'originalité et la fermeté de notre substance, nous savions la contraindre d'apparaître, ce moment de la génération spontanée serait d'une rare puissance.

Nous verrions surgir une image de la liberté conforme à l'intelligence allemande, à la volonté allemande, d'aller au fond des choses une incarnation visible de l'âme populaire, qui compléterait le passé et serait le moule de l'avenir: une constitution allemande originale et autogène. Ainsi naquirent l'Angleterre, l'Amérique, la France, à l'image desquelles tous les grands Etats de la terre ont été créés et transformés.

Si nous sommes destinés à être les derniers à nous réorganiser, ce n'est pas l'esprit des siècles anciens et des peuples étrangers qui déterminera notre aspect, mais bien l'essence de l'esprit allemand et la claire prescience d'une nouvelle époque allemande, qui sera en même temps une époque mondiale.

La puissance mondiale cinquantenaire du deuxième Empire allemand n'est plus et ne reviendra jamais. Ce qui prétendait représenter l'Allemagne et devait assainir le monde, selon l'impertinente conception de tables de brasserie habituelle aux représentants de ce pays: l'uniforme et l'assessorisme, l'exploitation béotienne, odieuse des forces humaines par les Junkers, les fabricants, les professeurs et les employés de chan-

cellerie, cet ensemble monstreueux qui n'avait rien d'allemand s'est détruit lui-même; par contre et du même coup la souveraineté mondiale est échue aux anglo-saxons. Ils l'exerceront pendant un certain laps de temps — tant qu'une souveraineté mondiale restera possible —, selon des règles simples, sans injustices volontairement criantes, avec intelligence de la politique, sans conceptions humanitaires.

Mais c'est au peuple qu'il appartient de réaliser la véritable manière d'être allemande, intangible et indépendante de toute puissance et de toute appréciation étrangère. Cette manière d'être, fondée sur l'objectivité et la personnalité, sur la diversité et la communauté, sur la spéculation et la réalité, sur la logique et le sentiment, il s'agit de l'incorporer à l'Etat avant toute autre chose.

Il faudrait créer une constitution, reconnaissable de loin comme allemande, qui ne s'en tienne pas aux faits existants, et pénétrée d'un esprit nouveau. Qui sans se donner comme simple — elle ne saurait l'être, car nous ne le sommes pas — sans recourir non plus au compromis, mais comme vivant organe, assignera à chaque membre sa fonction propre. Une constitution que l'on comprenne aussi bien à Stuttgart qu'à Koenigsberg, qui embrasse l'esprit du pays entier; avant tout, qui serve de sol natal à une époque nouvelle, une époque d'égalité de toutes ces classes, et de toutes les couches sociales.

Ce que disent les révolutionnaires est parfaitement vrai: la révolution allemande n'est pas accomplie, elle n'a même pas encore commencé. Elle ne s'accomplira

pas d'aujourd'hui à demain; elle ne se fera pas, par les bolchévistes et les spartaciens, mais au moyen d'une série de créations populaires. La première de ces créations sera une constitution sociale et démocratique, comme n'en possède aucun des Etats impérialistes, ploutocratiques, les Etats de bourgeois rentiers et de bourgeois cultivateurs. Une constitution assurant l'avenir de l'Allemagne.

Peu importe la pièce qu'on étudiera sur l'ex théâtre de Goethe: le serment des confédérés, le Reichstag polonais ou la foire de Plundersweilern. L'Etat allemand ne naîtra pas au sein de ce lieu privé de ses dieux, sous la pression de Spa et de Trèves, dans un milieu de jacobins fortunés et de généraux bourgeois. Ce qui sortira de là, pourra ressembler au village allemand de l'exposition de Chicago ou à la caserne dynastique de Bismarck; ce sera — pour parler encore une fois le langage de la *grande époque* — un *ersatz*, un expédient.

Tant mieux d'ailleurs; nous avons le temps. Toute construction surgit des profondeurs du sol. Et le doute sert à excaver le sol. Nous douterons des conceptions existantes, de celles de l'Etat avant tout, nous parlerons de ce que le bourgeois nomme Utopie et de ce qui est plus réel que tout: du Raisonnable. Car là nous créerons de la place pour les fondations sur lesquelles s'élèvera plus tard, jamais trop tard, un nouvel édifice.

3.

L'Etat politique sous sa forme la plus élevée: l'Etat impérial, a eu pendant la guerre sa grande époque, la dernière.

Pour nous l'impérialisme est fini, il atteint chez les autres son point culminant. La société des nations s'empare d'une partie de la souveraineté militaire, la transformation sociale fera le reste. Au cours de ce siècle la souveraineté deviendra collective.

Ainsi se termine un processus millénaire: la conception purement politique de l'Etat aura perdu la suprématie unique, jamais revoquée en doute, qu'il exerçait dans la construction des nations, et il s'y trouvera place pour de nouvelles formes.

L'être isolé, lui aussi fut, d'abord une créature exclusivement vouée à sa défense propre, puis il se mit à acquérir et enfin il parvint à la morale et à la civilisation. C'est à peine si, en ces temps troublés, l'homme pense à sa propre défense; il agit pour organiser sa vie intime et extérieure.

L'Etat a commencé si tôt, il y a tant de milliers d'années, à absorber toute la volonté des nations — peu importe au nom de quelles forces: parenté, société, religion, ou défense — que nous ne pouvons apercevoir que son image globale et ne sentons qu'à peine ce paradoxe, que chez lui toutes les facultés sont subordonnées à la politique.

Nous serions surpris de l'innombrable multiplicité de corps administratifs, de fédérations, d'associations, de cercles et de sociétés, dont le réseau s'épaissit chaque jour de nouveaux filaments, en sorte que personne d'entre nous ne peut dire combien de ces fils viennent se nouer en lui. Quelques-uns constituent le réseau veineux de la vie civile, locale, professionnelle, industrielle, intellectuelle, sociale et religieuse et nous ramènent

au centre de l'Etat politique; beaucoup d'entre eux constituent un tissu séparé, fait de fils tour à tour dissemblables et pareils.

A des époques où l'autorité de l'Etat se trouve affaiblie et éparpillée, il peut arriver que des fonctions centrales, l'administration de la justice, l'administration locale et la défense nationale, les transports se scindent, pour s'en aller à des unions particulières. Par contre, dans un Etat organique parachevé, les attaches augmentent, qui rayonnent de l'Etat central et tendent à centraliser les Etats dans l'Etat.

Au centre de l'Etat politique tous les filaments nerveux convergent. Peu importe que ce centre soit monarchique ou républicain, démocratique ploutocratique ou féodal: il n'en reste pas moins le lien inchangé, soigneusement conservé de l'époque de la politique pour la politique, du pouvoir militaire prédominant, de la défense nationale, de la puissance. Non que je croie à la disparition totale, dans l'avenir, de ces objets de pure politique: ils persisteront à côté d'autres, et nous n'avons pas encore vécu la dernière des guerres. Cependant, ils perdront leur suprématie: que dis-je! il l'ont déjà perdue.

Les anciens Etats ont, eux-aussi, mené une politique d'administration, de justice, d'économie, de religion et de civilisation; il serait injuste de dire qu'ils ont mené cette politique de façon accessoire. Toutefois c'était en vue des buts plus élevés yeux à leurs: la grandeur extérieure et la puissance de la nation, surtout lorsqu'elles s'incarnaient dans une forme monarchique; l'Etat s'administrait comme son propre but.

Or, tandis que l'Etat croyait atteindre ces buts, il dut constater, non sans mauvaise humeur, que son principal facteur, la politique extérieure, se mettait de plus en plus au service d'une fonction non politique: l'économie; quant à l'administration, l'éducation et la religion, dont l'Etat — consciemment ou non — s'était chargé au nom de sa puissance, elle devinrent insensiblement des moyens de lutte: dans les Etats réactionnaires, contre le peuple; dans les Etats révolutionnaires, contre l'aristocratie.

Tandis que l'impérialisme des maîtres arrivait á son point culminant, l'Etat était depuis longtemps devenu un office de conciliation des intérêts en présence, une machine à maintenir l'ordre et à administrer, pourvue d'une autonomie incomplète; et, parce qu'il ne voulait pas reconnaître cette transformation, il poussa l'impérialisme à son comble, appuyé sur ses classes dirigeantes.

Les idées contralistes, elles, persistèrent, contre tout bon sens.

Une source centrale de sagesse: dans la monarchie une sagesse dynastique, avec des intérêts privés, atténués par une certaine morale; dans la république. une sagesse de parti politique à la couleur changeante, A l'extérieur la lutte d'Etat à Etat; à l'intérieur l'organisation et l'accord. La monarchie se chargeait elle-même de sa justification; là où il y avait souveraineté parlementaire, on admettait tacitement qu'elle constituait une administration autonome, une suprématie du peuple souverain sur lui-même.

Sans doute elle était tout cela comparativement à la monarchie. Elle l'était aussi en une certaine mesure,

relativement à elle-même, en tout cas tant que les *grandes questions* de la forme du gouvernement, de la politique extérieure et de la politique proprement dite constituèrent des questions centrales, dominant de haut celles, *moins importantes*, de l'économie, de la société et de la culture. Elle l'était surtout dans les pays où ,les groupements et les intérêts sont plus homogènes, tels l'Angleterre et l'Amérique, où les intérêts et les idéaux s'étaient réunis en un tout palpable, en face d'hiérarchies locales moins sensibles.

La guerre, avec sa suite, la paix, a, en apparence, porté à leur point culminant les grands problèmes de la politique proprement dite; en réalité elle les a détruits. Même les Etats sursaturés d'impérialisme, occupés de leur propre assainissement et de leur rénovation, ne devront plus envisager qu'un seul problème fondamental, celui des classes et des couches sociales. La politique extérieure, la politique pure donnera encore quelques représentations théâtrales, puis disparaîtra de la scène. Elle sera remplacée par une politique sociale et économique.

Ces questions, en apparence les plus matérielles de toutes, seront résolues pourtant au moyen de valeurs idéales: l'intelligence et la morale. Car si, à une époque difficile de transition, les monopoles des matières premières et des produits dominent la situation, avec le temps, chaque nation recevra juste autant qu'elle donne; et c'est du côté des valeurs intellectuelles seules qu'il faudra chercher le don illimité. Mais c'est ici qu'apparait clairement la fiction, tant de la source

centrale de sagesse que de l'autonomie parlementaire. Cette fiction prétend que: même lorsque les grandes questions de pure politique ne domineront plus la destinée des peuples, un seul corps de valeur médiocre — nous verrons pourquoi nécessairement médiocre — devra connaître, comprendre, juger et décider tout ce qui est essentiel, dans tous les domaines de la vie nationale. Il doit fournir, en les tirant avant tout de son sein, les spécialistes aptes à faire entrer les principes dans le domaine de la pratique et en suggérer sans cesse de nouveaux. Il devra aussi connaître ces hommes, les juger et les contrôler.

Non seulement il le devra, mais il croit le pouvoir. Car cette assemblée subalterne se donne non seulement pour l'élite, mais aussi pour l'image du peuple. Elle est le peuple s'administrant lui-même.

Elle est élue d'après des groupes d'idées. Par exemple: commerce de détail — milice — l'école émancipée de l'église — art ancien — politique coloniale — démocratie. Ou: monarchie — cléricalisme — grande propriété — antisémitisme — protectionnisme. Ou: particularisme — catholicisme — colonisation intérieure par petites parcelles — classe moyenne — désarmement. On présume que ces groupes d'idées conviennent à la majorité des citoyens, ou que, la suggestion aidant, on pourra les y adapter. Cette présomption comporte une part de vérité, en ce sens, que les éléments de haute politique qui contiennent ces groupes d'idées: démocratie — autocratie — catholicisme — sont acceptés tacitement comme idées dominantes, comme conceptions directrices; en ce sens encore qu'on cherche à

tirer d'elles et des intérêts moyens de larges couches de la population, considérées comme susceptibles d'adopter ces conceptions, — tous les autres éléments d'idées et à les réunir en programmes de partis.

Tel est le sens de la fiction qui sert de base à toute souveraineté et à toute autonomie parlementaires. Cette fiction se rapproche d'autant plus de la vérité que plus homogène est la nation, plus mécanique la formation de ses groupements. Elle a atteint le maximum de vérité dans les Etats anglo-saxons. Elle s'éloique de la vérité et approche de l'absurdité d'autant plus que le peuple est plus divisé selon les provinces, l'esprit et les intérêts, que moins vigoureux est son ciment national.

4.

D'après la science de nos professeurs, qui savent ce qu'ils ont appris : en particulier tout ce qui touche à l'histoire, et ne doutent pas un instant qu'à l'aide de cette recette intellectuelle séculaire, résultat d'un travail approfondi, nous puissions comprendre le passé et l'avenir — d'après cette science sacerdotale, nous savons que nous sommes le plus individualiste de tous les peuples et nous nous contentons une fois pour toutes de cette louable et vertueuse faiblesse.

Nous sommes le peuple de Goethe, de Fichte, de Beethoven, et cela explique tout.

Mais d'abord, cela n'explique rien et ensuite reste à savoir si c'est vrai.

Cela n'explique pas pourquoi nous n'avons pas eu, depuis cent ans, une pensée créatrice. Cela n'explique

pas non plus pourquoi nous n'avons jamais fait, dans aucun des domaines de la vie, une grande création originale.

Dans le domaine intellectuel comme dans celui de la vie pratique nous sommes mécanisés exactement comme les autres peuples. Nous n'avons pas créé la mécanisation, mais nous l'avons étudiée avec la profondeur qui nous caractérise et nous l'avons poussée à ses dernières limites. Au cours des siècles précédents, nous avons été dépendants, tour à tour, pour la littérature, de la France, de la Russie et de la Scandinavie. Pour la peinture, de la France, du Japon et de l'Espagne. En ce qui concerne la philosophie et la science, nous étions internationaux.

Notre peuple est neuf. Il s'est transformé par de grandes révolutions successives qui portaient la couche inférieure au pinacle; il est constitué par les couches inférieures de jadis, anonymes, sans histoire. Nous sommes aussi peu le peuple de Goethe et de Dürer que les Italiens sont le peuple de Dante et de Léonard. Considérons notre histoire contemporaine, nos édifices, les formes que nous donnons à la vie, les portraits de nos dirigeants.

Ne nous laissons pas tromper par l'étroite sphère d'observation de quelques esprits cultivés, qui, dans la fréquentation de vieux livres choisis et au sein d'un aimable paysage, font revivre devant eux la patrie d'autrefois. Ne nous laissons pas tromper par l'esthétique d'ermites impressionnables et admirateurs de la nature, qui renient et rejettent la sueur capitaliste dont ils vivent. La nouvelle Allemagne est un pays inconnu,

surtout de ceux qui raisonnent historiquement à son sujet.

Nous nous distinguons aujourd'hui des autres nations, moins par l'intelligence que par le caractère. Nous sommes plus mous, moins conscients, plus amorphes, plus dociles. Reste à savoir jusqu'à quel point nos qualités industrielles, de disciplines, d'amour de l'ordre et de l'exactitude, tenaient à l'autorité souveraine ou à notre véritable nature. La loyauté, l'objectivité, le sérieux existent encore au sein de la bourgeoisie mourante. Peut-être possède-t-elle encore son ancienne faculté d'engendrer des talents. La bonté, la chaleur, une disposition à rendre service, sont les plus belles qualités des couches moyennes et inférieures.

Les qualités du coeur aussi règnent encore. Conduiront-elles à une effémination slave — le défaut de fierté nationale permet parfois de le craindre — ou pénétreront-elles encore une fois les forces vives de l'intelligence, pour le plus grand bien d'une prospérité spirituelle ? c'est ce que nous verrons. Toutefois, au point de vue national et politique, les faiblesses dominent qui ne constituent pas l'individualisme, dans le sens le plus élevé de ce mot, ni une originalité consciente, productive; mais de l'amorphie, un attachement à des habitudes et à des commodites accessoirés.

L'envie est notre défaut national; elle ne se laisse atténuer que par l'humilité. Elle découle de notre modestie et de notre paresse latente. « Je ne suis rien et je m'en contente, donc tu n'es rien non plus et tu dois t'en contenter aussi». Une existence, des idées et

des actions extraordinaires ne sont admises que chez ceux dont le rang et la naissance suspendent tout jugement, ou à ceux qui échappent à la poursuite parce qu'ils se sont *frayé le passage*, — cette expression dit tout!

Par contre, une habile médiocrité ne perce pas. Ceux qui disent ce que d'autres pensent ou désirent l'entendre, ceux qui font ce que les autres voient d'un bon œil, pour se faire apprécier (*sich beliebt machen*): ce terme peu engageant ne peut se traduire en aucune des langues occidentales. Il ne signifie pas l'amour, ni la sympathie, ni le respect, il ne signifie même pas l'estime, la considération ou la popularité; il signifie d'une part une acceptation complaisante, d'autre part une antipathie surmontée.

En Allemagne on ne juge pas un homme sur ses qualités, mais sur ses démérites. Un homme doit être *sans reproche* et une chose doit être *sans défaut*. Mais de *sans défaut* il n'y a que le zéro parfaitement net et rond.

Bismarck n'était pas plus *beliebt* qu'exempt de défauts. Toute sa vie, il fut archiimpopulaire. Il ne serait jamais venu, il serait parti dix fois, si un monarque absolu n'était allé le chercher et ne l'avait maintenu contre la volonté de tous les bourgeois et de tous les nobles. Lloyd George, Clemenceau et Wilson ne sont pas populaires chez eux; mais admirés et parfois craints. Si nous étions jusqu'à présent soumis à nos maîtres, nous le sommes aujourd'hui à la popularité. C'est pourquoi, plus nous voterons, plus nos corps constitués seront médiocres.

Ce n'est pas par hasard que depuis des années l'étranger bien intentionné ignore tout ce qui est apprécié chez nous et s'en tient à ce que nous réalisons de haute lutte — en général trop tard. Les plus intelligents de nos anciens maîtres, nous disent ouvertement: «Nous devions vous dominer, parce que vos bonnes qualités ne se déploient que sous la pression de l' autorité. S'il en était autrement, vous n'auriez pas supporté aussi longtemps notre domination.»

Nous avons beaucoup à apprendre. Mais nous avons beaucoup de temps et le malheur est une forte école. Nous devrons commencer par abroger les déclarations faciles et agréables parmi lesquelles nous rencontrons tout d'abord le formule populaire: l'*individualisme*, qui excuse tout.

Il faut distinguer l'individualisme des provinces et des races, de l'individualisme personnel, reconnaître une forte réalité politique, un bel héritage, riche et dangereux à la fois.

L'Allemagne est un monde en petit, en trop petit, mais enfin un monde.

L'Angleterre, la France et l'Italie sont aussi des pays entre deux mers, où l'on remarque des alpes, des collines et des plaines, des landes, des champs, des prairies et des forêts, des fleuves rapides et lents, des grandes villes, des ports, des villes de province et des villages, des cathédrales, des universités, des châteaux, des magasins et des fabriques. Dans ces pays aussi les croyances sont divisées et les coutumes nombreuses; l'habitant du nord ne comprend pas le méridional. L'Ecossais et le Gallois, le Normand et le Provençal, le

7*

Lombard et l'Apulien ne sont pas davantage de même race et de même sang que le Prussien et le Bavarois. Edinbourg et Liverpool, Boulogne et Marseille, Venise et Naples, ne diffèrent pas moins que Lubeck et Brême.

Cependant l'Allemagne possède un charme. Et pas seulement à nos yeux; l'étranger l'éprouve aussi, et il s'intensifie à mesure que l'on se rapproche de l'Autriche, jusqu'à l'ensorcellement.

Ce n'est pas tant un phénomène physique, l'échelonnement du climat, du sol et du sang, qui fait de nous un monde en petit, mais un phénomène spirituel; le passé matérialisé. Ce sont les vertus de nos fautes. Economiquement et socialement, nous sommes d'un modernisme exaspéré mais, par le territoire nous relevons davantage du moyenâge que les autres.

Ce n'est pas l'individualisme personnel, mais bien l'autocratie, la nonchalance politique, le défaut d'intérêt pour la forme, le défaut de solidarité et du sens de l'indépendance, ainsi qu'une soumission ostensible aux autorités et aux dynasties, qui ont permis de maintenir jusqu'à nos jours le morcellement moyenâgeux du pays. Des guerres et la dépopulation résultèrent de cet état de choses et contribuèrent à le renforcer. Des révoltes d'une masse ainsi réduite en atomes étaient impossibles et étaient étouffées en germe.

La Prusse, qui portait à bon droit le nom et la couronne de pays extra-allemands, s'adjugea la mission de réunir l'Allemagne en un seul Etat. Politiquement on ne dépassa pas les méthodes du despotisme militaire

civilisé, géographiquement on ne dépassa pas le Main. La constitution de 1871 constitue un travail monumental, mais incomplet. La Prusse monarchique resta, malgré son hégémonie et sa remarquable cohésion, une constellation extra-allemande, créée pour faire des conquêtes à l'extérieur, mais non à l'intérieur du pays. L'Allemagne resta donc une communauté d'intérêts économiques et militaires de pays dynastiques.

La Prusse n'a pas obtenu l'unité politique, elle a empêché l'unité intellectuelle. Jusqu'au dernier jour de son éclat dynastique, elle a gardé l'empreinte de son véritable fondateur, Frédéric-Guillaume Ier: une capacité réelle, mais bornée. L'héritage d'objectivité et d'exactitude sans précédent qu'elle apporta à l'Europe, resta plus de cent ans moderne et inimitable; c'était le premier Etat complètement mécanisé, non au sens capitaliste, mais au sens militaire et bureaucratique. Cet Etat mérita le succès et en jouit durant deux générations. Ce succès devait tout excuser: l'absence totale de liberté chez les classes dominées, la mentalité sèche et dévotement militariste, la brutalité de l'abord, la madrerie sans imagination du paysan dans les relations politiques, l'intolérance haineuse contre toute originalité, parce qu'incompréhensible. Le sujet prussien caricaturait les défauts de son Etat, les tournait en maladroite arrogance, en étalage présomptueux de son savoir, en un orgueil haineux, en esprit de domination autoritaire et en froide impertinence. L'Allemagne se cachait, horrifiée de penser qu'il fallût être si désagréable pour réussir. L'étranger serrait les poings.

Aujourd'hui on veut anéantir la Prusse. Ce sera un malheur et une injustice si l'on y parvient. Car, si les défauts de la raideur prussienne étaient insupportables, les vertus de la véritable nature de cet Etat sont utiles à l'Europe, indispensables à l'Allemagne. Nous y reviendrons. Il suffit de dire ici que la Prusse s'affaissa et que, au sein de la rude croûte du prussianisme, l'Allemagne resta un noyau tendre et sans alliage.

La décentralisation moyenâgeuse n'affirme pas sa valeur dans le domaine de l'action, mais dans celui de la culture intellectuelle. Qu'on attaque tant qu'on voudra le centralisme français: il donne à l'Etat politique un puissant ressort et une force d'impulsion considérable. D'autre part la division allemande donne à la commune, à la ville et au village historiques, une dignité, une indépendance spirituelle inconnues dans l'ouest.

Les villes aspirent à une instruction toujours plus grande et rivalisent de développement. Le niveau de l'instruction en Allemagne dépasse encore de beaucoup celle des plus grandes nations et, si la force créatrice n'a pas marché de pair, nous pouvons espérer que les forces naïves des couches inférieures, forces neuves et qui n'ont pas encore trouvé leurs limites, mises à la place des couches supérieures fatiguées, remédieront à cet inconvénient. Sinon: raison de plus pour persévérer dans notre culture et notre indépendance intellectuelle.

A part quelques petites localités industrielles, la conception de province n'a jamais existé en Allemagne. Et si le mot a été employé par opposition

à la grande ville, c'était pour les besoins du jargon commercial et scénique.

Le village allemand, en tant qu'il persiste à conserver ses dons naturels, sa manière d'être, ses contumes et sa substance, est ce que nous avons de plus précieux et constituera notre force dans l'avenir. Si le village libre était resté un des privilèges de la partie orientale de notre pays, le prussianisme, cette chose abstraite, se serait mué en vivant germanisme.

Chaque région — il ne s'agit pas d'Etats confédérés, ni de provinces — conserve son acquis historique, sa propre économie intellectuelle, sa responsabilité culturelle et constitue au milieu du monde allemand, un monde en petit.

Cependant, il ne faut pas confondre cet admirable droit acquis d'autonomie spirituelle avec l'individualisme créateur, avec l'inaliénable originalité politique. L'Allemagne comme individualité est créatrice dans son ensemble, ou le deviendra; et dans les cadres de cette originalité naturelle elle donnera toujours large place et libre jeu à la décentralisation politique et intellectuelle. Malgré notre amour et notre souci des traditions locales, ne pouvons-nous sans exagération excessive parler de nouveaux centres de culture en Saxe, en Bavière ou dans le grand Duché de Bade? Aussi divers apparaissent d'un lieu à l'autre les monuments visibles et sensibles de l'ancien temps, aussi uniformes sont les nouvelles formes de la vie et du travail. Maintenir les créations du passé, c'est notre devoir, laisser croître librement celles de l'avenir, c'est notre droit: mais maintenir le pays naissant en divisions arbitraires

par entêtement particulariste, ce serait trahir le manque de sentiment national, prouver notre incapacité à constituer une nation.

6.

La nouvelle constitution allemande d'empire, produit d'un compromis, où la rapidité est le seul moyen de lutte, renonce à aborder le problème allemand. Elle renonce surtout à toute question qui touche à l'essence intime de l'idée d'Etat, et esquive le conflit: centralisation ou décentralisation, unité ou pluralité, en accouplant le suranné avec le périssable; une contradiction logique sert de lien.

L'ancien Etat confédéré persiste. En fait d'innovation on donne aux Etats d l'Empire l'horrible nom de membres politiques.

La désastreuse destruction de la Prusse constitue le fond du tableau.

Les deux idées se contredisent. L'ancienne *alliance éternelle des Princes* pouvait prolonger son éternité de quarante-huit années, tant que la peur la protégeait et qu'aucun embarras ne survint. Elle ne pouvait mener ni une politique extérieure, ni une politique économique, ni une politique financière. Elle tombait à genoux devant tout monopole; le budget de la guerre fut une catastrophe. C'était une constitution pour une saison de beau temps.

Ceux qui ont assisté à la misère lamentable et sans remède des relations, entre le gouvernement d'Empire et les Etats confédérés, les Etats confédérés et la Prusse, les ressorts prussiens entre eux et avec les

ressorts d'Empire, les ressorts d'Empire entre eux et avec le chancelier, savaient: qu'ici l'on ne pouvait travailler qu'au jour le jour, que toute grande tâche était paralysée. J'ai décrit cet état, d'un comique lamentable, dans ma brochure *Actualités*.

La Prusse, la grande haïe, autrefois divinisée, est détruite en raison de cet axiome: *Quidquid delirant reges, plectuntur Archivi.* On a oublié la puissance d'organisation que la Prusse a introduite dans l'Empire, on a oublié sa volonté ferme et claire, si peu allemande, sa capacité de créer quelque chose et de l'achever, sa force économique inouie et son positivisme qui se consumait lui-même. Faites le différence entre le Saint Empire Romain et l'Empire allemand: que reste-t-il? la Prusse. Entre l'Autriche et l'Allemagne: que reste-t-il? la Prusse. Retranchez la Prusse de l'Allemagne: que reste-t-il? la Confédération du Rhin. Une Autriche prolongée. Une République cléricale.

C'est vrai: les déclamations de l'esprit mauvais, de l'esprit féodal et militariste, ont usé et déprécié les vertus de la Prusse. Nous enrageons d'entendre toujours parler de l'impératif catégorique, lorsqu'il s'agit de bureaucratie; de la simplicité de l'ancienne Prusse, lorsqu'il s'agit de défendre les droits des Junkers; de monarchie pratique lorsqu'il s'agit d'étouffer la liberté et d'isoler le peuple. Et pourtant cela est vrai et cela reste vrai: le collectivisme politique, la solidarité nationale — qu'il ne faut pas confondre avec le simple amour du pays natal, avec la communauté de race et avec l'intérêt local — n'a jamais existé en Allemagne ailleurs qu'en Prusse et par la

Prusse. Précisément parce que la Prusse est tout autant un pays non-allemand qu'un pays allemand. Accordons que la prédominance prussienne doit être anéantie. Alors on partagera la Prusse, la Prusse se confondra avec l'Allemagne et l'Allemagne se confondra avec la Prusse. Il n'y aura plus d'Etat confédéré possible: c'est l'Etat unitaire — ou la dissolution.

Accordé au contraire que la confédération soit maintenue. Alors la Prusse subsiste comme unité active, et son hégémonie est inévitable.

La troisième solution: maintien de l'Etat fédératif avec destruction de la Prusse, serait un contresens. Car alors l'Allemagne ne serait plus qu'un conglomérat de gouvernements secondaires sans force, avec une économie égoïste, avec une politique intrigante, et la division en une confédération du Nord et une confédération du Sud ne serait plus qu'une question de temps.

Ces considérations ne cadrent pas avec les représentations de circonstance données au théâtre de fortune de Weimar. S'il était nécessaire encore d'apporter la preuve de l'insuffisance de la bourgeoisie en politique, ce théâtre l'a fait! Epiciers au parquet, épiciers sur la scène; au lieu de Goethe, Kotzebue. Pas un mot, pas une idée émis sur cette scène n'ont pénétré dans la masse populaire; le moulin à paroles à tourné lentement pour moudre une révolution dont il ne reste rien, sinon quelques syndics de faillite repus.

7.

Si l'on veut comprendre le sens plus profond de la volonté unitaire allemande et l'incarner en une orga-

nisation politique, il faut envisager la pensée politique sous un nouveau jour.

Depuis longtemps l'Etat nouveau n'est plus un simple Etat. Partant de la volonté commune de la nation, de la communauté politique, militaire, religieuse et du droit, il s'est développé en passant par la communauté de civilisation, d'instruction, de transports, pour aboutir à la communauté économique. Aux sommets des administrations, un ministère s'enchaîne à un autre; une fiction sans remède veut que toutes ces machines isolées travaillent à la perfection, qu'elles soient réglées par un président du conseil des ministres ou par un monarque, et qu'un parlement omniscient les surveille, les maintienne, les façonne et les gouverne.

Un parlement divisé en trois chambres, s'occupant, l'une de questions d'intérêts, la seconde de questions politiques, la troisième de questions religieuses — composées en majorité de médiocrités *appréciées* — peut faire trois choses: sélectionner les éléments gouvernementaux, donner au pays une direction politique générale qui réponde approximativement à la volonté populaire, contrôler la machine politique au point de vue de la forme. Il ne peut pas, ce qu'on lui demande avant tout, légiférer de façon systématique; il ne peut pas, ce que du reste il ne doit pas faire, gouverner.

Dans une chambre profondément divisée, la législation est livrée au hasard. Le ministre, qui ne dispose ni du temps ni des connaissances nècessaires, en réalité un fonctionnaire ministériel, élabore une loi, en s'adap-

tant aux intérêts en présence et sans perdre de l'oeil la psychologie du parlement. Le ministre s'assimile les motifs et les expose. La chambre comprend ou ne comprend pas, envisage la chose au point de vue politique et agitateur, les hommes compétents présents et les représentants d'intérêts s'en mêlent avec ou sans succès, on remanie la loi sans prendre en considération son esprit ni ses effets, enfin on l'adopte ou on la repousse pour des motifs politiques. La fiction de la démocratie est maintenue, personne ne croit à celle de l'adaptation aux réalités.

Retournons à l'Etat dont la tête se présente telle que je viens de la décrire.

Aujourd'hui déjà, il existe une quantité d'Etats idéaux, une quantité de quilles posées de travers sur une surface commune, et dont les pointes se perdent dans les nuages parlementaires. A proprement parler, il y a, outre l'Etat politique et juridique, l'Etat militaire, l'Etat religieux, l'Etat administratif, l'Etat intellectuel, l'Etat commercial et l'Etat économique.

A l'heure qu'il est, tous ces Etats sont déjà indépendants, bien qu'ils soient soumis à l'Etat supérieur politique, en ce qui concerne certaines décisions directrices. Ils sont presque indépendants, mais mutilés tant dans leur ensemble que chacun en particulier.

Car il leur manque des fondations sur le sol populaire, quand bien même quelques-uns d'entre eux, notamment l'Etat religieux et l'Etat administratif, se rattachent en quelque sorte, par de minces racines rudimentaires, à des entités d'administration locale autonome.

Tous recoivent leur part de sang populaire, mais uniquement au moyen du ventricule absolument insuffisant du parlement politique. C'est ainsi qu'une majorité d'intérêts règle ou tranche une question de civilisation essentielle, une majorité d'idées une question économique, et une majorité politique un problème religieux. Il est simplement effrayant de songer qu'à l'issue d'une longue délibération, une chambre fatiguée dépêche en cinq minutes une décision lourde de conséquences, soit que personne ne l'ait comprise, soit que deux partis aient pactisé mécaniquement à son sujet, soit parce qu'un discours sensationnel a fait impression, soit parce qu'il s'agit d'une affaire de démagogie électorale, ou encore parce qu'on veut en finir.

Ce qu'on trouve de mieux comme sens des réalités, qui ait pénétré dans les fastidieuses discussions de principes, provient du brave et objectif bureaucrate qui a préparé le travail avec son sens pratique, guidé par les avis d'experts et d'intéressés, pour autant que cela se pouvait, et — comme leurs dires sont souvent sujets à caution — en les opposant avec art les uns aux autres.

Si l'on considère l'objectivité et la compréhension qui président au travail de toute administration autonome laquelle, si limitée soit-elle, n'en est pas moins à mi-chemin de le compétence; si l'on considere qu'elle possède une certaine dose, modeste, mais réelle, d'esprit inventif, voire même ce qu'il y a de plus rare au monde: quelque bon sens, on désespère de la marchandise avariée que nous fournissent les établissements universels pour l'exploitation législative en masse.

Ceci concerne tous les parlements, mais avant tout les parlements allemands. Nous, peuple de poètes et de penseurs, exerçons la profession accessoire de petits bourgeois. Nous ne nous en apercevions pas, tant que nous étions sous le joug de nos maîtres tranchants et nullement détaillants; nous étions alors organisés et disciplinés, galvanisés, raides, rangés, adroits. Dans l'ivresse de la liberté, qui donne aux autres du feu et de l'élasticité, nous devenons flasques et mesquins et nos maîtres de railler: «Vous avez toujours été ainsi. Retournez en esclavage, c'est là ce qu'il vous faut.»

Le parlementarisme a toujours été un pis-aller, excepté dans les pays d'une telle maturité politique que la forme de gouvernement importe peu. Chez nous, il a fait son temps avant d'avoir commencé et pour deux raisons: nous ne produisons pas d'esprits universels capables d'embrasser d'un coup d'oeil les grands et les petits événements, les objets généraux et les particuliers; nous échouons à cause du désaccord entre les idées et les intérêts. Les masses ont le pressentiment de cette insuffisance. Elles ne veulent pas une république, elles en veulent deux. Une qui soit parlementaire, et celle des conseils. Comment y parvenir? cela leur est égal. Les masses ne sont pas des législateurs, mais elles ont raison de se méfier d'une république petite-bourgeoise, du parlement et du gouvernement petits-bourgeois.

Seules les républiques peuvent triompher de la république, les parlements du parlement, les particularismes idéaux du particularisme local.

Nous verrons. Je prétends encore : il est nécessaire de détacher les Etats idéaux juxtaposés et emboîtés, les uns des autres, de les édifier conformément à leur but en les établissant dans leur indépendance, tout en les soumettant, bien entendu, à une direction politique.

C'est ainsi que nous créerons le nouvel Etat, l'Etat de l'avenir; que nous créerons la vraie démocratie et en même temps le tribunat populaire des masses; que nous créerons une législation, une politique et une administration pratiques, justes et sachant voir de loin; c'est ainsi que nous réconcilierons le particularisme et le centralisme.

8.

Il faut prévoir deux objections: la question de la démocratie et celle de la pluralité des parlements.

Nous sommes habitués à ce que les personnes qui prônent des organisations d'Etat ou des corporations spéciales ou n'importe quoi ne reposant pas sur la simple majorité des suffrages, cherchent à tromper notre conscience démocratique. Il en fut ainsi en effet: dans les cas les plus favorables, on se trouvait en présence d'une *liberté allemande*, d'une liberté à la mode professorale et, avant qu'on eût le temps de se retourner, le roi et l'église, la noblesse, l'argent et le militarisme se retrouvaient au faîte de l'idéal du bourgeois cultivé.

Mais aujourd'hui un autre mouvement se dessine. De l'est nous sentons la pression d'un désir obscur, mal fondé, contradictoire, mais impérieux: marcher

contre la démocratie au nom de la liberté. Absurdité complète, n'est. ce pas? Peut-être bien que non!

Supposons que les Anglais provoquent un plébicite dans l'Afrique orientale allemande en y comprenant les femmes. Quels seraient les résultats?

Exactement celui que veut le gouvernement, c-à-d. la race blanche. Et cela sans la moindre trace de contrainte ou de corruption. Car l'indigène ne comprend pas la conséquence de son vote; il n'est pas habitué à penser indirectement ou d'une façon abstraite. Il vote pour ce qui existe, choisit ce qu'on lui offre. Il en est autrement lorsqu'on lui demande des choses usuelles: désigner un porteur ou envoyer un commissionnaire vers la côte.

C'est pourquoi les Russes disent: avant d'introduire la démocratie, éclairons le peuple.

C'est pourquoi, lors de nos élections nationales démocratiques, des millions d'électeurs, en particulier ceux de la campagne, ont voté ouvertement contre leurs intérêts.

C'est pourquoi les grands législateurs romains avaient introduit le tribunat populaire dans l'Etat rustique et aristocratique.

C'est pourquoi, chez nous et en Europe, les efforts tendant à faire contrepoids à la démocratie bourgeoise par un système de conseils ne s'arrêteront plus.

C'est pourquoi la constitution politique uniparlementaire, forme primitive et qui avait sa raison d'être dans les républiques bourgeoises occidentales, du temps du commerce libre et du patronat conservateur, ne convient plus à l'ère de l'émancipation des masses.

Le système des Etats spécialisés, au contraire, permet toute liberté démocratique et surdémocratique. L'Etat économique peut s'appuyer sur des conseils, l'Etat civilisateur sur des parlements professionnels, l'Etat éducateur sur des parlements de spécialistes et de simples citoyens. L'Etat unitaire, en tant qu'instance supérieure prépondérante et directrice, doit naturellement incarner le principe de la démocratie dans sa théorie absolue, car la direction générale de la politique concerne et oblige également chaque citoyen; elle doit donc lui conférer des droits égaux.

Ceux qui ont vécu sous l'ancien régime d'Etat bourgeois, ceux qui, en outre, partagent l'aversion justifiée de la médiocrité parlementaire éprouveront de la répugnance pour la pluralité des corps d'Etat. N'aura-t-on pas bientôt assez marchandé et bavardé, voté et conclu? Ne pourra-t-on plus jamais, en repos et en silence, travailler et créer pour soi-même en toute modestie?

Malheureusement non. Plus jamais. De même que nous ne pouvons plus retourner, pour nos habitations, à l'ermitage, ni, dans le domaine industriel, à l'économie domestique intégrale, de même nous ne pourrons plus revenir à la doctrine sociale du «chacun pour soi». La moitié de notre vie sera consacrée au travail créateur, l'autre moitié — à part les professions libérales — sera absorbée par nos devoirs envers la communauté.

En effet, le *chacun pour soi* reposait sur des privilèges. Plus la minorité des humains (comme individus ou comme classe), prétendait vivre pour elle-même et y parvenait, plus elle devait être contrainte de vivre

pour d'autres, c'est à dire pour cette minorité, empêchée de vivre elle aussi pour elle-même. S'il s'agit aujourd'hui de construire en Europe une société foncièrement neuve: soit: composée d'une seule couche et non plus de deux, toute sujétion héritée, acquise, transmise, disparaîtra; l'état actuel d'obligations et de relations réciproques deviendra sujet d'arrangements sans cesse renouvelés; l'équilibre statique fera place à l'équilibre dynamique. Ce sera une succession sans fin d'accords et de sièges et l'image extérieure de ce mouvement perpétuel qu'est le parlementarisme sous toutes ses formes.

La conséquence la plus fâcheuse peut-être, la plus dangereuse au point de vue moral, de la nouvelle forme sociale — qui aussi menace d'abolir la solitude — il nous faudra la subir mieux: nous la subissons déjà; nous ignorons seulement, à cette heure encore, qu'elle est immuable, perpétuelle. En pré sence de l'agitation continuelle, des assemblées, des éternelles discussions et décisions, nous croyons que c'est plutôt une conséquence de l'époque de transition qui se calmera.

Lorsque nous aurons reconnu la nécessité de cet organisme — la nouvelle génération ne saura pas qu'il aurait pu en être autrement —, nous préférerons la forme organisée, la pratique réglée des discussions, aux délibérations fortuites et de circonstance.

Les séances de sociétés, les délibérations de commissions, les conversations de spécialistes, les réunions d'associations, les assemblées populaires, les congrès de conseils qui sévissent aujourd'hui furieusement et sans ordre, seront alors dirigées sur des voies orga-

nisatrices, perdront de leur caractère arbitraire et passionné, gagneront en esprit de suite et d'ordre.

Il faut une puissance prodigieuse pour dompter et féconder l'excédent de la volonté de l'homme au moyen de la responsabilité. Nous nous trompons, en croyant qu'il suffit, pour apaiser les forces intellectuelles et les énergies subitement déchainées de millions d'hommes, de leur mettre entre les mains un bulletin de vote et de leur dire qu'un parlement bourgeois cossu et insignifiant siège souverainement en leur nom et gère leurs affaires pour le mieux. Seul un organisme sain du haut en bas, toujours renouvelé et constamment en activité, pourra capter les forces qui viennent d'en bas, et les rendre utilisables, pénétrer la bureaucratie et la fortifier et, au moyen de subdivisions autonomes, balancer les prestations, les charges et les créations.

L'èloboration du nouvel Etat demandera des dizaines d'années, mais il suffit de le concevoir pour le vouloir, et de le vouloir pour le créer.

9.

Le caractère du nouvel Etat consiste en ceci, qu'il transformera les piliers de pierre immuables du bureaucratisme en troncs vivaces où circulera une sève organique. La loi dynamique prendra la place de la loi statique.

L'ancien Etat est mort de la fiction par laquelle une personne unique très haut placée pouvait réunir et diriger dans le même sens les piliers isolés de la bureau-

8*

cratie, avec l'aide d'une machine à légiférer. En réalité, vu l'impossibilité absolue d'exercer la surveillance la plus élémentaire, cette personne ne pouvait intervenir que d'une façon arbitraire ou fortuite, à l'exception de cas dangereux d'hypertrophie, provenant d'engouements romantiques.

L'Etat qu'on élabore en ce moment croit avoir fait quelque chose en remplaçant l'autorité personnelle par la machine, qui, en dehors de la législation, devra se charger encore de la ligne de direction et du contrôle administratif.

Dans les deux cas, dans l'ancien et le nouvel Etat, la même fait se produit, en dépit de la fiction : en réalité, la législation, la direction à donner et l'administration incombent aux piliers divers de la bureaucratie; celle-ci est entravée toutefois par une quadruple lutte intérieure et extérieure, cause de désagrégation; entravée à ce point, qu'il ne nous reste plus que la misérable politique de la moindre résistance, bonne tout au plus à résoudre des embarras fortuits.

Le premier combat dut être livré contre un parlement divisé, ignorant, qui croyait et prétendait diriger; en réalité ou dut le conduire, en ménageant les apparences et il fallait qu'il le fût. Les concessions à la vanité, à l'agitation des partis, à la majorité de hasard, prenaient à la politique sa meilleure part et la faussaient.

Ce qui était vrai jadis du parlement l'est aujourd'hui du parti ou du groupe dominant. En raison de son défaut d'intérêt pour la pratique, en raison de son besoin de prestige et de sa tactique électorale, ce parti

est un associé plus superficiel, un collègue ennemi plus dangereux que l'ex-parlement général, qui avait à peine conscience de porter une responsabilité collective.

Le deuxième combat se livre de département à département, d'Etat central à Etat confédèré. Il persiste et s'aggrave, lorsque le particularisme est vainqueur, amoindri par les dangereuses escarmouches contre les gens de cour et les souverains, lesquelles seront remplacées par d'autres intrigues.

Le troisième combat se livre contre les intéressés, leurs associations et contre l'opinion publique excitée par eux. C'est ce combat qui a causé les plus grandes pertes en hommes et en biens, d'avantage peut-être que ne le savent ceux qui y ont pris part. Il ne cessera même pas dans l'Etat socialisé, tant qu'il existera des intérêts privés. Dans l'Etat provisoire que nous traversons, voici encore un

quatrième combat: contre les masses organisées. Il sera la source de continuelles agitations révolutionnaires, si l'on ne réussit pas à incorporer ces masses à l'édifice politique.

La force d'inertie de la tradition était la force et le faiblesse à la fois de l'ancienne bureaucratie, au jours de ces combats. La force: car elle créait un corps solidaire dont les plaies se refermaient toujours et l'épée du novateur et du novice s'émoussait au contact de son armure. La faiblesse: car ce corps se mouvait lentement dans la direction fortuite du moindre obstacle et n'était point capable de lutter de vitesse.

Jamais bureaucratie n'a travaillé dans des conditions plus difficiles; et ses vertus centenaires prusso-

allemandes sont la cause que, dans sa mission de soutien de l'Etat, ses forces ne la trahirent que dans une seule direction, celle de l'initiative.

Si elle reste le seul soutien, (et cela sera le cas, comme nous l'avons vu, à propos de la république bourgeoise particulariste projetée) si elle reste le seul soutien, sans que l'on infuse à son corps la dynamique de nouvelles forces vitales provenant de nouvelles conceptions politiques, ses vertus s'éteindront : car elle perdra sa dignité.

Le traditionnel *renoncement catégorique* du fonctionnaire d'Etat se trouvait jusqu'à présent atténué par la conscience qu'il avait de sa situation et par son orgueil. Appartenir à l'administration était déjà une prérogative ; titres et dignités remplaçaient les salaires ; les plus hautes situations s'offraient à lui. Tout cela est fini. Qui cela peut-il encore tenter, à la fin d'une carrière, de travailler dans les ténèbres d'une chancellerie et d'assurer le succès d'un jeune arrivé, d'un ministre parlementaire, plus habile que doué ? La jeune république bourgeoise rétablira aussitôt que possible les titres et les dignités ; toutefois, il leur manquera l'éclat de l'exclusivité. Ce seront titres et dignités de ménage, bonnes pour sapeurs pompiers et sociétés de districts ; les salaires resteront modérés. Au lieu de l'ancienne bureaucratie, nous en aurons une nouvelle, nommée sans préjugés, crue sousla protection du parlementarisme ; elle ne sera ni meilleure ni plus intègre que dans les vieilles républiques aristocratiques et ploutocratiques.

Nous sauverons la dignité de la bureaucratie en infusant à ses pyramides inertes une vie politique, en

la dirigeant vers une autonomie bien organisée. C'est déjà fait en ce qui concerne les corps autonomes locaux: le fonctionnaire qui rassemble autour de lui un petit parlement et le dirige, que ce soit une assemblée d'arrondissement ou un conseil municipal, dispose d'un royaume à lui, il sent son travail comme un tout et se trouve dans une situation plus libre que le bureaucrate, qui, enchassé entre des supérieurs et des inférieurs, doit écouter les experts et lutter contre les intéressés.

Désormais, à chaque échelon du fonctionnarisme se soudera l'échelon correspondant de la représentation populaire, de la représentation des intérêts ou des idées, formé selon son espèce et sa destination d'éléments locaux ou professionnels. Cette disposition ira jusqu'au sommet de l'Etat spécialisé idéal, où l'on verra un ministère spécialiste, soutenu par un parlement spécialiste, présidé par un ministre d'Empire politique approuvé par le parlement politique ou principal. Le ministre spécialiste remplacera l'actuel sous-secrétaire d'Etat, et la tendance politique de l'un comme de l'autre sera déterminée par la majorité du moment.

La revendication populaire d'un système de conseil contient non seulement l'idée juste de la nécessité de tribunats populaires, mais encore la reconnaissance diffuse que, pour aérer et éclairer tout l'édifice politique, il faut secouer la bureaucratie et la doter de représentations populaires incorporées à elles de façon organique. Cependant le système des conseils pèche par une mécanisation unilatérale, parce qu'il ne connaît pas d'autre représentation populaire que la dictature du prolétariat.

Quoi qu'il arrive, l'Allemagne restera d'esprit trop riche et trop multiforme pour pouvoir assujettir tout son travail à ce point de vue uniforme, dirigé dans un sens trop intéressé. La volonté particulière du prolétariat — tant qu'existera cette terrible notion — est une juridiction, la plus forte de toutes aujourd'hui, en matière économique; or, la religion, l'éducation, l'art, les affaires étrangères, ne peuvent pas être jugés, dans l'ensemble et dans l'espèce, par des corporations de classes, voire locales s'il se peut. Chacun aura sa place dans tous les domaines, cependant les croyants prévaudront dans le domaine religieux, les éducateurs dans celui de l'éducation, les artistes dans celui de l'art, les hommes politiques dans celui de la politique.

En parcourant ce royaume des formes, il est impossible, dans le cadre d'une discussion de principes, de décrire en détail la construction des divers Etats spécialisés. Avant tout, parce que cette construction comporte une liberté et une variabilité presqu'illimitées; le plan fondamental aura beau demeurer constant, cet édifice, précisément parce qu'il n'est pas mécanique mais organique, restera toujours mobile et susceptible de formes variables.

Si l'on veut se pénétrer du contraste qu'offrira ce monde nouveau avec le système figé auquel nous sommes habitués, il suffit de jeter un regard sur les fondations et sur le sommet de l'un et de l'autre.

Dans ses fondations, l'Etat mécanique actuel même fait déjà preuve d'un commencement de réalisation organique, autonome, populaire. Ces rudiments d'Etat administratif, économique, religieux, s'appuient sur

des représentations populaires locales, extrêmement unilatérales il est vrai, primitives et embryonnaires; l'état de son développement répond à peu près à celui de la représentation des Etats à l'époque de la restauration; organisation interlocale, droit de participer aux délibérations, droit de pétition élargi. Les organes démocratiques de l'Etat économique sont complètement étiolés; cet Etat est absolument dominé par les intéressés, abstraction faite de quelques interventions de vive force: ici végètent, solitaires, les chambres de commerce capitalistes.

A l'étage au-dessus, l'élément populaire organisé se perd dans l'obscurité des autorités centrales. Que signifie un congrès commercial dans l'immense domaine de l'Etat économique? Que signifie un conseil des chemins de fer vis-à-vis de l'Etat administrateur des transports et de la circulation? Il pleut des rapports et des réclamations, comités et commissions de conseillers de commerce et d'inspecteurs des travaux publics s'en repaissent, et les intéressés rodent autour des portes de service. Tout-à-coup jaillit d'en haut la lumière du parlement omniscient et infaillible; franchise, souci du peuple, travail intégral. Mais cette lumière n'éclaire que les sommets des arbres, elle ne pénétre pas dans le crépuscule des fourrés politiques.

Jetons un régard sur les sommets: un ministre se présente devant le parlement et prétend incarner toutes les matières intellectuelles de son département. Ce que ses conseillers lui ont inculqué aux heures de confidence, il le traduit dans la langue savoureuse du peuple et récolte l'approbation générale de ses conseillers, lorsqu'il

fait ressortir une faiblesse personnelle de son contradicteur. Les anciens Etats parlementaires, munis d'organisations stabilisées, peuvent se permettre de placer au gouvernail de leurs machines exercées, de leurs divers ressorts, le pur politique qui dirige à bon escient, malgré son incompétence; nous, dont l'avenir est encore à conquérir, si tant est qu'il puisse l'être, nous devons surmonter les défaillances personnelles, avec lesquelles il nous faut compter une bonne fois, avec l'avidité des intéressés et l'inexpérience des masses, au moyen de notre force contestée, non encore éprouvée en toute liberté: notre faculté d'organisation.

Dans l'Etat organisé, nous ne verrons pas un monarque de carrière grand discoureur, équilibrant les responsabilités, soutenu par une bureaucratie médusée, qui le suit, à contre-coeur, tenue en laisse par intimidation et fidélité au devoir; non, nous serons en présence du chef d'un Etat spécialisé conscient, appuyé sur un parlement spécialiste comme lui et sur la masse de ses corporations subordonnées, mais composées de ses pairs et parlementaires. Il fera partie de l'Etat unitaire, représenté par le parlement politique. Lui et son Etat devront s'adapter à la politique générale; ils auront une grande liberté pour mener à bien leurs tâches spéciales.

Un exemple. L'Etat éducateur a élaboré une réforme fondamentale de l'enseignement dans son ensemble; elle coûte annuellement trois milliards. Un premier contact avec le ministère de l'Etat économique a démontré que ce ministère préférait de beaucoup ne rien accorder de cette subvention; on a cependant obtenu un milliard, sous réserve de l'autorisation du parlement,

parce qu'on pouvait prouver que le progrès dans l'éducation se paie largement sur le terrain économique. Le parlement principal approuve le projet, fixe les dépenses à deux milliards et charge l'Etat économique de pourvoir aux frais. Supposons que l'Etat économique s'unisse à l'Etat des transports: les deux ministres présidant à leurs destinées s'entendent, d'accord avec leurs parlements spéciaux, pour partager les frais.

Le problème ici se complique. Le parlement économique décide de faire rentrer un tiers de la somme nécessaire au moyen d'impôts directs: c'est l'affaire des corporations préposées aux taxes, aux impôts et aux douanes. L'industrie doit fournir un tiers: c'est l'affaire de la représentation industrielle. Le commerce un tiers: c'est l'affaire de la représentation commerciale. Dans la représentation industrielle, les patrons et les ouvriers réunis décident d'imposer les corporations; les gros industriels et les fabricants devront supporter cent soixante-six millions et demi. Ceux-ci élaborent ensemble la manière de partager les impôts entre les diverses entreprises et de les percevoir.

L'obstruction n'est pas possible; car, en cas d'objection, d'impossibilité de s'entendre ou de résistance, l'affaire est remise à la représentation immédiatement supérieure. Le parlement principal décidera en dernier ressort; et on ne lui demandera plus une compétence technique, mais simplement d'examiner logiquement les faits. Ainsi, même si par malheur l'erreur persistait, on aurait à déplorer des dommages partiels, mais non plus des ruines. Si tout marche normalement, toutes les décisions seront prises par des hommes compétents, toutes

les réglementations découleront d'administrations pourvues d'une autonomie organique, aucun groupe intéressé ne sera écarté, le pays, en reliant entre eux les éléments locaux et professionnels les plus divers, s'administrera lui-même. Seuls seront mécontents ceux qui réclament des privilèges et la dictature.

Ainsi se résoudront toutes les contradictions entre les tendances centralisatrices et décentralisatrices, car les conceptions opposées de l'Etat unitaire et de l'Etat particulier disparaîtront.

Il va de soi que l'Etat général ne peut être que l'Etat unitaire. Mais les Etats spécialisés seront absolument libres au point de vue de leur organisation locale; ils ne seront pas liés aux frontières nationales et pourront, chacun selon son caractère, comprendre des unités de races, des unités économiques, des unités de tradition historique et culturelle, en tant qu'ils auront besoin de subdivisions locales.

L'Etat économique est avant tout un Etat professionnel, unitaire, en tant que tous ceux qui exercent une profession — désormais ce sera tout le monde — y soient représentés. Pour autant qu'il s'organise localement, il se subdivisera selon les principaux domaines économiques.

L'Etat religieux s'organisera en districts selon la confession prépondérante. L'Etat intellectuel sera surtout composé d'associations de villes et d'universités. Les restes inoffensifs du particularisme persisteront dans l'organisation de l'Etat administratif. Ils conduiront à la constatation de ce que nous remarquons déjà aujourd'hui, à savoir: que le développement

de la démocratie entraîne le développement de la centralisation, surtout en présence de notre égoïsme croissant et de l'affaiblissement du sens de solidarité

10.

Je suis insensible au reproche d'utopisme. Nous souffrons tous tellement de ce qui est, de ce qui nous arrive, et beaucoup plus encore de ce que nous adorions autrefois, de cet objet de nos illusions qui se dévoile dans sa crudité et son horreur, que chacun présente sa poitrine et répète: je n'ai pas mal.

Ceux qui énoncent des propos auxquels la masse n'est pas habituée, propos inopportuns et qu'elle ne comprend pas, sont habitués, eux, à se faire accueillir par les huées de la majorité. Si, après des années, leurs propos se confirment, chacun dira: nous l'avions tous prévu.

Amis qui me critiquez, vous m'avez créé bien des difficultés; aujourd'hui vous facilitez ma tâche. Ce que vous ne comprenez pas, vous dites que c'est superficiel, vous nommez utopie ce qui vous contrarie. Ce qui vous paraît facile est pour vous futile, ce que vous ne pouvez sentir vous semble diffus et mystique. Ah! mes amis, appuyez-vous sur moi. Faites comme si je prêchais la damnation du monde et dites ensuite que je n'ai pas vécu selon mes doctrines. On vous croira; car qui pourra jamais décrire ce qu'il a vécu, ou vivre ce qu'il décrété?

Sérieusement: Je vous suis reconnaissant de votre malveillance. Si vous ne vous étiez pas assimilé ces

conceptions que voùs réprouvez, bien des choses n'auraient pas pénétré l'âme populaire. Je suis content de vous voir glisser dans un feuilleton telle ou telle phrase de mon cru que vous croyez inaperçue, car alors beaucoup de gens la comprennent. Quelqu'un me disait: vos écrits constituent une mine de plagiats. C'est en effet ce qu'ils doivent être! La pluie ne demande pas ce qu'il adviendra des ruisseaux.

Eh bien, mes amis: *utopie*, *dilettantisme*, *conceptions bonnes pour les grandes villes* — et, après ce que je viens de vous confier, *froide arrogance*! Poursuivons chacun notre chemin.

Pour terminer, il m'incombe de parler sérieusement à quelques-uns qui portent la même responsabilité que moi et partagent mes sentiments et mes idées.

Le chemin que les couches inférieures ont parcouru en Europe, au cours d'un siècle, est surprenant. Elles se composaient d'abord d'un ramassis intimidé et mis en tutelle, de serfs, de grangers, de valets de ferme, de petits artisans, de mercenaires à manufactures; elles constituent maintenant, d'après leur nombre et leur signification, la moelle même des nations. Leur attitude est celle de la bourgeoisie au tournant du XVIIIe siècle et elles ont parcouru dix fois plus vite l'étape que cette bourgeoisie mit un millier d'années à franchir.

Toutes les constitutions existantes sont d'ordre bourgeois. Leur sens est, à peu de chose près, le même: une bourgeoisie, protégée par le monopole du capital et de l'éducation, défend à l'extérieur et à l'intérieur ses biens intellectuels et matériels. Elle s'appuie sur une bureaucratie composée de monopolisateurs de l'éduca-

tion et dirigée par des monopolisateurs du capital. Elle gouverne au moyen d'un parlement, élu selon des traditions bourgeoises, religieuses aussi, sous la direction morale de la classe bourgeoise, de la bureaucratie et de la presse.

Cette écorce ne convient plus à la moelle. Le reste de la fiction s'appuie sur le reste de l'injustice: le défaut d'éducation du prolétariat. Doués d'une force merveilleuse, beaucoup de prolétaires ont brisé cette barrière; deux générations suffiront à la supprimer définitivement. La constitution future ne devra pas adopter l'erreur qui fut, jusqu'à ce jour, l'apanage du féodalisme allemand: «Devenez ce que nous sommes, vous pourrez ensuite exiger ce que nous avons». La société, qui refuse l'éducation aux masses, devra supporter que celles-ci fassent leurs expériences sur son dos. Si elle est raisonnable, tout pourra se passer en douceur.

L'évènement mondial de 1914 fut la guerre non des peuples, mais des bourgeoisies. Jamais la social-démocratie majoritaire ne se relèvera d'avoir méconnu ce principe; de n'avoir pas osé renoncer aux fractions de la masse de ses adhérents, où coulait un sang de sujets plutôt qu'un sang de prolétaires. La bourgeoisie a bandé pour la dernière fois ses forces impérialistes; elle a été brisée tout d'abord et uniquement dans les pays vaincus. Dans les pays vainqueurs elle gouverne dans l'ivresse de la victoire et célèbre au congrès de la paix sa fête funèbre impérialiste.

Cependant, l'incendie intellectuel marche sans s'arrêter de l'est à l'ouest. La lave se fraie un chemin souterrain profond, au-dessous des poteaux-frontières;

les croûtes enfouies s'écrouleront au millieu de la fournaise avec tout leur héritage. Nous qui sommes conscients, et n'adorons pas les idoles ancestrales, pourquoi résistons-nous à l'esprit élémentaire en fusion? Seraitce que nous croyons pouvoir retenir le courant du fleuve, ou que nous défendons les miettes de notre propriété?

Non. Nous nous arcbouterons contre la violence, parce qu'il y va de la civilisation et de la culture de l'Europe. L'incendie russe accomplit sa mission; dans quelques dizaines d'années, une nouvelle société humaine, meilleure peut-être, surgira des ruines. On peut vouloir l'incendie, lorsqu'on ne craint pas la mort de millions d'êtres. Mais ce n'est pas là de l'histoire, ni de la politique: c'est le suicide des peuples et la catastrophe voulue. Ce n'est pas non plus de l'amour, d'anéantir les vivants, pour le bien de ceux qui naîtront, mais c'est du fanatisme. S'il en était autrement, l'impérialisme qui mena les guerres à coups de millions d'hommes pour enrichir certaines classes, et l'inquisition qui brûlait les corps pour sauver les âmes, pourraient se vanter d'avoir agi au nom de l'amour.

Non, c'est pour sauver l'essentiel de l'enchaînement de l'histoire, pour sauver ce qui reste de notre civilisation, que nous nous arcboutons. Mais cela n'a de sens que si nous opposons à la violence et aux forces élémentaires l'intelligence et la vie, non des principes surannés et morts. L'Allemagne nouvelle, constituée selon sa propre manière, appuyée sur la raison et la justice, tiendra tête à l'orage de l'est, à la pression de l'ouest, à condition de ne pas être un Etat fédératif décomposé, un

échafaudage bureaucratique, paré des couleurs de la liberté . . . à la mode d'il y a cent ans.

Continuons. Il nous faudra oublier l'ancien Etat-Force, Etat-Masse, y compris ce que nous appelions une *politique de population*, en réalité de surpopulation voulue. Notre grandeur ne peut plus reposer sur le nombre et sur le volume. Peut-être donc serait-il logique de se demander: n'est-il pas bon que la Hollande et les Flandres, la Suisse et l'Autriche mènent une vie à elles, germanique d'espèce mais complètement étrangère à l'Allemagne? La richesse du monde n'est-elle pas accrue de ce fait? Une Alsace francisée, les pays rhénans détachés, occidentalisés, n'offrent-ils pas l'espérance d'une nouvelle vie dont l'esprit tirera son origine de l'Allemagne?

Peut-être est-ce logique, mais cela n'est pas humain. Abstraction absolue faite de la question de bien-être, fondée sur la plus petite unité économique possible, intervient ici un sentiment fondamental: le lien de fraternité entre parties d'un même peuple. Si en ce qui concerne la Hollande et la Suisse ce sentiment a été refoulé, il n'est cependant pas mort, mais réprimé par le respect de la liberté et du caractère d'autrui. Nos frères rhénans, par contre, nous appartiennent, et pendant bien des années nous souffrirons de la séparation et de l'angoisse sur leur attribution future.

Bien des années avant la guerre, j'ai déploré le manque de capacité d'agglutination de l'Empire. Ceux qui y vivaient, au milieu de gens arrivés, se sentaient à l'abri; l'étranger éprouvait une répulsion, et qui nous quittait ne revenait plus. L'ancienne atmosphère de

favoritisme et de disgrâce qu'empestait la haine a disparu, mais une ère nouvelle de haine et de discord a commencé. Il ne suffit pas d'aérer la maison, le poison gît dans les poutres et dans les murs. Seule une maison neuve, une maison où règnera la justice, pourra nous profiter, encourager le voisin à construire près de nous, engager, le moment venu, nos compatriotes d'Aix, de Cologne et de Trèves à rentrer au bercail.

Avons-nous encore la force de bâtir une maison à nous ? Notre niveau intellectuel, Weimar le prouve, est tombé bien bas. Nous ne sommes plus un peuple de poètes et de penseurs. Nous avons longtemps confondu des aptitudes avec caractère, et nous sommes tenus aux aptitudes d'assimilation, de discipline et d'organisation. Depuis la rupture de la contrainte et de la férule, ces aptitudes elles-mêmes semblent avoir disparu. La plus terrible des secousses n'a pas mis en lumière une idée nouvelle, ni un homme de génie.

La révolution s'abrutit. Les récompenses, les salaires et les places constituent sa matière; sa forme est de petite bourgeoisie. Les nouvelles exigences de gauche sont stériles comme celles de droite; la même lutte sévit, sous une forme plus rude. Le hasard décidera si nous marchons à la dictature ou au chaos.

Tout cela, avant que le poids entier de la défaite ait commencé de peser, avant que le dixième des Allemands se doutent de ce qui est arrivé et de ce qui nous attend. La presse à imprimer le papier-monnaie, toujours docile, fournit, en place de pain, de faibles espérances et de l'artificiel. Le bien-être continue d'exister sur le papier, le travail d'être facile et la grève plus facile que le

travail. On offre toujours des succédanés, des *ersatz*, en ce qui concerne le plaisir, l'organisation et les transports.

Sommes-nous encore une nation? Ce que nous avons tant de fois juré est oublié. Jamais un peuple n'a permis qu'on l'abaisse et qu'on le morcèle avec autant de résignation. Weimar parle, les commissions voyagent, Spartacus y va de ses coups de main. Berlin danse.

C'est le règne de la faim, de la fièvre et de la lassitude. Il en est ainsi? Oui, il en est ainsi. Malheur s'il en était autrement. On ne dispute pas avec ceux qui souffrent. Nous rassemblons nos coeurs, nos volontés, nos espérances. Nous construirons la maison.

LA SOCIÉTÉ NOUVELLE

1.

Existe-t-il un signe de la socialisation complète de la société humaine?

Oui, mais un seul: la suppression des revenus de l'oisiveté.

Un signe, non un but. En soi, il importe peu, pourvu que tout le monde ait de quoi vivre, pour quelle raison quelqu'un reçoit de l'argent ou des denrées même sans avoir rien fait pour cela. Il existera toujours certains moyens d'existence ne provenant pas du travail: par exemple, les pensions de retraite.

Il ne s'agit pas d'une répartition quelconque des revenus ou d'une liquidation des fortunes. Le but poursuivi ne tend pas non plus à l'égalité, à la diminution du travail ou à l'augmentation des jouissances, mais à l'abolition du prolétariat. A l'abolition de la corvée héréditaire à vie, de l'obéissance héréditaire de l'une de deux races homonymes, à la suppression de la division du peuple en deux couches, à l'abandon de l'infâme asservissement entre frères, de cet abus occidental qui est à la base de notre civilisation, comme l'esclavage était à la base de l'ancienne civilisation, et marque

d'injustice chacune de nos actions, nos travaux et de nos joies.

Ce but là n'est pas non plus final — comment l'économie ou la société pourraient-elles admettre un but final? —; le but final et définitif de nos efforts et de notre activité dans le monde, est le développement de l'âme humaine. Mais les buts finaux, s'ils donnent à la politique sa direction, ne lui tracent pas sa voie.

Le but politique: abolition du prolétariat, peut — comme je l'ai montré dans *Choses de demain*, — être très approximativement atteint au moyen d'une sage politique financière et éducative, avant tout au moyen de la limitation du droit à l'héritage. Nous n'avons pas besoin d'une socialisation, au sens absolu du terme. Toutefois, une large politique de socialisation — je ne parle pas ici de l'étatisation des moyens de production, mais de l'égalisation radicale de l'économie et de la société — est nécessaire et urgente, parce qu'elle éveille et forme les responsabilités, parce qu'elle retire aux mains trop lentes des classes dirigeantes le choix de l'heure et des moyens, pour le transférer à celles plus justes de la communauté, qui n'a rien à dire en ces temps de démocratie proclamée. Car démocratie n'est souveraineté du peuple qu'entre les mains d'un peuple politique; entre les mains d'un peuple inéduqué et apolitique, elle n'est que prétexte à réunions et parlotes de café entre petits-bourgeois. Le symbole de la démocratie bourgeoise allemande, c'est le café; le café est le siège du progrès et de la formation de l'opinion, le sanctuaire des réunions politiques, le forum des orateurs, le lieu de vote.

Le signe que de cette large socialisation est chose faite sera donc la disparition des revenus de l'oisiveté. Le signe, dis-je, et non la condition préalable et unique. Car il faut prévoir la démocratisation complète et réelle de l'Etat et de l'économie, une éducation également accessible à tous : alors seulement sera brisé le monopole de classes et de culture. Mais la suppression des revenus de l'oisiveté témoignera de la chute du dernier monopole de classe : la ploutocratie.

Il est difficile de se représenter ce que sera la mentalité sociale après cette réalisation, si l'on cherche à embrasser du regard, non pas une courte période comme en Russie, ou une période passagère comme en Hongrie, mais un Etat stationnaire et durable. Nous ne prendrons pas pour modèle une oligarchie dictatoriale, telle que l'oligarchie bolchéviste ; les utopies débonnaires des romans sociaux, — qui reposent toutes sur l'hypothèse, naïve et née de l'ignorance, d'un bien-être populaire dix fois exagéré, — ne signifient rien.

La connaissance de l'Etat social vers lequel nous marchons maintenant, vers lequel marchera plus tard l'Europe et ensuite les autres parties du monde, sur les routes de la migration verticale des peuples, déterminera non seulement la situation de chacun vis-à-vis de la question sociale essentielle, mais notre manière d'être politique tout entière. La ligne de notre tradition sociale veut que nous laissions déterminer en nous ses buts et ses décisions, par des impulsions non pas positives, mais négatives ; non par les aspirations qui rapprochent, mais par celles qui éloignent. Nous donnons le nom positif de socialisme à cette aspiration qui est une fuite, sans

nous inquiéter le moins du monde de l'aspect de l'état final auquel nous aspirons, — considéré non pas selon sa formule, mais selon la réalité des faits.

Ce n'est pas que nous manquions de facultés conceptives, mais nous n'avons, en somme, aucune tendance politique; éduqués jusqu'à un certain point en ce qui concerne le commerce, les sciences, le mouvement des idées, politiquement nous sommes à peu près au niveau des paysans slaves de l'orient. Tout au plus savons-nous — et encore pas toujours — ce qui nous oppresse, nous irrite et nous tourmente; nous connaissons notre mal, nous le contournons et croyons avoir touché le but. Nous savons des expressions comme celles-ci: c'est la faute de la police, la faute de l'économie de guerre, c'est la faute des Prussiens, des Juifs, des Anglais, des prêtres, des capitalistes. Si notre caractère et notre amour de l'ordre ne s'y opposaient, depuis deux-cents ans, les progromes — sous la forme de guerres de paysans, de guerres de religion, de procès en sorcellerie, de persécutions contre les Juifs — constitueraient, comme chez les Slaves, notre façon particulière d'exprimer notre primitif vouloir politique. Le patriotisme à tous crins en était l'image fidèle; c'était en partie du nationalisme, en partie de l'agressivité contre n'importe quel épouvantail; jamais de calme fierté, de dévouement du coeur, d'aspirations politiques idéales.

Nous avons une république; personne ne l'a sincèrement voulue. Juste avant la fermeture des portes nous avons eu le parlementarisme: personne n'en voulait. Nous avons une sorte de socialisme: personne

n'y croyait. On a dit: «Le peuple vit et meurt pour ses souverains, il versera la dernière goutte de son sang pour les Hohenzollern», — personne ne l'a contesté. «Le peuple veut-être administré par ses maîtres héréditaires, il se jettera au feu pour ses officiers; plutôt la mort que de céder un pouce de terrain à l'ennemi». Illusion? — Non, vérité. Mais pas profonde. C'était la vérité, faute de pouvoir se figurer un autre idéal.

Lorsque cet autre idéal apparut comme possible et devint réalité, on fut républicain jusque dans les cabanes de l'Elbe orientale; lorsque la grève des soldats eut brisé la discipline, on maltraita les officiers; lorsque la guerre fut perdue, la flotte deshonorée et la patrie souillée, on se mit à jouer et à danser.

Etait-ce par frivolité? Non. Défaut naïf de conception politique. Les Polonais, qu'il est permis de comparer aux Allemands au point de vue de la profondeur du caractère et du talent, n'ont eu, pendant un siècle, d'autre pensée que celle de l'unité nationale; nous sacrifions, nous, nos provinces sans bouger. Jamais un Anglais, un Japonais, un Américain ne comprendront, lorsque nous lui dirons: cette obéissance militaire, cet enthousiasme guerrier ne procédaient pas d'une volonté d'hégémonie et d'agression; ce n'était que la soumission d'un peuple naïf, qui ne sait désirer rien d'autre, n'imagine autre chose que l'état présent.

Nous connaissons peu les lois régissant les caractères des peuples. L'aptitude d'un peuple à la méditation ne signifie pas la profondeur de chaque individu, ni de l'ensemble. Peut-être se manifeste-t-elle dans la masse uniquement sous forme de facilité à se laisser édu-

quer, ou par sa sensibilité. L'aptitude à la sagesse et à la force de volonté collective n'exige de l'individu isolé que simple bon sens et égoïsme. Que notre faiblesse politique ne soit que l'expression d'une force spirituelle serait trop dire, car dans les affaires, cette force ne nous a pas gênés. L'indolence et la foi en l'autorité font leur besogne.

Cependant n'étions-nous pas le pays classique de la social-démocratie, ne sommes-nous pas devenus de pays classique d'extrémisme? Certes nous sommes et étions, bien que soumis à l'autorité et disciplinables par excellence, le pays classique aussi de la récrimination organisée; nous sommes aussi le pays classique de l'antisémitisme. Or: ce dernier nous priva des forces dont nous avions le plus besoin: le doute fécond et l'imagination pratique. Mais la récrimination organisée ne signifie pas conception politique. Il n'a jamais existé de socialisme et d'extrémisme plus pauvres d'idées que l'extrémisme et le radicalisme allemands de l'époque post-marxienne. Il n'était d'une part que travail de secrétaire, d'autre part que la plus facile des utopies agitatrices.

Fait des plus concluants: le grand événement que constitue la révolution allemande fut le résultat non de la volonté, mais du dégoût. Ce n'est pas nous qui nous sommes délivrés; ce sont nos ennemis, c'est la ruine qui l'ont fait. La veille de la proposition d'armistice, peut-être même la veille de la fuite de l'Empereur, un plébiscite aurait donné une majorité écrasante en faveur de la monarchie et contre le socialisme. Il arriva ce que j'ai dit souvent avant la guerre: Qui élève ses

enfants en les battant, ne s'instruit lui-même que par les coups.

Aujourd'hui encore, où tout fermente et bout — sans que les socialistes y soient pour rien — tout le travail de la pensée doit se faire en dehors de la socialdémocratie; car elle trébuche en s'appuyant sur les béquilles de la *Socialisation* et des *Conseils*. Le socialisme orthodoxe repose toujours sur la doctrine du moindre mal; il est, ce qu'on appelle en français un *pis-aller*. «Tout va si mal, que cela ne pourra aller que mieux». Par quels moyens obtenir ce mieux, cela le catéchisme social nous le dit. Mais ce que sera ce mieux, comment il fonctionnera, cette question, la seule importante, passe pour n'avoir rien à faire avec la question. On ânonne avec embarras une théorie fausse sur la plus-value qui mettra tout le monde à son aise — j'ai montré qu'elle permettra un surcroît de consommation annuelle de vingt-cinq marks par tête. C'est tout ce qu'on peut obtenir en fait de réponse. Quinze millions d'hommes adultes se bousculent pour entrer dans la terre promise qui leur est apparue parmi les vapeurs des assemblées populaires, au milieu du tonnerre des mots d'ordre appris par coeur. Ils n'en sauraient ramener aucune grappe.

Si l'on pouvait demander à la conscience obscure — non des agitateurs, mais des auditeurs — comment elle se représente l'aspect de ce pays de l'avenir, on percevrait la réponse naïvement timide qui est en même temps la plus profonde et la plus intelligente: c'est le pays où il n'y aura plus de gens riches. C'est parfaitement exact! Mais on passe sous silence une

profonde erreur, une erreur dont on ne se doute même pas. N'est-ce pas, dans un pays où il n'y aura plus de gens riches, il n'y aura également plus de pauvres gens? Stupéfaction. Comment pourrait-il y avoir de pauvres gens, s'il n'y a plus de riches? C'est pourtant comme çela. Dans un pays où il n'y aura plus de riches, il n'y aura que de pauvres gens, de très pauvres gens.

Ceux qui ignorent cela étant socialistes, sont des moutons de Panurge ou des dupes. Ceux qui le savent et le cachent, sont des imposteurs. Ceux qui le savent et qui malgré cela — non: en raison même de cela sont socialistes, ceux-là sont les hommes de l'avenir.

La foule pourra se contenter de sentir confusément que là est la tendance de l'époque, qu'il faut nager dans le sens de ce courant; de plus clairvoyants, considérants les désavantages du régime actuel, se contentent du pis-aller. Les penseurs responsables ont la mission de tâter le terrain sur lequel on conduit le peuple. Il nous faut savoir quel sera l'aspect du pays où il n'y aura pas de riches, du pays où l'oisif n'aura plus de revenus; nous devons, pour parler le langage de notre pensée, connaître la société nouvelle, pour lui donner une forme.

2.

Le problème n'est pas actuel.

S'il n'est pas possible d'arrêter la marche séculaire de la révolution sociale universelle commencée, on peut prédire de façon tout aussi certaine que l'événement ne conservera pas dans toute son étendue la rapidité

de ses débuts. Non. Ce qui sera décisif, ce sera la façon dont les étapes vont se préparer et s'échelonner, tant chez les vainqueurs que chez les vaincus, car au point où nous en sommes, les manifestations organiques et pathologiques s'entremêlent; il y a déjà un socialisme des pays bien portants et un socialisme des pays malades. L'espérance qu'ont les malades bolchévistes d'infecter le monde, est vaine.

Les petits événements journaliers et annuels de notre Europe centrale ne peuvent se prévoir d'avance, car ils dépendent de médiocres forces fortuites, locales et extérieures. Autant les grands dénouements inéluctables se laissent prédire avec certitude, autant il est téméraire de vouloir expliquer le va et vient. Lorsqu'une maison abandonnée est remplie de la cave au grenier de matières explosives, on sait qu'elle sautera un jour; il est inutile de se demander si elle sautera un dimanche ou un lundi, le matin ou le soir, si le pilier du coin à gauche restera ou non debout.

Au point de vue historique, il est donc indifférent de savoir s'il y aura encore, ici ou là, quelque irruption d'extrémisme, s'il se manifestera passagèrement ici ou là une réaction une restauration déclarée, poussée à ses extrêmes limites. Comme cela arrive après toute catastrophe, l'allure se ralentit et ce ralentissement fait l'effet d'une réaction. Chez nous, qui ne sommes nullement habitués à des événements catastrophiques et n'avons pas provoqué le premier, mais l'avons subi, nous à qui tout mouvement rapide donne le mal aux cheveux — je pense à l'ancien Reichstag — la première dépression importante de la vague révolutionnaire

provoquera un romantisme aristocratique, dynastique et ploutocratique. Nous regretterons les couleurs éclatantes de l'époque glorieuse, nous éprouverons de l'aversion pour les insipides et mécaniques discours des bienfaiteurs du monde, tribuns sans emploi, mûrs tout au plus pour entrer en quatrième, pour les émissaires payés, débitant des tirades auxquelles ils ne croient pas, et pour leurs acolytes tortueux; pour la paresse, l'ignorance, l'avidité et la présomption habillée de science économique, pour les ambitions brutales et impératives d'en bas. La sottise inverse suivra: admiration et mauvaise imitation d'un étranger plein de lui-même, individualisme arrogant et endurcissement des sentiments humains. Les intellectuels qui ont gagné la guerre, et qui soutiennent aujourd'hui l'extrémisme, porteront des bluets à leur boutonnière.

Pour la troisième fois nous verrons apparaître la naïve impudence des néophytes. Il vaut la peine d'observer l'événement psychique de la conversion. Saint-Paul, de converti se fit convertisseur, mais de voir les spéculateurs intellectuels, devant l'échec avéré de leur camp, passer d'un bond dans le camp opposé et victorieux, se réservant de faire le bond inverse en cas de nécessité et prétendant avec cela endoctriner les autres, prouve malheureusement que, dans les questions vitales, le pourboire remplace la conviction intime.

La conversion débuta lorsqu'une courte vue, une absence de jugement sous la brume des moyens faciles, faisait s'attendre à ce qu'une guerre rapide et victorieuse vînt consolider le régime de la Force et craignit de se voir frustrée lors du règlement

des comptes. Le libéralisme le plus limé semblait compromettant, on réclamait une résistance éclatante. Les victimes les plus éprouvées dans leur chair et dans leur esprit, celles auxquelles on barrait la fuite à l'arrière et qui n'avaient d'autre ressource que de fuir à l'avant, on les nommait des héros, dépréciant ainsi le mot le plus viril de notre langue, un mot qui ne convient qu'aux esprits les plus libres et les plus élevés. Ceux qui ont connu la haine et la bave des néo-convertis, qui ont entendu conspuer par eux toute parole contre la guerre et la *grande époque*, ne comprennent pas qu'un pays tout entier ait abandonné ses illusions sans honte et sans affliction — on le comprend trop bien. Aujourd'hui les convertis du deuxième ordre nous font la leçon et se moquent de nous, demain nous serons la risée de ceux du troisième.

Peu importe. Les forces en marche de notre époque ne se recrutent pas dans les bureaux, dans la rue, non plus que dans les tribunes ni dans les chaires religieuses ou professorales. Les bruyantes manifestations d'hier, d'aujourd'hui et de demain ne signifient que l'agitation furieuse des partis extrêmes; le centre se meut en silence, — comme les étoiles.

Nous devons, en ces réflexions, parcourir plusieurs périodes de progrès et de réaction; aucune ne nous en saura gré. Les adeptes de l'une nous trouveront trop conservateurs, ceux de l'autre trop révolutionnaires et l'esthète ironique nous trouvera d'une mollesse de reineclaude. Si nous pensons que nous n'allons pas au-devant d'un pays de cocagne, mais que nous courons le danger d'un recul momentané au point de

vue humain et culturel, les réformateurs attitrés du monde ouvriront la bouche toute grande pour nous bombarder de leurs deux clichés habituels. Si, par conscience de notre devoir d'homme, par compréhension de la voie que suit le monde, en raison de notre confiance dans le droit réel, nous nous risquons sur le sentier périlleux voire sur la pente, les adulateurs de la Force et contempteurs des hommes vont se boucher le nez.

Nous ne ferons rien pour l'amour de la Force, ni pour l'amour des masses. Nous ne servons pas les violences. Notre amour va au peuple; or le peuple n'est pas la masse composant une assemblée, il ne représente pas non plus la somme des intéressés, ni les occupants des salles où l'on écrivaille, ni de celles où l'on parlote. Le peuple est la source vive ou dormante, perdue, gelée, engorgée ou jaillissante, du génie allemand. C'est à cette source que nous avons affaire; nous envisagerons son présent et son avenir, nous observerons sa course vers l'océan de l'humanité.

3.

Le critérium du futur Etat socialisé est matériel. Un ordre matériel peut-il déterminer l'Etat intellectuel d'une époque? Cela revient-il à reconnaître qu'il faut interpréter l'histoire du point de vue matériel?

Il s'agit d'un critère et non d'une force essentielle. Je ne crains pas de discuter la signification de l'histoire au point de vue matériel, ou mieux, mécanique; je l'ai fait à diverses reprises dans mes ouvrages précédents; y revenir expliquera la cohésion de cet ensemble.

Dans les événements collectifs, nous retrouvons les lois de la destinée individuelle. La vie d'un homme ne dépend pas de la forme de son corps, de l'expression de son visage, du monde qui l'entoure, mais il existe une connexion, un parallélisme entre l'une et les autres. Car les mêmes lois profondes qui déterminent le cours de l'existence intellectuelle se reflètent dans l'expression du corps et dans l'ordre des faits matériels. Tout instant que nous vivons, tout ce qui nous entoure, la forme de nos membres, tout ce qui nous arrive représente la somme de notre caractère. Certes nous sommes limités, en tant que créatures humaines; nous ne sommes pas libres de vivre dans l'eau ou sur d'autres planètes; cependant à l'intérieur de ces barrières assez larges, nous sommes libres de nous créer le genre de vie que nous voulons. Si nous observons chez un homme son travail et sa destinée, son corps et sur expression, ses relations et son mariage, ses meubles et les objets dont il s'entoure, nous connaissons cet homme.

Dans ce dernier sens, les aspirations sociales, économiques et politiques perdent leur signification: car, si l'homme est à ce point souverain, il n'est pas besoin de s'occuper de lui. Elles retrouvent pourtant un sens relatif en raison du fait d'expérience que la somme moyenne des forces humaines de l'intelligence et de la volonté, en général, ne résiste pas à une certaine pression des circonstances extérieures. Toutefois, ces aspirations mêmes constituent en même temps et à leur tour une partie de la pression de la volonté, par laquelle l'homme collectif lutte contre son milieu et ses contemporains afin de créer sa libre destinée.

Les lois internes qui régissent les communautés correspondent à celles qui régissent l'individu. Si certaines traits de l'intelligence, de la volonté et du caractère des peuples dépendent, découlent même de la pauvreté ou de la richesse, du sol ou du climat, de la situation continentale ou maritime, de la nourriture et des occupations, cela obscurcit le fait que ces données extérieures ne sont pas imposées aux peuples, mais voulues par eux. Un peuple veut la vie nomade, veut la mer, veut l'agriculture, veut la guerre, et lorsqu'il veut avec assez d'intensité il a la force de réaliser sa volonté; sinon, du moins la force de se désorganiser ou de mourir. C'est la même volonté et le même caractère qui déterminent le bien-être et la civilisation, la paresse et la dépendance, le travail et la spiritualisation. Les Vénitiens ne reçurent pas en partage l'architecture et la peinture, parce qu'ils étaient fortuitement devenus riches; aux Anglais n'échut pas la puissance maritime, parce qu'ils habitaient fortuitement dans une île; non, les Vénitiens voulaient la liberté, la puissance et l'art, les Anglo-saxons voulaient la mer.

Il y a une parcelle de vérité dans l'idée politique et populaire, que la guerre émane de Dieu. Elle émane du caractère: non pas, cette fois, au sens politique et populaire, qu'il faut *tenir bon* à une situation désespérée; mais en ce sens que la préhistoire, l'habileté ou l'incapacité de la politique et du gouvernement sont questions de caractère; chez nous cette situation provenait de l'indolence, de la paresse politique, de la suprématie de certaines classes, d'une présomption béo-

tienne et de la cupidité. Nulle part la conception du jugement de Dieu n'a été exagérée avec une vanité aussi blasphématoire que chez nous. En effet le Dieu des armées, également astreint aux désirs tout-puissants de la caserne, de la brasserie, de la chaire impériale et des locaux de réunions, fut invité sans autre forme de procès à punir l'Angleterre, qu'on ne connaissait que par les récits des journaux. Aujourd'hui, le manque de dignité est la conséquence de cette exagération, car Dieu ne se laisse pas faire et ses naïfs blasphémateurs sont forcés, en grinçant des dents, de donner raison à nos ennemis, puisque, ceux-ci disposent entièrement en leur faveur de ce jugement sans appel.

A la suite de cette courte discussion de la connexité psycho-physique entre l'esprit et la destinée, il sera compréhensible que, pour abréger, nous parlions comme si l'esprit de la société était déterminé par sa construction matérielle, tandis qu'en réalité il s'incarne bien plutôt dans cette construction. Mais la construction est la plus facile à embrasser d'un coup d'oeil, c'est pourquoi nous la prendrons pour base.

4.

Toutes les civilisations qui nous sont connues provenaient de peuples compacts et riches composés de deux couches sociales. Elles atteignirent leur point culminant au moment de la fusion des deux couches.

Il ne suffit donc pas qu'un peuple soit compact et riche; en dehors de sa richesse et de sa puissance, il doit contenir une armée de pauvres gens opprimés et asservis. S'il n'en possède pas, il pourra s'emparer

10*

et se servir de civilisations étrangères suppléantes. C'est ce que fit Rome, c'est ce que fait l'Amérique.

C'est terrible! mais compréhensible. Car jusqu'ici les lois inconscientes de la nature, la lutte entre les créatures ont régné seules. Les êtres collectifs furent jusqu'à présent des bêtes de proie. Ce n'est qu'à partir de maintenant qu'ils vont franchir les frontières de la race humaine.

Compréhensible et explicable. En effet, les oeuvres de civilisation sont toutes liées entre elles, on ne saurait exploiter les moins chères, en laissant de côté celles qui sont dispendieuses. Il n'y a pas de civilisations à bon marché. Dans leur ensemble elles exigent une grande dépense, la dépense la plus considérable que connaisse l'histoire de l'humanité, la seule dépense qui vaille le travail humain — et au-delà des besoins.

Comme les créatures vivantes et les natures mortes, comme les plantes, les hommes, les animaux et les objets, les oeuvres de la civilisation ont leurs séries d'espèces. Il faut avoir peint et étudié la peinture pendant dix-mille ans, pour faire un nouveau tableau. Notre poésie et notre science remontent à des siècles. Cela n'interrompt pas l'oeuvre et la pensée du génie; elle est neuve, ancienne et éternelle, comme la fleur est jeune sur une vieille branche, et d'espèce éternelle. Lorsque nous entendons dire qu'un indigène de l'intérieur de l'Afrique ou de la Nouvelle-Zélande a peint un tableau à l'huile, nous savons qu'un hasard avait conduit cet homme à Paris. Lorsqu'un homme écrit ou peint à Tahiti, ce n'est point la culture de Tahiti. Lorsque la culture est desséchée dans un pays mort,

elle ne peut renaître que par un apport de nouvelle terre et de semence étrangère.

La stabilité de la culture, de la civilisation même, ne s'obtient que par un effort constant; comme dans les pays secs, une végétation florissante ne s'obtient que par un arrosage continu.

Toutes les richesses de l'orient durent se déverser en Italie, afin que l'art de la renaissance pût s'épanouir. Des milliers de patriciens, des centaines de princes cléricaux et séculiers durent créer et orner des temples, des palais, des jardins, des monuments, des costumes, des jeux, des meubles, afin que de l'étude et de la recherche pussent surgir la méthode, la maîtrise, les attaches, les traditions. La prédilection de l'Allemagne aux XVIIe et XVIIIe siècle pour tout ce qui était étranger signifie uniquement que le sol était devenu trop pauvre pour développer une végétation propre. La culture du moyen-âge resta internationale, tant que la population européenne fut trop clairsemée, les commandes trop rares pour occuper des forces sédentaires. Au moyen-âge grec d'Homère, si pauvre en population, l'architecte et le poète n'étaient pas non plus des artistes sédentaires, mais errants. Si les républiques du Guatemala ou du Honduras avaient besoin aujourd'hui d'un capitole ou d'une vaste gare de chemin de fer, elles emploieraient sans donte un architecte de Londres ou de Paris.

Les arts civilisateurs de la technique, du métier et de l'industrie eux-mêmes exigent une grande et persistante somme d'éducation, de commandes et de débit, pour continuer à mener le train. Bien que

cela ne soit pas encore arrivé, on ne saurait douter qu'un Serbe ou un Slovaque puisse faire une découverte importante, s'ils ont étudié la technologie dans une université européenne. Mais on aura beau établir dans le pays de coûteuses universités et des laboratoires et faire venir des professeurs étrangers, cela ne signifiera pas qu'une technique serbe ou slovaque durable et indépendante soit née. Il y faudrait encore un marché intérieur, des clients compétents, des fabricants, des fournisseurs, une équipe bien dressée d'ingénieurs, de techniciens, de contre-maîtres, d'ouvriers; il faudrait un marché extérieur, pour maintenir la production à un niveau assez élevé et soutenir la comparaison; bref, il faudrait une atmosphère technique.

Un pays pauvre ne peut pas livrer des produits de haute valeur à un pays riche; il lui manque d'avoir été éduqué par l'acheteur. Les institutions sportives et le confort, symbolisés par l'Angleterre, furent imités en France d'une façon ridicule, mal compris et sottement enjolivés; en revanche, les marchandises de luxe et les productions artistiques françaises furent adoptées par tous les pays. Les marchandises allemandes passèrent pour bon marché et pour mauvaises, jusqu'à ce que le pays fût devenu riche et que toutes les forces de la science et de la technique, de la production et de la livraison, des industries auxiliaires et des restournes, des finances et du commerce, de l'éducation et de l'instruction, le goût et l'expression, les moeurs et l'aptitude à comparer ensemble eussent combiné leur action.

Mais les forces humaines ont besoin des mêmes soins, des mêmes efforts et de la même discipline que les instal-

lations et les objets. Un travail fin demande des mains sensibles et des habitudes de société; l'invention et la création demandent du temps et de la liberté; le goût demande de l'éducation et des traditions; la pensée scientifique et le sentiment artistique demandent un entourage ininterrompu et vivant de culture, d'idées, d'intelligence. Une civilisation mourante peut vivre encore un certain temps de l'humus de la culture, de l'atmosphère ambiante des idées, héritage du passé mais elle ne peut recréer ces éléments.

Ne nous illusionnons pas et regardons les choses en face! Tous les braves Canadiens avec ou sans grades académiques, qui se vantent naïvement d'une absence d'idées préconçues toute prolétarienne, sont les fils adoptifs de la culture ploutocratique et aristocratique. Ils ôteraient leur cols droits et leurs lorgnons, que toutes leurs paroles et leurs arguments, leurs opinions, leur savoir, leur intellectualité très prononcée et leur prédilection pour l'art et la science, tous leurs outils et tout leur matériel de travail, — constitueraient l'héritage de ce qu'ils croient pouvoir abolir et le tribut qu'ils payent à ce qu'ils prétendent mépriser. L'authentique radicalisme n'est admissible que s'il comprend les filiations et n'en craint pas les conséquences. Il doit comprendre — je m'en expliquerai — que sa marche rapide tue la culture; il en doit savoir tirer la conséquence et réprouver cette culture au lieu de lui faire des emprunts. Les jeunes chrétiens se débarrassèrent de tout l'abominable attirail du paganisme, les jeunes radicaux voudraient, auparavant et en hâte, faire la vendange.

La culture et la civilisation, comme on le voit, exigent des dépenses incessantes et considérables: dépenses de temps, de main d'oeuvre et de moyens. Elles ont besoin de demande et d'écoulement, de méthode, de modèles, de traditions, de comparaisons, de jugement, de compréhension, d'éducation, d'idées, de dressage infantile, d'atmosphère. Tout étranger peut leur être utile — car ses forces intactes sont souvent plus agissantes que celles des acclimatés —, mais à condition que l'atmosphère ambiante le porte et le galvanise. La culture et la civilisation demandent un pays riche.

Cependant, la richesse du pays ne suffit pas; elle doit être soulevée et soutenue par son contraire. Un pays riche doit disposer d'une grande quantité de gens pauvres et dépendants. Comment pourrait-on sans cela faire l'effort nécessaire à la culture? Un seul homme doit pouvoir disposer de beaucoup d'autres: comment le pourrait-il s'ils étaient ses égaux? L'effort doit être grand, mais possible: comment le serait-il si les forces de la masse n'étaient pas d'un prix modéré? Les élus, les gens haut placés, doivent déployer de la puissance, de l'éclat, servir d'exemples: comment le pourraient-ils sans escortes, sans spectateurs et sans hommes?

Un pays jouissant du bien-être, mais d'un bien-être uniforme, reste petit-bourgeois, mesquin et provincial. Si l'Etat et les autorités, des conseils d'associés sages et économes, devaient au moyen d'évaluations, de déductions, de réclamations et de contrôle, assumer la fonction d'un mécène ou d'un médicis cal-

culateur, il en résulterait des choses ressemblant à des monuments commémoratifs d'une guerre, à des salles d'attente, à des salles de rédaction et à des estaminets. En était-il autrement autrefois? Certes, mais aux époques même les plus parcimonieuses, c'étaient les rois qui faisaient les commandes.

La culture est-elle donc une fleur vénéneuse? ne saurait-elle prospérer que dans les marécages de la pauvreté, au soleil de la richesse? Elle doit alors disparaître. Nos sentiments ne nous permettent plus de supporter le bonheur et l'éclat de quelques-uns, au prix de la misère de tous; l'époque des sens est passée, l'heure de la conscience a sonné.

Un puritanisme timide, chagrin, s'annonce: N'y a-t-il pas de moyen terme? ne pourrait-on aller à mi-chemin, et s'y tenir? Non. Apprenez-le une fois pour toutes, messieurs les champions de la pure *couverture des besoins*, vous qui nous parlez de *pain quotidien,* et réclamez en même temps *les plus nobles jouissances artistiques* pour le beurrer. Impossible.

Non, on ne peut s'arrêter à la moitié, ni même au quart de la route. Le monde entier le voulût-il comme nous, le monde malade aussi bien que le sain et le repu! A Moscou on attend d'une heure à l'autre la révolution mondiale. Mais elle ne veut pas éclater. Si donc, la culture et la civilisation sont et doivent rester ce qu'elles étaient, il ne nous reste autre chose à faire qu'à arracher d'un seul coup, de notre corps, nos vêtements empoisonnés? Nous avons une longue route à parcourir. Nous devons d'abord savoir à quel degré de richesse ou de pauvreté nous atteindrons, le

jour où seront supprimés les revenus de l'oisiveté et où il n'y aura plus de riches.

Si notre économie se suffisait à elle-même, nous pourrions nous organiser sur le modèle de la république des Boers; elle a ce qu'il lui faut et vend, de temps à autre, un chargement de plumes d'autruches, en échange de café et de recueils de chants. Malheureusement, pour nourrir vingt millions d'hommes, il nous faut exporter du sang et de la cervelle. Si, pour acheter des phosphates, nous offrons, comme étant les plus hauts produits de notre industrie, des bas ou des bonnets de coton, en déclarant qu'ils sont faits à la main, — notre industrie journalière ayant renoncé depuis longtemps à ces diaboliques machines à tricoter modernes, — on nous répondra: «D'abord nous n'avons pas besoin de vos bonnets de nuit, deuxièmement nous pouvons vous en livrer à des prix dix fois inférieurs.» Et nos marchandises de coton nous reviendront protestées.

Le commerce mondial, même sur une échelle modeste, ne peut se faire que sur la base d'une production technique parfaite; or on ne peut atteindre à une haute qualité de production par une économie mesquine. Si l'on veut la partie, il faut vouloir le tout; or le tout comporte la conception, non seulement d'une technique, mais aussi d'une civilisation, d'une culture. On pourrait aussi bien demander à un orchestre de café-concert, qui fait toute l'année de la musique de foire, de se réunir une fois l'an, une seule fois, le jour du vendredi-saint, pour jouer comme il convient la *Passion selon St. Matthieu.*

5.

Durant de longues décades encore, l'Allemagne sera un des pays les plus pauvres qui soient; à quel degré de pauvreté? Cela ne dépend pas uniquement de nous, mais de ceux qui nous haïssent, de leur volonté déstructive et de leur puissance à la réaliser.

Pauvreté et richesse sont pourtant des conceptions relatives; en moyenne, nous sommes encore plus riches que nos ancêtres, plus riches que les Romains et les Grecs. Le concurrent le plus riche détermine le degré de bien-être, car il fixe le degré de production de la technique et de l'industrie, les méthodes de production, le minimum de travail et d'habileté. Nous avons vu que nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart de la concurrence, car nous avons besoin d'objets d'échange. Par suite, nous devons, autant que possible, suivre le train.

Même si nous fermons les yeux et ne tenons pas compte de nos dettes à l'étranger et des contributions de guerre, il nous faut avouer qu'aujourd'hui déjà le bien-être moyen de l'Amérique dépasse de beaucoup le nôtre. A un renchérissement moindre que le nôtre correspondent, pour de bons ouvriers, des salaires de sept à dix dollars par jour, cent marks et plus de la valeur de notre argent[1]). Beaucoup d'ouvriers se rendent à l'atelier dans leur propre automobile.

Demandons à nos extrémistes comment ils comprennent la concurrence avec un pays, qui, au bout

1) Ecrit en septembre 1919. La disporation qui semblait déjà énorme alors, est aujourd' hui plusieurs fois dépassée. *Note du Trad.*

d'une génération, sera vingt à trente fois plus riche que nous; ils bégaieront quelques phrases où l'on distinguera les mots: système des conseils, plus-value et révolution mondiale. Au reste ils aborderont à peine une question qui ne se pose pas dans les assemblées populaires.

Entre eux, ils parleront, sans conviction, de plus-value, qui n'a rien à voir avec la question et qui, comme on le leur a, précisément, tant de fois démontré, représente à peu près une livre de beurre par tête d'habitant, — encore s'il est permis de la consommer.

Cependant, la supériorité des puissances économiques occidentales s'accroît encore, dans la proportion où elles semblent prendre au sérieux la nouvelle forme économique du socialisme d'Etat, que nous avons enterrée. La route de la saine économie, ou, ce qui est la même chose, de l'économie victorieuse, n'enjambera aucun degré; elle parcourra l'étape, en apparence plus longue, mais continue, qui va du capitalisme au socialisme intégral en passant par le socialisme d'Etat. Apparemment, nous abrégerons le chemin en brûlant la station intermédiaire, mais nos fluctuations perpétuelles d'avant en arrière et de droite à gauche nous feront perdre tellement de temps et de forces que cette avance ne saurait être maintenue.

Si quelque chose pouvait être plus malheureux et plus fou que la guerre, ce fut l'heure qu'elle choisit pour éclater. Ce que le grand capitalisme mondial devait produire, ce qu'il était capable de produire et qu'il a réellement produit; ce qui non seulement le justifie, mais le désigne tout simplement comme l'étape nécessaire

dans l'histoire de la cristallisation de la race humaine, c'est l'enrichissement des peuples, l'établissement rapide, galopant même, de l'équilibre entre l'accroissement de la population et la quantité indispensable de moyens de production, c. à d. de bien-être populaire. Le développement ininterrompu de l'Amérique, celui, à peine contrarié, de l'Angleterre le feront bien voir: encore une génération, deux au plus, et le travail mécanique des entreprises aurait atteint un degré si élevé, qu'il aurait comporté un allègement considérable en travail humain, et un nivellement social correspondant.

En vain! le rapide bien-être grisa les populations de l'Europe centrale, qui y'étaient mal habituées, elles succombèrent aux poisons du capitalisme et de la mécanisation, ne trouvèrent pas la force, comme les simples Américains, de transformer leur nouvel état en responsabilité propre; dans le désir d'engranger le plus possible de manne céleste, elles confièrent leurs destinées à un système féodal suranné, rongé des vers, et à une haute bourgeoisie avide et ambitieuse. Elles ne comprirent pas les enseignements des catastrophes politiques, et la catastrophe militaire leur fit perdre, avec leurs illusions, leur puissance historique et la base économique de leur existence.

Inconsciemment, les politiciens du désespoir s'appuient sur l'écroulement qui les a élevés: ils font de la révolution espérée en occident, le point central de leur système. Si l'occident tient bon, ils auront été de faux prophètes; non seulement l'occident tiendra bon, mais il développera d'abord une puissante floraison de passions impérialistes et capitalistes. Ceux qui

ne savaient pas que de compter avec la faillite, la ruine des autres constitue la politique la plus frivole et la plus vaine, auraient pu l'apprendre par la guerre.

Nous devons forger nous-mêmes notre destinée, sans loucher du côté du bonheur ou du malheur des autres. Si nous avions eu le temps de nous dégager d'une enfance retardée et dégénérée, pour entrer dans l'âge viril de la responsabilité selon les lois naturelles, notre guérison ne serait pas douteuse. Il nous faudra rattraper, en quelques mois, des décades de développement; et le manque d'assurance que nous devons à notre éducation, notre incapacité à mesurer de l'oeil les limites des droits, des prétentions et des responsabilités, nous fait hésiter sur la distance que nous avons le devoir et le droit de franchir. Au moment le plus désastreux, sans préparation, appauvris et malades, il nous faut créer par nous-mêmes de nouvelles règles de vie. Avant même que les gens cultivés soient devenus capables de porter un jugement, les masses les plus incompétentes de la jeunesse la moins mûre, appartenant à la cinquième ou à la sixième classe, seront déchaînées et appelées aux fonctions d'arbitres.

Nous n'étions pas riches et sommes devenus très pauvres; en outre, nous étions politiquement impubères et le sommes restés. Un état social basé sur le socialisme radical nous réduira tous à l'état de prolétaires et cela pour longtemps. Rien ne sert de faire de beaux discours et de pallier la vérité, il s'agit de parler clairement. Une économie très serrée et bien menée accordera à chacun un pouvoir de consommation de cinq cents

marks par an tout au plus, valeur d'avant-guerre; pour une famille, deux mille marks environ. Cette quotité moyenne s'élèvera, si l'on procède selon les principes de la nouvelle économie, et elle diminuera en proportion de l'indemnité importante qu'il faudra attribuer au travail de haute valeur. Si aujourd'hui la puissance moyenne de consommation est plus élevée, cela vient de ce que nous dévorons notre substance même; nous dévorons les produits du travail qui devraient être affectés au maintien et au renouvellement des moyens de production, c. à d., nous faisons de la rapine et de la boucherie; nous consommons encore ce que l'étranger nous livre à crédit, c. à d., nous menons une économie de sangsues.

C'est un mensonge imbécile et une imposture, d'agir sans le dire, comme si la socialisation intégrale devait aboutir à des idylles de jardins publics, avec des théatres de festival et de la nature, jeux de plein-air, réforme pittoresque du costume et art national. Cet idéal, en soi parfaitement supportable, de l'architecte moyen, de l'artisan honnête et du sociologue éducateur, coûterait en chiffres ronds, et, comme on dit *au bas mot* cinq fois autant que la capacité de production dont nous disposions — en y mettant toutes nos énergies, en travaillant dix heures par jour — avant la guerre, avant la défaite, avant d'avoir été dépouillés par nos ennemis.

Pour procurer au tiers de nos ouvriers des logements gratuits à la campagne, dignes d'êtres humains — en admettant que les moyens de production y suffisent —, il faudrait mobiliser, pendant deux ans, tous

les ouvriers du pays. Lorsqu'on aura depuis longtemps couverti la dernière villa de manufacturiers et le dernier grand hôtel en logements ouvriers, il faudra encore des dizaines d'années avant que soit résolue la question urgente du logement. Au nom du peu qui nous reste d'estime pour nous-mêmes, il est enfin nécessaire de déchirer le tissu de mensonges économiques tramé par l'ignorance, la paresse de pensée, la dissimulation et par l'erreur, et qui s'est substitué au tissu de mensonges politiques. Qui donc oserait soutenir que nous pouvons mener une existence, je ne dis pas confortable, mais simplement petit-bourgeoise, tant qu'un miracle n'aura pas décuplé nos moyens de production — sur le papier c'est chose facile — tant que la production des valeurs (je ne parle pas de leur échange), fournie au cours d'une année par un ouvrier adulte au prix des plus grands efforts, ne dépassera pas du multiple la valeur moyenne de deux-mille marks ?

Certes, la jeunesse extrémiste d'une grande ville pourra avoir six semaines de plaisir, si elle arrive à posséder le pouvoir, les magasins, les réserves et les caves. Cette magnificence durera un peu plus longtemps pour les meneurs que pour les menés. Mais ensuite, aux honnêtes gens d'entre les chefs du mouvement, se posera la question de conscience, que la pression électorale peut différer, mais qu'un appel à la volonté populaire ne résoudra pas.

Si le bolchévisme était le contraire de ce qu'il est, c'est à dire s'il était un succès — ce qui n'est pas impossible dans un Etat agrairien — on pourrait comprendre la conviction de ceux qui, au contraire de

ce que nous prévoyons, attendent tout de la volonté du peuple, du système des conseils et de l'inspiration. On la comprend chez les communistes de salon et les spartacistes profiteurs de la guerre, qui ne tiennent pas à la chose, mais au pouvoir, peut-être seulement à la mode.

Je sais qu'avec de telles considérations, je soutiens les chétives grandeurs contemporaines du socialisme majoritaire, mais je n'y puis rien changer. La vérité ne devient pas mensonge parce qu'elle sert aux uns, et le mensonge ne devient pas vérité parce qu'il nuit aux autres. Par ignorance et comme par perplexité, le socialisme régnant [1]) fait ce qu'il y a de mieux à faire: il temporise et modère. Il vaut mieux faire le bien par erreur, que le mal par sagesse. Par erreur: car, à côté de ce qu'il a raison de négliger, ce socialisme néglige aussi ce qu'il devrait construire: entre autres l'économie nouvelle. Il vit dans l'innocence d'Adam avant la chute; il ne sait pas faire la différence entre le bien et le mal, entre ce qui est utile et nuisible, possible et impossible. Peu importe: qu'il prenne son temps, nous le lui laisserons.

Il s'agit d'utiliser ce temps. Lorsque nous aurons assez réfléchi, nous saurons quel immense travail nous incombe pour parvenir à la Réalisation sociale. Le chemin le plus long est celui qui nous y conduira le plus vite. Si, pour gravir la montagne, nous choisissons la route large et sinueuse de l'adaptation et de la préparation, il nous arrivera souvent de trébucher quand-

1) N'oublions pas que nous sommes en 1919. *Note du Trad.*

même et de connaître des reculs; mais si nous prenons le sentier escarpé de la précipitation impatiente, nous glisserons plus bas que notre point de départ. N'oublions jamais combien notre défaut de maturité sociale et politique se relie de façon mystérieuse à notre intellectualité et à notre moralité, autrefois si élevées et qui n'ont pas cessé d'être importantes. Nos libertés n'ont pas été conquises, elles nous sont arrivées comme par hasard; par la défaite, la grève et la fuite, nous avons échappé à nos despotes et nos despotes nous ont échappé. Ces libertés politiques et sociales ne sont pas enracinées, à peine les considère-t-on comme des biens naturels; nous ne goûtons pas leur côté idéal, mais leur côté matériel. Ceux qui, autrefois, criaient hourrah à l'empereur, crient aujourd'hui: «Tout le pouvoir aux conseils!», et il viendra des jours où l'on recommencera à crier hourrah. Alors des idées perceront qui, aujourd'hui comme autrefois, se trouvent enterrées sous des intérêts et des spéculations.

Peu importe que la route nous conduise aux catastrophes ou au développement; le voyage est long, et toute hâte le prolongera, car elle le retardera d'années ou de décades. Avant tout, il faut nous rendre compte du but vers lequel nous allons. Pour nous adapter à une nouvelle forme sociale, il faut savoir sous quel aspect elle peut, doit et devra se présenter. Nous verrons que notre route ne conduit pas au paradis, mais au pays du travail, qui restera longtemps le pays de la pauvreté, d'une civilisation misérable et d'une culture profondément compromise. Nous n'entendrons plus les discours, appris par coeur et vains, du facile

utopisme d'école qui, d'un tour de main parfaitement mécanique, nous évoque par enchantement le petit paradis classique de la culture rectangulaire de fabrique et des joies bariolées du ciment. Cet utopisme nous assure qu'aussitôt après l'adoption de la journée de six heures et la suppression des fortunes particulières, l'horrible cinéma sera remplacé par des concerts classiques, les assommoirs par des librairies populaires, les tripots infernaux par des conférences édifiantes, les attaques nocturnes par des exercices de gymnastique, les romans criminels par Gottfried Keller, les articles de bazar grotesques, par les oeuvres d'un art industriel raffiné. Il nous assure encore que les combats de boxe, les courses de chevaux, les exercices de lancement de grenades à main et la spéculation des paysans sur le beurre cèderont la place à une ère florissante d'humilité et d'amour du prochain.

Dans notre terre promise, les classes cultivées de l'Allemagne actuelle perdront presque tout, les prolétaires ne gagneront pas grand'chose. Mais en faveur de ce peu de choses, il nous faut suivre le sentier escarpé et le suivre de bon gré; car du bienfait, d'abord insensible, de l'égalité absolue des droits, naîtra le règne de la justice, de la dignité, de la solidarité et de l'unité humaines.

C'est là évidemment l'oeuvre d'un siècle; pourtant et pour cela même, elle vaut la peine qu'on l'entreprenne et qu'on sache que seul un chemin plein de sacrifices y peut conduire. Nous ne voulons pas être invités au carnaval par des fous qui se mettent à hurler lorsqu'ils prennent conscience de leur illusion.

Nous ne permettrons pas qu'on ternisse par des promesses décevantes notre fierté de suivre les sentiers de la souffrance.

6.

Afin d'éclairer un peu les ténèbres du pays des chimères sociales, dont personne ne parle sérieusement, parce que personne n'y croit réellement, nous allons examiner une Allemagne future intégralement socialisée et supposer que l'état économique et social a déjà duré une génération, c. à d. est devenu en quelque sorte stationnaire. En admettant un progrès normal, cet état pourra se réaliser vers la fin du siècle.

Nous ferons encore deux hypothèses très optimistes: en premier lieu, que notre progrès technique a ramené à un degré supportable le fait d'avoir été déclassés et distancés par l'étranger; deuxièmement, que, par une réforme radicale et faite à temps de l'instruction et de l'éducation, réformes pour lesquelles il faut compter au moins trois milliards, on a su éviter la ruine complète de la culture. Cette réforme devra être entrée en vigueur au premier jour; car après le fait accompli son adoption serait peu probable. Ajoutons-y une supposition beaucoup moins optimiste et par conséquent beaucoup plus vraisembable: les Etats occidentaux adopteront une voie plus graduelle et relativement plus longue, et, à l'époque de la comparaison, l'Amérique en particulier, n'en sera pas encore à la socia-

lisation intégrale mais à la socialisation d'Etat. De cette façon, le travail sera facilité — et nous y consentons volontiers — à nos adversaires professionnels, aussi intéressés que dépourvus de sens critique. D'un seul coup de leur fanfare de la révolution mondiale, ils pourront balayer toutes nos considérations ultérieures.

Nous avons donné à la socialisation intégrale le critère: les revenus de l'oisiveté sont abolis et il n'y a plus de riches. Il nous faut encore limiter la definition, car ce critère n'est et ne sera jamais absolu.

Théoriquement et légalement, chacun sera employé; pour son travail ou non-travail il recevra quelque chose et, ce quelque chose, il pourra, selon ses désirs, le consommer, l'économiser, le donner, le détruire ou le jouer. Il ne pourra le placer, le prêter à intérêts, le transformer en capital, parce qu'il n'y aura plus d'entreprises privées ni de moyens financiers de production.

Chacune de ces hypothèses présente de telles lacunes, que non seulement quelques légères exceptions et quelques tolérances interviendront, mais encore, l'élasticité du système ne permettra qu'un état très approximatif.

Chacun sera placé, en effet, et payé pour un travail minimum, mais on ne pourra empêcher personne aux heures de loisir, de travailler pour soi-même le plus possible et d'en tirer parti. On pourra se rendre utile par des travaux accessoires artistiques, scientifiques, d'art industriel ou de technique; par

des services, des travaux auxiliaires, des conseils, en s'employant à distraire, à guider des étrangers, ou en voyageant chez eux, et aucune législation n'empêchera que ces valeurs ne soient rémunérées, ne fût-ce qu'au moyen d'échanges. Le jeu et les paris fleuriront et enrichiront beaucoup de gens. Ceux qui auront perdu ce qu'ils ont, et ceux qui auront épuisé le secours provisoire des établissements de prêts publics, emprunteront du pain, de la viande, des habits. De même pour ceux que la passion poussera à des achats dépassant leur salaire. On verra partout des entrepôts privés de marchandises de consommation, remplaçant les fortunes d'autrefois.

Par la force de la tentation, la contrebande et le trafic se développeront à un degré qui dépassera toutes les abominations des époques de guerre et de révolution. Des étrangers et des agents de l'étranger s'occuperont du commerce d'exportation *de gouvernement à gouvernement* et aideront à établir les dépôts d'approvisionnements et de réserves. On appréhendera des citoyens parce que leurs dépenses insensées ne répondront pas à leur salaire légal; ils déclareront: des amis m'ont donné tel ou tel objet, j'ai fait un échange pour l'autre, un étranger m'a apporté cela, ceci m'a été envoyé d'Amérique par un parent.

Lois, contrôles, terreurs: ces moyens seront opérants tant qu'il n'y aura dans le pays ni fil ni paille, mais ils deviendront insuffisants aussitôt que la disette commencera à disparaître. De grandes fortunes placées à intérêts à l'étranger ou

dans le pays même, naîtront et s'accroîtront par la prévarication et la corruption. Le profiteur, le véritable fils de la *grande époque*, ne mourra pas; plus on le poursuivra, plus il deviendra tenace, il sera l'homme riche au pays de l'avenir et constituera un danger politique constant, lorsqu'il s'alliera à ses pareils.

Tant que ne s'établira pas une mentalité complètement différente, détachant l'homme du désir de la possession pour le soumettre à la loi, tempérant les passions et fortifiant la conscience, il faudra limiter le cliché: il n'y a plus de riches ni de revenus de l'oisiveté, à la formule: il ne devrait plus y en avoir.

Mais sans un changement fondamental de la mentalité, les salaires légaux eux aussi montreront des disparités parfaitement grotesques et s'adapteront, avec une brusquerie inconnue aujourd'hui, à la valeur particulière des dons naturels aux besoins qu'on en aura, à la faveur publique. Les besoins d'un ministre, la subsistance d'un professeur, l'entretien d'un soldat seront, après comme avant, soumis à la disproportion de l'offre et de la demande. Considérons ce que dix ans de luttes pour les salaires et de grèves rapportent, avec l'approbation du public, aux favoris, aux célébrités, aux gens indipensables. Des jockeys en vogue, des chirurgiens célèbres, des directeurs de maisons de jeu, des ténors, des dames galantes, des auteurs gais, des athlètes parfaits, pourraient dès aujourd'hui — s'ils s'unissaient en classes conscientes en vue d'une exploitation tenace de la conjoncture des salaires — obtenir chacun les revenus

qu'ils désireraient. Même sans sortir de l'économie absolument libre, une actrice de cinéma ou celle qui lui succédera, pourra prescrire au gouvernement quels produits de beauté, naturels ou artificiels, lui seraient indispensables pour l'exercice de la profession, quel train de vie conviendrait au maintien de sa disposition d'esprit.

Derrière ces raretés supérieures les organisateurs, les démagogues, les écrivains et les artistes énonceraient et réaliseraient leurs exigences. Viennent ensuite, à une distance appréciable, les classes instruites, à la production plus ou moins remplaçable. Les Russes croyaient au premier moment pouvoir se tirer d'affaire avec trois degrés de pourvoyance s'échelonnant dans la proportion extrême d'environ un à deux. Si la manière de penser dominante ne change pas de fond en comble, il faudra, dans la société future, admettre une échelle de revenus dans la proportion d'un à mille.

Le cliché: il n'y a plus de riches, devra donc subir une deuxième restriction essentielle. Il y aura des gens possédant une source de revenus naturels extraordinaire, auxquels il faudra ajouter des prétentions reposant sur de bons offices personnels, que ces privilégiés exigeront.

Les exigences vitales, dans leur structure extérieure, arithmétique, ressembleront donc beaucoup plus qu'on ne le pense à celles d'aujourd'hui; d'autant plus grandes seront les différences dans la structure intime, personnelle. Nous percevons déjà cette tendance.

Il y aura des dépenses, il y aura du luxe; et, comme aujourd'hui, plus encore qu'aujourd'hui, ce sera surtout chez les profiteurs, les parvenus et les aventuriers. La richesse excessive sera encore plus révoltante qu'aujourd'hui; sera-t-elle moins estimée? cela dépendra de l'état des moeurs, que nous avons encore à examiner. Selon toute probabilité et en dépit de toute législation, la fortune se transformera encore plus rapidement et brutalement en dépenses et en jouissances.

Ce qui restera des classes moyennes et des classes aisées actuelles sera résorbé, les familles qui, depuis plusieurs générations, représentent visiblement l'esprit de l'Allemagne, usurperont moins que d'autres des avantages spéciaux par la fraude et la transgression de la loi; aussitôt que leur fortune modérée leur aura été enlevée ou qu'ils l'auront mangée, ils partageront la médiocrité générale de ceux qui vivront normalement.

Le luxe apparent dans les rues, dans les maisons aura quelque chose de suspect; on saura qu'il ne s'agit pas de moyens honorables, on surveillera, on dénoncera et on établira avec dépit qu'on ne peut rien prouver. Les gens à leur aise vont être à la fois méprisés et enviés. La question de savoir comment on dissimule les fraudes sera l'objet de la moitié des discussions publiques, comme aujourd'hui le capitalisme. La figure détestée du luxe ne sera pas bannie de la vue de la population nécessiteuse: le capitalisme aura changé de nom et sera représenté par d'autres individus.

La grande pauvreté de la moyenne quelque peu cultivée et responsable de la population ne sera pas considérée comme la conséquence d'un ordre universel immuable, ni comme une malchance personnelle; mais on la condamnera en tant que résultat d'un gouvernement insuffisant, et la poussée révolutionnaire de la cinquième, sixième et septième classe entretiendra la mésintelligence en faveur d'une nouvelle révolution.

En effet, une plus grande uniformité de la vie moyenne et sa mesquinerie n'aboliront point d'elles-mêmes la division du peuple en couches. J'ai souvent montré que c'est là que l'organisation mécanique est à bout de sa vertu curative.

Trois, probablement quatre couches persisteront distinctes en dépit de leur pauvreté, mais leur cohésion et leur acquis intellectuel ne les laisseront pas dépourvues de puissance. Le procédé bolchéviste, consistant à les tuer physiquement, échouera devant leur nombre; les persécutions les souderont plus étroitement et, en raison de leur expérience, de leurs principes et de leurs facultés traditionelles, on devra de temps à autre les aller chercher et les attirer.

La première de ces couches est celle de la noblesse féodale. On ne peut rayer du passé d'un pays les noms historiques. Même dans leur pauvreté, on estimera ceux qui les portent, surtout si — comme on n'en peut douter — ils maintiennent leur discipline corporelle et la forme visible de la tradition dans leur manière de vivre et dans leurs senti-

ments. Leur cohésion leur donnera de la force, leur parenté avec la noblesse étrangère leur conférera des relations diplomatiques importantes; ces deux éléments communs les apparentent aux catholiques et aux juifs. Leur penchant et leurs aptitudes à la profession militaire, ainsi qu'aux travaux administratifs, persisteront; leur mentalité réactionnaire les conduira tour à tour à des succès et des insuccès, et dans les deux cas, fortifiera la cohésion de cette caste. Le retour inévitable au romantisme rendra précieuses à toute autre caste dirigeante, en particulier à la nouvelle noblesse administrative, les relations avec l'ancienne noblesse.

Cette noblesse administrative constituera la deuxième des nouvelles couches. Les premiers hommes d'Etat de la nouvelle époque, que leurs travaux soient importants ou minimes, ne seront pas oubliés. Leurs successeurs, porteurs de noms illustres, continueront à jouir de l'estime générale; ils inculqueront à leurs familles la pratique de la politique, la connaissance des hommes et ils conserveront des relations; les pères s'occuperont leur vie durant de leurs fils et de leurs filles pour leur ouvrir la route. C'est dans cette couche et dans la première qu'on choisira de préférence les représentants de l'Etat à l'étranger; elle s'adaptera par là à la vie et à la société internationales, disposera de frais de représentation et trouvera la possibilité de vivre dans son propre pays sur un meilleur pied. Ceux dont la richesse s'est formée par des voies irrégulières, feront tout pour acquérir des relations dans ces

milieux, qui auront en mains certains leviers de la machine de l'Etat.

Le troisième milieu se formera des descendants des anciennes classes dirigeantes dans les domaines intellectuel et économique. Ici dominera une mentalité que l'on peut comparer à celle des réfugiés, des émigrants et des Huguenots. Plus leur puissance extérieure sera diminuée, plus le souvenir en sera chez eux vivace. Chaque famille connaîtra toutes les autres et maintiendra le lustre de son nom, qui s'environnera d'une gloire d'autant plus légendaire que la société socialisée méconnaîtra de façon plus affichée la valeur de l'ancienne culture. On s'imposera les plus dures privations pour conserver quelques objets héréditaires: un instrument de musique, une bibliothèque, un autographe, quelques tableaux, de génération en génération. On cultivera l'économie, le puritanisme, pour maintenir autant que possible à la hauteur des temps passés l'éducation, la culture et l'intellectualité; dans ce milieu se réfugieront la culture, le savoir-vivre comme but absolu, la religiosité, la musique classique, la compréhension artistique. Ce milieu ne sera pas compris des autres, il se singularisera au point de vue des professions, des habitudes, du costume et de la forme extérieure en général. Il fournira à la nouvelle société les savants, les ecclésiastiques, les professeurs supérieurs, les représentants des professions les plus désintéressées et les plus intellectuelles; comme les couvents du moyen-âge il constituera une île du passé. Son influence croîtra ou diminuera selon le cours du temps, son honorabilité

sera maintenue par des privations volontaires, par le savoir et la sincérité.

Selon toute probabilité, les agriculteurs moyens et les paysans propriétaires formeront une couche inattaquable et très influente. Peu importe qu'on parvienne à réaliser la socialisation intégrale du sol — cela n'arrivera probablement pas —; même alors elle n'existera que sur le papier. Car, une classe de gens qu'on appellerait fermiers d'Etat, administrateurs de domaines ou directeurs d'associations, ressemblerait beaucoup à une classe d'agriculteurs propriétaires, classe distincte et circonscrite, en raison de son expérience traditionnelle et de sa qualité sédentaire; consciente et autonome, en raison de l'importance de sa profession, de l'impossibilité où l'on est de la remplacer et de son individualisation, et dont on pourra difficilement restreindre la manière de vivre. Ici le nouveau régime se trouvera en présence d'une forte opposition défensive des traditions conservatrices du pays, traditions qu'on ne pourra jamais éliminer du terrain politique et qui formeront équilibre à la démocratie radicale des villes.

Tensions et divisions partout. Le système de la classe unique ne sera jamais atteint sans un changement fondamental de mentalité; la politique sera toujours agitée et ébranlée par des luttes de partis, la société par des luttes de classes. Tout autre tableau que l'utopie paradisiaque promise, où lions et moutons paissent de compagnie.

La mauvaise humeur contre l'aisance illégalement acquise des trafiquants est générale, mais tous

courent le danger de contamination. La Fronde du féodalisme guette toute occasion. La noblesse administrative s'efforcera de monopoliser la machine politique. Les réfugiés de l'intelligence seront en discrédit parce qu'on les soupçonnera d'orgueil intellectuel et de vouloir exploiter le fait qu'ils sont indispensables. On craindra l'agriculture, lorsqu'elle se soulèvera contre les villes. Les masses dirigeantes des villes démocratiques et plus ou moins cultivées attendront, impatientes et mécontentes, le bien-être général qui ne parviendra pas à s'établir, accuseront tour à tour les quatre couches puissantes et les mercantis et se grouperont pour lutter en faveur d'une amélioration de leurs conditions d'existence.

Or, les conditions d'existence ne s'améliorent pas, elles empirent. Depuis le premier jour de la révolution, le potentiel de la nation a baissé. La quantité de travail, la valeur relative de ce travail, comme sa qualité intrinsèque ont dégénéré. L'excellence de la production, les recherches scientifiques, le perfectionnement, ont souffert de la diminution des transactions. Les organisations techniques ne se sont pas relevées de l'exploitation à outrance. Les industries et fournitures auxiliaires, comme les matières premières, sont de qualité inférieure. Le défaut d'instruction, l'indiscipline de la jeunesse, habileté perdue, sont cause du recul des ouvriers qualifiés. Une génération entière de chefs est perdue, dans les domaines de la technique, de la science et de l'économie. Les universités, les laboratoires, les écoles participent à cette perte. La direction tech-

nique a disparu. Le recul de la qualité a encore diminué, parce que déprécié, le débit. On ne peut plus établir que ce qui peut être fabriqué à bas prix, facilement, sans tradition de tour de main, sans évaluations ni recherches excessives; en ce qui concerne les nouveautés et les objets de valeur, nous dépendons de l'étranger. L'atmosphère technique a disparu, le caractère du travail national est le bon marché.

Pendant les semaines de la révolution, des orateurs populaires s'écriaient: «Cinq-cents professeurs russes ont signé que l'état de la culture n'avait jamais été si élevé que sous le bolchévisme». A Berlin on les croyait. Pour civiliser toute la Russie, il faudrait d'abord près d'un million d'écoles populaires, nécessitant une dépense annuelle de plusieurs douzaines de milliards de roubles, avec une quantité correspondante d'écoles supérieures et d'universités. Si chaque Russe cultivé devenait professeur pendant les vingt années qui vont suivre, cela ne suffirait pas. Ne parlons même pas de réseaux de chemins de fer, de produits originaux ni d'agriculture. L'édifice d'une civilisation et d'une culture ne peut pas être détruit d'un seul coup et, pour le reconstruire, il faut des décades et des siècles. Et puis, le soin de la construction exige un travail constant et une tradition ininterrompue; la rupture survenue chez nous ne pourrait se réparer qu'à force de travail multiplié, d'intelligence et de volonté; cette espérance n'existe pas.

Nous n'avons pas terminé l'étude de la question de la stratification et de la scission intérieures. La

menace révolutionnaire vient s'ajouter à la lutte journalière. Révolution contre révolution? Comment cela est-il possible? Nous ne parlerons pas du bouleversement réactionnaire, mais du bouleversement activiste.

Dans un autre essai [1]), j'ai développé la théorie de la révolution continue. Derrière chaque mouvement révolutionnaire réussi, il en existe un autre, qui plus que le précédent représente une négation. Derrière les révolutions de la noblesse, il y avait celles de la bourgeoisie, derrière celles-ci, les révolutions sociales. Derrière le quatrième état qui aujourd'hui tient la corde, nous apercevons le cinquième, derrière lequel le sixième devient visible. Si le tour arrive un jour du neuvième état et qu'il représente l'anarchisme intégral, le onzième pourrait bien proclamer le triomphe d'un chef de clan, et le douzième, le triomphe illimité de la royauté.

Aujourd'hui règne le socialisme majoritaire, — socialement parlant, l'aile droite du quatrième état; il est composé des ouvriers industriels les plus âgés, instruits, disposés à travailler, surpris de la révolution, ne la considérant pas comme parfaitement légitime, décidés à soutenir le régime actuel, pour autant qu'il leur conserve une certaine autonomie et quelque latitude matérielle.

L'aile gauche comprend les plus jeunes, indolents à la façon militaire, dépourvus de connaissances spéciales, mais dont le jugement est indépendant;

---

1) *Critique de la triple révolution.*

ils travaillent encore, mais ils aiment autant faire de la politique. C'est à eux, comme à l'élément revendicateur, que les théoriciens de l'école se rallient. L'étiquette est caractéristique: indépendance; le but: tout le pouvoir aux conseils. C'est du provisoire russe.

Le cinquième état émerge: il comprend ceux qui ne veulent pas travailler. Les autres l'appellent: le prolétariat des gueux. Ce sont des désillusionnés, des déclassés, qui profitent de l'émeute. Leurs buts sont encore indéterminés, secondaires; leur expression favorite: chiens sanguinaires, lorsqu'il s'agit des hommes au pouvoir ou des troupes gouvernementales. Enfin, partiellement encore solidaire de l'aile gauche du quatrième état, embryonnairement relié au cinquième: voici venir le sixième état.

Il comprend des hommes foncièrement paresseux, malades de corps et d'esprit, étrangers à la société: les souffrances qu'ils endurent, les punitions que leur infligent leurs vices, leurs passions les en font exclure et ils s'en excluent eux-mêmes, nient les lois et les moeurs. Ce sont des enfants conçus dans la douleur des villes; ils sont à plaindre. Ils ne sont pas le rebut, mais le reproche vivant de la société mécanisée. Politiquement, ils ne sont pas encore différenciés, mais ils se relient à leurs précurseurs par la négation. Lorsqu'ils apparaîtront à la lumière de la politique, ils exigeront une sorte de commune syndicaliste.

Nous ne pouvons pour le moment plonger notre regard jusqu'au germe, encore fermé, des négations



révolutionnaires. Ce germe contient la suite infinie de toutes les exigences de principes imaginables de l'avenir; il serait absolument faux de voir dans cette suite une régression graduelle des conceptions morales, bien que les premières étapes conduisent d'abord à la négation éthique absolue. Plus tard, nous assisterons à des retours dans l'ordre politique, éthique et religieux et, chaque fois, se joindront à la couche prétendante des transfuges et des convertis, avant tout des désillusionnés et des ambitieux, provenant des couches précédentes.

Le nombre des révolutions s'accroît à l'infini, et chacune d'elles ne parle que de son horreur du sang répandu; cependant elle ne vit que de l'espoir et de la possibilité de se protéger par les armes contre la suivante. La mauvaise foi grotesque du jeu réside en ceci: chaque révolution en marche reproche à celle arrivée avant elle le sang répandu, tandis qu'elle-même prépare à l'avance sa puissance militaire.

Il est donc absolument vain d'espérer que, dans une société avancée, règnera la stabilité; qu'une fraternité amenée mécaniquement excluera de nouvelles révolutions et éternisera l'empire d'une justice préétablie.

Au contraire, une haine féroce persistera dans le camp de l'alliance la plus étroite: entre les travailleurs manuels et les intellectuels, entre les chefs et leurs subordonnés; et cette haine sera d'autant plus irréconciliable que chacun sera libre de s'élever, que personne n'aura plus — à ses propres yeux — l'excuse d'être une victime de l'ordre mondial et écono-

mique. Aujourd'hui, cette haine se dissimule encore sous la haine générale de classes, sous la haine envers ceux qui détiennent les monopoles de la culture, de la position sociale et du capital. Mais à sa base déjà, nous trouvons la haine qui va se généralisant entre frères des couches inférieures et, lorsque ces trois monopoles seront tombés, elle apparaîtra sous sa forme originelle dérivée de Caïn. Aucun moyen mécanique ne saurait l'atténuer. On ne peut supprimer l'inégalité entre les hommes, la production et le travail humains diffèrent, et l'ambition humaine se révolte.

Nous avons examiné les bases matérielles et la stratification de la société intégralement socialisée. Etudions maintenant sa vie.

La société est pauvre. Chacun en particulier est pauvre. La vie moyenne correspond tout au plus à un revenu de trois mille marks. Mais les besoins ne sont pas réduits à la façon du moyen-âge — nous en sommes empêchés par la densité de la population et par la complication de nos professions —; nos besoins sont au contraire différenciés et aiguisés par la comparaison que nous offre l'étranger, par l'exemple des arrivistes prodigues et par la liberté lascive de notre changement de vie. L'idylle de cités-jardins que nous retracent à l'avance architectes et artisans, est une utopie dont la valeur de réalisation ne dépasse pas les pastorales arcadiques de Marie-Antoinette.

Les objets usuels et de consommation sont normalisés et réduits à un certain nombre de types.

12 *

N'allez pas croire qu'ils répondent à des dessins et à des modèles épurés. Le goût de l'artiste lutte contre le goût de la masse et, comme il n'est pas soutenu par une juridiction catégorique, il doit se résoudre à des compromis. Or, ces compromis consistent en imitations à bon marché de modèles étrangers; car à l'étranger il existe un art industriel; or, aucune législation ne peut empêcher que ses créations — imitées ou originales — pénètrent dans le pays et y soient admirées. Les imitations partielles ou totales sont fabriquées avec un matériel de fortune, aussi bon marché que possible, aussi bien ou aussi mal que le permettent le peu d'habileté ou les machines spéciales que nous possédons encore. Le bon marché et la production facile constituent les principes dominants de la fabrication, car, en dépit de moyens très limités, personne ne songe à se passer complètement de tel ou tel objet; or, la mode n'en suit pas moins son cours, par conséquent on ne recherche pas l'objet durable, mais bien celui qu'on peut à tout instant remplacer par un nouveau.

Jusqu'à quel point une éducation transformée simplifiera-t-elle les désirs matériels des hommes et des femmes et épurera-t-elle leur goût? Très peu probablement, car les bons modèles sont rares, la pauvreté ne rend pas difficile et le goût souverain du peuple décide. Reste à savoir si les parures et autres futilités communes, les articles plaisants et les horreurs de bazar suffiront à combler les voeux des gens.

En raison du manque d'argent, les objets d'art antique et provenant d'anciennes industries ont

émigré ou ils ont été détruits par étourderie. On peut encore trouver çà et là une vieille tasse, une estampe, comme il arrive aujourd'hui dans des contrées évacuées; mais ces objets sont hors série, ils ne peuvent tenter qu'un artiste. Ceux qui désirent un objet d'usage ou un agrément quelconque sortant de l'uniformité de la vie générale et ne se trouvant pas sur la liste des besoins approuvés, ne saurait se le procurer qu'au prix de longues privations. Posséder des livres, des instruments de musique, des oeuvres d'art, faire un voyage en dehors des caravanes prescrites, sont choses rares. Un arbre à soi, un cheval de selle à soi sont choses légendaires.

Ainsi le luxe excusable disparaîtra avant celui qui ne l'est pas. Le luxe servant à la culture, à la beauté, à la vigueur, sera ruiné; les excitants, les marchandises de pacotille et le gaspillage, les futilités, les „ersatz“ et le charlatanisme resteront. Ce que nous verrons ce n'est pas la simplicité rustique de la maison des Boers, mais la défroque des faubourgs. Il n'est pas facile pour tout le monde, et il est difficile pour quelques-uns, de se faire une idée d'un pays entièrement prolétarisé. La difficulté vient de ce que, comme il convient, l'opinion populaire se forge à l'avance un droit de consommation dépassant dix fois la réalité. Les meneurs du prolétariat, parvenus aux charges et aux dignités, n'éprouvent aucune difficulté à se figurer et à figurer aux autres qu'ils aspirent à une existence dite bourgeoise, avec tous les raffinements de l'ancienne culture, et l'approuvent; de même qu'il est tacitement entendu qu'ils se ser-

viront des entreprises de la ploutocratie, ils s'imaginent pouvoir rembourser les emprunts faits à l'ancienne civilisation et à l'ancienne culture, au moyen des rendements de l'ordre social futur.

On reconnaît aux constructions l'épargne annuelle d'un peuple. On bâtira peu. A l'exception de quelques jardins urbains, que l'on créera par devoir pour quelques milliers de ménages favorisés et qui ne seront peut-être jamais achevés, on se contentera, durant des décades, de nouvelles divisions des anciens édifices, adaptés à de nouveaux usages. De vieux palais, remplis de ménages jusque sous le toit, se trouveront au milieu de jardins potagers, et alterneront avec des maisons de commerce déménagées vers l'intérieur des grandes villes en décadence. Dans les rues extérieures on abattra les allées d'arbres et, le long des rues intérieures, l'herbe poussera dans les interstices des pavés.

On avait cru longtemps que la prédilection des paysagistes du XVIIe siècle pour les ruines avec des cabanes nichées à l'intérieur reposait sur le romantisme; cela n'est pas exact. On n'avait fait que peindre ce que l'on voyait partout dans le pays, après la guerre de trente ans. Mais il ne faut pas croire que ma description s'inspire spécialement des conséquences observées de la guerre; certainement, celles-ci obscurciront l'image de l'avenir, mais les ombres que je dessine d'un crayon aussi léger que possible, sont en réalité l'expression d'une économie dont la puissance sera fortement diminuée, et à laquelle s'ajouteront l'uniformité de la prolétarisation géné-

rale et le défaut de tout l'effort individuel correcteur, intelligent, de tout modèle pouvant exercer une influence salutaire.

Quant aux côtés lumineux de la vie matérielle de demain, ils seront fournis par un certain effort collectif, dont serait capable une communauté indigente. Plus on se sent opprimé par les privations du ménage et éloigné de son foyer, moins d'obstacles s'opposent aux entrainements de la vie en public. Les exigences privées inassouvies se reporteront sur les exigences collectives. Les hommes se rassembleront dans les rues et dans des locaux publics, la sociabilité augmentera, et cela d'autant plus que tous les actes de la vie, mêmes les plus insignifiants, feront l'objet de conversations, de délibérations, de votes, d'accords. Pour toutes les organisations de la vie commune, concernant l'information, la circulation, les approvisionnements, les plaisirs, on posera et on remplira d'importantes conditions relatives à la commodité, à l'espace, à la représentation populaire et à l'esthétique. Dans ces organisations, et en elles seules, l'art trouvera son but et son refuge. Des bâtiments publics, des jardins, des moyens de transport, des expositions seront constitués avec faste. Tous les besoins de l'intelligence et du goût se réfugieront dans la vie publique. Il ne manquera pas de spectacles populaires, d'excursions, de voyages en commun, de visites de collections, de clubs, de bibliothèques, d'exercices de sports, d'expositions. Il nous reste à considérer le côté civilisateur et moral de cette tendance; le côté social, bien qu'il éloigne la jeunesse de la vie fami-

liale et l'extériorise, qu'il soit teinté de mécanisation, est un bienfaisant souvenir de la communauté et de la solidarité bourgeoises du moyen-âge.

Si nous voulons examiner la vie culturelle et intellectuelle de la société intégralement socialisée, nous devons partir de l'égalité absolue de tous, en ce qui concerne le droit de juger et de décider. L'autorité, même dans les domaines purement intellectuels, n'existera que si le peuple l'établit, la reconnaît et la confirme par l'expression directe de sa volonté ou indirectement, par l'intermédiaire de ses hommes de confiance. Manière de vivre et éducation seront presque synonymes, il n'y aura pas de secrets, d'autorités nébuleuses dans chaque profession, personne ne s'en laissera imposer. Chacun votera, qu'il s'agisse d'une fonction, d'un monument, d'une loi ou d'un drame; on fera voter par ses hommes de confiance ou les hommes de confiance feront voter par d'autres hommes de confiance. Chacun voudra savoir, comment, où et pourquoi — un peu comme en Amérique — et demandera des raisons plausibles. La réponse: «Tu n'y comprends rien!» sera devenue impossible.

Chacun s'en rapportera à sa conscience, à son intelligence, à son goût, et n'admettra aucune supériorité innée ou apprise. La limite entre les arguments idéaux et pratiques s'effacera, — car, d'une part, chacun sera trop préoccupé de soucis d'ordre pratique, d'autre part trop dépouillé de gêne et degagé des habitudes anciennes, pour s'en rapporter à ce qu'on appelait autrefois le coup d'oeil supérieur, d'éducation trop libre pour écouter des conseils — en sorte

que les jugements suivants seront devenus impossibles: «On devrait lire ce livre bien qu'il soit difficile à comprendre. On devrait jouer ce drame, bien qu'il ne soit pas sensationnel. Ce monument me déplaît, il faut pourtant le conserver parce que c'est l'oeuvre d'un grand artiste. Cette branche d'enseignement est nécessaire, bien qu'elle ne permette aucune application pratique. Je choisis cet homme en raison de son caractère et de son savoir, bien qu'il n'ait fait aucune promesse électorale». Par contre les arguments suivants, seront plausibles: «Il faut détruire cet édifice historique, car il entrave la circulation. Il faut vendre cette collection, parce que nous avons besoin d'argent. Nous ne voulons pas de chaire de philosophie, mais une chaire de technique cinématographique. Cette place décorative serait admirable pour y installer un carrousel. Les tragédies nuisent à la bonne humeur, il ne faut pas en jouer dans les théâtres officiels». Rappelons-nous certaines législations d'outre-mer, pourtant encore sous l'influence de traditions de classes cultivées, et l'on verra que ces exemples ne sont pas exagérés.

Lorsque le contrôle autoritaire, le souci d'être blâmé ou désapprouvé aura disparu, qu'en prendre à son aise sera regardé comme une vertu et que faire des économies sera devenu le mot d'ordre, la réflexion, la décision deviendront asthmatiques, seront remis d'un jour à l'autre. Toutes les hypothèses invérifiables et les estimations religieuses disparaîtront de l'éducation, le doute et la critique se seront emparés de tous les dogmes en apparence indémontrables;

seuls les besoins journaliers seront absolument indiscutables. Dès lors qu'est-il besoin, de penser, en ligne longue ou en vaste courbe? La prépondérance appartiendra au calcul, on méprisera ce qui n'est pas pratique, toute opinion naîtra de la discussion, des lectures journalières et de la propagande. On exigera ce qui peut se prouver, ce qui a du succès, ce qui procure des rémunérations palpables. Plus le nombre des buts sera minime, plus leur force attractive sera grande. On sera tolérant, on se sera habitué à écouter les appréciations les plus diverses, chacune d'elles aura ses adeptes; depuis l'hydrothérapie jusqu'à la doctrine de Tao, mais seule aura de l'influence celle qui aura trouvé beaucoup d'adeptes.

L'opinion publique déterminera tout. Les représentants des valeurs absolues devront se résigner à la concurrence. Les idées religieuses solliciteront l'approbation de l'époque, par les mêmes moyens qu'une nouvelle gymnastique hygiénique. Pour percer, il faudra de la popularité, on ne pourra rien faire sans discours. Comme sous la décadence grecque, la rhétorique et la dialectique seront les arts les plus en vogue.

Comme il règnera une animosité tacite et avouée du travail manuel contre le travail intellectuel, celui-ci devra être pourvu d'une teinte de se récouvrir d'une couche de loyalisme à toute épreuve; lorsque deux professeurs supérieurs se disputeront le poste de directeur du gymnase, chacun cherchera à prouver qu'il peut être l'ouvrier manuel le plus robuste des deux.

Le nombre décidera de la plupart des choses. La réclame et la propagande, qui auront disparu des industries socialisées, serviront à la concurrence relative à des objets d'ordre personnel et idéal: élections, théâtre, méthodes thérapeutiques, superstitions, oeuvres d'art, fonctions, chaires d'enseignement, églises.

L'art aura changé de maîtres pour la troisième fois. Après avoir servi le prince, les mécènes, le marché bourgeois, il servira exclusivement la commune et l'exportation. Que ce soit par la voie de ses représentants, par la publicité, par protection ou par faveur populaire: il devra recruter des adhérents à force de déclarations, de discours, de requêtes et ne pourra plus dépendre fièrement de lui-même. Il devra s'arranger pour attirer à lui la majorité par des comparaisons à son avantage qui ressortiront de la concurrence; il y parviendra d'autant mieux que le sujet traité sera plus sensationnel. Comme tout le reste de la vie intellectuelle, il devra emboîter le pas aux événements journaliers.

Il souffrira de l'absence de plusieurs générations, d'habileté et de tradition, comme en souffriront toute technique, toute recherche, tout savoir et toute pratique industrielle; mais, ce recul aura aussi abaissé le niveau des exigences et du jugement; la qualité sera remplacée par l'actualité.

Nous assisterons encore à certaines réactions de l'expérience pratique; la comparaison incessante avec le passé et l'étranger prouvera la valeur d'une culture, d'une science et d'un art sans préjugés et ne s'asservissant pas à des buts immédiats; on prendra des me-

sures dénuées de conviction pour reconquérir ces biens, sous forme par exemple d'académies libres; mais l'atmosphère ne sera pas favorable à des entreprises de ce genre et l'on en restera à des disciplines artificielles et stériles.

La mentalité générale sera celle d'une race agitée, loquace, éprise d'actualité et de calcul pratique; qui préférera la discussion au travail, qui ne s'en laissera pas imposer, qui appréciera le succès et observera l'étranger; qui se soulagera d'une vie domestique étriquée en vivant le plus possible en public, qui appréciera l'intelligence mais pour autant qu'elle aboutira à des résultats pratiques, une race qui aura besoin de fortes jouissances collectives et qui s'opposera passionnément à toute supériorité.

Vu l'émigration constante des éléments désirant échapper à cette atmosphère, on se trouvera en présence d'une sélection permanente; l'impuissance politique de l'époque de transition accentuera les tendances dissolvantes qui, de l'étranger, viendront agir sur nous parallèlement avec l'amputation de certains territoires de l'ancienne Allemagne. Et abstraction faite de l'influence qu'exerceront tour à tour les quatre couches examinées plus haut, les couches inférieures mi-slaves de l'Allemagne centrale, du Nord-Est et leurs assimilés, qui auront amené et maintenu le nouveau régime, en détermineront la mentalité.

La culture et l'intellectualité allemandes auront été remplacées par un état dont l'avant-goût se retrouve dans certaines parties de l'Amérique et de

l'Europe orientale. La société intégralement socialisée, récusant toute tutelle de traditions, de tendances intellectuelles et de façons de penser distinguées par classes ce sera créé sa forme propre de civilisation.

7.

Des hommes réfléchis et capables de juger, devant qui je déroulais des fragments de ce tableau, me dirent: «Mais c'est l'enfer!» Cette opinion est peut-être exagérée, car les hommes qui vivront à cette époque se seront, à la longue et en une certaine mesure, adaptés à la manière de vivre et aux principes qu'ils auront eux-mêmes contribué à établir.

Beaucoup de prolétaires actuels ne s'effraient nullement de ce régime, mais le considèrent comme une amélioration importante de leur situation. C'est là ce qu'il y a de terrible, ce dont nous portons la responsabilité et que nous devons expier. Au prix de quelles pertes intellectuelles, c'est ce que l'avenir nous montrera.

En ces décades de mécanisation, quels sont les bourgeois, les hommes politiques, les professeurs, les hauts bourgeois, quels sont, avant tout, les ecclésiastiques ayant eu pitié de la misère des prolétaires?

Les hommes d'Etat ont, pour avoir la paix, leur chère paix, élaboré des lois d'assurance; les professeurs, dans leur aversion proclamée de l'argent de la Bourse et leur amour inavoué de leurs propres et fructueux monopoles, ont prêché un socialisme

de chaire; les ecclésiastiques ont prôné une sujétion conforme à la volonté de Dieu; la haute bourgeoisie, qui se vautrait elle-même dans son avidité de pouvoir, d'argent, de grâces, de titres et de relations, a maudit la cupidité des travailleurs. L'asservissement du peuple à ses propres frères était assuré par l'hérédité, la loi contre les socialistes jeta ses chefs dans les fers, la liberté de coalition fut rompue, le suffrage universel en Prusse refusé avec ironie; des revendications de salaire dont la modération nous fait aujourd'hui sourire furent étouffées pas la force. Cependant, les frais d'une année de guerre, la plus minime fraction des dommages-interêts de guerre, auraient suffi à effacer à jamais la misère de ce pays. Pour finir, des millions d'hommes sans défense et trompés furent traînés à la guerre des dynasties et des bourgeoisies, déchainée par les années d'inintelligence, les semaines d'illusions et les heures de détresse.

Si cet état est l'enfer, nous l'avons mérité. Il nous sied donc mal de vanter la supériorité de notre culture, de reprocher aux masses leur matérialité, leur faiblesse de caractère et leur cupidité, d'affirmer l'immuabilité du caractère humain, de glorifier la vertu des souverains et des gouvernants, l'immatériel désintéressement, le sacerdoce intellectuel des gentilshommes. Où dormait-elle, cette vertu sacerdotale nourrisson du ciel, lorsque s'étalait l'injustice, lorsque le crime eut lieu? Elle rédigeait de faibles anthologies et des théorèmes emphatiques, cuisait des soupes intellectuelles, confondait, avec une absence d'instinct toute professorale, 1913 avec

1813, et se mettait à la disposition des bureaux de la presse. C'était alors le moment de lutter pour la suprématie de l'intelligence; et c'est maintenant que le romantisme fait son apparition, comme toujours, trop tard.

Que signifie le romantisme historique? Stérilité. Incapacité de se représenter les faits inconnus; pour ce qui est de leur donner une forme, n'en parlons pas. Faculté exagérée de s'adapter avec une malléabilité féminine à ce qui est donné par l'histoire, à ce qui fut, depuis Michelange jusqu'aux modèles de tapisserie émaillés de fleurs. Par crainte des méchants vivants et des terrifiants à venir, fuite chez les braves morts, pour y reprendre la trame de leurs enseignements. Tout grand homme fut le créateur de son époque, respectueux des anciens, mais dans les sentiments d'un héritier, d'un fondé de pouvoir majeur, non d'un élève sous tutelle. Il dominait l'actualité vivante, montrait la voie de l'avenir. Le modernisme est un non-sens, mais l'archéologisme est un fatras; la vigoureuse réalité vivante n'est ni nouvelle, ni ancienne: elle est jeune.

Certes, nous aimons le monde coloré, concret, prémécanique; prenons en main un objet ancien, lisons un vieux mot, regardons un tableau ancien et nous sommes sous le charme. Il est réjouissant, et personne n'y contredit, de rêver parfois de romantisme, de vivre dans le passé et d'oublier que cette rêverie, cette existence même, nous la devons uniquement à ce qui contraste avec ce passé, c'est à dire au fait

que nous sommes différents. Ce charme est celui du souvenir d'enfance; or, vouloir revenir en arrière n'est pas seulement un enfantillage, mais une façon déloyale et consciente de se tromper soi-même. Car on devrait précisément savoir ce que j'ai exposé depuis des années: que notre changement d'être est la conséquence de la condensation, déjà vue, de la population. Celui qui veut retourner en arrière, veut que quarante millions d'êtres meurent en Allemagne, pour que lui vive. C'est un mensonge inconscient de dire en fronçant pudiquement les sourcils: «Fi-donc! qu'allez vous fairc dans les villes? Allez à la campagne, labourez, filez, tissez, forgez de vos propres mains, à l'instar de nos ancêtres qui étaient de braves gens. Et, laissez-nous, à nous qui pensons, écrivons, réfléchissons et rêvons pour vous, une maison tapissée de vigne; elle trouvera bien encore sa place». Que répondrais-tu, rêveur et penseur, si l'on te disait: «Non! vas-y plutôt et fais-toi filateur dans une fabrique, car tu as prouvé que tes rêves et ta pensée étaient vains. Tes belles paroles ne contiennent que cet unique monosyllable malfaisant: «Meurs!» Es-tu à ce point perverti que tu le saches, ou à ce point bête que tu l'ignores? Penser charge de la plus haute responsabilité. Celui qui pense pour d'autres doit veiller sur eux et, s'ils vivent, il ne peut les tuer. C'est donc une nocive folie romantique, que de nous renvoyer au passé. Nous devons franchir la porte sombre et le sage ne hurlera pas: «Laissez-moi dehors, je suis le sel de la terre». Avant tout il faut sauver l'humanité: il ne s'agit pas d'un couple soigneusement choisi,

mais de l'humanité entière, y compris les criminels et les filles de joies, les fous, les mendiants et les estropiés. L'autorité, nous l'avons nous-mêmes brisée; il y aura donc une cohue, où bien des choses auront une autre tournure que ne le voulaient les sages, que ne rêvaient les romantiques. Si, pour quelques-uns d'entre nous, ce devait être l'enfer, il nous faudrait l'accepter au nom de la justice et songer à la terrible inscription de Dante: f e c e m i l a d i v i n a p r o t e s t a t e, l a s o m m a s a p i e n z a e d i l p r i m o a m o r e, «la puissance de Dieu m'a créé et sa sagesse infinie, son amour insondable».

Est-ce l'enfer? Cela dépend de nous.

8.

Nous avons basé notre déscription de l'état social futur sur une hypothèse invérifiable: la persistance de notre mentalité, de notre morale et de notre orientation intellectuelle.

Cette hypothèse est vraisemblable, mais non indispensable. Notre exposé montre simplement le fait indiscutable que nos intellectuels, si intraitables auparavant, si souples et déracinés maintenant, ont oublié depuis Novembre, savoir: que le bonheur ne s'acquiert pas par des moyens mécaniques. La machine ne crée pas le développement humain: si la machine prend les devants, il y aura des contrecoups, si c'est le développement qui prend les devants, il y aura des bouleversements.

Alors les deux groupes adverses entreront en lice.

Les radicaux s'écrieront: «Donnez-nous à manger, donnez tout le pouvoir aux conseils et faites des conférences pour éclairer les masses; ainsi la mentalité, le jugement, l'expérience et la culture trouveront d'eux-mêmes leur voie.»

Les réactionnaires souriront: «Hé, celui-ci! il ne sait pas que le développement n'existe pas, que le caractère humain est immuable».

Je ne répondrai à aucun des deux: ils savent qu'ils ne disent pas la vérité.

Un événement d'une grandeur sans précédent peut et doit survenir dans la vie des peuples, il sera comparable à l'éveil de la virilité chez l'individu.

Dans toute vie consciente, il y a un moment où l'être ne subit plus d'influences, mais prend lui-même ses décisions, où il décharge les puissances tutélaires de leur responsabilité, pour l'assumer lui-même, où il ne reçoit plus du dehors les forces qui le dirigent, mais les crée lui-même, où il ne se laisse plus imposer d'idéaux, des buts, des lois, mais les choisit librement; où il crée de lui-même l'Olympe qu'il veut servir. Ce moment est venu pour notre peuple — ou perdu pour toujours.

Nous sommes débarrassés des autorités. Les puissances héritées du passé, inconsciemment, acceptées: personnes, classes, dogmes n'existent plus. Les personnes sont liquidées, jusqu'à plus ample informé. Les classes, en dépit de leur défense, se sont écroulées avec leurs valeurs les plus précieuses: sentiments, loyauté, dévouement, éducation, expérience, tradition. Nous ne pouvons les rappeler à la vie, ni

les remplacer. Les idées et les dogmes ont, depuis longtemps, perdu leur caractère obligatoire; leur pouvoir coërcitif et éducatif, qu'on croyait soutenir par un avilissement blasphématoire de la religion, par la construction d'églises en fabrique, est périmé, ce serait une présomption mécanique, de vouloir le ressusciter pour des raisons d'opportunité. Lorsque nous serons bien portants, les idées et la foi croîtront spontanément.

Il faut nous imposer librement un principe directeur de vie auquel nous obéirons par amour de la liberté et qui sera si large et si solide, que l'idée et le pouvoir créateur en découleront. Un acte dont l'originalité résidera toute dans sa spontanéité consciente; car d'autres peuples auront avant nous obéi à de tels principes, qu'ils n'avaient pas librement choisis. Ils leur avaient été imposés par des prophètes, des souverains, des classes: on avait imposé à Israel la théocratie, aux Indiens la caste, aux Grecs la Cité, aux Romains l'Empire, au moyen-âge l'Eglise, aux modernes l'Etat commerçant, la ploutocratie, la puissance coloniale, à nous-mêmes le militarisme. Ces peuples vivaient et mouraient pour ces principes imposés, ils n'en savaient l'origine que par le mythe, et, ils croyaient et croient encore à leur durée éternelle.

Un coup de foudre de la destinée nous a à la fois rendu la liberté et la vue: nous sommes en présence d'une alternative prodigieuse, où nous avons libre choix. Refuserons-nous de choisir, préférerons-nous retomber dans notre cécité, nous abandonner aux lois

13*

mécaniques et occasionnelles de l'action et de la réaction, de la misère, de l'intérêt, de la concurrence des forces? Ou oserons-nous tenter notre guérison, entrer dans la lutte intellectuelle des peuples, entreprendre une vie nouvelle, éternelle, sans autre idée directrice que notre propre conservation et le partage des biens? Un vaisseau à la dérive devra-t-il errer sans but dans le port des peuples, un port où chacun connaît le but de son propre voyage, qu'il soit large et lointain ou modeste et écourté? Sera-ce notre destinée d'aspirer au paradis mécanique de mesquine machinerie, que nous avons décrit?

Notre situation peut être comparée au mouvement français du XVIIIe siècle. Mais celui-ci avait la tâche plus facile. Il n'avait qu'à nier et à détruire. S'il déblayait la place des débris du féodalisme, une nouvelle classe plus vigoureuse naissait déjà; la bourgeoisie du terroir était plus intelligente, plus riche, plus capable, plus énergique que l'aristocratie qui l'avait précédée et subvenait elle-même à ses besoins. Elle aussi, la bourgeoisie, était une classe d'étendue limitée et bien préparée à son rôle; elle avait depuis longtemps entrepris la culture de la France, elle avait défendu seule, depuis un siècle, l'idéologie du pays, y avait ajouté l'enthousiasme pour la nation, la liberté, l'armée et l'argent; ainsi ne fut pas encore réalisée la promesse de l'égalité et de la fraternité, mais le premier Etat mécanisé et ploutocratique du continent était né.

Nous ne sommes pas dans cette situation, nous l'avons vu. Si nous démolissons, nous ne voyons pas

surgir une couche instruite latente; la société sera simplement dissoute, à sa place nous verrons une masse organisée — cela encore dans le cas le plus favorable; le processus de la tradition sera déchiré. Non, nous devons reconstruire de fond en comble. Le ferons-nous selon les besoins variables de chaque année, selon l'équilibre occasionnel des forces, ou selon une idée et un symbole? telle est la question.

Le socialisme en usage dans le pays n'est pas effrayé à l'idée d'enfanter des peuples nouveaux à l'aide de quelques institutions solides et de quelques réformes radicales; il croit que l'esprit requis se trouvera, si l'on prend les dispositions nécessaires. Il serait sévère d'appeler cette opinion tout bonnement mépris ou méconnaissance de la mission de l'esprit. Le socialisme, sous sa forme prédominante, est né une fois pour toutes, de conceptions matérielles, soi-disant scientifiques — (comme s'il pouvait y avoir une science des valeurs et des buts idéaux!). Il ne s'est inspiré qu'après-coup des symboles de l'intelligence; comme on dit en jargon commercial: il les a surfacturés. Nous avons vu où conduit la souveraineté matérielle des institutions et des appareillages: elle ne conduit pas à la dignité des peuples, ni à la mission de l'humanité.

Je le répète; l'inouï ne réside pas dans le fait qu'un peuple tire de sa propre substance son idée et sa mission; depuis la théocratie juive jusqu'à la civilisation française fondée sur la Raison, depuis le culte chinois de la famille jusqu'à la liberté de pionnier

des Américains, toutes les nations civilisées sont parvenues à cette autogénésie, bien que ce furent des classes dirigeantes, des chefs qui, aux époques d'incarnation, assumaient la responsabilité et facilitaient aux peuples la tâche de prendre conscience de leur propre esprit, encore inconscient, d'isoler cet esprit et de le fortifier par la clairvoyance et le jugement.

Non. L'inouï réside en ceci, que cet événement se produit sous le jour d'une volonté consciente, en toute liberté démocratique, sans aucune pression ni contrainte de l'autorité, par conviction de sa nécessité et sous la propre responsabilité du peuple. Nous ne produisons plus de chefs ni de prophètes, nous ne sommes plus malléables, toute autorité est abolie. Nous avons pourtant encore une classe capable de reconnaître l'importance de cette tâche, mais cette classe a de profondes fissures: divisée par la haine et l'intérêt, elle est plus hostile à elle-même qu'au peuple.

Cependant, cette classe, non parce qu'elle possède la fortune, mais parce qu'elle possède la tradition, est appelée, désignée inéluctablement pour provoquer la transformation de l'esprit allemand, pour le libérer des liens du mécanisme, du capitalisme et du militarisme et pour le conduire au-devant de sa propre destinée. Elle ne le pourra pas pour elle seule et conduite par l'aveuglement haineux de la lutte des classes; elle ne le pourra pas en tant que guide souverain doué d'un jugement plus clair, car toute autorité a disparu y compris la sienne; elle le pourra

uniquement en servant le pays et en se sacrifiant à lui, pourvu que services et sacrifices soient approuvés et acceptés.

Les masses ne comprendront pas ce sacrifice, mais bien leurs chefs responsables. Non pas aujourd'hui, ni demain, mais lorsque l'expérience leur aura prouvé que je dis la vérité. Ils feront d'abord comme en Russie : lorsque la misère augmentera, ils achèteront à haut prix l'expérience et la tradition de quelques hommes. Mais on ne peut acheter que le travail et la pratique, non les sentiments et l'intelligence. On comprendra donc peu à peu que les hautes valeurs morales peuvent être données, mais ne sont pas à vendre. Alors des chefs responsables, ceux du moins qui gouvernent pour servir, se sépareront des chefs catilinaires qui servent pour dominer.

Chez nous — et par notre faute — a régné si longtemps l'esprit de calot rampant, l'esprit de sujétion dégradant, avilissant pour l'homme, que l'on peut excuser le revirement en une aveugle adoration des masses, des mineurs et des ratés. Nous sommes ici-bas pour aimer l'homme, tout homme, le réprouvé aussi bien que le faible, tout homme et tout l'homme. Mais masses et humanité ne sont pas synonymes. Les masses qui se réunissent dans les rues et dans les assemblées ne sont pas des communautés constituées d'hommes complets, mais des rassemblements, où chacun est présent et participe de son corps, mais non de son être entier. L'esprit est absent des masses et n'y pourra entrer que lorsque la voix d'un prophète le leur aura inculqué. Alors elles ne prendront pas

de résolutions, elles ne sortiront pas de leurs gonds, mais rentreront en elles-mêmes.

Devant les contorsions d'un agitateur aux promesses faciles, les masses deviennent des intérêts aiguillonnés, non des âmes humaines. Elles sont le miroir concave des passions et des concupiscences qui se déchaînent au foyer de la tribune oratoire, et renvoient, en le renforçant, l'éblouissement projeté sur elles. Ceux qui élèvent les masses à la dignité de juges, ceux qui trouvent en elles leur conseil et leur détermination, ne respectent et n'aiment pas les hommes. Tôt ou tard, les honnêtes d'entre leurs chefs en conviendront.

Mais nous sommes aussi bien éloignés encore de l'heure où les couches supérieures commenceront à réfléchir. Elles n'ont pas compris ce qui était arrivé au monde, à l'Allemagne, à elles-mêmes. Elles voient des maisons, des champs, des rues et des arbres à peine changés, et pensent qu'avec un peu d'habileté, la plupart des choses pourront rester dans leur état primitif et qu'on pourra en tirer encore quelque bénéfice. Il en va de même, lorsqu'un commerçant millionnaire est déclaré en faillite : les quinze premiers jours, les domestiques servent à table comme avant, et l'on mange dans des vaisselles d'argent ; la ruine n'est encore que sur le papier. Mais au bout d'un an, tout est dispersé et les hommes ont changé avec les objets. En voyant pour quelles futilités on lutte encore aujourd'hui, on arrive presque à comprendre la sérénité et le cynisme avec lesquels on abandonna mille fois plus que ce que l'on jurait de défendre

jusqu'à la dernière goutte de son sang; personne ne sait ce qui est arrivé. On le saura dans peu d'années; alors on cessera de lutter pour des choses qui n'existent plus, et l'on méditera en commun sur les sacrifices qu'il siéra de faire pour sauver ce que l'on pourra sauver et ce qui vaudra la peine de l'être.

9.

Si nous voulons connaître le principe de vie, le seul qui puisse nous préserver de la mort de l'esprit et de l'âme, nous, pays sans puissance, sans équilibre intérieur, nous dont le bien-être est anéanti, les autorités ruinées, les buts extérieurs détruits, l'intellectualité et la morale tombées si bas — le seul principe capable de nous procurer et de procurer au monde une société nouvelle basée sur la liberté, l'intelligence et la justice; le seul capable en un mot de nous sauver: il faut rentrer en nous-mêmes, regarder en face le caractère allemand, ce caractère inconnu, énigmatique, qui, depuis un siècle, s'est encensé lui-même et s'est illusionné, contrairement à son essence intime, sous les discours vaniteux et les jugements arbitraires. Car nous ne pouvons nous en imposer ni prétendre à rien de ce qui n'est pas le reflet de notre être, de ce qui n'est pas fondé sur notre passé et nos traditions.

Aucun peuple, sans en excepter les Français, ne s'est accordé autant de louanges que nous et ne les a si bien digérées, au cours des dernières décades; dès qu'il s'agissait de nous, on se mettait à porter des

toasts stéréotypés. Au moment où la culture allemande tendait à décliner, un tel bruit fait autour de notre culture provoquait à juste titre le dégoût.

Ceux qui nous vantaient étaient des maîtres d'école ignorant toute comparaison, des orateurs de circonstance professionnels, des nationalistes, mettant la louange au service de quelque haine intéressée, des hommes en science chargés de présenter le système des Hohenzollern comme le but suprême de la création. On n'avait jamais séparé la glorification du peuple de l'apothéose des dynasties, pour lesquelles il a fallu sacrifier la dernière goutte de son sang; et l'absence de conviction de ces déclamations est prouvée par l'indifférence avec laquelle on s'est séparé des dynasties, partie principale du programme, et la facilité avec laquelle on a esquivé le problème de la dernière goutte de sang.

Les clichés sont connus. Loyauté allemande, perfidie latine. La race allemande guérira le monde. Nous sommes des héros, les autres sont des marchands. Etre Allemand signifie faire une chose pour elle-même. Nous sommes le peuple des poètes et des penseurs. Nous possédons de la culture, les autres sont tout au plus civilisés. Nous seuls sommes libres, les autres sont déréglés (ou asservis, c'est selon). Nous devons tout cela à la prédilection de Dieu et à notre éducation par la dynastie (prussienne, bavaroise, saxonne), que le monde nous envie. C'est pourquoi nous sommes destinés à dominer le monde, nous n'avons qu'à mettre la main dessus.

Dans l'une de ces phrases, celle relative au réalisme, il y a quelque vérité. C'est pourquoi, chez nous précisément, plus que chez d'autres, c'était un tort et un signe de décadence que de nous éblouir de l'image transparente et sans ombres de la glorification. Il y avait là, entre autres, beaucoup d'intérêts en jeu et beaucoup de passivité; nous aimions à nous le dissimuler, parce qu'on n'en parlait pas dans les discours d'apparat.

En sens inverse, ce serait aussi un tort, et même plus grave, de douter de nous maintenant. Il aurait fallu autrefois de la modération, il importe aujourd'hui d'adopter une attitude vigoureuse, résolument consciente. En ce moment, ce n'est point besogne fructueuse ni facile que de rassembler nos forces; il y faut une conviction difficile à acquérir, et la méconnaissance de soi-même est une lâcheté pitoyable. Il faut donc jeter par-dessus bord la marchandise de pacotille des bavards, des intéressés, des prophètes de la haine et des voyageurs de commerce.

Nous n'avons jamais été un peuple de penseurs, pas plus que les Juifs ne furent un peuple de prophètes, les Français ou les Hollandais un peuple de peintres, ou les habitants de Königsberg des citoyens de la raison pure. Les anciennes couches supérieures de l'Allemagne ont eu la force, au cours de trois grandes époques strictement limitées, de susciter chez certains individus des dons remarquables dans les domaines de la musique, de la poésie et de la philosophie; les couches inférieures d'alors, d'où

descendent les neuf dixièmes de la population d'aujourd'hui, n'ont contribué pour ainsi dire en rien à cette floraison. Au cours de ces dernières années, elles se sont montrées supérieurement actives, malléables, disciplinables, ordonnées, conceptives, réalistes, loyales, sûres, cordiales, réfléchies, secourables et, contre toute attente, aptes aux problèmes de la mécanisation; nous savons peu de chose de leur faculté de foimer des talents, excepté dans les domaines de la science et de la technique, au sein desquels se révèle moins l'esprit créateur que le savoir pratique et l'application méthodique.

La question importante: quelles relations existent entre le nombre, l'espèce et la grandeur des dons individuels et du Génie d'une part, le caractère national d'autre part, est incertaine et très obscure, bien que nous possédions une science qui s'intitule, à tort, psychologie des peuples.

En général on ne s'est pas préoccupé sérieusement des caractères nationaux; on les a confondus avec les produits de la culture et les mœurs, qui ressortissaient surtout aux couches supérieures peu nombreuses; l'on a subrepticement passé les dons de certains individus dans la colonne des caractères nationaux, tout en exaltant ceux qu'on pouvait soi-même avoir. Ici encore, on procéda avec cette légèreté tendancieuse qui s'établit précisément partout où l'on cesse de compter par poids et mesures et où intervient l'appréciation. On affirme — toujours d'après cette preuve arbitraire tirée de l'existence de quelques génies — que les races de la terre dites blondes aux yeux bleus

sont en général des races géniales. Il importe peu que, parmi les quelques dizaines de génies universels de tous les temps vraiment caractérisés, il s'en soit à peine trouvé un exemplaire blond, mais au contraire — cela est prouvé — presque exclusivement des hommes aux cheveux foncés. Par contre, aux Anglais, dont l'influence civilisatrice n'a été dépassée par aucune nation, on reproche sérieusement leur défaut absolu de puissance créatrice de génies. De même avec les Juifs: il est de fait que, malgré leur petit nombre, ils ont engendré le plus grand nombre de génies universels et que l'éthique transcendante tout entière de l'occident provient d'eux; cela n'empêche pas qu'on leur dénie complètement la faculté créatrice.

Laissons de côté ce fatras et n'entrons pas pour aujourd'hui, dans la discussion des théories. La grandeur des dons individuels est au caractère national — nous voulons parler des facultés intellectuelles, non des énergies, qu'il faut considérer à part — comme la fleur est à la plante, le cristal à la lessive; pour déterminer l'un par l'autre, il faut autre chose qu'une généralisation mécanique. Il n'y a pas de peuples de poètes et de penseurs. Cependant on peut dire qu'un peuple créateur de grands musiciens, poètes et philosophes, est un peuple qui s'abandonne au sentiment et à la vision; tandis qu'un autre, créateur de formes et de normes, comme le groupe latin par exemple, est un peuple qui, dans ce qu'il crée, incarne sa volonté aux dépens du sentiment et de la vision.

L'abandon, la réceptivité, le sentiment de la nature, la conception originale, l'élan vers la vérité, la pensée en profondeur, l'amour spirituel sont les plus beaux dons

d'un peuple et nous les possédons. Mais ils excluent d'autres dons, très estimés aujourd'hui, et que nous avons affectés en vain. Ils excluent les qualités constitutives de la forme et de la règle, les qualités de domination sur autrui sinon celles de domination sur soi-même, en tout cas les qualités créatrices de nationalité et de civilisation.

Ce n'est pas par hasard que nous n'avons trouvé aucune forme essentielle et constante dans les domaines innombrables de la vie: depuis l'oeuvre d'art jusqu'à la constitution des armées, depuis les constructions publiques jusqu'aux sociétés par actions, depuis le sanctuaire jusqu'au service de table.

Et par contre, il n'est guère une seule de ces formes que nous n'aurions pu remplir d'une substance plus riche et plus vivante que ne l'ont fait leurs inventeurs.

Car celui qui porte en lui le tout ne se contente d'aucune forme; il trouve en lui-même le projet et le contre-projet, la thèse et l'antithèse. Il aspire à la synthèse, et toute forme est unilatérale. Il reçoit, choisit, comprend, exécute, détruit et réprouve. Il conserve l'unité dans la diversité, comme l'année, dont les jours et les heures se succèdent sans jamais se ressembler. Il n'use pas de violence, par respect pour la création.

Tandis que le créateur de formes, lui, use de violence. Il se prend lui-même pour règle et ne comprend que soi. Le reste, qui n'est pas à la taille, qui ne peut s'adapter à la forme choisie, l'incompréhensible et l'incompris, reste quelque chose d'étranger, de valeur inférieure, qu'il faut soumettre ou mépriser. Le créateur de formes peut dominer, user de violence même, sans être un tyran,

car il est convaincu de la qualité de ce qu'il crée et ne connaît pas le doute. Il est sans scrupules, mais jusqu'à une certaine limite qui est constituée dans son sentiment par la moins-value des autres choses. L'homme amorphe, au contraire, ne peut pas dominer; car rien qu'empiéter dans la sphère des autres signifie une injustice envers sa propre sphère, qui repose sur l'admission universelle. Est-il contraint d'empiéter? alors il perd tout équilibre, car dans l'injustice qu'il commet il ne peut plus distinguer aucune limite. Il ne peut pas non plus civiliser, car il ne prend pas la forme au sérieux; il la détériore chez lui-même: comment pourrait-il l'imposer aux autres? Il est essentiellement naïf, car la création le travaille; en ce qui concerne l'exécution, il est conscient, critique, éclectique et méthodique, afin d'acquérir la maîtrise de son exclusivisme forcé. Inversément, le créateur de formes est au fond de lui-même roide et conscient, mais naïf dans sa manière d'agir parce qu'il ne connaît pas la possibilité du doute.

Les formes naissent au sein des siècles comme des créations de la nature. Elles supposent des individus analogues, des modifications insensibles de père en fils. L'Egypte, Rome et la terre antique du présent, la France, en sont des exemples. Depuis des siècles, la France se contente de trois styles d'architecture qui, au fond, n'en forment qu'un. Sa langue se transforme peu. Les principaux objets de ménage sont presque les mêmes depuis plus de cent ans, la mode n'est qu'une vibration. On y apprend peu les langues vivantes étrangères, leur esprit n'y est pas compris et leur prononciation reste française. On considère les pays étrangers comme une

ménagerie, on ramène tout à sa propre mesure. Chacun peut tout juger, car il s'en tient à la norme. Au sein de la norme, la sensibilité est très grande, le sentiment des proportions très sûr, on remarque le plus léger changement. Il n'est pas possible de douter de la norme: on pourrait aussi bien trouver à reprendre quoi que ce soit à la lune ou au soleil, qu'au style Louis XIV.

Le jugement en dernier ressort des Anglais, en tout ce qui concerne la vie, est le suivant: «Ceci est anglais», et «Ceci n'est pas anglais.» L'étranger fait l'objet d'une étude géographique et ethnologique. Toute la puissante volonté d'une nation est concentrée dans une forme civilisatrice et politique. Tout penchant particulier est une lubie, et cette lubie elle-même a des formes établies. Toute contravention aux règles adoptées à table vous met au ban de la société, tout autant qu'une parole dirigée contre l'église. On s'asservit la nature avec patience et intelligence, qu'il s'agisse d'élever des moutons ou de gouverner l'Inde.

Cette sécurité, ce sens de la souveraineté et cet art de gouverner qui découlent des normes, nous manquent. Nos esprits les plus vigoureux sont informes, éclectiques ou titaniques, méprisent la forme, la choisissent toute faite ou la font éclater. Nous avons trois patries entre lesquelles nous hésitons: l'Allemagne, la terre et le ciel. Nous comprenons et respectons tout; chaque pays, tous les hommes, tous les arts et toutes les langues. L'étranger nous féconde; aux degrés inférieurs nous en jouissons et nous l'imitons, aux degrés supérieurs il nous pousse à créer. Nous nous soumettons à qui nous commande et nous règle-

mente, et ne le haïssons pas, mais bien celui qui nous fait violence et nous contraint à l'exclusivisme. Nous supportons un gouvernement autocrate, nous le respectons même, s'il sait nous prendre selon notre caractère national et ne s'attaque pas à nos aises.

Ici nous abordons déjà la partie de notre caractère qui découle de notre volonté, domaine sérieusement modifié par la chute des anciennes castes dirigeantes et par un long processus de misère. Les Germains de Tacite aimaient la liberté et étaient rudes; il n'est pas resté trace de cela. Ceux qui ne le savaient pas sous l'autocratie, apprendront par la soi-disant révolution, qui ne vise qu'à des modifications de la vie matérielle, que nous attachons peu d'importance au libre arbitre et aux responsabilités propres. Nous ne sommes toujours pas une nation, mais une association d'intérêts qui s'affrontent; un irrédentisme allemand — on l'a vu et on le verra malheureusement — n'est du reste pas une conception possible. Comme nous ne représentons pas une nation, ni une idée nationale, nous ne pouvons agir à l'extérieur que commercialement, non en civilisateurs ou en propagandistes.

De ce point de vue, on peut comprendre l'histoire allemande au cours des deux derniers siècles. Une puissance extra-allemande, la Prusse, s'organisa bureaucratiquement, féodalement et militairement. Elle put acquérir la moitié de l'Allemagne et s'attacher l'autre, sans cohésion. Elle remplaça le défaut de caractère national et de volonté par une organisation rigide, une ligne de princes et la plus forte armée du monde. On força la mécanisation à s'enrôler et elle porta le colosse à tra-

vers une économie florissante. Le système ressemblait à une nation, mais était en réalité une communauté économique, autocratique et cuirassée. Elle ne put développer ni forces ni idées nationales, pas même vis-à-vis de ses émigrés, mais seulement de la concurrence commerciale; de faibles alliances protégeaient la situation extérieure. L'autonomie ne fut pas accordée, parceque l'ordre militaire constituait le point d'appui du tout; au ton de sous-officier adopté à l'intérieur correspondit une politique grossière vis-à-vis de l'étranger, les inimitiés s'accrurent et la catastrophe eut lieu.

Notre volonté était remplacée par la discipline. Mais discipline ne veut pas dire nationalité; elle signifie un moyen extrême et, s'il vient à se briser pour n'importe quelle raison, il ne reste — rien. Or, le système prussien, portant le nom moyenâgeux d'Empire allemand, n'était point un édifice populaire national, mais une association coërcitive dynastique et militaire à façade constitutionnelle; en conséquence, le nationalisme intéressé adopta les formes antipathiques et peu dignes que nous connaissons. Les principaux intéressés, calmes et conscients de leur pouvoir, les représentants de la noblesse militaire et administrative s'abstenaient de déclamations et n'intervenaient que lorsque leurs intérêts étaient menacés. La haute bourgeoisie se vendit. Une classe moyenne supérieure caractérisée par quelques cercles de professeurs secondaires et de fonctionnaires subalternes, pour se faire pardonner des origines médiocres, prit son rôle au sérieux et créa cette atmosphère menteuse d'antisocialisme haineux, de dépêches loyalistes et de délire am-

bitieux, qui nous rendit impossibles aux yeux du monde, moralement et intellectuellement. Au lieu d'une Allemagne intellectuelle, on vit surgir tout-à-coup, une société d'intéressés stupide et ivre de pouvoir, qui se prétendait l'Allemagne, dont elle était l'antithèse; incapable de se réclamer d'une production, d'une pensée, elle se targuait d'une pureté de race contredite par son propre aspect et ne connaissait que la rancune, les coteries et la servilité. Avec ces qualités, elle avait la prétention de faire le bonheur du monde, sous le nom de culture.

Il n'y a rien là d'étonnant; car l'association utilitaire de l'Empire, slavisée et appuyée sur la subordination et l'intérêt, n'émettait aucune idée; elle possédait le pouvoir, un mécanisme et de l'argent. Ceux auxquels cela en imposait croyaient en imposer à d'autres, et on en conclut que les grands esprits du passé avaient vécu dans l'unique but d'élever au pouvoir ces tertiaires. Wagner avait contribué à la transition de l'ancienne Allemagne à la nouvelle; les cuirassés et les canons géants semblaient être des conséquences naturelles de Kant et de Hegel, et le mot de culture, que l'on devrait interdire pendant trente ans par une loi d'Empire, servait à couvrir ce confusionisme.

Ce serait un pitoyable spécimen d'esprit de simpliste que de découvrir maintenant, après notre défaite, que notre grand peuple n'aurait jamais dû mener une politique continentale, ni mondiale. Certes, notre esprit, nos moeurs et notre puissance nous donnaient le droit de la mener: mais la faiblesse de notre volonté fut la cause de son échec. Le malheur voulut que Bis-

marck, né pour une realpolitik de haute envergure, grandi dans la tradition prussienne, stylé par Gortschakow au point de vue de la tradition diplomatique, nous protégea durant plusieurs décades, tandis que seule une politique intuitive, à l'empreinte d'un Stein, pouvait nous protéger efficacement durant des siècles.

Au milieu de nations autonomes et souveraines, nous sommes restés, par inconscience, par manque d'énergie et par une servilité innée, un peuple gouverné patriarcalement, sous la tutelle de dynasties envoyées de Dieu et de classes privilégiées. Du mouvement puéril de la bourgeoisie cultivée en 1848, Bismarck ne distingua que le côté irrémédiablement utopique et non le côté symbolique que Marx aurait pu lui indiquer. Son esprit pratique estimait en souriant qu'une poignée de paysans et de grenadiers pouvait mettre à la raison ce peuple de sentiments tout dynastiques. Ce n'était que trop vrai, bien que la substance de ce peuple ne fût plus, au bout de trente ans, une substance paysanne, bien qu'il eût appris lui-même à se servir de la puissance de ce peuple industriel moderne dans une enveloppe paysanne. Il refusa donc d'accorder à ce peuple sa majorité, brisa, avec une supériorité géniale, les résistances d'ailleurs incapables, au moyen du succès et de l'autorité. Le mécanisme merveilleux de sa constitution fit de l'Empire une continuation de l'Etat autoritaire prussien, confirma les souverainetés dynastiques de tout le poids d'une obéissance encore existante et qu'il avait justement estimée; il détruisit, au sein d'une génération entière, tout désir de liberté, en lui imprimant la marque déshonorante de la dépravation so-

ciale et morale. L'indignité et l'incapacité politiques atteignirent leur point culminant en 1880, au sein de la race ambitieuse des assesseurs, à laquelle succéda le haut capitalisme patriotique et navaliste de 1900.

Une nation autonome et souveraine, comme il était de règle dans le monde entier au début de ce siècle : — exception faite de nous-mêmes, de l'Autriche et de la Russie, — pouvait, aussi peu jalousée qu'une Amérique, mener une économie et une politique saines et stables et jouir de la confiance du monde ; par contre un vaisseau de guerre armé jusqu'aux dents et dangereux, gouverné par secousses, par un capitaine amateur souverain à son bord, devait s'attendre tôt ou tard à être éloigné du port des peuples. L'histoire exagère volontiers, surtout lorsque les situations fausses ont trop longtemps duré ; la certitude croissait avec les années : que seulement au lieu de l'exil, ce fut la distinction.

Si quatre ans de famine, une guerre perdue et une révolte militaire nous ont délivrés, cela ne signifie aucun changement dans le caractère. Et, si aujourd'hui, une presse servile et empressée vante notre misérable constitution dépourvue d'idées comme étant la plus libre du monde, cela ne prouve rien en faveur de la durée de celle-ci. Le discernement ne remplace pas le caractère, mais constitue pourtant un pas vers le but ; donc, lorsqu'on aura discerné que le changement n'a pas empêché les choses de marcher et s'il reste de ce temps quelques écrits et quelques idées — il en restera —, la faiblesse sera au moins libérée de son aveuglement.

Nous pourrions lentement, très lentement, par un début de retour à l'énergie, revenir tâter aux anciens problèmes du pouvoir: cela ne signifierait rien. Avant que nous y parvenions, le monde sera modifié et portera de nouvelles idées. Occupons-nous de ce qui s'offre devant nos pas; cherchons à découvrir l'idée et le principe vital auxquels nous devons aspirer pour vivre, pour guérir, pour nous renouveler, pour rester un peuple et devenir une nation, pour créer l'avenir et être utiles au monde.

10.

Le bilan de notre être est donc le suivant: Hautes qualités de l'esprit et du coeur. Morale et mentalité normales. Faiblesse de la volonté autonome et de l'action libre.

Nous nous donnons et nous créons avec le coeur. Nous cherchons la vérité. Notre sentiment est pur et fort. Nous sommes endurants et courageux. Nous sommes plus sentimentaux qu'enthousiastes. Nous ne créons aucune forme, nous nous oublions nous-mêmes, nous n'aspirons pas à la responsabilité, nous ne dominons pas, mais nous obéissons. Nous ne connaissons aucune limite à l'obéissance et n'examinons pas les charges qu'on nous impose.

Jamais, de sa propre volonté, le peuple allemand n'aurait conçu un idéal de puissance. Il lui fut imposé par les usufruitiers et les profiteurs de la grande machine de guerre; Bismarck lui-même n'approuvait pas cet idéal.

Un idéal civilisateur n'est pas à notre taille, car nous manquons de concentration, de volonté directrice et de puissance créatrice de formes. Nous ne sommes pas faits non plus pour une mission politique de médiation entre les autres peuples, car nous manquons nous-mêmes d'équilibre : nous ne possédons pas le calme d'une existence assouvie et politiquement, nous ne sommes pas mûrs.

Ce qui convient à notre caractère comme à celui d'aucun autre peuple, c'est la mission intellectuelle. Elle nous appartenait il y a cent ans encore, nous l'avons abandonnée parce que nous avons perdu le pas par suite de notre manque d'énergie politique, parce que nous n'avons pas participé au développement de la politique intérieure des nations ; parce qu'au lieu d'y participer nous nous en sommes tenus à la distillation la plus complète de la mécanisation, pour la transformer en prétentions à la puissance. Tel Faust, détourné de son chemin, réprouvé du génie de la terre, parmi les sorcières, les spadassins et les alchimistes.

Notre âme faustienne n'est pas morte. Parmi tous les peuples de la terre, nous sommes le seul qui ne cesse jamais de lutter avec lui-même. De lutter non seulement avec lui-même, mais encore avec son génie et avec Dieu. Nous portons toujours en nous l'univers, le moindre souffle de la création gonfle nos voiles. Nous comprenons le langage des choses, des hommes et des peuples. Nous comparons chaque chose à elle-même, non à nous ; nous ne voulons pas notre volonté, mais la vérité. Nous nous ressemblons les uns aux autres et ne nous ressemblons pas à nous-mêmes ; chacun de nous

est un pélerin, un rêveur, un chercheur. Nous prenons au sérieux les choses de l'esprit, elles ne servent pas à notre vie, mais notre vie les sert.

— «Tu oses dire cela, en face de la dépravation et de la débauche, du profitisme et de la crapulerie, de la sujétion déshonorante, de la prostitution sans pudeur, de la paresse, de la fausseté, de l'insensibilité et de la vulgarité qui caractérisent l'époque où nous vivons?»

— J'ose le dire, parceque je le crois et le sais. L'âme du peuple est en proie aux crampes douloureuses et aux rêves qui annoncent la guérison. La guérison non seulement de la guerre, mais d'une maladie plus difficile à guérir: de la méconnaissance de nous-mêmes pendant cent ans. Le choix, qu'on a tant raillé, des anciennes couleurs romantiques, et si peu héraldiques, noir-rouge-or, remplaçant les couleurs, sans corps et sans âme, de la guerre, constituait, au milieu du délire des folies, une légère et symbolique suggestion de la raison. Nous devons nous souvenir du temps où nous avions cessé d'être Allemands pour devenir Berlinois.

Un besoin urgent s'affirme de l'Esprit. Dans le monde en général ni plus ni moins que chez nous, mais cet esprit, le monde ne le créera pas. L'histoire sait pourquoi elle a choisi Versailles et la galerie des glaces. Ce n'est pas la mécanisation seule, avec son escorte de nationalisme et d'impérialisme, qu'il s'agit de glorifier une fois encore, pour la dernière fois; non, toute la politique franco-anglaise d'acquisitions territoriales se déroule, remontant vers sa source jusqu'au trône du roi-soleil, et l'on croit sérieusement qu'elle présidera de nouveau, pendant des siècles, aux destinées mon-

diales. C'est là un spectacle incompréhensible, insurpassable en sa monstrueuse ironie, et qui sert d'introduction à la grande époque dont l'occident ne se doute pas en sa conscience bourgeoise. La guerre fut pour lui un scandale grossier, ourdi par des bandits; la victoire lui paraît être le triomphe définitif de la sage civilisation capitaliste. La torche qui éclaire d'Orient lui semble un incendie propageant la mort, et il ne voit pas la migration ascendante des couches inférieures du peuple.

Non! ce n'est pas ainsi que l'on créera l'esprit de l'avenir. On pourra trouver des organisations plus judicieuses, des paratonnerres destinés à atténuer la décharge, mais la force naturelle trouvera son chemin par la douceur ou par la violence, et la nouvelle terre qu'elle prépare a besoin d'une semence nouvelle.

S'il nous est donné de créer un esprit nouveau, cela ne veut pas dire que nous ayons le droit de décider si nous le voulons ou non: même s'il ne s'agissait pas de sauver notre vie, mais de la perdre, il nous faudrait obéir. Or nous avons vu qu'il s'agit de la sauver et c'est facile à comprendre: car nul organisme ne peut vivre s'il n'accomplit la mission qui lui a été confiée.

Nous serions donc arrivés à un point très dangereux: au point où nous guette le discours sur les généralités morales, discours tout allemand, qui promet le salut universel et, après, clôt le débat sur un ton solennel: Patrie, moralité, humanité, travail, courage, espoir — nous savons tous comment cela finit; l'auteur a écrit de belles choses, le lecteur a lu de belles choses, on est très ému des deux côtés, et fort peu convaincu.

J'ai donc écrit des choses très suspectes. Le lecteur ne m'aurait suivi au cours de ces pages ardues, que pour entendre finalement ce mot d'une signification la plus générale de toute: «Raison!» Est-il un mot que l'on ait entendu plus souvent? et que faut-il en penser? — Doucement, cela va se gâter. Le mot suivant est plus insidieux, carrément et bourgeoisement suspect, ce mot «Culture»[1]). Je n'y puis rien changer, il nous faut suivre la pensée universelle. Nous devons traverser la foule, où les locutions nous coudoient. Un voyage, serait-ce au Thibet, commence toujours dans une gare centrale. Le défaut de la locution ne réside pas en ce qu'elle provient d'un concept général, mais dans le fait qu'elle s'en contente et ne permet pas à la pensée de le pénétrer jusqu'au fond.

Notre tâche principale est donc de rendre raisonnable notre peuple capable de Raison[2]). Or comme la Raison ne peut pas être greffée par la poussée d'une force extérieure, par des sermons de carême, par les radotages des journaux, par l'activité des associations ou par la propagande, mais est reliée à la vie et doit être développée par la vie, — il appert que l'oeuvre organique et la manière d'être à laquelle elle aboutit, se nomment: culture.

---

1) L'auteur n'a pas employé ici le terme de Kultur, qui est tout collectif et se rapproche de notre mot «civilisation», mais celui de Bildung, littéralement: «formation». *Note du Trad.*

2) Geist est plus général que la traduction qui nous en avons donnée. Il embrasse toute l'activité de l'esprit: science, morale, religion etc. *Note du Trad.*

C'est presque à contre-coeur et après de longues hésitations, que j'ai transcrit ce beau mot, usé à ce point qu'il en est méconnaissable. Parviendrons-nous à l'expliquer et à retrouver sa signification? Même si on ne lui donne pas à satiété le sens impropre «d'éducation», les harmoniques ne nous font pas entendre son véritable sens. L'école, si possible l'université, un peu de français et d'anglais, l'orthographe, la grammaire, des cartes de visites, des manchettes, quelques mots d'étranger, des hauts de forme, les règles de savoir-vivre à table: tels sont les harmoniques que nous percevons lorsque l'on parle d'une homme cultivé ou même d'un monsieur cultivé. Il y a cent ans, culture signifiait, comme le mot l'indique, le développement et la possession intime, absolue, des forces corporelles, intellectuelles et morales. En ce sens-là Goethe fit rivaliser de culture les deux figures fraternelles créées à son image: Faust dans le plan riche et Wilhelm Meister dans le plan pauvre.

Nous n'envisagerons pas un idéal d'éducation, ni un idéal de savoir, bien qu'il s'agisse aussi d'éducation et de science, mais un idéal de volonté. Il ne sera pas facile de dire jusqu'à quel point et dans quelle absence de limites il faut comprendre cette conception. Elle ne plane pas dans les airs, nous en voulons pour preuve que, durant des siècles, les Grecs prirent en toute conscience la καλοκἀγαθία comme loi suprême et la firent régner en maîtresse sur une volonté dont l'impulsion naturelle les portait dans une tout autre direction.

On ne demandera pas à celui qui a introduit la notion de «mécanisation» dans la pensée allemande, qui a arraché aux mains des psychologues leur conception

de l'âme pour la ramener à son sens primitif, à celui qui a tant écrit sur l'intellectualisme et le défaut d'âme pour proposer le royaume de l'âme comme but final à l'humanité, — on ne lui demandera pas d'exalter la culture mécanique, et en général la culture qui s'inculque. Nous verrons comment on peut créer la culture; il faut, avant tout, la vouloir.

La vouloir, dans un sens et avec une force de volonté dont nous ne pouvons nous faire aucune idée, aujourd'hui où les époques de zèle religieux, de la réformation, du classicisme allemand, des guerres de l'indépendance, sont si éloignées de nous. Si l'on sourit à bon droit de la conception courante de la culture intellectuelle, ornée de connaissances, de style, de dates historiques et d'aventures de voyages, si appréciée dans la vie de famille, dans la société et dans les affaires; — d'autre part, la volonté d'une culture intégrale du corps, de l'esprit et de l'âme doit devenir si forte dans le peuple, que toutes les questions relatives à l'agrément, à la jouissance, à la mise en valeur, aux intérêts matériels doivent rentrer complètement dans l'ombre. Ce mot — culture! — doit sonner de telle sorte, que tous ceux qui l'entendent, puissent se regarder avec le sentiment assuré qu'ils se comprennent; comme au Japon, lorsqu'on prononce le nom du chef de famille commun, l'Empereur. Il faudra qu'une chose soit en Allemagne, qui ne puisse être atteinte par le scepticisme désabusé, clignotant, ricanant du café, par les grognements éructants de la brasserie. Ceux qui ne voudront pas admettre cette chose à côté de leurs conceptions de classes, de leurs spéculations sur les graisses, de leurs soucis

relatifs à la rente, ou de leurs prétentions à des places de conseillers, — ceux-là devront apprendre qu'ils font quelque chose de plus répugnant que s'ils se montraient à leurs semblables sans s'être lavés.

La conception de la culture comme notre véritable et unique principe vital devra acquérir un sens si profond, qu'elle ait dans la vie publique comme dans la législation le premier et le dernier mot. Si nous devenons aussi pauvres que les souris d'églises, il nous faudra employer notre dernier pfennig à élever le niveau de l'éducation et de l'enseignement, de l'imagination et du point de vue, des mobiles et des aspirations, de la production et de l'ambiance intellectuelles à un degré de tension si élevé, qu'entrer en Allemagne signifiera entrer dans une nouvelle époque.

La société devra se pénétrer de cette conception. Les classes qui possèdent aujourd'hui quelque chose d'analogue à la culture, soit: instruction, éducation, expérience, tradition, opinions, principes, doivent donner à pleines mains ce qu'elles ont; non sous forme de conseil, d'administration, de conventicules, de conférences et de visites condescendantes; mais sous forme de service personnel muet, prêt aux sacrifices.

Ceci ne peut pas se faire, il est vrai, sans le libre consentement de la partie adverse. Les tentatives pleines de dévouement, faites particulièrement en Angleterre, chez nous aussi depuis quelques années, de gagner la volonté opposée, à force d'avances désintéressées, durent prendre la forme de vocation personnelle à vie et par conséquent rester isolées, parce que la volonté de la communauté non seulement ne les aidait pas, mais

les contrariait. Il faut conclure une trêve de Dieu, non pas entre la bourgeoisie et le prolétariat, non pas entre les gens soi-disant cultivés et les illettrés, non pas entre les prolétaires et les capitalistes, mais entre ceux qui sont prêts à échanger leur expérience, à donner et à recevoir leurs traditions mutuelles. Il ne s'agit pas d'échanger propagande contre revendication, curiosité contre amusement, mais d'une alliance. Or celle-ci ne sera possible que lorsque la lutte de classes aura cessé d'être un but en soi.

Quant à la transformation même de la société, nous ne devons pas l'espérer à si bas prix; elle exige d'autres conditions, dont nous parlerons. Cependant la mentalité, la notion de la mission ne saurait être mieux introduite que par l'échange de services entres deux classes.

Nous disposons toujours des méthodes organisatrices de la science et de l'administration traditionnelle. Nous avons besoin maintenant de nos chaires d'enseignement et de nos instituts scientifiques, non plus pour une chiche éducation du peuple et pour des conférences populaires, mais pour étudier les questions nécessaires à la culture nationale, remplaçant dès maintenant la défense nationale. Nous avons besoin d'autorités centrales qui ne feront pas des économies sur le dos de pauvres écoles populaires, à l'instar des ministères surannés des cultes, mais qui se montreront capables de créer l'oeuvre de l'éducation allemande, l'oeuvre ascensionnelle, l'oeuvre de l'harmonie dans le travail.

11.

Depuis plusieurs décades, la conscience de la société bourgeoise s'est réveillée. Elle a créé le mouvement de Toynbee-Hall et des settlements, qui a trouvé en Allemagne de méritoires imitateurs. On avait compris l'injustice commise à l'égard des frères prolétaires, auxquels on dérobait l'Esprit pour leur offrir en compensation un travail mécanique abrutissant, et l'on fit des sacrifices de haute valeur, en ce sens que des hommes d'élite mirent toute leur vie au service de leurs frères. Cette grande oeuvre a adouci quelques douleurs et diminué la haine, sauvé çà et là quelques âmes: mais elle ne put agir comme elle l'aurait dû, parce qu'elle ne put devenir ce qu'elle croyait être.

Elle devait et croyait être une simple et naturelle charité, une pure réciprocité d'échanges psychiques, non une pitié avilissante et une mission dogmatique. C'était là une noble et grandiose erreur: Ce ne fut qu'un sacrifice et une donation. Car la société, des deux côtés, se tint à l'écart, elle agit même en sens contraire. Ce que donnait une main, mille autres le reprenaient; ce que recevait une main, mille autres le repoussaient. La conscience collective d'une classe ne s'était émue, mais la conscience de certains hommes de la société bourgeoise: on avait choisi des apôtres, on ne s'était pas mis soi-même en mouvement. Les conditions du travail restèrent les mêmes, on ne consentit de sacrifices qu'en détail.

Tant qu'une injustice générale persiste, elle condamne au mensonge tout effort individuel. L'injustice devient

même plus amère, parcequ'elle perd sa naïveté, reconnaît qu'elle est injuste et ne fait rien pour y remédier. C'est pourquoi un deuxième mouvement important, celui des universités populaires, qui a créé au Danemark la classe paysanne la plus développée, ne donnera aucun résultat, au sens social, dans les pays divisés dans le sens prolétarien. En outre ce mouvement restera étranger à son idée originelle, qui reposait sur la vie commune momentanée des professeurs et des élèves. Il deviendra au contraire, un institut de conférences et courra le danger que l'objet de l'enseignement, privé de cohésion et ingurgité sans bases scientifiques, crée ce que l'on appelle une demi-culture, bien plus nuisible que l'inculture et qu'il faudrait nommer fausse culture.

Aucune oeuvre charitable ne pourra amener la réconciliation des classes, ni même suppléer à l'éducation populaire. Or, la réconciliation des classes, même si l'on y pouvait parvenir, n'est nullement notre but, mais bien la suppression des classes; notre but final n'est pas l'éducation populaire, mais la culture populaire achevée. Nous ne voulons pas donner d'une main et reprendre de l'autre; nous ne voulons pas condamner au profit de quelques élus le peuple de nos frères à l'hébètement. Nous voulons au contraire couper le mal à sa racine, briser le monopole de la culture et former un peuple nouveau présentant l'unité de la personnalité et de la culture.

Or, la racine du mal est dans le travail. C'est une illusion de croire que la division des fonctions matérielles, sur laquelle est basée la production mécanisée, permettra jamais la renaissance de l'habileté technique.

A moins qu'une dépopulation catastrophale ne ramène la relation existant au moyen-âge entre la surface du terrain et le nombre des habitants, la division du travail persistera; tant que la division du travail existera, l'homme ne produira pas d'objets terminés, mais un travail partiel; dans les meilleures conditions de développement mécanique, un travail de surveillance. Personne ne peut accomplir avec joie un travail machinal et sans âme; ce qu'il y a de terrible dans le processus de la mécanisation, c'est qu'il rend laid et haïssable l'élément vital humain, la véritable forme de l'existence qui occupe plus de la moitié des heures de veille: le travail créateur. L'être travailleur et vigoureux est avili par lui jusqu'à la paresse; en effet, à quoi cela rime-t-il que toutes les luttes sociales culminent à cette conquête: la diminution des heures de travail?

Pour le paysan, pour le savant, pour l'artiste, un jour de travail n'est jamais assez long; pour l'ouvrier, qui se nomme lui-même le «travailleur», la journée de travail n'est jamais assez courte.

Les progrès de la technique parviendront à transformer le travail mécanique en un travail de surveillance. Mais le processus est lent et partiel; nous ne pouvons l'attendre, d'autant plus qu'il y aura des époques où la technique n'avancera plus, si tant est qu'elle ne recule pas. Ceux qui ont appris à connaître par eux-mêmes le travail mécanique, qui ont éprouvé le sentiment d'être assujettis complètement à la lenteur d'une aiguille d'horloge, qui savent l'horreur de jeter un regard sur la montre après une éternité et de constater qu'elle n'a pas avancé de plus de dix minutes;

ceux dont les désirs sont attachés au signal d'une cloche, tuant chacune des heures de leur existence avec l'unique souhait qu'elle passe plus vite, — ceux-là comprendront que la diminution des heures de travail, peu importe le résultat, représente, pour le travailleur mécanique, le but ultime de sa vie.

Cependant, ils savent encore autre chose. Ils connaissent la plus mortelle des fatigues, la lassitude de l'âme. Ils ne goûtent pas le repos réparateur après un sain travail corporel, ni la détente, éprise de diversion, après un travail intellectuel; ils ne connaissent que le vide de l'hébètement absolu, comparable au dégoût éprouvé à la suite d'un excès. Ce serait un stérile bavardage de maisons de thé, de recommander ici de bonne musique, des conférences édifiantes et instructives, une joyeuse promenade au sein de la libre nature de Dieu, une heure paisible de lecture sous la lampe et d'autres choses semblables. L'eau de vie, le cinéma, les cartes, l'agitation et le libertinage peuvent encore fouetter les muscles et les nerfs maltraités, jusqu'à ce que le jour suivant les broie à nouveau.

L'ouvrier manque de comparaisons. Il ne sait pas à quoi l'on reconnaît le travail sain. Il ne peut se remettre aux travaux des champs, car on y est sevré des contre-poisons qu'il tient pour indispensables, il lui manque aussi le sens de l'ordonnance organique, que la machine anéantit. Le retrouverait-il, que ce serait en vain; car si l'agriculture soupire après des milliers de bras, elle ne peut en accueillir des millions. L'ouvrier manque de comparaisons: d'où son mépris absolu du travail intellectuel, dont il ne méconnaît pas les résul-

tats, mais qu'en raison de l'effort accompli il place au même niveau que l'oisiveté des gens se promenant à pied ou en voiture dans les rues aristocratiques, avec leurs chiens de salons.

La conscience bourgeoise, celle des savants même, se voile avec une lâcheté honteuse devant l'horreur du travail mécanisé. A part les esthètes, bons diables, vivant au sein d'une rusticité élégante, entourés de tous les objets dûs à la mécanisation, grognant lorsque la lumière électrique fait défaut et exprimant dans des feuilletons leur étonnement de voir négliger l'ancien métier d'agriculteur, on considère le travail mécanique comme irrévocable et l'on est heureux de le laisser faire aux autres.

Des marchands de bonheur en mal d'agitation taisent, consciemment ou non, l'essentiel: à savoir que dans leur monde égalitaire régnera la plus amère pauvreté, et ils le prennent, du reste, d'un coeur léger. Pourvu que, dans l'Etat futur, il leur soit réservé une situation exceptionnelle dans le domaine littéraire ou politique, les autres pourront trouver leur consolation dans ce fait que, malgré une misère plus profonde, où les conduira leur propre inactivité, si l'enfer du travail mécanique doit persister, sa durée quotidienne sera légèrement écourtée. Mais c'est une conception fausse, irréfléchie, le produit mort-né d'une paresse de la pensée, — comme tout ce que nous présentent et nous promettent les buts de l'avenir — que de croire que le travail mécanique se réconciliera avec lui-même et avec le travail intellectuel dès qu'il sera de plus courte durée et mieux payé. Reportons cette idée à un mal familier, au mal de dents

15*

par exemple. Toutes les déclamations: le travail mécanique n'est pas un mal, dénotent l'inconscience ou le mensonge; si l'on n'arrive à autre chose qu'à réduire la durée du travail à quatre heures, toutes les luttes sociales tendront à le réduire à deux heures. Le but du socialisme tendant à la diminution des heures de travail — tant qu'il se limitera à ce pont aux ânes —, aboutira à la fainéantise.

Il s'agit de regarder en face le fait tel qu'il est: le travail mécanique est un mal par lui-même, et tel, qu'aucune transformation sociale et économique du genre dont elles sont toutes, ne pourra y remédier. Ni Karl Marx, ni Lénine ne parviennent à sortir de cette ornière; c'est la pierre d'achoppement de tous les Etats de l'avenir édifiés aujourd'hui sur la base socialiste. En ce point, le problème central du socialisme reste intact, comme jusqu'à ces derniers temps la conception légendaire de la plus-value, et logé comme elle dans un trou de rats empli de clichés ressassés et jamais contrôlés.

La spiritualisation du peuple, l'Etat cultural, seule base possible d'une société digne de l'humanité, resteront irréalisables tant qu'on n'aura pas fait tout ce qui est humainement possible pour supprimer les effets du mal qui abrutit et avilit l'esprit humain et qui est incapable par lui-même de rompre avec ses conséquences. La politique des conseils, la socialisation, la réforme fiscale, l'éducation du peuple, — aucun de ces mots d'ordre, autour desquels gravitent uniformément et jusqu'à satiété, les discussions du jour, ne parviendra à effleurer le problème fondamental. Il

faut établir ici et réaliser un principe, que j'appellerai le principe de la compensation du travail: je vais le développer dans ses grandes lignes.

La compensation du travail vise à spiritualiser la production. Comme le travail mécanique ne peut être spiritualisé au-delà d'une certaine mesure fournie par la technique, il exige la spiritualisation de la *journée* du travail, et cela par l'alternance et la combinaison du travail intellectuel et du travail mécanique. Tant que ce principe ne sera pas réalisé, la véritable culture du peuple sera impossible. Tant que la culture du peuple n'existera pas, la culture sera un monopole de classes et de transfuges; l'équilibre de la société sera instable; elle constituera un assemblage abandonné à tous les bouleversements, qui, même en l'état le plus élevé d'organisation sociale, obligera les masses à un travail de forçat et destructeur de la culture.

12.

Il existe un moyen capitaliste pour épurer, pour spiritualiser même, le travail quotidien. Avant la guerre nous avons été sur le point de l'employer; l'Amérique l'emploie. Il prévoit l'accroissement illimité du bien-être populaire.

Le salaire quotidien d'un ouvrier américain est monté jusqu'à sept, parfois dix dollars, correspondant à une puissance d'achat de plus de cent marks. Cela signifie un affranchissement si complet de toutes les restrictions de la vie, que l'on ne peut plus parler d'une condition prolétarienne. L'homme qui va à la fabrique

dans sa propre automobile peut se procurer toute espèce de délassement raisonnable et de moyens de culture intellectuelle; il considère, comme cela arrivait même précédemment souvent en Amérique, son travail partiel d'un oeil critique, l'englobe, de son propre jugement, dans le processus d'ensemble, en améliore les instruments, et c'est pour lui un sport d'être en même temps ouvrier et ingénieur. (Qu'on veuille bien, d'après cela, juger la valeur de la prédiction, que l'Amérique est à la veille du bolchévisme.)

Dans un pays où la fortune momentanée — par suite de l'enrichissement à la guerre et de la dépréciation générale de l'argent — fait presque équilibre à la fortune du reste du monde, on peut opérer la suppression de l'état prolétarien par des moyens capitalistes. Comme il nous est échu d'appartenir aux plus pauvres de ce monde, de devoir recommencer, de vivre pour l'avenir, nous renoncerons sans jalousie aux voies faciles de l'ancienne mentalité et de la richesse; par un dur travail, nous frayerons la voie qui sera désormais celle de tous. La voie de la culture est notre lot, et nous avons prévu, pour la parcourir, le principe de la compensation du travail. Il est donc clair que la notion de culture populaire n'a rien à voir ici avec l'un quelconque des vingt-cinq clichés idéalistes au moyen desquels nos propres discours funèbres nous versent la consolation, mais une progression politique clairement conçue.

Le principe de la compensation du travail exige: que tout homme soumis au travail mécanique, ait le droit de fournir une partie de son travail quotidien en

travail intellectuel conforme; que tout homme voué au travail intellectuel soit obligé de consacrer une partie de son labeur quotidien au travail corporel.

Les limites sont posées: d'une part, les cas d'incapacité intellectuelle, d'autre part les cas d'incapacité physique; il y aura encore des cas très rares, où la perte de quelques heures de travail intellectuel serait reconnue comme ne pouvant être compensée.

Il faut y ajouter l'année de travail que tous les jeunes hommes et toutes les jeunes femmes en Allemagne seront tenus de fournir, sous forme de dressage et de travail corporel.

Ce n'est plus l'examen qui constituera l'étalon des aptitudes et de l'état de la culture, mais bien une épreuve de travail effectif.

Toute personne qui montrera quelques aptitudes pourra demander à subir une épreuve et, si elle réussit, à poursuivre sa culture.

On prendra ainsi l'ascension au sérieux. Or, lorsqu'elle dépend de l'âge ou de certificats d'écoles, elle reste sur le papier.

Il ne faut pas dire que l'épreuve constitue un moyen mécanique, qu'elle avilit la spiritualité de la culture, qu'il faut la comparer à un examen de littérature chinoise. La véritable culture se distingue de l'esthétisme jouisseur en ce sens, qu'elle est d'une façon quelconque productive. Quant à ceux dont les aptitudes ne tendraient pas à l'art ou dont la pensée ne saurait être créatrice, leur jugement et leur conduite constitueront des forces actives.

Des catégories de culture s'établiront d'elles-mêmes; elles ne formeront pas des conditions, des classes et des castes, mais des degrés de la société, auxquels chacun accédera en toute liberté. Personne ne pourra dire qu'un monopole de culture lui barre la route, que l'éducation et l'épreuve lui sont fermées. Si la culture est de bon aloi, elle pourra s'élever au-dessus des échelons suivants sans le levier de l'orgueil intellectuel; si elle comporte des devoirs, ceux qui dédaigneront ou manqueront le sentier ascensionnel, ne pourront émettre la prétention de remplir ces devoirs. Si quelqu'un ne possède d'autre aptitude que la volubilité de la langue, dans la multiplicité des professions il trouvera bien son activité; ainsi on épargnera au peuple le danger de la souveraineté de la gueule, avec ou sans violence.

Un cœur social moyen objectera: «Comment? ne sont-ce pas là des castes? Nous commençons précisément à secouer le joug des capitalistes, allons-nous maintenant nous placer sous la conduite des intellectuels? C'est là de la pure réaction.»

— Doucement. S'il s'agit d'un malentendu, nous allons le dissiper. S'il subsiste après quelque doute, nous verrons.

Le malentendu, le voici: on oublie que le capitalisme régnait en tant que classe héréditaire. Quiconque en était membre, qu'il fût capable ou non, participait à la domination. La culture, au contraire, n'est pas un bien héréditaire; ceux qui l'acquièrent doivent être doués d'une intelligence et d'une volonté supérieures. Ceux qui possèdent ces qualités acquerront la culture.

Ceux qui l'acquerront. seront capables d'une responsabilité supérieure. Le cœur moyen est-il satisfait?

Non. Il répond: «Héréditaire ou non, que nous importe? Nous voulons l'égalité. La différence de culture est aussi une sorte d'aristocratie.»

Bien, mon cher cœur, tu as dévoilé le fond de ta pensée. Pourquoi nous ressasses-tu continuellement l'ascension des capables? Je vais te le dire. L'homme supérieur devra se donner du mal et s'élèvera aussi haut que tu voudras bien le lui permettre; c. à d. jusqu'à ce qu'on puisse s'emparer des fruits de son travail; ensuite on le repoussera et le héros de la gueule dictera ses volontés. Cette explication ne te plaît pas? à moi non plus, mais nous sommes quittes.

En effet, je ne songe pas à parler du non-sens d'une société d'égaux. L'homme ordinaire, qui ne conçoit pas l'égalité de la dignité humaine, l'égalité devant Dieu, demande l'égalité extérieure entre les hommes, l'égalité de la responsabilité et des professions. Cette égalité apparente supprime l'égalité réelle, parce qu'elle ne charge pas les hommes d'un fardeau proportionné à leurs capacités, parce qu'elle crée des êtres surchargés et d'autres qui restent inemployés; ceux-ci sont ainsi poussés au bluff et à l'hypocrisie, les autres sombrent dans le dédain. Il faut réprouver toute prérogative due au hasard ou à l'hérédité. Ou si l'on demande à des hommes tous soumis aux mêmes conditions extérieures, aux mêmes devoirs et aux mêmes exigences, l'égalité intellectuelle, il faut modifier la nature.

Il n'est pas jusqu'à l'indemnisation, c'est-à-dire à la distribution des contrats du travail, où l'égalité mé-

canique ne signifierait une inégalité parfaitement injuste et intolérable de charges et d'allégements spécifiques. Le travail de valeur supérieure, soit le travail créateur, intellectuel, auquel l'on demande les plus lourds sacrifices que connaisse l'humanité, parce qu'il absorbe non seulement toutes les forces, mais encore toute la vie, y compris ses heures de loisir et de repos, — ce travail demande des ménagements extérieurs, parmi lesquels il faut compter l'isolement, la tranquillité, l'éloignement des soucis et des manipulations vulgaires et fatales à la concentration. Il lui faut aussi le contact avec la nature. Ces ménagements, au point de vue économique, constituent des dépenses dont le travail mécanique n'a que faire. Si le travail mécanique et le travail intellectuel doivent être soumis aux mêmes conditions spécifiques, selon lesquelles les travaux seront portés au maximum de leurs effets et les travailleurs amenés autant que possible à supporter des charges égales, l'étalon de l'indemnisation devra varier. Partant d'un minimum d'existence, il comprendra deux degrés: le premier concernant le travail, le second le degré de culture.

Les femmes seront comprises dans cette gradation, qu'elles exercent ou non une profession en dehors de chez elles: car le degré de culture des mères est très important pour la société; il importe donc que la culture des femmes ne demeure pas en arrière de celle des hommes.

Il s'établira un sentiment de cohésion plus étroit au sein des divers degrés de culture; et qui ne portera aucun préjudice à la solidarité du peuple, parce que l'égoisme familial héréditaire ne pourra exister; au

contraire, cette cohésion — qui changera d'éléments à chaque génération, répondant aux relations actuelles entre artistes contemporains, de conditions et de provinces diverses, — supprimera les restes de l'ancienne hérédité et accroîtra sa fortune des valeurs en soi qui lui seront léguées.

Entre les divers degrés, nous trouverons, non seulement une ascension vive, mais aussi la compensation du travail; les efforts en commun constamment renouvelés, dans des plans parallèles et organiques, formeront le point de contact entre la culture, la tradition et la solidarité consciente. Il suffira de rappeler les anciennes corporations de métiers et d'armes, pour comprendre jusqu'à quel point la communauté, rendue visible des devoirs et du travail provoque la virilité de la conscience civique. Le travailleur mécanique instruira son collègue assistant; celui-ci le rétribuera en lui ouvrant le cercle de ses idées et en rivalisant de zèle avec lui dans les diverses phases du processus du travail. Le praticien apportera au bureau et à la salle des séances son absence de préventions et l'expérience de se profession matérielle; il apprendra à connaître l'abstraction, les négociations générales, acquerra le respect du travail intellectuel et le désir de s'instruire et d'exercer son intelligence ou de rattraper le temps perdu.

Deux objections méritent d'être prises en considération et réfutées.

Le nombre des locaux de travail mécanique dépasse de beaucoup ceux du travail intellectuel. Peut-on donner assez de jeu à la compensation du travail

pour qui tous ceux qui désirent s'exercer au travail intellectuel puissent le faire?

On peut répondre à cela: que nous le voulions ou non, notre travail deviendra de plus en plus administratif. Comme, dans les exploitations, on parlera davantage qu'on ne travaillera, notre vie économique se fraiera sa voie à travers des milliers et des milliers de nouvelles organisations. Des conseils d'exploitations, des conseils d'ouvriers, des conseils de corporations s'établiront au sein de nos administrations; cela provoquera d'abord un important déficit dans la production, plus tard un travail étroitement coordonné et de rendement accru. Ce procès peut être figuré par une statue de marbre qu'il faudrait animer, pourvoir d'os, de muscles, de veines et de nerfs. On peut encore le comparer à de misérables champs de banlieue qu'il s'agirait de transformer en une ville: il faudrait défricher, canaliser, paver, enclore, et jusqu'à ce que la circulation ait pénétré dans la contrée, on se trouverait en présence d'un pays inexistant, ravagé et désolé.

Le caractère administratif de la vie économique et politique de l'avenir, comporte une telle quantité de lieux de travail intellectuel, que le personnel formé dont nous disposons n'y suffira pas. Si l'on institue l'année de travail, il en résultera de nouveaux départs et de nouvelles places vides. Il est probable que l'affluence vers le travail intellectuel sera insuffisante plutôt qu'exagérée.

Deuxième objection: la confusion ne sera-t-elle pas augmentée d'une façon illimitée, lorsque beaucoup d'hommes devront travailler à deux endroits différents,

lorsque le personnel s'y renouvellera constamment, lorsque l'écourtement et le morcellement du temps de travail interrompront bien des travaux au moment le plus inopportun, lorsque temps et travail seront perdus en interventions incessantes ?

Sans doute. Ceux qui prennent pour point de comparaison le travail d'autrefois, à haute tension et discipliné militairement, ceux qui escomptent, même vaguement, le retour de ce régime malgré la déstruction de ses pinces et de ses ressorts, pourront se plaindre de ces perturbations. Ceux qui envisagent l'état transitoire du semblant de travail d'aujourd'hui se résigneront à ces inconvénients organiques, s'ils conduisent à une production normale. Mais ceux qui considèrent que le fantôme de vie de l'économie d'aujourd'hui ne peut même pas subsister sous sa forme actuelle, verra le salut, même dans les formes transitoires nouvelles, quelle que soit leur durée, pour autant qu'il en pourra espérer un rétablissement de l'équilibre.

L'essentiel de la compensation du travail résidera dans le fait que, si elle laisse subsister l'antinomie entre le travail manuel et le travail intellectuel, elle la supprime entre les *professions* manuelles et intellectuelles. Tout homme sera libre, jusqu'à sa plus extrême vieillesse, d'acquérir des connaissances lui permettant, non seulement d'embellir sa vie, mais de prendre la chose au sérieux et de mettre non plus seulement un pied, mais les deux dans la profession opposée.

Les professions apprendront à se connaître et à s'estimer, mais elles apprendront aussi à évaluer leurs

difficultés réciproques. Ceci dit pour ceux qui se dénomment les travailleurs.

Lorsque l'oisiveté héréditaire aura cessé, lorsqu'on combattra le parasitisme, bien des gens qui prennent aujourd'hui le travail intellectuel pour du bavardage, reconnaîtront, par leur apprentissage dans les chancelleries, que penser fait souffrir. S'ils ne se sentent pas de taille à affronter ce pétrissage et cette effervescence du cerveau, ils s'en retourneront soulagés à leur atelier, ne mépriseront ni n'envieront plus les ouvriers intellectuels, mais sentiront, s'ils ne la comprennent pas, la justice des contrastes de la nature humaine et de la diversité des conditions de vie. Ils ne pourront ni ne devront pourtant se soustraire entièrement aux éléments de l'apprentissage intellectuel; le contact avec les travailleurs de l'esprit persistera, de telle sorte que perdra de son charme l'abandon absolu à la domination d'ignorants beaux parleurs.

Chacun jouira de sa part d'estime, y compris ceux qui se contenteront du degré de culture obligatoire, mais renonceront d'eux-mêmes à une étude plus approfondie, pour retourner au travail manuel. Cependant, il n'y aura pas d'excuse pour les ignorants et les incapables prétendant tout savoir et mieux faire que les autres; car aucun monopole de culture ne les aura entravés et ceux dont les capacités seront réelles devront le prouver par des faits.

Il existe aujourd'hui trois sortes d'imposteurs sociaux. Premièrement, ceux qui se font nourrir par la communauté, sans compensations. Ce sont les héritiers oisifs et les parasites. Il faut leur opposer une

législation sociale. Deuxièmement, ceux qui fournissent un travail inférieur, tout en se faisant payer sur l'excédant de travail de leurs camarades. Ce sont les champions du principe: chacun d'après ses besoins, personne d'après son travail. Ce sont les perroquets et les saboteurs du travail. On pourra s'en défendre, d'abord en les démasquant, ensuite par une organisation équitable du salaire. Troisièmement: ceux qui simulent les idées et le travail intellectuel, et ne font que répéter dissertement de grands mots lestement happés au passage: à ceux-ci on opposera la culture.

Elle sera accessible à tous, jeunes et vieux, capables de s'assimiler le travail intellectuel qu'on leur offre. S'ils fournissent, au cours de leurs épreuves, le travail normal exigé, ils pourront demander à ne pas retourner au travail manuel, mais à continuer la même profession et à poursuivre leur instruction dans toutes les branches qu'ils auront choisies. À chaque maturité nouvelle on leur désignera un champ d'activité correspondant, jusqu'au point où son travail même montrera la limite de ses capacités.

Qu'on ne vienne pas objecter l'impossibilité d'endiguer cette affluence vers le travail intellectuel. Plût au ciel qu'il en fût ainsi! Le pays jouirait alors d'un degré de développement si élevé et ses méthodes de travail seraient si perfectionnées, qu'il en résulterait un revirement complet dans la proportion du travail de tête et du travail manuel. Longtemps encore, cette affluence sera moindre qu'on ne le croit; il suffit pour le moment qu'elle libère les forces ascendantes et apaise les laissés en route.

— «Ah! Quel principe anti-social! s'écrieront les radicaux. N'avons-nous pas obtenu à grand'peine la suppression de ce maudit examen du volontariat? faudra-t-il maintenant nous soumettre au jugement de la classe soi-disant cultivée?

— Halte! Il y a là une faute de pensée. Je ne m'oppose pas à ce que, durant notre époque de transition encore tout imprégnée du monopole de la culture, toute qualification d'éducation soit écartée; bien qu'on s'expose ainsi à sentir, dans peu d'années, l'avilissement profond consécutif au règne de l'inculture.

Mais l'époque de transition prendra fin. Tous ceux qui le voudront pourront alors s'instruire et produire, et tous ceux qui le pourront, le voudront.

— «Et ceux qui ne le voudront pas? Ne devront-ils pas précisément arriver à quelque chose? Nous ne voulons pas d'élèves modèles.»

— Je ne veux pas non plus d'élèves modèles. Ceux qui n'auront rien appris au cours de leur enfance, pourront, lorsque la culture sera accessible à tous, s'y adonner à l'âge d'homme. Ceux qui, parvenus à l'âge d'hommes, ne voudront pas se casser la tête, on ne leur en tiendra pas rigueur et on leur offrira un travail normal de leur choix.

Mais quiconque prétendra encore confier les responsabilités et les destinées du pays aux hommes qui ne se cassent pas la tête, ne pourra plus se retrancher derrière des principes sociaux et devra admettre tout bonnement qu'il veut pour tous les temps la prédominance de la gueule et l'esprit encanaillé. Il ne saurait, par là, participer à la vocation allemande.

La route qui conduit à la vocation allemande, à la culture allemande — non plus une culture de classes, mais une culture populaire — la compensation du travail l'ouvre toute grande. Le pays tout entier constituera en somme, une troupe de simples soldats: chacun a devant lui d'égales perspectives. Le travailleur manuel ne sera plus arrêté par le poids d'une fatigue excessive, le travailleur intellectuel ne sera plus séparé du peuple.

Le pays de la culture n'apparaîtra plus au travailleur manuel comme une île inabordable, mais comme un district familier où il lui est loisible d'acquérir droit de cité. Cette condition préalable: l'école, sera l'apanage de chacun, le degré de sa culture ne lui sera pas mesuré par le défaut d'argent ou de temps, encore moins par manque de force disponible. Il fréquentera constamment des gens cultivés et dans ses relations il se trouvera en même temps donner et recevoir; la mentalité, la méthode et le caractère encyclopédique du travail intellectuel, aujourd'hui encore un héritage de jeunesse réservé à quelques-uns, seront sa propriété; la double langue du pays, celle des idées et celle des choses, sera pour lui une seule et même langue.

Toute stratification permanente cessera; les forces ascendantes et descendantes du peuple seront toujours en mouvement, ses divers éléments indissolublement liés. Chez les individus affligés d'un caractère pessimiste, chez les natures tourmentées, pourra exister une haine contre leur propre mentalité, contre la destinée qu'ils se seront crée eux-mêmes — ce conflit ne cessera jamais tant que nous serons des hommes —, mais il ne

sera plus question de haine de classes, aussi peu que chez une troupe, volontairement recrutée, d'artistes ou de gymnastes.

La culture sera tout à la fois le but social reconnu du pays, le but et la raison d'être de chacun; il s'ensuivra que le désir de richesse et de jouissance doublement contenu, par une dépréciation sociale de ces objets et par une élévation de la mentalité, rentrera dans l'ombre.

L'esprit du pays ne ressemblera à aucun de ceux que nous connaissons. Comme au moyen-âge, un pouvoir spirituel régnera; ils ne sera pas imposé du dehors, ni d'en haut, mais spontané. La rivalité de tous sera analogue à celle des hommes les plus éminents de l'époque de la Renaissance; elle ne s'exercera pas pour l'acquisition de valeurs conventionnelles, mais pour l'épanouissement de la vie. Comme autrefois, le pays sera dispensateur, mais ses dons ne proviendront pas d'une couche supérieure désagrégée; ils proviendront de l'énergie du peuple tout entier.

Pour la première fois, la volonté consciente d'un peuple, faite de conviction, sera dirigée vers un but commun reconnu. L'importance de ce seul fait est incalculable; il signifie des énergies telles que nous n'en avons rencontrés qu'en de rares sommets de l'histoire et dont la Révolution française offre le dernier exemple.

Les dangers dont nous avons parlé, l'enfer du socialisme mécanisé, des dispositions et des organisations dénuées de sentiment et d'intelligence, seront écartés; car, le travail cessera d'être matériel et formel, pour acquérir de la substance et une valeur personnelle.

L'intelligence est le seul but, qui sanctifie le moyen; le sanctifie, non en le justifiant, mais en le purifiant.

13.

De même que dans la chambre d'un malade près de mourir, les parents se réconfortent en constatant un léger abaissement de la température, tout en sachant bien que l'heure fatale ne saurait être évitée, les gens compétents cherchent à se persuader que l'ordre normal renaîtra par de petits moyens, sinon de lui-même. Rien ne rentre dans l'ordre autrement que par les moyens les plus extrêmes. La ville de lagunes que sont notre économie et notre société est sur le point de s'écrouler, car ses supports sont pourris. Evidemment, elle tient encore, et tiendra encore une heure, et la vie tout entière y circule tout comme aux jours de la santé. Ou nous laisserons aller les choses et l'écroulement se produira, et jamais les débris ne se ranimeront; ou l'on se mettra à étayer par-dessous le corps frappé à mort; il vivra des dizaines d'années, troublera la tranquillité générale, créera malheurs et dangers et mourra peu à peu, lorsque la nouvelle ville aura pris la place de l'ancienne.

Sans doute nous demandons ici quelque chose d'immense, d'inimaginable. Un homme sensé peut-il croire que si l'ordre social du monde s'écroule, si un pays de l'importance de l'Allemagne perd la base de son existence, brise la trame ou son développement séculaire, si son savoir et ses traditions sont dépréciés et mis en question: cet homme peut-il croire réellement que

16*

tous les paragraphes de la législation, les confiscations, la socialisation et l'amélioration des salaires puissent donner à une nation de soixante millions d'habitants de nouveaux droits à une existence historique? Pourquoi donc la république nègre de Libéria n'est-elle pas en avance sur tous?

Notre volonté est faible et nos anciens maîtres prétendent que nous ne pouvons subsister sans la rude férule des souverains et de l'aristocratie. Si cela est vrai, nous sommes finis, à moins qu'une dictature n'ait pitié de nous et ne nous procure une place modeste parmi les nations, avec un grand passé et un avenir mesquin. Si nous sommes dignes de notre nom, nous devons nous renouveler intellectuellement; rien que de penser, pour un peuple, lui fait donner quelque chose au monde; réaliser cette pensée, la réaliser au sein d'une société nouvelle, signifie en même temps l'épreuve et l'accomplissement.

L'orientation de notre éthique sociale doit changer. Jusqu'à présent, elle reposait — dépouillée de tous discours de circonstance — sur deux conceptions efficaces et actives: le devoir et le succès, deux faces de l'individualisme. Tout le reste, amorce du prochain, sens commun, foi, culture intellectuelle, sentiment de la nature signifiaient — exception faite de quelques hommes généreux —, accessoires, moyens de parvenir, convention et mensonge. Le devoir représentait l'impulsion naturelle sub-consciente; la poursuite du succès, l'impulsion pleinement consciente. Situations et revenus, telles étaient les récompenses de ces deux impulsions. Peu d'existences restèrent indemnes de cette estimation

des valeurs; la société bourgeoise, dans sa grande majorité, s'y abandonnait complètement.

Toute manifestation extérieure trahissait ce double but: posséder quelque chose et être quelque chose. On ne voulait pas être confondu avec n'importe qui, possédant moins et représentant moins. La conception: être, être humainement! comportait des nuances. On pouvait être quelque chose, beaucoup ou peu. Du col blanc au collier de perles, de la chambre convenable au wagon-salon, du Bierzipfel [1]) à la dragonne, sa place à la table de brasserie, au titre d'excellence, tout constituait une preuve de ce qu'on possédait, de ce qu'on était ou croyait être. On ne devait pas adresser la parole aux gens que l'on ne connaissait pas; à ceux que l'on connaissait, on pouvait emprunter cent marks, mais, on ne pouvait leur demander un sou. Qui possédait la richesse, l'étalait pour se faire admirer, était de condition, montrait son inaccessibilité et fléchissait sous le lourd fardeau de sa dignité par exemple; il entrait dans un restaurant, le regard absent, écrasé sous le poids de son existence. On demandait aux inférieurs une tenue et un langage avilissants et l'on restait figé; en présence des supérieurs on s'animait soudain et on faisait preuve d'une complaisance attentive. Dissiper en une heure le revenu mensuel d'une famille

---

1) Littéralement «oreille de bière». Dans les sociétés d'étudiants, en Allemagne, en Suisse et jusqu'à Genève, on porte attaché à la montre un ruban aux couleurs de la société, orné de plaques d'argent, et qui se nomme B i e r z i p f e l. Ce mot est intraduisible. *Note du Trad.*

pauvre, était — ou est? — permis. «On avait ce qu'il fallait», et «cela ne regardait personne». Les classes inférieures opposaient à ces monstruosités beaucoup de véritable indignation, mais aussi une funeste jalousie, une imitation affichée, et une secrète admiration. Tout caprice imbécile était approuvé sous la forme d'une imitation grossière, l'exhibition du faubourg et du village le cédait à son modèle en qualité, en quantité point.

Excroissances? façons de grandes villes? il ne faut pas généraliser? Formules. Pour connaître l'esprit d'une société, on ne s'adresse pas à ses ermites. Du reste, que chacun s'interroge: cette société était-elle basée sur la solidarité et sur la bonté, ou sur des intérêts et des abus dénués de tout scrupule, sur le faste et l'apparence, sur la servilité et la priorité? Si quelque chose pouvait expliquer l'empressement avec lequel on s'est précipité dans la guerre — dont on ne connaissait ni ne voulait connaître les origines —, il faut prendre en considération, à côté de l'idée consciente de remporter des avantages, de se remettre d'aplomb et d'assurer sa carrière, la poussée obscure de l'instinct social, qui, las du funeste individualisme et de l'égoïsme personnel, aspirait à la solidarité, à la fusion.

Tout cela serait profondément ancré dans la nature humaine, aurait existé de tous temps et ne saurait être modifié tout-à-coup? Bavardages d'écoliers. La nature humaine renferme bien des choses et il importe de savoir ce que la volonté peut en tirer. Qui parle de modifications subites? Il s'agit de déplacer l'échelle arbitraire de l'estimation des valeurs; alors, au

sein de la nature humaine inchangée, ce qui s'étale aujourd'hui au grand jour se tapira dans l'ombre. Or, ce déplacement est affaire de connaissance. Lorsque la parade, le gaspillage, l'exclusivité, la dissipation, l'accaparement et la thésaurisation, l'avidité, la mendicité et la jalousie populacière, seront considérés du même oeil que les aberrations dans d'autres domaines, — tout le mal ne sera pas supprimé, mais l'atmosphère sera purifiée. Voyez les vaillants «socialistes de novembre» et les convertis de tout ordre: ils prouvent que la transformation de l'échelle des jugements est l'affaire d'une heure. C'est pourquoi personne ne doit y regarder de trop près — excepté, s'ils se servent de leur conversion pour faire des affaires.

Tout point de vue social présuppose des valeurs reconnues. Les valeurs de la morale chrétienne n'ont jamais pénétré les tréfonds du point de vue collectif; même au moyen-âge, lorsque fleurissait la culture chrétienne — en réalité ecclésiastique —, les conceptions morales chrétiennes restèrent l'apanage d'individualités et de communautés exceptionnelles; la société reconnaissait le mythe, rendait hommage à la hiérarchie et resta moralement païenne. Dans les couches supérieures elle était influencée par une conception de l'honneur basée sur le culte du courage. Jamais les églises n'ont tenté sérieusement de former la morale; elles s'occupaient de doctrines dogmatiques qui se détachaient toujours davantage du corps de l'évangile, et vouaient leurs forces superflues à la politique et à pactiser avec les pouvoirs dominants.

La morale reposant sur le culte du courage, avec son incarnation: la conception de l'honneur, en usage chez les classes dirigeantes et imposée par elles, a conservé son influence en ce qui concerne le mépris de la lâcheté et des crimes lâches. Dans ses appréciations positives, la morale aristocratique dégénéra en arrogance, satisfaction de soi, exclusivité de caste; l'abstraction kantienne et prussienne de la conception du devoir resta une règle de conduite, en fond non démontrée et pauvre en conviction, efficacement affirmée par l'éducation et le contrôle. La chute des pouvoirs dirigeants et de leurs contrôles nous fait constater leur fragilité.

Nous n'avons pas réussi à remplacer la morale sociale par le modèle d'un caractère national idéalisé. Comme les nations antiques, les nations occidentales ont adopté la fiction de types idéaux, auxquels ils croient ou voudraient ressembler; ils savent ce que veulent dire: esprit gaulois, english character ou american democracy; tandis qu'en dehors de quelques héros, pour ainsi dire consacrés, et de quelques figures historiques inimitables, nous ne saurions définir aucun caractère fils de nos pensées ou de notre imagination, dont on puisse dire qu'il incarne l'esprit allemand dans sa collectivité.

La doctrine que l'on nous attribue, de l'essence, du développement et du domaine de l'âme, a, jusqu'à présent, pénétré la conscience de très peu d'entre nous; la transformation de la pensée et du sentiment qui découle de cette doctrine ne pénétrera pas dans les masses directement, mais par une transmission constante d'une couche à l'autre.

Valeurs reconnues de la conscience sociale! Cela sonne d'une façon si abstraite et si peup ratique, que nous nous croyons au pay néb uleux des discours de circonstance et du pathos des ar ticles de fond. Reconnaissance volontaire d'une autorité invisible? — mais nous avons détruit l'asutorité tangible et nous vivons au sein de l'anarchie intellectuelle et du nihilisme moral! Pourtant, des valeurs synthétiques, impérieuses, morales sont à portée de notre main, sur le plan de la conscience sociale.

Les quatre parties du monde ne parlent-elles pas de démocratie? Ce mot, qui nous était interdit jusqu'à l'année dernière, ne nous est-il pas devenu familier jusqu'à satiété, même dans les milieux où l'on ne prononçait ce petit mot si modeste, de «libéralisme» qu'en fronçant le sourcil? Et que signifie démocratie? Une négation pure, c'est à dire qu'on n'a plus besoin de rien supporter? Ou cette chose triste, que la responsabilité va à la popularité et que la majorité décide? Ou encore le pire, qu'à travers un socialisme de parade, on aspire à la république des dollars?

Ce n'est pas la forme de son gouvernement qui détermine l'esprit d'un pays, mais bien la structure de sa société. Il n'y a pas de société démocratique, car la démocratie peut exister conjointement au capitalisme, au socialisme, au clubisme même et au système des castes. La conception fondamentale inexprimée, qui confère un sens et de la solidité à une constitution démocratique et à une forme sociale organique, s'appelle solidarité, c'est-à-dire le sens de l'interdépendance et de la communauté. Solidarité veut dire que chacun n'est

pas lui-même son prochain, mais que, chacun pour tous et tous pour chacun, sont responsables, devant l'Etat comme devant Dieu, et justiciables d'eux.

Au sens de la solidarité, le règne de la majorité sur la minorité n'est pas un but, mais un mal; le but de la démocratie solidaire est le règne du peuple sur lui-même, non en vertu de la proportion numéraire de ses intérêts, mais en vertu de l'esprit et de la volonté, — qu'il affranchit. Au sens de la solidarité, une société ne peut pas reposer sur des monopoles héréditaires, monopole du capital, monopole de la culture; elle ne peut s'abandonner non plus au terrorisme de professions et d'associations qui, menées par des braillards, étranglent à leur gré des entreprises d'importance vitale; elle ne peut reposer non plus sur la flatterie démagogique de masses surexcitées. Tous ceux qui naîtront, devront trouver dès le berceau le même droit à la vie, leur croissance devra être entourée de protection et de soins, ils devront avoir le libre choix de leur destinée. Toute activité leur sera ouverte, excepté celle qui porterait atteinte à la vie des autres. Leur rayon d'action ne sera pas déterminé par la naissance, la faveur, la ruse et la volubilité, mais par la volonté et l'intelligence.

Aujourd'hui, que la culture intellectuelle est un monopole de classes, elle ne constitue aucunement un critère de la capacité créatrice. Cependant il a été prouvé que le désir de culture d'un esprit quelque peu doué est assez grand pour pouvoir, dès aujourd'hui, par l'autodidactie, surmonter quelques-uns des obstacles extérieurs qui se dressent devant lui. Parmi nos ministres prussiens et allemands de l'ère nouvelle,

aucun n'était, que je sache, analphabet; et celui d'entre ceux qui imagina de s'excuser de son défaut de maîtrise de sa langue en alléguant le monopole de l'éducation eut tort; car des dizaines d'années d'exercice dans l'art oratoire doivent permettre à des capacités normales de s'assimiler les lois fondamentales de la syntaxe.

Lorsque l'accession à la culture intellectuelle allemande sera devenue propriété commune, cette culture constituera sinon la marque, du moins la condition préalable à toute activité créatrice. La preuve de capacité ne se fera plus de masses à agitateurs, ni dans la pénombre de chancelleries privilégiées, mais au sein d'une concurrence féconde entre hommes d'esprit élevé.

La société ne sera pas divisée en classes et en castes, ne sera pas graduée selon l'origine et la fortune, ne sera pas dominée par des professions particulières, des oisifs ni des masses, mais elle sera organisée. Organisée d'après l'intelligence, la volonté, le travail et la responsabilité.

Quiconque ne veut pas de ce régime qui va se créant et se renouvelant de lui-même, et récuse en même temps les régimes passés, veut la domination de la violence et du hasard. Car, à la longue, pas plus qu'une équipe industrielle ou l'équipage d'un navire, une société ne reste inorganisée. Seulement, du régime organique viendra le régime du hasard et de l'arbitraire, un régime personnel, qui naît de l'habileté momentanée de quelques hommes, se maintient par la violence et tend à persister sous la forme d'une quelconque oligarchie héréditaire.

Ceux qui veulent une organisation sociale organique, qui sache s'établir et se régénérer elle-même, ont à choisir — car une organisation hiérarchico-sacerdotale n'est plus possible, et d'une organisation rurale il ne saurait même être question dans notre pays de villes industrielles —, entre une organisation militaire, basée sur la valeur corporelle disciplinée, une organisation mercantile et capitaliste, basée sur le sens des affaires et l'agilité de l'égoïsme, une organisation démagogique, basée sur la domination des masses par la parole et dont l'existence sera éphémère, puisqu'elle tournera au despotisme oligarchique, ou une organisation moulée d'après la culture, et qui repose sur l'intelligence, le caractère et l'éducation.

Cette dernière est non seulement la seule qui nous convienne et digne de notre passé; mais aussi, elle constituera plus tard l'organisation sociale universelle. Nous reconnaissons en elle ce que la mission prussienne négligea — car depuis cent ans c'était à portée de sa main —; et cette négligence fut la cause de son naufrage.

La grandeur de la politique prussienne depuis 1713 consista en sa reconnaissance anticipée et sa mise en valeur de la mécanisation, avant que celle-ci fût devenue un principe mondial. Organisation et amélioration, machine de guerre et argent, méthodes scientifiques, objectivité et conscience, c'est là de la mécanisation, politiquement parlant.

L'emploi précoce de ces principes dénotait une génialité qui devançait beaucoup la situation mondiale. En présence de cette génialité, le reste du monde con-

tinental, non encore mécanisé, restait attaché à des débris moyen-âgeux, césariens et cléricaux, paraissait lourd, illusionniste, capricieux, imprécis et mou. Ce point de vue prussocentrique a prévalu presque sans interruption jusqu'au milieu de la dernière guerre; pas tout-à-fait à tort, car la Prusse était en avance, à tous les points de vue, dans le domaine de la mécanisation.

Pendant cent ans, les principes prussiens détinrent le monopole du succès, mais on les comprenait à peine, moins encore les imitait-on. Puis vint Napoléon.

Il s'empara des principes de la mécanisation et s'en servit comme personne avant lui; il fut le mécanisateur du monde. Il fut aussi quelque chose de plus prodigieux: l'héritier de l'émancipation intellectuelle et populaire de la France.

La Prusse tomba, et serait tombée, même si son mécanisme n'avait pas été rouillé. Ses chefs s'instruisirent en France et en Angleterre, entreprirent une émancipation populaire dirigée par les autorités et une émancipation intellectuelle soutenue par le peuple; ils ranimèrent la mécanisation et vainquirent avec l'Angleterre, comme récemment la France vainquit avec l'Amérique.

Ici la route bifurqua: on pouvait continuer soit la mécanisation soit l'émancipation intellectuelle. On ne fit rien, on resta stationnaire. La réaction prit la place de l'émancipation intellectuelle, la bureaucratie celle de la mécanisation. Sur le reste du continent, la mécanisation politique fut étouffée également, et cela par les progrès de la mécanisation économique.

Bismarck reconnut les forces inemployées, qui dormaient au sein de la mécanisation politique. Le monde, vu de notre fenêtre, paraissait toujours désordonné et flasque; il l'était. Une fois encore, et par un travail prodigieux, on parvint à ranimer le mécanisme prussien, à réprimer la bourgeoisie avide de liberté et d'intellectualité. On nomma cela: realpolitik. Le terme était exact. Le libéralisme professoral n'avançait pas les choses, Krupp et Roon préparèrent des victoires. Comme au temps de Frédéric, le flasque continent ne tint pas pied, la Prusse atteignit son point culminant et acquit l'Allemagne.

Les routes bifurquèrent encore une fois. Mais personne ne soutint plus l'émancipation populaire et intellectuelle. On crut en posséder assez pour ses besoins, la démocratie fut compromise et s'écroula, les professeurs adhérèrent à la realpolitik, le succès se trouvait du côté de la mécanisation politique, qu'on voyait à bon droit attachée à la dynastie, et la mécanisation économique empocha le gain.

Bismarck mourut soucieux, mais sans scrupules. Les deux mécanisations se trouvaient au zénith et les autres pays semblaient toujours flasques, au point de vue politique. Ici l'on s'épuisait en luttes parlementaires, là on manquait de croiseurs, ailleurs de canons ou de troupes, ou de chemins de fer, ou d'argent; partout les trains arrivaient en retard, partout l'opinion publique ou la presse s'occupaient de procès ou d'administration, partout il y avait des scandales. Ce n'était qu'en Allemagne prussienne que tout allait bien.

On n'avait oublié qu'un point. La mécanisation

économique était devenue propriété commune de tous les pays. En s'inspirant d'elle, en profitant de ses méthodes et de ses expériences, on pouvait, ailleurs aussi, mécaniser au besoin la politique, ou, comme on dit aujourd'hui, la militariser; et cela d'une façon plus vivante et plus nouvelle qu'en Prusse. Car chez nous, dans le sentiment où l'on était de posséder une organisation inimitable, le mécanisme en quelque sorte en réserve se trouvait en boîtes et une partie en moisissait de façon inquiétante. En ce qui concernait la liberté, les autres peuples étaient en avance; aussi l'isolement intellectuel de la Prusse vint-il s'ajouter à son isolement politique.

Au sein des nuées de l'atmosphère économique, aucun homme politique ne sut reconnaître que le principe prussien avait cessé d'être un monopole, un avantage, par conséquent une pensée géniale. Ce manque de prévoyance fut la cause politique de la guerre. Au lieu de rénover à l'intérieur du pays, au point de vue de la liberté et de la culture, et de mener la politique défensive la plus calme, la plus inapparente, la plus discrète, on arma et on cogna. Toutes les fausses notes possibles eussent constitué une faute bien moins grave que d'adopter le ton et la mesure de: ré majeur, allegro, tempo di marcia, fortissimo, à grand renfort de timbales et de trompettes.

Aujourd'hui nous n'avons plus le choix: nous n'avons qu'à nous décider. L'époque du prussianisme mécanisé est passée pour nous, l'époque de la politique de violence mécanisée est passée pour le monde entier; cependant le mirage de Versailles donne l'illusion

qu'elle se trouve très haut à l'horizon. Ce qui commence, ce n'est pas la trêve de Dieu du capitalisme, comme le voudrait la police des peuples, mais l'époque sociale. Les peuples vivront en elle et s'y organiseront, selon la force des idées qu'ils représenteront.

Il ne suffit pas que de Prussiens nous devenions Allemands. Même si nous pouvions, ce qu'il faut souhaiter, sauver du désastre prussien les réelles vertus de l'objectivité, de l'ordre et du devoir. Il ne suffit pas que nous brassions un mélange insipide, composé des méthodes bourgeoises rancies de l'occident et des pratiques révolutionnaires impubères de l'orient. Cela ne suffit pas; nous marcherons même plus vite à notre perte que d'aucuns le croient, si nous pataugeons au jour le jour dans de puantes criailleries d'intérêts et dans l'étroitesse d'une bureaucratie confortable, discutant aujourd'hui des changes, demain des délais, après-demain de l'alimentation, bouchant un trou avec un autre et allant nous coucher là-dessus, satisfaits se disant: soit, on a pourtant créé quelque chose, le tout en sortira.

Il n'en sortira rien, créatures étourdies, tant que vous n'aurez pas imposé silence à vos bavardages sans conviction, à vos marchandages, à vos agitations et à vos compromis, tant que vous ne vous serez pas mis à réfléchir. Voici un peuple qui a perdu son droit à l'existence, parce qu'il l'avait basée — dans sa croyance aveugle en l'autorité — sur le bien-être et la force et que tout cela n'est plus. Voulez-vous baser votre existence sur des vaisseaux, des soldats, des mines, des relations commerciales que nous n'avons plus, ou sur

l'agriculture, insuffisante, ou sur la volonté du travail, qui est brisée? Faut-il que nous devenions les valets de labour ou les valets de haras de l'univers? Nous ne pouvons baser notre existence que sur la réflexion et sur l'idée. Où est votre pensée? où est la pensée allemande?

Nous ne pouvons et ne devons vivre que si nous devenons ce que nous étions destinés à être, ce que nous étions sur le point d'être et ne sommes pas devenus: un peuple intelligent, une intelligence au sein des autres peuples. Telle est la pensée allemande.

Elle, la pensée allemande, créera la société nouvelle, la société de l'intelligence et de la culture intellectuelle, la seule qui réponde à l'époque et l'accomplisse.

C'est pour cela que nous avons été pourvus d'un caractère faible en ce qui concerne la volonté extérieure, d'un caractère fort en ce qui concerne les responsabilités intérieures, c'est pour cela que la profondeur et la clairvoyance, l'objectivité et la justice, l'universalité et l'individualisme, la force active et le don d'invention, l'imagination et l'ambition nous ont été donnés: c'est pour que nous réalisions cette société. Que signifient en effet ces qualités dans leur ensemble? Elles ne signifient pas le conquérant, l'homme politique, l'homme du monde ni l'homme d'affaires; il serait superficiel et abusif de prétendre que nous puissions représenter l'une de ces catégories parmi les peuples. Ces qualités constituent le travailleur intellectuel; or, si nous sommes fort éloignés d'être un peuple de poètes et de penseurs, c'est notre droit et notre destinée de devenir un peuple réfléchi parmi les peuples.

Et de quoi vivra ce peuple réfléchi, demandez-vous d'un ton railleur? Avec toute sa sagesse, ne devra-t-il pas mendier et mourir de faim?

Il vivra. Car un peuple qui, au milieu de la révolution mondiale de cent ans, se sera créé une forme sociale stable, équilibrée, organisée et développée au plus haut degré, travaillera et produira. En attendant l'on se querelle et l'on se bat beaucoup, mais on travaille et produit peu. Au cours des décades qui vont suivre, on ne demandera pas: quels sont ceux qui ont des besoins? mais: quels sont ceux qui peuvent créer? Les pays sont dévastés, comme l'Allemagne après la guerre de trente ans, mais on ne le voit pas encore. Tant que la fièvre durera, la ruine ne sera pas apparente.

Une production réfléchie et spiritualisée, créée par une société et une communauté de travailleurs d'esprit élevé, est plus que précieuse et avantageuse, elle est symbolique et indispensable. Cela n'est pas vrai seulement en ce qui concerne la production, mais aussi en ce qui concerne les méthodes de production, la technique, l'éducation, l'organisation, la manière de voir.

Il est petit de dire que c'est la jalousie du monde qui a consommé notre anéantissement. Car pourquoi cette jalousie n'a-t-elle pas anéanti l'Amérique et l'Angleterre? On nous a regardés avec admiration et antipathie. L'admiration s'adressait à notre systématisation et à notre travail, l'antipathie provenait d'une certaine indiscrétion commerciale, de notre gouvernement maladroit et dangereux et de la servilité arrogante avec laquelle nous le supportions. Si l'on avait découvert, en dehors de l'égoisme mercantile et

national avoué, une idée allemande, on l'aurait respectée.

L'idée allemande de la culture intellectuelle nous procurera quelque chose que nous n'avons pas connu depuis un siècle et dont nous ne saurions mesurer la portée: admission spontanée, encouragement, escorte. Nous ne savons pas ce que signifie un peuple soutenu par ces forces vives, telles que les ont possédées, la France par son art de la forme, l'Angleterre et l'Amérique par leur civilisation et leur démocratie, la Russie par son orthodoxie slave, les Etats neutres par leur internationalisme.

Il n'y a aucun doute. Nous vivrons, nous ferons plus que vivre. Car nous nous retrouverons pour la première fois, depuis des siècles, conscients d'une mission, et un lien unira nos contrastes, qui sera plus qu'un lien d'intérêt.

Le but de la révolution mondiale à laquelle nous participons, s'appelle, physiquement parlant, la fusion des classes. Transcendentalement parlant, il s'appelle la rédemption. Rédemption des couches inférieures, rendues à la liberté et l'intelligence. Personne ne peut se racheter lui-même, mais chacun peut racheter son prochain. De classe à classe, d'homme à homme, ainsi s'affranchit un peuple. Mais chacun doit y être prêt, chacun doit y mettre de la bonne volonté.

CRITIQUE DE LA TRIPLE RÉVOLUTION

1.

RÉVOLUTION PAR ERREUR.

Il n'y a plus de doute possible: ce que nous appelons la révolution allemande est une désillusion.

Il faut se méfier de tous les présents d'un hasard, de tous les produits du désespoir.

Ce n'est pas une chaîne qui sauta sous la tension de l'esprit et de la volonté: ce fut une serrure qui se rouilla de part en part. La chaîne tomba et les prisonniers libérés se trouvèrent là ahuris, abandonnés, embarrassés, et ne bougèrent qu'à contre-coeur. Bougèrent les premiers ceux qui y virent leur intérêt.

Nous appelons révolution allemande, ce qui fut la grève générale d'une armée vaincue. Nous appelons contre-révolution allemande, ce qui serait la reprise du travail par une nouvelle armée d'essai.

La classe ouvrière se laissa mettre en selle et chevaucha au trot accoutumé de la grève. Le peuple resta à l'écart et élut un parlement bourgeois. La social-démocratie embourgeoisée se fit héberger par la famille bourgeoise et se laisse imposer le gouvernement,

gouvernement sans pouvoir. Les extrémistes courent à côté du cheval et le fouettent avec le knout du bolchévisme.

Rien là d'étonnant, car rien n'était préparé.

Il y a cinq ans, la social-démocratie allemande ne savait pas encore si elle devait souhaiter sérieusement une forme de gouvernement parlementaire. Elle acquiesça à la guerre, parce qu'elle sentait que ses masses l'exigeaient. Elle approuva la guerre sous-marine. Au cours de la dernière année de la guerre, la question prussienne du droit de suffrage laissait les masses encore parfaitement indifférentes. Les deux révolutions russes de 1917 et la paix de Brest, furent acceptées sans broncher. Jusqu'en novembre 1918, il n'y eut aucune mentalité révolutionnaire; seulement de la lassitude dans le pays et de la mauvaise humeur au front. Les convertis de 1914 furent les convertis de 1918 et seront les convertis de 1920.

La révolution ne fut pas un produit de la volonté, mais un événement du contre-coeur.

Il n'y avait pas de théorie, ni d'éducation révolutionnaires. Deux générations avant la grande révolution, les pionniers français et les encyclopédistes avaient préparé la démolition et la reconstruction. Durant deux générations, l'intelligence russe s'était formée intellectuellement et pratiquement. L'Allemagne dormait sur ses expériences manufacturières de 1840, transformait la doctrine de Marx en un symbole religieux escatologique et chiliastique et voyait dans le socialisme un mouvement de salaires ouvriers, reliés au timide trouble-fête qui avait nom parlementarisme.

Il n'y avait même pas d'aspiration révolutionnaire. Le pays admirait ouvertement le brillant militarisme et n'offrait, à-demi conscient, qu'une inoffensive critique d'office. On ne soupçonnait même pas l'injustice intime de l'organisation sociale; on regardait avec incrédulité et méfiance ceux qui confessaient: comment pouvait-on confondre une réthorique d'écoles avec la réalité? Le mécanisme des partis, un petit Etat à part voué à un siècle de travail paisible, se serait détruit lui-même, s'il avait pris au sérieux son but révolutionnaire.

Il faut du temps pour agglomérer les cellules individuelles excitées du cerveau populaire en une conscience collective; il faut des dizaines d'années. Serions-nous un peuple créateur de formes, — nous ne le sommes pas — qu'il nous manquerait encore le travail d'une génération pour amener la pensée nouvelle, des lieux isolés de sa naissance, par l'entremise d'esprits médiateurs à la conscience des masses. La campagne n'est pas arrosée par la chute furieuse des torrents des montagnes, purs et glacés, mais par l'eau attiédie et mélangée des fleuves à cours tranquille.

Mais nous manquons même de sources. Depuis Luther, le sang allemand n'a plus osé émettre d'idées révolutionnaires; il n'a jamais osé se révolter contre l'autorité. Depuis cent ans nous avions une peensée philologique et physique; les hommes officiellement chargés de penser dormaient le sommeil de l'histoire.

Pour penser il faut d'abord sentir. Oserait-on prétendre qu'exista ou existe en Allemagne un senti-

ment de justice sociale, d'organisation mondiale épurée, de vie sanctifiée, une conscience du monde? Le mécontentement a existé et existe, mais le mécontentement n'est ni un sentiment, ni une idée. On n'est même pas parvenu jusqu'à la mentalité révolutionnaire, qui en raison de son impétuosité, aurait pu engendrer des idées. On transforma le mécontentement en voeux; ils furent ce qu'ils devaient être: matériels.

On ne peut nier et aucun raisonnement de révolutionnaires disciplinés ou convertis ne nous empêchera de croire que: le 1. Août 1914, le peuple allemand, le peuple allemand tout entier — à quelques infimes exceptions près — a trouvé l'objet répondant à sa mentalité et à ses sentiments. On ne saurait l'en blâmer, mais il ne faut pas le céler. Depuis lors des désillusions sont intervenues; les désillusions modifient les objets et les jugements, mais pas les sentiments. Des intérêts se sont transformés et se sont exaspérés, les caractères sont restés les mêmes. Les mêmes sentiments qui sanctionnaient alors l'impérialisme, l'autorité, le nationalisme et la dictature militaire, approuvent aujourd'hui la révolution et la dictature du prolétariat. Les forces motrices restent l'autorité et l'intérêt.

Certes il est arrivé quelque chose d'objectivement considérable. Des puissances adorées se sont avérées idoles creuses, la misère a soulevé les masses paresseuses, les organisations figées se sont liquéfiées, l'indiscutable est devenu discutable, là où l'on n'apercevait pas de problèmes, on en découvre maintenant; on a appris une chose d'une valeur inestimable, c'est qu'il en peut aller aussi autrement et de mille manières différentes.

Ce qui constitue la haute valeur de la révolution, c'est d'avoir déblayé le terrain, d'avoir engendré la clairvoyance et la mobilité, mais la clairvoyance et la mobilité ne sont ni des idées, ni des sentiments.

Nous dirigeons nos regards vers la Russie, pays où le travail et la préparation révolutionnaires ont duré des dizaines d'années. Là, règne certainement une pensée révolutionnaire, elle s'appelle: oppression des oppresseurs. C'est bien une pensée et il serait injuste de dire que c'est uniquement une pensée de vengeance, un progrom universel. Car, derrière cette pensée, se trouve l'idée et l'intention — peu conforme au caractère russe — de réaliser le communisme marxiste. Il est vrai que dans cet Etat complètement agricole, rien de semblable n'arrivera: on a distribué la grande propriété foncière, mais la communauté du sol reste sur le papier. On exerce — jusqu'à présent sans succès — le socialisme d'Etat, basé sur une oligarchie dictatoriale, avec le secours d'une garde prétorienne; les corporations locales ont, depuis longtemps, perdu leur signification pratique, les corporations centrales sont contre-balancées par des commissariats, et pourtant le pays ne vit que des restes de ce qui existait et de promesses sur papier timbré.

Nous ne pouvons employer les méthodes de la Russie, car elles prouvent uniquement et tout au plus que l'économie d'un pays agricole peut être nivelée jusqu'à ras du sol; les pensées de la Russie ne sont pas les nôtres. Elles sont, comme le démontre l'essence même de l'intelligence russe dans les villes, antiphilosophiques et dialectiques au suprême degré; elles com-

portent une logique passionnée, fondée sur des hypothèses invérifiables. Elles supposent qu'un seul bien — la déstruction de la classe capitaliste — compense tous les autres biens, qu'il faut accepter au besoin la pauvreté, la famine, la dictature, le terrorisme, la ruine de la civilisation, pour assurer ce bien. Si dix millions d'hommes doivent mourir pour en affranchir dix millions du joug de la bourgeoisie, on considère cela comme une conséquence pénible, mais nécessaire. La pensée russe signifie le bonheur imposé, au même sens et avec la même logique que l'introduction du christianisme par la violence et l'inquisition. Cette logique était exacte, lorsque l'hypothèse la confirmait; il est indifférent de brûler le corps, pourvu que l'âme soit sauvée.

Cette conception n'est pas allemande. Nous souhaitions anoblir par des idées jusqu'aux tendances du prussianisme, du militarisme, de l'absolutisme; nous ne croyons pas que le bonheur guide nécessairement le mécanisme des arguments. Nous ne saurions nous dissimuler qu'une partie de nos forces révolutionnaires ne sont en somme qu'impérialisme à rebours, rancune des éconduits, arrivisme en manches de chemise: ce qu'il y a d'allemand dans le mouvement aspire profondément à une vérité nouvelle, à une justice nouvelle, à l'idée. Cette aspiration est récente: la guerre l'a suscitée, c'est le bien qui nous est échu de ce fléau.

La véritable révolution est celle qui s'accomplit dans l'esprit. Mais la simple lutte pour le mien et le tien, pour le salaire et le pouvoir n'est pas affaire de l'esprit. Les intérêts domptent les intérêts. L'idée remporte la victoire par elle-même.

Notre pays est malade. Plus malade que la planète fièvreuse qui tremble encore de haine et de violence: car chez nous la haine et la violence sont refoulées à l'intérieur. Même aux époques florissantes, nous ne connaissions pas la forme; notre corps affamé, notre esprit terrassé, peuvent-ils prétendre à la création?

La révolution extérieure a devancé la révolution intérieure. C'est pourquoi elle porte, dès aujourd'hui, tous les signes dégradants de la lutte d'intérêts. Un romantisme intéressé règne à droite, un radicalisme intéressé à gauche; au centre on s'occupe de la propriété et des revenus. Un parlement boutiquier composé de médiocrités bourgeoises, atteint de crampes et de paralysie par suite d'antinomies irréconciliables, vide chacune de ses tâches de sa moelle et de son âme et arme la contre-révolution. L'innocuité garantie des tirades extrémistes encourage des tribuns convertis à faire dévier le pathos de leurs anciens communiqués de guerre vers les mots d'ordre: socialisation et système des conseils.

On rencontre chez les extrémistes un idéalisme persistant et sincère. Mais ils n'ont pas d'autre modèle et d'autres pensées que la Russie, ils sont les créatures et les prisonniers des masses qu'ils bercent journellement d'espérances matérielles irréalisables. S'ils mettaient leurs cœurs à nu, on les abandonnerait.

Cependant, le pays décharné, anémié, s'en va de jour en jour en lambeaux. La volonté et le travail sont brisés. De répugnantes passions naissent: la spéculation, la soif de jouissances, le jeu, la vénalité, l'oisiveté et le verbiage prospèrent. Instruments de travail et

valeurs, maisons, champs et bétail dépérissent; la jeunesse grandit dans la grossièreté et l'ignorance. L'indifférence et le découragement s'abaissent sur nous du zénith. L'espoir, la confiance et le respect ne sont plus. L'intelligence s'enlise dans un bavardage sans fin.

Encore un an de cette misère, et vienne un chef résolu de la contre-révolution, le pays, veuf de sa virilité, lui obéira.

Si nous ne réussissons pas à délivrer la révolution des entraves des intérêts, de la folie et des clichés oratoires, nous vivrons sous une démocratie de mensonge, de conscience chargée et d'oppression, qui dépassera en hypocrisie et en expédients tout ce que les classes et les cliques du vieil occident avaient pu imaginer. Nous la subirons avec et sans contre-révolution.

Seule la deuxième révolution peut nous sauver, mais pas la révolution des cosaques; il s'agit de la révolution de la mentalité.

2.

CHEFS ET DIRECTION.

On est à la recherche de chefs. Qu'arriverait-il si Bismarck revenait?

Il ne viendra pas de chefs. Il est nécessaire d'examiner en détail et à fond le problème du gouvernement et de montrer pourquoi, à cette époque de l'histoire allemande, nous n'aurons et ne pourrons avoir de chefs. Cependant on parle plus que jamais de directeurs et de direction.

Si Bismarck revenait? eh bien, on lui demanderait: qu'avez-vous à nous proposer? et l'on sourirait: «Vous conviendrez que tout cela n'est pas neuf. Depuis longtemps nous en avons discuté au club, au café, au parlement. Nous vous prouverons que cela ne va pas: premièrement, deuxièmement, troisièmement. Vous paraissez être mal informé. Certainement vous ne savez pas que: premièrement, deuxièmement, troisièmement. Du reste il y a longtemps qu'on a essayé toutes ces choses. Elles devaient faire naufrage et elles l'ont fait, parceque: premièrement, deuxièmement, troisièmement. En outre, vous lésez les principaux intérêts: premièrement, deuxièmement, troisièmement. Vous estimez faussement les énergies. Vos buts sont (c'est selon: mécaniques, inabordables, pas assez radicaux, trop radicaux, réactionnaires, théoriquement exacts, mais pratiquement faux etc. etc.). Vos moyens idem. Du reste vous n'êtes pas notre homme, car: premièrement, deuxièmement, troisièmement. Vous voyez bien que vous n'avez pas affaire à des gens quelconques. Nous sommes pourtant plus intelligents que vous ne semblez l'admettre. En somme, qu'avez-vous fait jusqu'à présent? Peu de chose. Nous sommes des spécialistes. Nous avons un commerce de souliers. Nous avons parcouru l'étape. Nous sommes membres de la société des fumeurs. Sécuritas. Nous sommes des délégués municipaux. Non, Monsieur de Bismarck, la chose n'est pas aussi facile que vous le croyez.»

Qu'aurait répondu Bismarck, de son temps? rien de parlementaire. Qu'aurait-il pensé? «Je suis soutenu par mon roi, vous pouvez me considérer.» Et

s'il n'avait pas de roi pour le soutenir? Il ne consentirait pas à s'entretenir avec des hommes d'une présomption par trop précoce et poursuivrait sa route.

Notre époque contient une triple erreur.

Premièrement elle ne sait pas faire la différence entre le vrai et le faux, parce qu'elle raisonne au lieu de sentir. Elle attend la pensée rédemptrice. Si cette pensée vient, elle ne la trouvera pas claire. Si la pensée paraît claire, elle ne la trouvera pas neuve. Or, neuve, la pensée ne peut pas l'être, car, à une époque dialectique, toute suite d'idées est composée de membres connus. Le choix de ces membres et leur assemblage décident. L'architecte assemble aussi des matières et des membres connus; cependant l'ensemble de l'édifice organique est cohérent, nouveau et réel.

Deuxièmement, cette époque ne veut rien sacrifier. Avec la rapidité de l'éclair, l'éducation dialectique reconnaît quels intérêts sont lésés; or, toute pensée lésant des intérêts, est de ce fait liquidée. On veut bien agir au mieux, mais encore faut-il que ce mieux le soit pour chacun en particulier.

Troisièmement, notre époque manque de connaissance des hommes, ainsi que de respect et de confiance en eux. On veut le grand homme et, on n'en veut pas. On veut qu'il parle, écrive et agisse, comme on parle, écrit et agit soi-même, afin de se prouver qu'on est son égal. Si on l'est, on n'a au fond pas besoin de lui. On sait encore comment on peut réfuter toute pensée et tout homme; on se méfie de chacun, comme on se méfie de soi-même. L'ancien sentiment de l'autorité,

qui ne dépendait pas de l'homme, mais de sa classe, est renversé et l'on ne respecte plus rien.

Comment en est-il ailleurs? La situation est très analogue, mais pas semblable. Dans les pays où on s'attachait moins aux catégories qu'aux hommes, le sens de la valeur personnelle ne fut jamais complètement perdu. On n'aime pas toujours les grands hommes, mais en général, on les reconnaît et on les estime. On n'a pas honte de partager des opinions, si on les tient pour exactes. On n'essaie pas de passer à chaque instant un examen d'originalité et d'intelligence, en réduisant à néant, par d'éloquentes plaidoiries, des idées justes. On n'a pas subi la foi avilissante en l'autorité des titres et du costume, aussi l'on se respecte soi-même, on se sent respecté et on respecte les autres.

Pourtant, n'y a-t-il pas chez nous aussi des chefs? Oui, et de diverses sortes: il en est qui obtiennent les suffrages de groupes d'intéressés, d'autres se font une popularité au sein des associations, d'autres sont portés aux nues dans les assemblées populaires, d'autres enfin trouvent grâce auprès de ceux qui vous précèdent dans la vie: auprès des intéressés, lorsqu'on place l'intérêt au-dessus de tout, auprès des associations lorsqu'on exprime ce que tout le monde pense, auprès des assemblées populaires si l'on surpasse en éloquence le précédent orateur, auprès des hommes au pouvoir en cherchant à capter leur héritage.

Il faut pourtant approfondir la question. Comment autrefois une direction spirituelle était-elle possible? Un homme inspiré pouvait inspirer des pensées à un peuple bien doué, mais peu habitué à penser. Il éveil-

lait la pensée sommeillant de tous, en devenant l'esprit et la langue du peuple. Le premier et le dernier Allemand qui y parvint réellement, fut Luther. Plus tard, bien inférieurs à lui, vinrent Lassalle et Bebel. Tous les autres s'appuyaient sur le pouvoir des princes et sur l'armée.

Aujourd'hui encore, certaines choses dorment dans l'âme populaire, mais rien d'inexprimé: car en général, la pensée et les discours continuels touchent toutes les cordes et, parmi toutes les fausses notes, on ne reconnaît et ne peut reconnaître le son juste. Donnez-lui une sonorité assez puissante pour qu'il parvienne aux oreilles de la postérité: le vacarme empêche les contemporains de l'entendre.

Une chose, en effet, nous distingue de toutes les époques antérieures: la quantité inouïe de pensée moyenne. Un siècle de travail mécanisé abstrait a fait de nous une race de cérébraux, une machine dialectique compacte. Tout le monde est politicien, diplomate, théoricien, journaliste et, avant tout, avocat. La pensée moyenne, sous des formes connues, faciles à apprendre, avec des conceptions variables selon la mode et très accessibles, fait rage dans le cerveau du peuple et étouffe toute pensée profonde. Le voyageur, dans son compartiment, mange sa tartine de beurre et réfute en mâchant, toute la philosophie depuis Hammurabi jusqu'à Hégel.

La nouvelle génération tout entière, issue de la génération d'arrivistes de 1880, grandie dans le mépris de ses pères, dégoûtée de la mécanisation, indignée de la guerre, honnête, inexorable, imbue d'un amour agres-

sif de l'humanité, broie entre ses dents saines et critiques, à la manière du temps, ce qu'elle engendre. Cette conduite est juste, conforme aux principes révolutionnaires, mais l'émiettement de la pensée ne s'en poursuit pas moins.

Est-il un pays dont la pensée soit aussi divisée que chez nous, et qui, à force d'originalité, soit si peu original? Du nationalisme malfaisant au pacifisme daltonien, de l'internationalisme aspirant à l'amour, jusqu'au bolchévisme à poigne, toute impulsion vient du dehors, aucune n'est allemande, aucune ne pénètre jusqu'au fond de notre être. La guerre ne pouvait engendrer aucune pensée, car elle reposait sur le mensonge; la révolution est sous la conduite de l'étranger et se nourrit tout ensemble de la Ligue des nations occidentales et des soviets de l'orient.

Faisons un pas de plus. Il semble que la conduite des peuples par des individualités perde de sa signification au sein de l'économie spirituelle de l'univers. La génialité est une force primitive. Les hommes les plus éminents de l'histoire de l'humanité sont inconnus; ce sont les maîtres des temps primitifs, qui, par des actes que nous ne saurions concevoir, arrachèrent l'esprit au sombre crépuscule et s'emparèrent du verbe, du nombre, du feu, du gouvernail, de la pensée et de la foi; aujourd'hui encore l'esprit et les traits de l'individu créateur sont empreints de quelque chose de primitif. L'arbre vigoureux ne parvient à son développement complet qu'en pleine campagne, tandis que, dans une forêt dense, il n'est qu'une branche plus haute parmi les autres; de même, dans le fourré de la pensée collective,

la pensée transcendante n'est reconnaissable que de loin; de près, elle ne s'impose pas.

La création ne se produit plus spontanément, elle exige du champ dans l'espace et dans le temps, elle a besoin d'intermédiaires. Une voix forte, la stature et l'action n'émeuvent plus le monde; leur rôle est dévolu à la parole la plus calme. Le levier de direction se trouve dans la main qui écrit. La route de la pensée est longue et ramifiée, le chercheur en trouve difficilement l'issue et l'origine.

C'est pourquoi il y a peu d'espoir d'une direction visible, et si nous nous réfugions dans le domaine de la direction invisible, anonyme, nous serons encore une fois conduits au concept de la substance populaire, dans les abîmes et les divisions duquel l'esprit devra chercher sa voie.

Nous ne savons presque rien des lois selon lesquelles l'esprit individuel s'ajoute à l'esprit national, le caractère individuel au caractère national. La science affairée et qui travaille d'après des formules, n'a même pas posé la question. Lorsqu'au début de la guerre, la discussion sur le caractère national se mit à courir les rues, le radotage de voyageurs d'occasion et de publicistes ignorant l'étranger montra que le matériel d'observation s'en tenait tout juste au salut injurieux: Dieu punisse l'Angleterre.

Dans l'addition algébrique, la somme est plus grande que ses parties, dans l'addition intellectuelle elle ne l'est pas. La somme de l'esprit national et du caractère national n'est pas déterminée par la quantité de ses parties, mais par leur direction, et encore par

un facteur moyen que je voudrais appeler, au sens figuré, la grosseur du grain.

L'Angleterre en est le meilleur exemple. Il est rare, l'Anglais dont l'esprit soit cultivé en profondeur, il n'est peut-être pas de grande nation plus étrangère et plus rebelle au titanesque. Cependant la répartition de l'esprit y est extrêmement égale, la grosseur moyenne du grain considérable; à l'extraordinaire diffusion de l'aisance matérielle répond la diffusion de l'aisance intellectuelle. Il y faut ajouter le parallélisme magnétique des entités intellectuelles, qui, par tradition, habitude et conscience nationale, triomphent des forces déstructives des intérêts; il s'ensuit que l'Angleterre représente l'énergie nationale la plus vigoureuse de l'Europe.

En ce qui concerne la morale, l'effet est plus paradoxal. Individuellement, l'Anglais est un homme sincère, il proscrit le mensonge en paroles et en actions. Ce que nos maîtres d'école ont dit à propos du cant Hypocrisie, et répètent à satiété, n'est pas une preuve du contraire. Dans toute société fréquentée, il y a des règles de jeu éprouvées, destinées à diminuer les frottements internes. On convient tacitement de ne pas parler de certaines choses, d'en ignorer d'autres et d'en pousser d'autres encore au premier plan par politesse. Il en est ainsi chez nous comme partout, et partout d'autant plus qu'une société surveille ses relations entre ses membres avec un soin plus averti. La question: Comment allez-vous? n'exige pas d'autre explication; la prière: Présentez mes respects à madame, ne signifie pas toujours qu'on porte un intérêt spécial à la famille de son interlocuteur, et le souhait: Au revoir,

n'est pas toujours sincère. En ce qui concerne certaines fonctions corporelles, la franchise n'existe plus et l'on ne fait pas mention de circonstances de famille pénibles. C'est en tout cela que consiste le cant; s'il comporte des événements du domaine public, il n'est ni meilleur, ni pire; il ne signifie pas une catégorie de la morale, mais des relations.

Cependant le remarquable parallélisme de l'esprit anglais permet à ce peuple de ne jamais perdre de vue l'ensemble de ses intérêts communs; il en résulte qu'une nation entièrement composée d'individus sincères a poursuivi, au cours des siècles, une pensée et une action cauteleuses, une politique amorale et, de ce fait, utile, au sens du nationalisme sans frein. Le caractère national tend aux antipodes du caractère individuel.

La grosseur du grain de l'esprit allemand est inégale, et les gros fragments en sont aussi inefficaces que la fine poussière; l'activité de l'esprit national se réduit à peu de chose. Son effet utile est encore diminué par un manque absolu de direction, lequel ne provient pas uniquement, comme nous le prétendons, d'une originalité créatrice, mais surtout d'une nonchalance, d'un défaut de solidarité, d'une surévaluation d'intérêts mesquins. Les forces opposées s'annulent; en place d'énergies actives nous n'avons que tensions intérieures.

Ce fut le secret du prussianisme d'imprimer aux énergies allemandes une direction forcée, un sens militaire et économique. A peine la contrainte est-elle levée, que les éléments se dispersent, aussi désordonnés

qu'au cours des siècles précédents; chacun place alors son orgueil dans une anarchie de l'esprit naïvement opiniâtre.

En outre, et pour autant que cela dépend de notre substance, nous sommes sans chefs et inaptes à diriger. Nous aurons besoin d'une éducation individuelle incessante de l'esprit et du caractère, si nous voulons être mûrs après coup pour la révolution qui nous a été octroyée par autrui.

Jetons un regard sur Weimar et nous verrons que les hommes, les organisations de partis et les tensions intérieures n'ont pas changé, si ce n'est que quelques illusions, quelques superstitions ont été refoulées ainsi que certains motifs d'union. De nouvelles forces et de nouveaux groupes de forces ne sont nés qu'à l'extrême gauche; le niveau intellectuel est tombé encore plus bas.

Cependant les forces radicales, qui étaient encore les mieux désignées pour prétendre à la direction et à l'escorte, commencent à tomber dans une grave erreur.

Comme leur doctrine d'exclusivité et d'insurrection les voue à l'action commune avec les masses, aux assemblées populaires et à l'émeute; comme d'autre part elles suivent les événements de Russie avec une foi brûlante et une absence de jugement qui trouve son juge derrière l'autorité, elles tendent à se considérer, non plus comme les guides de la volonté des masses, mais comme ses interprètes et ses exécuteurs.

Il y a là une confusion dangereuse. Le peuple est un esprit collectif, sa sensibilité et sa volonté sont fortes, sa pensée du moment est faible. Un peuple pense

pendant des éternités; sa pensée du moment, appelée opinion publique, est aussi fugitive que les impulsions inconscientes et variables de l'individu à la veille d'une décision.

Contre le sentiment intime d'un peuple et sa volonté inconsciente — qui représentent ses véritables besoins et déterminent sa destinée — aucune direction ne peut ni ne doit s'affirmer. Mais devant l'opinion publique — peu importe qu'elle s'exprime par assemblées publiques, par les journaux, ou au sein de milieux intéressés — aucune direction ne doit reculer. La pensée du peuple est faite de tendances, non de décisions, d'organisations et de moyens politiques. La direction n'est donc légitime que si elle devance l'opinion publique et par conséquent la contredit; quiconque épie les décisions du peuple ressemble au gouverneur de princes qui oriente sa question d'après la réponse qu'il prévoit.

Les Russes ont trouvé la formule: avant de permettre à la masse de décider, nous l'éclairerons. Ils mettent en valeur les tendances inconscientes du peuple; mais quant au pas qui, de la tendance, mène à la décision, ils se réservent le droit de la guider selon leur propre point de vue et d'affirmer cette direction par la force.

Si, chez nous, tout résiste au gouvernement: l'époque, le caractère, les nombreuses divisions et le défaut d'éducation, — sommes-nous, en conséquence, inéluctablement destinés à suivre la longue route sinueuse de l'erreur et du hasard, jusqu'à un équilibre empirique des forces? La théorie commode de l'immuabilité du caractère populaire l'exige.

Elle l'exige, parce qu'elle ne connaît pas le visage de Janus des masses. Le peuple de 1919 est le même que celui de 1918, mais sa physionomie et sa volonté ont changé. Tous les revendeurs savent que le même sac de pois prend un aspect différent selon que les pois verts ou les jaunes se trouvent en-dessus. Une révolution n'est pas seulement un retournement, c'est une secousse. Ce qui retourne et secoue n'est pas l'événement violent, mais sa reconnaissance préalable et consécutive. La reconnaissance se prépare dans les abîmes de l'esprit populaire, les penseurs la mettent en évidence. La reconnaissance modifie le caractère du peuple, en disposant les couches autrement.

La direction de notre époque n'est pas celle qui se manifeste sous forme publique et personnelle dans les rues et dans les salles de réunions, et qui n'est qu'un réflexe instantané, — c'est celle qui se manifeste anonymement dans les chambres solitaires des écrivains.

3.

LA RÉVOLUTION DE LA RANCUNE.

La rancune est le mobile originel et peut-être le plus puissant de toute révolution. Rancune, non contre des systèmes, mais contre des hommes.

Il s'agit d'éliminer une couche de la société. Or, cette couche comporte des races, des familles, des hommes. Donc, il faut éliminer des hommes.

Il ne suffit pas de répondre par la voix tonitruante de la théorie: «C'est une idée fausse! La stratification est une relation! Supprimez la relation de souveraineté

et de dépendance, la couche disparaîtra!» — Doucement. Supprimez la relation, la couche ne disparaîtra pas. Car, la couche n'était pas seulement une relation, elle était encore autre chose.

Dans «Choses de demain» j'ai exposé le tort péremptoire d'une stratification qui a pour base l'hérédité. Par suite de l'hérédité de la fortune, de la conscience de son rang, de ses relations sociales, par suite surtout de son monopole de l'éducation et de connaissances professionnelles, la couche supérieure formait un peuple à part. Il est à peu près certain que la couche supérieure n'est pas de race tout-à-fait semblable à la couche inférieure, mais se rapproche davantage du germanisme historique. Supprimez la relation de dépendance, la couche restera; elle restera en tant qu'aristocratie déconsidérée, société d'émigrants, bourgeoisie mise au ban social mais gardant son savoir et ses relations, consciente de ses forces intellectuelles, prête à revenir au pouvoir, se considérant elle-même comme indispensable.

L'instinct des masses a-t-il donc raison de s'abandonner à la rancune personnelle: œil pour œil, dent pour dent? Oppression des oppresseurs, ruine des exploiteurs, mort à la bourgeoisie?

Nous touchons ici au fond du problème.

L'instinct des masses a raison de reconnaître que la suppression d'une relation économique ne signifie pas la suppression immédiate de la stratification sociale. Il a raison de croire qu'il a des hommes pour adversaires; des hommes qui, pour la plupart, placent leur caste au-dessus de la nation; il a raison

de se méfier de la démocratie mécanique; elle conduit toujours à la souveraineté du monopole de la culture, du rang et du capital.

Il a tort de poursuivre une politique de rancune personnelle et de passion, de ne trouver d'autre moyen, pour briser un monopole, que de ruiner des hommes, le capital et la culture. Ce n'est pas seulement un tort en morale, mais un tort en pratique: nous montrerons que la révolution le réparera.

La couche supérieure ignore, pour ainsi dire, la pensée et les sentiments du prolétariat. Les employeurs et les chefs militaires n'apprennent à en connaître qu'un seul côté: l'étrange abnégation de ces êtres à l'humanité problématique, le côté qui se donne, qui peut et veut obéir, qui admira secrètement le militarisme et acclama la guerre. Les chefs appartenant à la couche supérieure apprennent facilement comment le peuple veut être traité, ils apprennent rarement en quoi il consiste; les chefs qui faisaient partie du peuple, sont assimilés à la couche bourgeoise, oublient leur condition et leur expérience, parlent aussi peu que possible des traits principaux d'un caractère qu'ils conçoivent règlementairement comme conséquence nécessaire des conditions d'existence et comme rapidement modifiable. Pour autant que les particularités humaines puissent être la conséquence des conditions de vie — elles en sont toujours la cause — cette explication peut suffire. Nous devons espérer avant tout que les contrastes entre les dons naturels, tels qu'ils se révèlent dans les écoles unitaires, seront en quelque sorte nivelés par une façon de vivre plus analogue.

On triomphera moins aisément de la réserve, plus facile à rompre vis-à-vis des étrangers que vis-à-vis des camarades de travail, — de l'insécurité, à peine supprimée par le grand développement du sentiment de la dignité, et de l'hérédité slave de résignation pessimiste.

Ces particularités affligeantes, qui contrastent avec le caractère allemand considéré du point de vue traditionnel, seront compensées par l'humanitarisme, l'obligeance, l'esprit de sacrifice et la loyauté; mais elles constituent le fond de la haine profonde, méfiante, dont la société est responsable, que la bourgeoisie a méconnue et provoquée.

Les relations enchevêtrées de la vie économique et sociale sont obscures et indifférentes au bourgeois. Pour le prolétaire elles sont obscures, mais en même temps question de vie ou de mort; car elles le condamnent au travail mécanique forcé aboutissant aux privations de toutes sortes. Toute sa vie il se trouve derrière un mur transparent qui le sépare de la vie bourgeoise; sur ce mur se projectent les mirages de théories dogmatiques auxquelles on croit à moitié; mais le mur est plus solide et plus résistant que l'Etat et les lois. Le prolétaire le sent: il y a quelque chose qui ne va pas. Le diable ne saurait se retrouver dans ce dédale de théories et de lois. En toutes circonstances les puissants restent unis, quel que soit leur nom, et pour finir on est toujours berné par la force du droit, de la loi et des armes.

Berné, non par les circonstances, mais par des hommes, en chair et en os, que l'on peut compter sur les doigts, — égoïstes et malfaisants. La preuve: la vie

des riches dissipant exactement autant d'argent qu'il nous en manque. L'exploitation change de nom, mais persiste, malgré la révolution et la socialisation. La rancune personnelle et l'amertume atteignent leur point culminant.

Toute la théorie socialiste repose sur la conception de l'exploitation, et cette conception, la plus évidente et la plus répandue des conceptions polémiques, se relie à des personnalités.

Cette conception comprend une hypothèse juste et une hypothèse fausse.

Il est exact que la classe capitaliste du monde occidental a déterminé elle-même ses conditions de vie et qu'elle les a déterminées bien plus riches que celles de la classe inférieure. Pendant dix-mille ans, toutes les classes dirigeantes ont agi de même et cela ne passait pas pour une injustice. En effet, c'est cette existence plus libérée de soucis, c'est le fait même de la double stratification qui a créé la civilisation et la culture mondiales; or, celles-ci avaient pour base le principe qu'une société souveraine peu nombreuse dirigeait et pensait, tandis qu'une société en sous-ordre, beaucoup plus nombreuse, travaillait et exécutait. Le Christ ne s'offusqu'a point des relations des Romains vis-à-vis des Juifs et rendit à César ce qui appartenait à César.

On a souvent essayé de renverser la société souveraine, on ne lui a jamais fait un reproche moral de sa liberté, pas même celui de l'exploitation. Ni l'esclavagiste grec, ni l'impérialiste romain, ni le noble allemand, ni le clergé catholique, ni le patricien hol-

landais, ni le colon anglais, ni le propriétaire foncier prussien ne passèrent pour des exploiteurs.

Le monde ne connaît pas de droits acquis. Ce qui avait été juste pendant dix-mille ans deviendra injuste en l'an onze-mille. La société souveraine ne comprit pas que la mécanisation avait émancipé les classes inférieures; lorsqu'on lui a dit: au nom de la justice, renoncez aux prérogatives héréditaires et à l'hostilité, elle a répondu par le dédain.

En ce sens l'hypothèse est juste, elle est juste, pour autant qu'il s'agit du fait devenu immoral, d'une classe qui règne et dont l'attitude est odieuse.

Elle est fausse, si l'on admet que l'excédant de consommation de la couche souveraine est cause de la misère du prolétariat. Or, cette hypothèse domine; c'est elle qui a, en somme, créé la notion d'exploitation. C'est d'elle que l'on part pour répéter des millions de fois cette parole terrible, cette accusation révoltée et révoltante: «Vous sucez notre moëlle et celle de nos enfants, vous mangez notre vie et notre bonheur, si vous ne viviez pas, nous serions libres et à notre aise».

Il est surprenant que cette effrayante accusation, jamais réfutée sérieusement par personne, n'ait pas déchaîné depuis longtemps la boucherie mondiale. Deux puissants moments d'inertie ont empêché la catastrophe: l'incapacité générale de se représenter un autre état que l'état existant — incapacité que seuls surmonteront les événements extérieurs, — et la couche isolante qui fut instituée d'homme à homme et maintenue par le système politique. Mais la profonde amertume s'accrut, la haine ne connut plus de bornes, la méfiance

devint irréductible, la révolution de la rancune était une nécessité.

En Russie elle constitue encore aujourd'hui la force motrice. On voudrait faire le bonheur du monde selon une conviction théorique, mais non philosophique, basée sur une question de propriété et de gain, admise comme vérité centrale indiscutable et dont la preuve n'est plus à faire; — il ne sera possible de croire à ce bonheur et de conduire ses fidèles au-delà de l'époque des désillusions, qu'en leur mettant constamment sous les yeux un adversaire, objet d'horreur. Or, l'accusation constitue la propagande la plus vigoureuse; il faudra même évoquer les ennemis morts pour expliquer le retard du bonheur et réveiller le courage.

«Supprimez la bourgeoisie, le salut est assuré», dit-on; et le peuple russe échange bénévolement une souveraineté contre une autre, une soldatesque contre une autre; le coupable est trouvé, on le livre et on le punit.

La révolution de la rancune signifie le remplacement d'une classe souveraine par une autre. Bien entendu, pas par la collectivité. Car il va sans dire que la classe destituée est, en premier lieu, exclue de la collectivité, parce qu'il faut la punir et l'anéantir; sont exclues aussi toutes les couches plus radicales provenant des bas-fonds. Leur nombre est illimité et elles restent inemployées, jusqu'à ce qu'elles soient parvenues à la lumière de l'opposition, c'est-à-dire jusqu'à ce que la couche qui les précède immédiatement soit au pouvoir et que ces nouvelles couches opposantes prennent conscience de leurs droits au pouvoir.

On néglige et on voile continuellement ce phénomène, dont l'importance est extrême, parce qu'il mène à l'oligarchie et à la dictature militaire. Il est nécessaire de l'envisager.

Tant que la première des couches opprimées lutte pour son existence et sa souveraineté, toutes les couches suivantes, apparentes ou en germes, se rallient à elle, sont contenues en elle.

Lorsque la bourgeoisie commença la lutte, elle comprenait le prolétariat; mais il s'en sépara bientôt. Lui-même contenait le germe du communisme; lorsque le socialisme russe eut triomphé, le bolchévisme s'en détacha. Derrière le produit de la division du socialisme allemand — le parti indépendant — apparaît déjà un groupe plus radical; il en est de même derrière le bolchévisme.

Ces divisions sont, d'abord, théoriquement illimitées; en second lieu, elles sont psychologiquement nécessaires.

Illimitées: car tout programme, si radical soit-il, contient des éléments positifs indéniables. Si la première couche s'appuie encore sur un principe d'Etat, celui-ci pourra être combattu par la couche suivante en faveur du canton, le canton en faveur de la commune, la commune en faveur d'une association quelconque, etc. La loi peut être niée au profit d'une justice populaire, celle-ci au profit de la défense personnelle, ou dans le sens réactionnaire, en faveur d'un pouvoir autoritaire. La propriété privée peut être niée au profit de la propriété communale ou de la propriété d'Etat ou de la propriété d'un chef.

Ces négations permettent d'innombrables combinaisons, d'autant plus que rien n'empêche que ces combinaisons, isolées ou dans leur totalité, prennent une direction régressive, «réactionnaire». Ce cas se produirait, dès qu'une couche parvenue au pouvoir proclamerait l'anarchisme absolu.

Chacune des couches arrivant au pouvoir reprochera à celle qui l'a précédée ses trahisons, son étroitesse d'esprit, sa réaction; chaque couche arrivée au pouvoir accusera la couche prétendante de folie, de crimes et d'anarchie.

Il n'est pas fondé d'objecter que cette succession de couches prendra fin parce qu'on se trouvera à court d'intelligences supérieures et que les masses ne suivront plus: nous voyons tous les jours des intelligences et des masses se déplacer; ces deux éléments, tant qu'ils ne sont pas satisfaits, peuvent appartenir successivement à un nombre de couches indéterminé.

C'est sur ce mécontement que se fonde la nécessité psychologique de la succession des couches.

Aucune communauté souveraine ne saurait contenter l'ambition de toutes les intelligences, encore moins tous les désirs des masses. Le bolchévisme a tenté de capter les quelques centaines de mille intelligences russes; il n'a pas réussi. Où il a réussi, les résultats furent malheureux; les plaintes publiées contre des éléments impurs sont innombrables et le processus d'épuration intérieure, devenu nécessaire, réduira les intelligences vraiment responsables à quelques dix-mille. Nous nous trouvons par là en présence de l'oligarchie, dont nous aurons à parler. Dans le pays par excellence de la

culture et du sens de la responsabilité, en Allemagne, il n'y a pas à penser qu'une classe souveraine puisse monopoliser une partie quelque peu importante de l'intelligence.

Toute classe souveraine voit se soulever, à sa gauche, une puissante opposition prétendante. La conception du prolétariat intégral, au sens d'une classe embrassant le peuple tout entier à l'exception de la bourgeoisie, n'est possible que tant que la bourgeoisie règne, toutes les autres couches formant opposition. Lorsque la bourgeoisie sera renversée, la conception du prolétariat intégral deviendra une fiction; il se disloquera en une série ininterrompue de couches. Les forces impulsives de la lutte des classes ne peuvent, à la longue, rester objectives; elles se mélangeront de plus en plus d'intérêts personnels et aboutiront à une pure politique de personnes. Ce seront des luttes entre chefs, telles que nous en avons vu dans les republiques balkaniques et l'Amérique du Sud.

Pour se défendre contre la classe suivante cherchant à percer, la classe souveraine n'a d'autre ressource que de déclarer: «Jusqu'ici et pas plus loin. Ce qui pouvait être réalisé, nous l'avons réalisé. Toute nouvelle exigence est une utopie. Nous sommes allés aussi loin que le permettait le droit. Après nous ce sera l'injustice, la conspiration du crime. (Définition du crime, d'après cette logique: une négation de plus que ne permet le souverain.) Vous voulez des raisons? Bon sens, morale universelle. Cela ne vous suffit pas? *Sit pro ratione voluntas.* Vous employez la violence? Que le sang répandu retombe sur vos têtes: nous avons des soldats.»

C'est ainsi qu'a commencé la dictature militaire.

C'est là l'argument unique, péremptoire, indispensable de toute classe souveraine; aucune ne s'en est privée, aucune ne s'en privera. Là se rencontrent Lénine, Bonaparte et Djenghis-khan: une armée obéissante tranche toutes les querelles avec l'autorité d'un jugement divin.

Une couche prétendante pourra prendre une attitude aussi humanitaire et messianique qu'elle le voudra; ses chefs le savent bien: lorsque nous serons au pouvoir, nous gouvernerons par l'épée et nous broierons tout ce qui s'opposera à nous, de droite ou de gauche.

C'est pourquoi, de toutes les indignations démagogiques, la plus mensongère et la plus antipathique est celle qui se plaint de la violence au nom de l'humanitarisme. C'est un droit et un devoir politique de dévoiler les vices de la société et de les combattre; c'est une haute tâche politique de construire une vie sociale fondée sur l'équité; on ne peut empêcher personne de poursuivre des buts politiques au moyen des forces mauvaises de la rancune; mais c'est une malhonnêteté des plus grossières que de reprocher à son adversaire ce que l'on désire le plus ardemment pour soi-même.

Il serait utile, du reste, que nous employions un peu moins, en Allemagne, le pathos de l'indignation, bon pour une race d'esclaves. Le créateur s'enthousiasme, l'homme incapable se fâche, le lâche s'indigne. La pensée élevée est pathétique sous sa forme la plus simple, le pathos de la faiblesse se résume en criailleries.

Nous connaissons maintenant la révolution de la rancune. Elle constitue la forme primitive et intéressée

de la lutte de classes. Elle ne comporte pas d'idéal objectif, ni de but absolu, car chaque couche en traîne une autre sur ses talons, la lutte n'a pas de fin et prend en général la forme d'un mouvement circulaire. Chaque couche est forcée de se constituer en oligarchie et de gouverner par les crues. La lutte de classes finit par se restreindre à une lutte de personnes. Ses moyens dégénèrent en violence et en démagogie. La rancune s'écroule par les forces mêmes qu'elle déchaîne. Les passions basses n'assainiront jamais un peuple.

La révolution du monde renversé: «Advienne que pourra, nous allons gouverner à notre tour et vous nous servirez», ne peut se laisser fléchir par des paroles, pas plus que ne le peuvent toutes les passions nées de la haine. Cependant on peut la démasquer et dès lors elle perdra la force de persuasion. Elle pourra s'adresser à des corréligionnaires, mais elle ne pourra pas obtenir l'approbation des hommes intelligents ni prétendre aux droits d'une idée réellement humaine.

Les droits de l'humanité ne sont pas la propriété exclusive de la classe A ou de la classe B. Lorsqu'une classe B affirme: «Donnez-nous le monopole pour cinq ans, nous partagerons ensuite avec tout le monde», elle ment sciemment ou inconsciemment. Elle proclame parmi les classes une révolution de palais.

Un idéal politique digne de l'esprit révolutionnaire n'est pas une question de classe, mais une question d'organisation. Il est évident que toute organisation, même la plus idéale, ne peut supprimer l'inégalité intellectuelle, ni l'échelle des responsabilités selon les capacités. S'il était prouvé que la classe dirigeante actuelle

possède un plus grand nombre de capacités plus vitales, ce ne serait pas un mal qu'elle fût maintenue au service de la communauté. En un tour de main, une révolution ne peut que faire sauter des bastilles, non construire des maisons. Elle peut détruire toutes les prérogatives rendues possibles par la stratification héréditaire et préparer ainsi une société non stratifiée. Ce processus exige des siècles. C'est une grave erreur de croire qu'il est possible de l'accélérer en remplaçant une classe souveraine par une autre. On n'obtient même pas ce que l'on veut: le renversement rancuneux d'une concurrence désagréable. Et quant à la révolution, entendue dans le sens de l'établissement d'un régime juste et organique, elle est renvoyée à une autre génération.

4.

LA RÉVOLUTION DE L'ÉGALISATION DES BIENS.

C'est la révolution du citoyen ultra-démocrate, social-démocrate, c'est le désir de supprimer tous les soucis domestiques, le travail pénible, la vie sans joie, la détresse du logement, les fléaux des villes, la brutalité des supérieurs, le luxe provocateur; c'est la plainte d'Hamlet: l'ajournement du droit, l'insolence des fonctionnaires et cette honte: payer d'injustice le mérite silencieux. C'est la révolution classique, la révolution d'école. A son arrière-plan se trouve la grande théorie, la doctrine marxiste, consolante et plausible, de la plus-value. Il s'agit simplement d'em-

ployer un moyen sûr — il y en a beaucoup — pour distribuer cette plus-value équitablement entre tous les citoyens; ceux-ci seront bientôt exempts de tous soucis, la durée du travail baissera à six heures, à quatre heures, à peu d'années, toute misère disparaîtra, chacun sera à son aise.

Cette théorie a fait le tour du monde; l'édifice tout entier de la doctrine sociale orthodoxe repose sur elle, mais elle est fausse. En soixante-quinze ans, personne n'a pris la peine de la réfuter par le calcul.

La plus-value est si minime, qu'elle ne représente pas un facteur social. On ne peut en employer qu'une petite partie à l'amélioration de la vie, trois quarts sont indispensables à l'accumulation, c'est-à-dire à l'accroissement de l'appareil de production.

A l'époque du capitalisme moyen, lorsque Marx écrivait, lorsque l'industrie était à ses débuts, le salaire réel minime, le revenu peu considérable, — la plus-value dont on pouvait disposer aurait peut-être suffi à améliorer sensiblement, sinon d'une manière décisive, la vie de l'ouvrier. D'après certains renseignements parvenus jusqu'à nous, au sujet du débit et des bénéfices d'alors en ce qui concerne les fabriques de machines et de locomotives, je pourrais conclure qu'un partage absolu aurait augmenté le salaire de moitié.

A notre époque, nous disposons de quatre moyens d'établir la plus-value: on peut envisager d'abord le rendement de chaque entreprise en particulier, en suite le rendement annuel des moyens de production du pays, en troisième lieu le revenu national, en quatrième

lieu l'épargne nationale annuelle. Dans tous les cas le résultat est le même : la plus-value annuelle reste inférieure à dix milliards ; en supposant une production capitaliste concentrée, et même à supposer le retour, qui ne se produira pas, des conditions d'avant-guerre, on pourrait estimer la plus-value à six milliards au maximum.

Mais cette somme n'a jamais été complètement dépensée et ne doit pas l'être : elle a servi et doit servir encore à accroître nos moyens économiques. Cet accroissement se confond en réalité avec le concept de l'épargne nationale. Une grande partie en a coulé des banques et des caisses d'épargne dans les poches des plus modestes épargnants et a déjà contribué à améliorer l'existence générale. Un tiers, qu'on peut évaluer à 1 ½ milliard, a alimenté le budget des gens aisés. Cette dernière somme peut être partagée ; elle rapportera à la population environ vingt-cinq marks par tête, soit sensiblement moins que les augmentations moyennes des salaires.

Pour assurer intégralement à la population ce revenu supplémentaire de vingt-cinq marks, il est nécessaire de s'appuyer sur les principales hypothèses suivantes : 1. L'économie devra rester aussi productive qu'avant la guerre. 2. Les charges de l'Etat ne devront pas augmenter. 3. Toute rente provenant d'un capital devra être supprimée. On ne pourra donc payer aucune indemnité de socialisation, ni servir aucun intérêt aux emprunts publics — ou, si on les paye, il faudra immédiatement les récupérer par l'impôt. On ne devra accorder aucune bonification sensible au travail intellectuel même de haute valeur.

Le moyen de parvenir au bien-être général ne réside donc pas dans la plus-value ou la socialisation. La révolution qui vise à l'égalité de bien-être repose sur une hypothèse fausse.

Non que le niveau du bien-être ne puisse être élevé, ou que l'idée de socialisation soit erronnée. Le bien-être pourra être accru par l'économie nouvelle, par la transformation de l'économie anarchique en économie organisée, et la socialisation aura son importance pour la question de la division du pouvoir, — dont il sera question. Mais il faut déclarer énergiquement, sans réserve, et maintenir ceci : la socialisation en elle-même ne relèvera pas le niveau du bien-être, n'améliorera pas la répartition des biens et des revenus, ne diminuera pas la durée du travail. On peut vouloir la socialisation au nom de prétentions équitables au pouvoir ou pour d'autres motifs d'ordre moral ou social. Mais on ne peut la vouloir au nom des espérances mûries par la révolution matérielle, et décisives pour les neuf-dixièmes des partisans de la socialisation : le bien-être général, l'amélioration des conditions de vie, un travail moins pénible et de plus courte durée. Ces espérances ne se réaliseront pas. Au contraire : même si la guerre et la paix n'avaient pas détruit pour une génération notre avenir matériel, la transformation économique qui s'accomplit et s'accomplira, ébranlerait profondément la production et diminuerait beaucoup son degré d'efficacité comparé à l'époque du grand capitalisme. Il nous faut envisager ce fait, et un fait plus grave : le débarquement de l'intelligence et des capacités techniques. Lorsque nous aurons examiné sans pré-

jugés ce qu'il faut prévoir et si nous nous décidons tout de même pour la révolution et la soutenons, ce ne sera plus la révolution petite-bourgeoise, basée sur des hypothèses fausses et des recettes mécaniques.

Notre capacité de travail diminue et diminuera encore. Les leviers puissants, au moyen desquels le capitalisme mécanisé obtint le plus haut degré de production privée, sont brisés; la production est déterminée par le travailleur lui-même, et il l'estime à bien plaire et minime. De nouvelles forces agiront pour augmenter la production du pays: en premier lieu les forces de la misère.

En présence d'une existence épuisée, de l'augmentation inouïe des dettes et des cours, en présence d'obligations financières toujours plus onéreuses, en présence de la diminution de la production, la valeur de l'argent baisse.

Qu'est-ce que cela signifie? Renchérissement croissant de toutes les marchandises, de tous les objets de commerce, de tout travail. Où mène ce renchérissement? A ce que toutes les marchandises, les valeurs et les hommes disparaissent du pays, tant que l'équilibre ne sera pas rétabli. Quand sera-t-il rétabli? Lorsqu'assez de marchandises nécessaires au bien-être et à l'agrément auront quitté le pays, pour que la vie extérieure devienne difficile. Lorsqu'une partie si considérable des produits du travail aura été supprimée, que le reste de la production ne suffira plus aux besoins de l'existence. Lorsqu'assez de gens auront disparu pour que soient diminués les besoins d'importations alimentaires. Lorsqu'on aura exporté un assez grand

nombre de valeurs, pour que l'on sente peser sur soi la domination économique étrangère des possesseurs étrangers de droits de propriété.

Qu'arrivera-t-il alors? L'oisiveté aura disparu. L'ardeur au travail se haussera jusqu'au-delà du supportable. La durée du travail augmentera. Nous exporterons de la sueur et du sang. Toute rénovation, toute création destinée à l'apparence extérieure, à l'agrément et à l'aisance, — pour ne point parler du luxe, — cesseront. On courra le danger d'économiser sans réserve dans le domaine de l'éducation, des cultes, de la science, de l'art et de la technique; ainsi donc le degré de production, la recherche scientifique de la culture intellectuelle et de l'industrie s'abaissera jusqu'à la barbarie.

Ces dangers, augmentés de toutes les charges du traité de paix, prendront des proportions inimaginables. Il existe un moyen de leur faire face; un seul: l'exécution immédiate et absolue de la rationalisation et de l'organisation de notre économie anarchique et chaotique telles que je les ai décrites dans la «Nouvelle Economie». Ils trahissent le peuple allemand, les intéressés bornés et leurs représentants qui, au nom d'une économie libérale, — en réalité désordonnée — paient grassement une agitation par le verbe et par la plume, destinée à semer la suspicion sur mes pensées et les dépouiller de leur force. Ce sont là mensonges vains et payés de gens qui n'ont jamais lu mes écrits, que de m'attribuer l'intention de détruire la libre initiative et de ruiner la classe moyenne. Encore quelques années et les tourments de la misère nous obligeront à accepter ce

que les intéressés repoussent aujourd'hui, au détriment du peuple.

En attendant, un important effet de la dépréciation de l'argent est de satisfaire à une revendication socialiste qui, par substitution de son mobile, a perdu de sa justification au point de vue économique, mais a gagné au point de vue moral: la revendication tendant à supprimer les revenus de l'oisiveté.

Cependant la question n'est pas résolue. Si elle fut posée dans le plan économique, nous devons l'expliquer, nous, dans le plan moral. A l'époque du bien-être national déjà, une conscience subtile considérait les contrastes exagérés comme une faute très grave. En présence de la misère générale, la question quitte le domaine de la conscience pour se présenter devant l'aréopage de la morale publique. En face de la faim on n'a pas le droit de paraître et de mener joyeuse vie.

Ici commence l'effet de la dépréciation de l'argent. Elle renchérit la dépense et déprécie la rente. Mais cela ne suffit pas. Voici entrer en scène la législation fiscale.

Elle a d'abord à niveler une légère inégalité. Si la rente est dépréciée, le débiteur s'en trouve déchargé, le créancier accablé. Surtout en ce qui concerne la propriété foncière. L'imposition du gain professionnel et de son accroissement y remédiera.

Le pays ruiné, criblé de dettes, a besoin d'être assaini par des moyens puissants. Des impôts sur le revenu et la fortune, l'héritage et l'accroissement des biens, sur la consommation et la dépense, impôts d'une élévation inconnue jusqu'à ce jour et approchant de la confiscation, sont inévitables et justifiés.

Ainsi, toute richesse personelle sera brisée dans le pays et la dépense encore plus rapidement. Des queues de combats seront encore menées contre les profiteurs et les fraudeurs, qui finiront par se réfugier derrière le prétexte qu'ils sont nourris par des amis de l'étranger ou qu'ils ont gagné de l'argent au jeu. L'égalisation générale aura pourtant eu lieu, et cela, sur la base, non du bien-être général, mais de la pauvreté de tous.

Remarquons encore ceci: il faut une fois pour toutes dénoncer l'erreur qu'un système économique quelconque — à part le pur communisme présupposant une culture mondiale totalement modifiée — puisse amener l'égalité du bien-être. La tâche du système économique parfait consiste à abréger la durée du travail, à le spiritualiser et à élever les salaires. L'égalisation du bien-être n'est pas l'affaire de l'économie, mais de la société. Elle y parviendra par l'imposition dans les limites désirées et considérées comme équitables. C'est pourquoi l'idée populaire de la socialisation sans indemnités de certaines sources de gain, notamment de l'industrie, du commerce de gros, de la grande propriété foncière, est un non-sens. Si la socialisation d'une partie de l'économie nationale devient nécessaire par suite du système économique adopté, il faut qu'elle ait lieu. Mais elle ne doit pas être liée à un châtiment arbitraire des sujets économiques visés. Si l'Etat souverain veut acquérir des biens et des revenus, il devra toucher tous les riches également, selon leur capacité de production et selon l'équité; il y parviendra au moyen de l'impôt. Il ne

devra pas dessaisir l'agriculteur au profit du marchand ou le fabricant au profit de l'agriculteur.

Lorsqu'on sera parvenu au nivellement de la fortune, des revenus et de l'existence par la dépréciation de la rente et par l'impôt, dans les limites prescrites, on aura satisfait à une revendication sociale, en elle-même légitime, mais nous ne pourrons pas nous réjouir en toute sérénité du résultat.

On croyait lutter contre le capitalisme, et on lutta contre la pauvreté. On lutta contre la pauvreté et l'on fut vaincu par elle.

Ce n'est pas uniquement une conséquence de la guerre. Même sans la guerre, l'égalisation n'aurait pas amené le bien-être, mais l'indigence. Maintenant elle apporte la misère.

Avec la richesse disparaissent certaines choses qui n'étaient pas un mal, avec le bien-être bourgeois disparaissent d'importantes sources de vie.

L'art change de maître pour la deuxième fois, mais il s'adaptera et ne périra pas. Depuis longtemps il n'avait plus pour mécènes le prince temporel et ecclésiastique, la haute noblesse, mais la bourgeoisie aisée anonyme. Il dépendra désormais de l'administration autonome et de la communauté politique. Certaines de ses libertés disparaîtront, certains traits politiques individuels s'y mêleront, il perdra sa spontanéité, il deviendra mondain et tendancieux. Les résultats nés autrefois d'une heure de méditation seront aujourd'hui déterminés par un discours, par une brochure. Toutefois on ne pourra altérer la vie intime de l'art, mais seulement les liens qui l'unissaient à l'esprit du temps.

La notion de charité disparaîtra, et ce sera un bien. La communauté interviendra dans les domaines touchant l'existence, la santé et l'entretien; on émettra des exigences, on ne demandera plus l'aumône. L'obligeance et le sacrifice persisteront, mais surtout par l'intermédiaire de la communauté, qui fera valoir sa créance privilégiée sur toute production. L'argent de poche, fruit de la secrète indulgence maternelle, sera compté par le tuteur.

Le superflu sera aboli, hormis le cas où on le concessionnera en considération de l'intérêt public. La fantaisie devra aussi avoir une apparence de raison et mourra sur le chemin de la chancellerie, à moins qu'elle ne soit opiniâtre et spéculative.

Tout ce qui ne sera pas indispensable sera évalué avec compétence et mesuré, comme les ornements dans un compartiment de chemin de fer. Le puritanisme serait non seulement acceptable, mais constituerait un bienfait, s'il pouvait nous débarrasser des horreurs dues au mauvais goût; cependant celles-ci persisteront peut-être, parce qu'elles ne dépendent pas de l'organisation et des prescriptions, mais du sens intime.

Du moment qu'on ne fera plus usage de parures et d'objets de luxe, on n'en fabriquera pas non plus pour d'autres, car le goût et la fabrication doivent aller à l'école du besoin et du jugement publics. Le tailleur de village ne peut travailler pour le marché mondial, le cantinier pour la cuisine d'un ambassadeur. L'habileté dépérira rapidement, car l'éducation des fournisseurs d'objets sélectionnés pour l'exportation et pour le luxe tombera en décadence. Les écoles normales

publiques et les écoles de perfectionnement ne dépasseront pas la moyenne, si l'aiguillon de la consommation fait défaut; nos produits ne seront pas, comme après 1870, bon marché et mauvais, mais mécanisés et modestes. La pièce de résistance d'une exposition industrielle prussienne, avant la révolution de mars 1848, était un fauteuil rembourré, dans lequel on avait artistement dissimulé un carillon.

Nous nous habituerons à la disparition de la dextérité dans les métiers d'art, du perfectionnement mécanique. Non seulement parce qu'il nous conviendra de vivre désormais dans la plus grande simplicité, mais parce que nous entrerons dans la longue époque de la migration — verticale — des peuples, vers laquelle tend la civilisation mondiale. Dans les pays occidentaux ce fait se produira plus tard que chez nous, mais il s'y produira pourtant dans quelques décades. Depuis longtemps le baromètre de l'art annonce la dépression, la barbarisation. Et si enfin, après une longue période de travail, le bien-être du monde et sa capacité de production reviennent à un niveau normal, l'abréviation de la durée du travail, la prolongation des heures de loisir constitueront le premier résultat. Alors, aux heures de loisir, on modèlera, on dégrossira, on raffinera — il faudra même redécouvrir nos arts et nos sciences — et des germes de nouvelles cultures s'éveilleront.

Plus grave — surtout tant que durera l'impérialisme économique de l'occident — sera l'abaissement du niveau de la production technique. La meilleure turbine à vapeur, la meilleure machine à combustions ne pourront être fabriquées, à la longue, que là où

l'on emploiera le plus de ces appareils, les plus grands et les plus parfaits, là où le bien-être technique de la production attirera les meilleurs ingénieurs, les meilleurs laboratoires, les meilleurs champs d'investigation, là où la quantité des applications fournira les plus riches expériences d'exploitation, où le niveau des industries complémentaires, concurrentes, fournisseuses, sera le plus élevé et où elles prendront part par leurs recherches au résultat total; en un mot, là où régnera une atmosphère de surabondance technique et scientifique, qui agira sur la pensée et sur le travail, sur les hommes et les choses. Toutes les universités du monde ne sauraient créer ni remplacer cette atmosphère, car elles dépendent aussi d'un entourage de riche productivité. Là où cette atmosphère n'existe pas, peut surgir une invention isolée, mais bientôt l'étranger prépondérant s'emparera de son développement et jettera le modèle original à la vieille ferraille. A la longue, aucun territoire industriel ne pourrait vivre de l'imitation d'une technique étrangère, car les connexions s'effacent, on perd le pas et l'on ne suit qu'avec peine.

Ensuite le niveau de l'esprit d'investigation s'abaisse, et toute science expérimentale s'altère, si elle ne travaille pas avec l'outillage auxiliaire le plus simple et le meilleur marché. Il ne faut pas généraliser en affirmant que seuls les Etats riches créent la culture — car cette affirmation ne serait exacte qu'autant que les mêmes forces vitales créent la culture et le bien-être des Etats, — mais, dans le domaine semi-matériel de la technique et de la recherche expérimentale, la sollicitude de l'Etat et le sens de la communauté ne

peuvent remplacer le manque de force et de matière.

Le grand et réel danger culturel qui menace le pays tout à la fois bouleversé et appauvri, provient de la rupture de la tradition et de la perte d'au moins une génération intellectuelle.

Le porte-drapeau de notre intellectualité était la bourgeoisie moyenne. Cette intellectualité était ensablée, comme partout à l'occident, mais elle suffisait, à des profondeurs modérées, pour maintenir à flot le vaisseau de la civilisation. Non seulement l'enseignement et la culture, mais la tradition, l'entourage, l'idéal et l'hérédité créaient une classe de responsables intellectuels.

Une fissure se produisit, par suite de la perte de cinq années d'études, une deuxième fissure provint du manque de surveillance de la jeunesse et de l'exploitation physique. Aujourd'hui la bourgeoisie s'écroule économiquement, et la chaîne généalogique centenaire est brisée. Quel sera l'aspect de notre prochaine génération de savants et de techniciens, de médecins et de juges, de professeurs et de fonctionnaires? La réforme et l'extension les plus rapides, les plus fondamentales, les plus sincères de nos écoles et de notre culture ne peuvent dégager en un clin d'oeil les énergies du prolétariat trop longtemps opprimé. Pour autant du reste — c'est la base de toutes nos espérances, — que le prolétariat, cette couche inférieure d'Europe, inconnue et sans histoire, soit capable de fournir le degré nécessaire de qualités intellectuelles, des générations passeront avant qu'il soit en mesure d'entreprendre

sa tâche. Tandis que la rupture de notre tradition s'accomplit au moment le plus grave de nos luttes.

La réaction, croissante chez la bourgeoisie, abusera de ces considérations, mais cela ne nous empêchera pas, nous qui approuvons la révolution, de regarder le danger en face. Nous ne voulons pas la révolution de la rancune. Nous nous méfions de la révolution de l'enrichissement. Cependant nous voulons la révolution; l'examen de la responsabilité montrera pourquoi nous la voulons. Le chemin centenaire de la révolution passe par des réactions, dont la première a commencé, et par des crises. Nous voulons les connaître. Notre liberté naîtra dans la cabane où règne la plus profonde pauvreté, l'avilissement le plus complet; c'est une nécessité, c'est aussi un danger et une espérance. Nous avons dormi une partie de la journée et nous poursuivons notre chemin, attardés, sous l'ardeur du soleil, chargés des bagages de nos précurseurs. Nous sommes à moitié morts et nous avons soif, mais nous arriverons les premiers au sommet.

Répétons-le brièvement:

La révolution pour l'égalité des biens part d'une hypothèse fausse. Elle croit pouvoir amener le bien-être général en partageant la plus-value, elle croit que la suppression du capitalisme signifie la suppression de la pauvreté; elle veut créer l'égalité en socialisant.

Elle demande deux choses à la réorganisation de l'économie, et c'est trop: Le bien-être et l'égalité.

L'économie organisée peut une chose: avec les moyens dont nous disposons, elle peut augmenter beaucoup la production et faire baisser les prix, elle peut

élever le rendement, abréger la durée du travail. Elle le peut au moyen de la nouvelle économie qui contient un certain alliage de socialisation.

L'égalité n'est pas au premier chef affaire de l'économie, mais de la législation sociale. Bien qu'elle n'améliore pas sensiblement l'existence générale, elle arrivera et doit arriver.

Elle arrivera par suite des soucis financiers du pays, de la dépréciation de l'argent, de la banqueroute de l'économie, de nos obligations vis-à-vis de l'étranger et des charges publiques. Il faut qu'elle arrive, en dehors même de ces nécessités, parce que cela est juste.

A une époque de ruine, la suppression du bien-être particulier constitue une double épreuve d'énergie. Des dangers techniques et culturels sont inévitables.

Cependant nous suivrons cette voie, non que nous approuvions l'idée de la révolution matérielle, mais parce que nous conduirons cette idée dans les sentiers de la raison.

5.

LA RÉVOLUTION DE LA RESPONSABILITÉ.

L'histoire universelle est, ou devrait être, l'enseignement de l'effervescence des peuples sur la terre et de sa conséquence : la délivrance de l'esprit.

La portion dix-millénaire que nous en connaissons, les faits et gestes sensationnels de quelques peuples et de quelques époques privilégiées, qui prirent part à la crise civilisatrice de la restratification, ont détourné nos regards de la loi pour les diriger vers les objets individuels.

Dans «Critique de notre époque» j'ai écrit: «Toute migration de peuples détermine la formation de peuples disposés en deux couches.

Ce qui se passe alors entre ces deux couches: domination, échange, mélange, nivellement, et se déroule en trois divisions successives types: archaïque (féodalisme, gothique) — classique (aristocratisme, haute culture, renaissance) — baroque (démocratisme et tyrannie, technique, éclectisme et extase), constitue l'histoire nationale.

Dans les pays de l'Europe centrale et occidentale, la stratification et, partant, le phénomène de la haute culture, s'est accomplie dans l'espace de quatre siècles environ; en Allemagne, retardée par des événements extérieurs, elle dura jusqu'au début du dix-neuvième siècle.

Nous assistâmes alors à ce fait étrange: les anciennes couches inférieures de l'Europe n'étaient pas complètement résorbées. La condensation de la population, unie à l'esprit quantitatif, précis, de l'occident, avait créé la mécanisation et sa forme économique, le capitalisme: au moment où tombaient les dernières cloisons féodales, où s'achevait l'émancipation bourgeoise en France et en Allemagne, — à ce moment, une nouvelle couche inférieure venait de se former, composée de la partie la plus pauvre des anciennes, et s'augmentant rapidement d'éléments ouvriers et agricoles en déclin.

Cette couche inférieure n'était plus, comme sa devancière bourgeoise, tenue en laisse par la force et par la loi, mais par les conceptions, en apparence in-

attaquables, des droits privés: propriété et hérédité — conceptions nées, et justifiées, aux époques de populations clairsemées, — et qui avaient pénétré si avant dans la conscience populaire qu'elles devinrent inaccessibles à toute critique et à toute restriction.

Cette couche inférieure n'était plus, comme à l'époque des anciennes conditions de servitude, de sang absolument étranger; c'était la soumission de compatriotes à compatriotes. La servitude n'était plus une servitude personnelle, de famille à famille, ni la servitude constitutionnelle des ilotes envers l'Etat; c'était l'asservissement anonyme d'une classe à une autre, sous réserve du libre domicile des individus, mais avec la restriction pratique que personne ne pouvait, dans les conditions normales, échapper à sa dépendance de classe et devait toujours chercher, en apparence volontairement, un nouveau maître et un nouveau patron.

Une justification objectivement mécanique, — et ignorée des intéressés, — de cette situation inouïe, consistait en la nécessité d'adapter la production mondiale à ce fait nouveau: condensation de la population; or, cela ne pouvait s'effectuer qu'à condition d'une intensité de travail sans précédent, de changements de méthodes continuels et d'une organisation brutale. Au cours de ce siècle de prolétariat, les moyens de production, autrefois stables, ont presque centuplé; aujourd'hui encore ils ne suffisent même pas approximativement à un ravitaillement décent des habitants civilisés du globe.

Il n'est pas possible de justifier en morale la situation du prolétariat. Si le socialisme scientifique, poli-

20*

tique et polémique s'était mué en socialisme moral, il aurait acquis la force d'un mouvement religieux et aurait atteint son but. Dès le début, il commit l'erreur de s'appuyer sur une représentation d'intérêts et de chercher son droit exclusivement par le moyen de la lutte de classes; plus tard il s'efforça de s'élever à une conception philosophique du monde, mais il n'y réussit qu'à moitié. En effet, il est difficile d'annexer un principe essentiel après coup et occasionnellement; le foyer d'une philosophie universelle ne peut être que religieux, c'est-à-dire formé de valeurs absolues. Or, le socialisme, fier de sa science, combattit trop longtemps, non seulement les églises — c'était son droit — mais la religion, qu'il confondait avec elles. C'est pourquoi ses forces ne furent pas des idéaux impérieux, obligeant toutes les âmes humaines, mais des idéaux relatifs, comportant des exigences discutables et tirant leurs principaux arguments de l'intérêt. Mais, des intérêts, si justifiés, si massifs soient-ils, peuvent émouvoir, non obliger; ils fortifient les intérêts opposés au lieu de les anéantir.

Les Etats de l'antiquité moururent de leurs institutions esclavagistes, car les classes inférieures, en se développant, ne permettent pas aux couches supérieures, elles-mêmes limitées en effectifs, de les dompter à jamais; seuls des peuples non stratifiés, comme la Chine, vivent éternellement. La nouvelle couche, la plus dépourvue de traditions, la couche prolétarienne, portait en son coeur, dès le premier jour, le germe de sa déstruction. Ce n'étaient pas des révolutions intérieures qui pouvaient l'ébranler, comme le croyaient les théori-

ciens du socialisme; mais des bouleversements extérieurs sous forme de guerres mondiales. La première a eu lieu, elle devait s'allumer aux points de la plus faible résistance et ébranler ici l'édifice plus fortement qu'ailleurs. L'occident ne chancelle pas encore; les étages s'y entasseront encore pendant quelques dizaines d'années. Cependant, malgré la police des peuples, la nouvelle guerre mondiale approche; nous ne la déchaînerons pas, mais elle se fera à notre sujet; elle s'allumera aussi aux points de la moindre résistance: réaction et injustice.

Le mécanisme du crochetage de la porte, de la transformation de l'instabilité sociale en nécessité politique de guerre, fut et sera le suivant:

Les couches supérieures de la bourgeoisie — tout au contraire des couches inférieures du prolétariat — avaient intérêt à la division politique des Etats, convertie aussitôt en une séparation des domaines économiques, coloniaux, fiscaux et douaniers, derrière laquelle disparurent les contrastes culturels; à ce morcellement sans cesse accru de l'économie, laquelle d'après les lois de la mécanisation, ne pouvait plus être une économie nationale, devait être une économie mondiale. Les associés d'une maison de commerce mondiale se querellaient et cherchaient à s'exploiter mutuellement; cela pouvait demeurer indifférent aux commis, race indispensable, et aux expéditeurs. Malgré tous les arguments subtils concernant le bien-être du peuple — comme si on pouvait l'augmenter au moyen de la concurrence nationale —, les prolétaires se souciaient fort peu qu'il y eût davantage de millionnaires dans

la Fifth Avenue, aux Champs-Elysées, à Hyde-Park ou au Tiergarten. Par contre le citoyen cosmopolite nationaliste, lui n'attachait pas une importance capitale à ce que tous les trésors du monde fussent exploités, mais bien à ce qu'ils le fussent par son pays et autant que possible par sa propre firme.

Ainsi donc, la révolution mondiale ne devait pas éclater à l'intérieur des Etats, mais à leurs frontières, aux points de la plus haute tension et de la moindre résistance.

J'ai parlé ailleurs [1]) de la pression supplémentaire de la migration des peuples.

La moindre résistance se trouvait chez les peuples slaves et slavisés, les peuples de l'Europe centrale et orientale, qui avaient refusé de prendre en mains leur destinée et leurs responsabilités, qui demeuraient et digéraient dans l'assoupissement de constitutions pour la forme. Mais la cause du drame fut la question du caractère national.

En revenant encore une fois à l'énigme des caractères nationaux, nous devons retenir ceci: le caractère national ne consiste pas en une addition arithmétique des caractères individuels. La conformité des tendances décide; ajoutons: et des tendances de la volonté plutôt que de celles du plan spirituel et moral.

Pour comprendre le problème, insuffisamment étudié, du caractère national, prenons un exemple: une forêt de sapins est en quelque sorte un assemblage d'aiguilles de pins, mais si l'on ne connaît que les aiguil-

---

1) «Le Kaiser». Dernier chapitre.

les on ne connaît pas la forêt et l'on ne saurait pénétrer son mystère.

Nous possédons l'intériorité, l'objectivité, l'application, le sentiment du devoir, nobles héritages de l'âme primitive germanique, slave et inconnue. Avons-nous la volonté? nous l'ignorons. Nous avions la volonté de nos souverains, nous y croyions aveuglément et l'exécutions. Avons-nous la volonté parallèle chez tous, additionnelle, indépendante, qui, à l'intérieur, constitue le caractère national, à l'extérieur la dignité? Nous avons agi comme des gens doués de courage et de ténacité, mais sans volonté. Notre constitution politique nous était indifférente, nous nous en rapportions à des autorités, nous n'avons jamais révolutionné, nous étions de bons sujets et de braves soldats. Nos aïeux permettaient à leurs princes de les vendre, à leurs maîtres de les battre et de les traiter de canailles, nous baisions des pans d'habits et des franges de robes à traîne: nous le faisions sans murmurer et respections ces coutumes. Nous ne connaissions que des subordonnés et des supérieurs et n'étions pas surpris que notre pays si intellectuel fût le seul où des hommes fussent traités grossièrement et traitassent grossièrement les autres.

Sous la férule la plus rigoureuse des supérieurs, la ponctualité, l'honnêteté, la conscience étaient des conséquences toutes naturelles, mais non des vertus spontanées; elles ne pourront l'être que si elles réapparaissent, en l'absence de toute contrainte. Ce que nous sommes en l'absence de contrainte, nous ne le savons pas encore; nous n'en voulons pas juger d'après l'atonie consécutive à la guerre.

Nous avons fait la guerre, sans demander pourquoi. Des événements obscurs en Serbie, une mobilisation russe, et le bruit répandu que des avions français avaient survolé Nuremberg suffirent à nous faire croire à une quadruple attaque. Le principe de la subordination était tellement ancré en nous, que la volonté et l'opinion de nos supérieurs suffirent à justifier la guerre. Malheur à celui qui avait l'audace de poser d'autres questions! C'est le secret de polichinelle que la social-démocratie majoritaire dut approuver la guerre, parce que ses masses, la quittant, affluaient auprès des supérieurs et parce qu'elle tremblait pour ses mandats au Reichstag.

Parce que nous manquions de volonté, de la volonté de nous faire indépendants et dignes, nous vivions dans un Etat patriarcal, un Etat d'autorités, de supérieurs, sous la protection avocassière de régisseurs et d'associations, de secrétaires de fédérations et de grands hommes de partis. Parce que nous vivions en état de non-liberté, cent ans après la libération du monde, nous étions, avec nos voisins de l'est, le point de moindre résistance de la politique mondiale. C'est pourquoi la révolution mondiale éclata à nos frontières. On nous connaissait à l'étranger en tant que commerçants et voyageurs de commerce, garçons de café et coiffeurs, non comme libres citoyens d'un Etat libre; c'est pourquoi nous avions le monde entier contre nous. Non qu'on nous enviât; car les Américains, plus jeunes, plus enviés, plus habitués au succès, sont les arbitres de la terre. C'est pourquoi nous fûmes anéantis.

Tel devint, tel fut, tel est notre monde. Main-

tenant les balances de la destinée sont au repos. Nous sommes ruinés politiquement, les autres s'élèvent d'un effort continu. Leur puissance et leur richesse s'accroissent sans mesure et entraînent la mécanisation à ses plus hauts sommets.

Nous gisons à terre, enchaînés; notre misère a commencé à peine. Au milieu de la honte, l'injustice grandit, et si profonde est son ombre, que les meilleurs d'entre nous désespèrent.

Car, dans les entrailles de notre monde persiste l'ancienne injustice indomptée dont les peuples meurent, qui fut la cause de la première guerre mondiale et nous a brisés. Elle est intacte comme le feu de l'Enfer sous l'écorce terrestre.

Ce n'est pas l'individualisme rassasié de l'occident qui retirera le monde de cet atôme, non plus que le doctrinarisme abstrait et l'orthodoxisme de la Russie. Il y faudra le travail allemand.

Si nous y parvenons, la guerre n'aura pas eu lieu. La terre alors ne sera pas partagée, l'existence ne souffrira pas d'un espace trop chichement mesuré, la geôle des monopoles des matières premières, du boycott et des expiations n'existera plus, la blessure de l'économie mondiale guérira. Les nations deviendront des peuples, la ligue policière des Etats deviendra la Société de la terre habitée. Ce qui tissera le labeur des peuples ne sera plus la lutte, mais l'entr'aide.

Avec quelle certitude? avec la certitude que l'injustice abolie ne pourra se renouveler, qu'un esprit nouveau et équitable, une forme nouvelle et équitable de la société ne connaîtra plus de frontières.

Si nous n'y parvenons pas, l'Allemagne deviendra et restera un peuple balkanique parmi les autres peuples balkaniques et attendra avec eux son salut de l'orient.

Y parviendrons-nous? c'est là une question d'intelligence, de morale, de caractère. Si nous manquons de volonté et de dignité, si nous ne prenons pas conscience de notre responsabilité et ne reconnaissons pas clairement notre mission, la simple conscience de nos droits lésés, le grand accroissement de notre population et une seconde jeunesse ne pourront faire que nous y parvenions.

La révolution allemande qui n'a pas encore eu lieu et dont nous avons besoin, c'est la révolution de la responsabilité. Son but: solidarité intime du peuple, ennoblissement et anoblissement du travail, égalisation des conditions de vie, suppression du prolétariat, responsabilité de chacun vis-à-vis de la communauté, responsabilité de la communauté vis-à-vis de chacun; la souveraineté deviendra direction, la soumission deviendra décision collective et droit de participation à la direction.

Ces principes seront surtout immatériels, comme tout but réel de l'humanité est un but immatériel. Pour les réaliser, il faut certainement des organisations politiques, économiques et matérielles; mais en Allemagne, nous ne devons jamais oublier que les organisations ne constituent pas des buts absolus, ni des limites, mais des moyens. Toute orthodoxie, notamment l'orthodoxie russe, l'oublie; d'après elle, le monde serait sauvé si, un beau matin, une incantation réalisait le système absolu de l'équité mécanique.

Le monde ne serait pas sauvé. Pas davantage qu'une fabrique dont les ouvriers incapables trouveraient à leur réveil les outils les plus parfaits et les plus sensibles, pas davantage qu'un pays sauvage qu'on doterait des moyens de transport les plus perfectionnés, pas davantage qu'une ville mal administrée où l'on construirait les plus somptueux théâtres et musées.

Le maniement des organisations exige de l'intelligence, l'intelligence même qui les a créées, une mentalité intellectuelle, morale, et de la volonté. Il y a là action réciproque: l'organisation peut contribuer à dégager l'esprit — elle ne peut le créer —, par contre, l'esprit peut créer l'organisation, l'animer et la maintenir.

On a attribué au socialisme classique le mérite d'avoir arraché la doctrine sociale aux mains de l'utopie morale, pour la transférer à la prétendue science, à l'Histoire matérielle. Idée géniale, tirée de l'époque de la Realpolitik et digne de Bismarck; premier moteur et pensée principale de la lutte de classes qui dure depuis cinquante ans. On était délivré du romantisme, mais la foi en l'esprit, l'impulsion morale était perdue. Les événements mondiaux devaient se dérouler mécaniquement, avec une certitude scientifique: il suffisait pour cela de l'école politique et agitatrice; la connaissance s'éduqua, mais non le caractère. La haine fut la force motrice, l'intérêt le ciment, les organisations le but. L'effet fut prodigieux et inévitable; on forgea une machine puissante, un parti invincible et modèle.

Mais ce parti n'a conclu que des affaires bourgeoises et des compromis. Intérieurement, il tremblait devant son but, la révolution, mieux: il tremblait devant les

prodromes les plus simples du pouvoir: il avait peur de la majorité, du parlementarisme, de la république. Lorsque lui vint le pouvoir, ce parti ne sut à quel saint se vouer. Pour autant qu'il ne fut pas complètement embourgeoisé, il dut emprunter ses chétives idées aux improvisations russes.

Ses tendances furent trop longtemps politiques, au lieu d'être intellectuelles, scientifiques et morales. Il était donc inutile d'essayer d'élever à la hauteur d'une philosophie mondiale un système conçu comme devant être l'issue rationnelle d'événements matériels; on ne peut intercaler des astres centraux *a posteriori*. Si l'on a transporté l'organisation au centre et qu'on ait fait dépendre tout élément spirituel de la forme économique, au point de le réduire, pour ainsi parler, au rôle de l'aiguille du mécanisme matériel, il est inutile, évidemment, de déplacer cette aiguille; elle pourra donner de fausses indications ou se briser, mais elle ne pourra accélérer le temps.

Bientôt la science docile interviendra et annoncera l'immuabilité de l'esprit humain. Certes, rire et pleurer, la douleur et la joie, l'amour et la haine, la colère et le repentir, seront immuables pendant des milliers d'années: mais l'esprit dans ses éléments moraux, intellectuels, et volontaires varie, non seulement de pays à pays, mais de lieu à lieu, de maison à maison; il se transforme d'une année à l'autre, d'une génération à l'autre.

Les mœurs et les ustensiles, la langue, les idées et l'art de nos ancêtres nous deviennent étrangers, un fils ne comprend pas son père, un père ne comprend pas

son fils. L'esprit n'est pas l'aiguille fixe d'un mécanisme métallique, il n'est pas un ressort, un poids ni un pendule, il est le créateur spontané du mécanisme, il se forme lui-même par la connaissance et l'expérience, et réagit par l'œuvre de ses mains, en tant que celle-ci est le résultat de l'expérience, et crée l'expérience.

Le moment est venu de créer des organisations; ce qui équivaut à dire de se mettre à l'oeuvre et d'accomplir cette oeuvre sacrée aussi sérieusement que si elle constituait l'oeuvre unique du monde contemporain tout entier. Mais il faut la dépasser en dirigeant nos regards vers l'éternité de l'esprit, c'est-à-dire en sondant notre propre coeur. La vie d'une oeuvre ne date pas de son achèvement, mais de sa consécration.

Nous ne parlerons pas longuement ici de l'oeuvre des organisations, nous l'avons discutée dans d'autres ouvrages. Elle est quadruple.

1. Il faut organiser l'économie, de telle sorte que l'organisme prenne la place de l'anarchie. C'est l'essence de la nouvelle économie. Pour une quantité donnée d'énergie et de matières, elle portera la production au multiple et assurera à chacun une existence digne de la qualité d'être humain. Elle procurera à l'ouvrier une mesure équitable de loisir et ennoblira la tâche journalière, en ce sens qu'elle élèvera le manoeuvre à la hauteur d'un ordonnateur et d'un surveillant du processus organisé du travail.

2. L'éducation deviendra la tâche suprême du peuple. Elle sera confiée à des hommes d'élite et donnera à chacun la place et le travail qu'ambitionne sa volonté et que justifient ses capacités.

3. L'organisation du domaine des revendications matérielles n'est pas l'affaire du système économique, mais de la politique financière. Elle doit être créée et menée consciemment d'après les principes de l'équité, dans le sens de la suppression de la notion de classe. Le communisme, et même l'étatisation totale des moyens de production, sera une utopie, tant que l'agriculture devra rester entre les mains d'une classe paysanne, et nous avons plus que jamais besoin d'une forte corporation de paysans. Mais la politique financière doit agir dans quatre directions: limitation et imposition de l'héritage, de la fortune, des revenus et de la dépense.

4. L'organisation des revendications visant la responsabilité. Cette tâche, bien qu'elle touche aux racines de la vie économique, n'est pas une tâche économique, mais politique. Son vaste champ constitutionel comprend deux problèmes nationaux, considérés à tort comme économiques: le problème de la socialisation et celui des conseils. Tous deux sont purement politiques et doivent être reconnus et traités comme tels.

Les revendications de responsabilité comprennent l'éducation et la préparation permettant de prendre part aux décisions collectives et à la direction de la vie économique, de l'administration, de la culture et de la politique. Cette prétention s'appuie sur les droits de l'homme et sur la justice, sur les besoins intellectuels et sur la suppression des classes; elle ne s'appuie pas sur la jalousie et la rancune.

Cette prétention, morale et politique, justifie seule la socialisation; celle-ci se déroulera cependant dans le

domaine économique, mais, comme nous l'avons vu, elle n'a aucune fin économique. En effet, ell n'élèvera pas le niveau de la production et n'enrichira dès l'abord ni l'Etat, ni l'individu. Le système des conseils ne sera d'aucune utilité à l'Etat ni à l'économie, il sera plutôt un fardeau pour tous deux. Sa justification elle aussi se prouve dans le chapitre des revendications touchant la responsabilité politique.

La socialisation donne à quiconque travaille sous ce régime la conscience qu'il travaille directement pour la communauté, sans passer par les intérêts d'un entrepreneur. C'est là un principe purement éducatif; il satisfait à la conception des masses, qui voient dans l'entrepreneur, même le plus imposé et mécaniquement exproprié, l'ennemi tout puissant. La socialisation n'a pas de portée économique — on ne saurait trop le répéter — même si elle est limitée à des exploitations dites mûres, parce que le calcul de la plus-value est faux et parce que, au moyen de la pure politique financière, la partie essentielle de la grande industrie reviendra à l'Etat presque sans secousses et sans frais.

Le système des conseils est appelé à remplacer le parlementarisme occidental, dont la banqueroute, du moins en Allemagne, a été rendue publique par l'Assemblée Nationale.

Nous étions las du parlement, avant de connaître le parlementarisme, mais beaucoup de gens espéraient qu'une véritable responsabilité améliorerait la substance des parlements. Le contraire arriva. Nous sommes apolitiques, et nos partis sont tellement enlisés dans les cliques de brasseries et de sociétés, dans le

culte des célébrités locales, des orateurs de café et des bavards officiels, que le suffrage universel, en retard de plusieurs années et dirigé par des partis, est voué à élire des assemblées dont le niveau est profondément inférieur à celui des autres parlements européens. On ne peut confier les destinées du pays à de tels corps et à leurs ministres responsables; on pourrait tout aussi bien les abandonner à une Bourse des sociétés et des associations.

Les conseils sont des corps électoraux dont l'activité sera continue; ils conserveront le contact avec les masses, et en vertu d'une rivalité perpétuelle, permettront parfois à leurs éléments les plus qualifiés de pénétrer dans les corporations plus restreintes. Ils seront accessibles aux partis, mais pas subordonnés à la fossilité des associations immuables; les droits d'ancienneté, la paresse et le favoritisme en seront exclus. Les conseils, malgré leur naissance et leur forme primitives, leurs méthodes informes et leur expérience insuffisante, ont montré en Allemagne, en six mois, plus d'initiative, d'idées et de bon sens que les parlements allemands en cinquante ans, sans parler de la tragi-comédie de l'Assemblée Nationale.

Les conseils ne prendront toute leur signification que lorsque le système des Etats professionnels, décrit dans le «Nouvel Etat», sera constitué.

En voilà assez au sujet des organisations; revenons à la révolution de l'esprit.

On prétend qu'une nation saine, laborieuse, fidèle à son devoir, une nation de soixante millions d'habitants, ne saurait périr. Et pourquoi pas? L'Inde, la seule

nation gigantesque assujettie, a bien disparu ; elle avait, il est vrai, une moins grande activité ; d'innombrables nations de dimensions moindres, gisent écrasées, bordant la route de l'histoire universelle.

Il est incontestable que l'on peut imaginer une pression physique, qui broierait toutes les qualités intimes et anéantirait, en tant que nation, la nation la plus forte : notamment, si l'on trouvait un moyen de rendre à jamais son sol improductif. Il est vrai que l'on ne pourrait tuer la race ; mélangée, ou détachée du sol, elle commencerait une seconde vie.

En tant que nation, nous luttons pour notre existence. Bien peu d'entre nous savent à quel point ce combat nous sera rendu difficile. Si nous parvenons à vaincre, ce ne sera qu'au prix de la tension d'esprit la plus extrême. Il ne pourra plus jamais être question de puissance. Du cercle restreint de l'oligarchie des peuples, nous descendrons dans le cercle plus vaste du prolétariat des peuples. La grande lutte des peuples de la terre contre leurs protecteurs oppresseurs : la lutte sociale, la principale, qui aboutira à la suppression du nationalisme, et la lutte secondaire entre les couches sociales qui cessera avec la suppression des classes, — nous la mènerons avec des armes spirituelles, aux côtés des opprimés.

Vivrons-nous en tant que nation et mènerons-nous ces luttes ? les mènerons-nous comme chefs, comme participants ou sous la contrainte ? cela dépendra de notre disposition d'esprit.

Extérieurement la question se présente comme suit : notre droit à l'existence sera démontré, d'abord,

lorsque nous remplirons chez nous les exigences morales, non réalisées, des peuples civilisés, au moyen d'une organisation modèle de l'Etat, de la société et de l'économie; ensuite, lorsqu'au moyen de la transformation de l'économie et de la consommation, — avant tout, au moyen de l'élévation incessante de l'économie rurale, — nous parviendrons toujours davantage à nous ravitailler nous-mêmes, sans être obligés de mendier des matières premières, des débouchés, du crédit, et sans nous bercer de la vaine espérance de la révolution à l'étranger. Rien n'affermit autant l'ordre injuste de la politique de l'étranger à notre égard et de sa propre politique intérieure qu'un coup d'œil juste sur la misère économique et la cupidité des pays de propagande révolutionnaire.

Certes, nous pourrons jouer notre rôle de laquais, en attendant en toute sécurité la désunion de nos oppresseurs. Le laquais attend, en effet, que ses maîtres se disputent, il ramasse le déchet, chacun lui promet quelque chose, il s'en va avec son gain, ouvre au faubourg un petit commerce analogue à celui de son patron et espère en secret, à force de ruse et de persévérance, pénétrer pour la seconde fois et par derrière, dans la société des grands. On parle déjà d'affaires communes ou en commission avec la France, pour la mise de l'Orient en coupe réglée.

Si nous nous contentons de ces restes impérialistes, nous serons pires que nous étions, sous un déguisement républicain-socialiste; libre à un peuple misérable de tenter de se consoler en se berçant de l'espoir que le maire de son village deviendra ministre et que les

postes d'ambassadeurs ne seront plus un fief de classe.

Nous connaissons une autre route, celle du renoncement et de la résignation. Renoncement à la puissance, à l'extension, à l'impérialisme; résignation, sereine à une vie difficile, dirigée uniquement vers ce qui est essentiel. Nous nous détournerons de ce qui charme et éblouit, nous mépriserons ce qui n'est qu'objet de commerce. Nous nous élèverons vers la communauté nationale, la continence des intérêts, le respect de l'intellectualité; nous nous préserverons de la rue, des convoitises populacières de droite et de gauche.

Alors c'est froids et impassibles, comme l'étaient jusqu'à ce jour les meilleurs d'entre nous, que nous entendrons parler des derniers perfectionnements, des extravagances, des fondations, des édifices, des chiffres et des masses de Chicago et de Londres; lorsque ces gens-là nous rencontreront, ils se trouveront dans la situation d'une joyeuse société en excursion automobile, égarée parmi des paysans solitaires.

Mais notre participation aux affaires de ce monde sera celle qui convient à notre caractère et à notre nature, que nous avons gâchée et que nous retrouverons: elle sera fondée sur la conscience, le droit et la raison.

L'esprit et le caractère de l'époque la plus pénible que nous ayions eu à traverser, nous a trop éloignés de cette route. Nous avons succombé au danger allemand de la grossièreté; à la vantardise rampante et à la brutalité ont succédé la vantardise cynique et l'effronterie. Nous avons abandonné ce qui nous restait d'honneur et de dignité; après la jactance de l'érudition

bornée et des droits acquis, nous avons adopté la jactance du cliché et de la rue. Les intérêts s'étalent comme auparavant et se sont alliés à un esprit désespérément petit-bourgeois; nous étions haineusement et fanatiquement incompétents dans notre crédulité, maintenant nous faisons preuve d'incompétence dans notre incrédulité avec la même haine et le même fanatisme; l'esprit servile sous l'autorité a fait place à l'esprit servile sans autorité, le mensonge d'en bas a succédé au mensonge d'en haut. De droite nous menace l'esclavage stérile, de gauche la terreur stérile, au centre règne l'intérêt stérile et le bien-être du parvenu. Le fleuve est gelé comme aux époques les plus glacées; tout le monde jase, chacun croit tout au plus à lui-même, la masse savoure des phrases, l'idée expire. Les profits de guerre s'enflent, la jouissance la plus vulgaire se prévaut de ses droits, dont l'odeur est aussi pestilentielle que celle des gardiens de la vertu et des protecteurs des moeurs, enfin démasqués; chacun connaît la honte de son voisin et lui crache son dégoût au visage. Le dénigrement de soi et la nullité étalée entrent dans les meubles de l'ancienne glorification de la force; la maison de fous célèbre en haillons des fêtes royales.

La jeunesse des villes, indignée avec raison, mutilée, frustrée de nombreuses années, se tourne contre ses pères, croit pouvoir racheter son sang par la haine et le mépris, s'épanche en une dialectique infructueuse et un chaos intellectuel parfois spontané, parfois aussi calculé. Ceux qui portent leur chapeau sur la nuque sont de véritables bolchévistes et veulent qu'on leur sache gré de tout ce qu'ils ont surmonté, de tout ce

qu'ils récusent. Quiconque met l'article défini, imite la latinité; on forme des verbes avec des noms d'animaux ou de plantes, pour prouver par là sa maîtrise de la langue. Des traits d'union dans les mots in-justice, im-puissance prouvent qu'au cours de ses études on ne s'était pas douté du sens des mots. Une philanthropie guindée et haineuse remplace le patriotisme guindé et haineux d'antan.

Les modes n'engendrent pas des idées, même si c'est la profondeur d'esprit qui est à la mode. A l'écart et solitaires, se trouvent aussi en germes, les forces de la jeunesse en laquelle nous espérons et que nous bénissons. La mode de demain est à la porte: elle adorera l'étranger rationellement, exclusivement, aristocratiquement, minutieusement et de façon ininterrompue.

Il faut avoir bien peu de coeur et de foi pour considérer l'horreur de l'époque et la niaiserie de la mode et désespérer du peuple. Mais, il est tout aussi léger de dire: «Laissez, c'est de la lassitude consécutive à la guerre, cela se guérira tout seul», de même qu'il est criminel de railler: «C'est là votre liberté? Retournez à l'autorité, dont vous ne pouvez vous passer».

Seule la foi en la Providence, seul un regard vers le passé et vers le visage de l'avenir, seul le fait d'être sûrs de son propre coeur, peuvent donner confiance que, sous l'Allemagne visible d'aujourd'hui, repose une Allemagne réelle et éternelle, capable d'accomplir chez elle le miracle de la transformation. Une Allemagne se rajeunissant par ses propres moyens, comme toute créature pure accomplit chaque jour en elle-même, et par ses propres moyens, l'offrande du phénix, le renouvellement

de soi; jusqu'au jour où, par ses propres moyens franchissant la limite, elle semble disparaître.

La misère sera notre puissant auxiliaire, la misère qui nous martèlera jusqu'au jour où l'acier mauvais se brisera, où l'acier noble s'étirera, deviendra nerveux et souple. De ce procès il existe déjà des symptômes, minimes mais perceptibles.

La conscience de l'ancien régime de violence est brisée. La voix lui manque. Elle parle d'avantages pratiques, non plus d'idéaux d'essence divine. Le pouvoir est disposé à transiger. Le luxe s'affirme encore, l'ancien s'entête, le nouveau est provocateur, mais il ne trône plus, ou il n'exige plus que l'on adore sa noblesse; il joue des coudes en reculant.

Oui, il y a eu maldonne. On avait invoqué le jugement de Dieu, il est venu.

Les rues, les maisons, les objets sont sales et laids, les hommes sont négligés et grossiers, des choses jadis voilées apparaissent au jour cru. Cela est douloureux — cela l'est-il essentiellement? Autrefois, il semblait que la surface fût l'essentiel. Plus aujourd'hui, pas plus que la ponctualité, le *point d'honneur* [1]), ni le Règlement. L'essentiel est ailleurs. Ici la route bifurque: ou nous trouverons où il perche, ou nous deviendrons flasques, paresseux, débauchés et corruptibles.

La foule a regardé derrière les coulisses; elle a vu le pouvoir trembler, la sagesse se quereller, l'infaillibilité bégayer, la magnificence se farder. Elle ne s'en laisse plus conter. Ici, encore une bifurcation: devien-

---

1) En français dans le text. *Note du Trad.*

drons-nous conscients et virils, ou insolents, sceptiques et cyniques ?

Avant tout : il y va de notre salut. Personne ne devra être baîllonné. On fera appel à toutes les consciences. Toutes les têtes devront penser, tous les coeurs devront juger. Chacun sera l'artisan de son bonheur, de notre avenir. Ici encore, un danger : nous épuiserons-nous en vains projets, ou saurons-nous avoir des idées vraies ?

Plus encore : par-dessus la brutalité, la méfiance, l'envie, les querelles et la haine plane un léger nuage de paix, un pressentiment de souffrance commune, d'oppression commune, d'esclavage, de résignation et de fraternité. Nous ne sommes pas devenus bons — le malheur améliore parfois, la faim rend souvent méchant, — mais nous nous sommes rapprochés les uns des autres. Dans le feu de la dissension, nous nous comprenons mieux, dans nos opiniâtretés nous prenons plus de confiance les uns dans les autres. A force d'expérience les hommes sont devenus plus naïfs, à force de doute, plus croyants. Ce n'est qu'une teinte, mais une teinte lumineuse.

Nous ne sommes pas faits pour la vie heureuse. Nous sommes des Cimmériens, peuple de crépuscule. Nous avons une double patrie ; l'une d'elle s'évanouit à la clarté du soleil. Nous avons besoin du long hiver et du printemps farouche. Nos désirs et notre esprit s'accroissent au crépuscule. Les villes d'or se trouvent derrière les montagnes et les brouillards. Notre pensée illimitée exige une vie plus resserrée. Au milieu d'une existence effrénée, nous ne sommes plus nous-mêmes,

et nous ne nous retrouverons que là où nous serons nous-mêmes.

Solidarité veut dire que nous devons nous défaire de l'idée que l'un de nous pourrait servir de marchepied à un autre, que telle existence vaut plus que telle autre, comme s'il existait des degrés dans la dignité humaine. Chacun est responsable pour tous, tous sont responsables pour chacun. Aucun homme ne doit être considéré comme inférieur à un autre, dont il ne partage pas le pouvoir directement et indirectement. Les voies de sa destinée ne doivent pas être rendues plus difficiles à l'un qu'à l'autre. Biens intellectuels comme biens matériels ne sont grevés d'aucun privilège arbitraire ou conventionnel.

Justice dans l'économie, signifie que l'économie ne doit pas être une affaire privée, mais l'affaire de tous. Le gaspillage de forces, de matières et de travail, les actions inutiles, la production d'objets frivoles, ridicules et nuisibles, les émoluments acquis dans l'oisiveté, constituent des injustices envers la communauté. Tout homme valide a le devoir et le droit de travailler, tous les invalides ont droit à être soutenus. Tout travail permet de prendre part aux délibérations; le travail est une règle, non une sujétion. La consommation n'est pas une question de jouissances à sa fantaisie, elle doit élever le sens de la vie, l'énergie et l'intelligence, au lieu d'avilir l'homme et de nuire à la communauté.

Justice dans l'Etat signifie participation de tous aux divisions, et direction confiée aux plus capables. Choix le plus minutieux des chefs et confiance illimitée. Il ne s'agira plus d'élections agitatrices à de longs

intervalles, basées sur des programmes phraseurs et confus, contenant des listes de chefs de partis, de politiciens fêtés comme favoris, mais d'une sélection au sein du cercle étroit et vivant du travail en commun. Chacun choisira dans les frontières de ses districts locaux professionnels et intellectuels, qu'il s'agisse d'une communauté d'exploitation, de lieu, de pays, de profession, de religion ou de culture. Il n'y aura plus de dictature ni d'oligarchie, ni de souveraineté des masses, ni d'autorité, ni de supériorité, ni de classes, mais une communauté nationale autonome sous la forme de l'Etat spécialisé.

Ces principes peuvent paraître tout naturels aux uns, insuffisants aux autres: nous sommes encore fort éloignés de leur application.

N'oublions jamais que nous n'avons pas fait de révolution. Nous avons assisté à une grève de l'armée, à un sabotage militaire, à une révolte de palais parlementaire, et ces événements ont eu des effets partiellement révolutionnaires. Le peuple n'y participa pas politiquement, et les hommes anciens gouvernent sous une autre combinaison.

Depuis, un mouvement révolutionnaire s'est manifesté, mais au sein de la classe ouvrière uniquement, et il resta limité à des intérêts professionnels. La contre-révolution des anciens hommes de gouvernement ne s'opposa pas tout d'abord à ce mouvement et trompa les masses au moyen d'une législation simulée, impuissante et trompeuse.

Beaucoup de gens s'attendent à une poussée du flux révolutionnaire au milieu du reflux contrerévolu-

tionnaire actuel. A moins que des événements extérieurs ne s'y opposent, il est beaucoup plus probable qu'en raison de l'indolence multiforme du peuple et de ses hommes cultivés, ce reflux ne vise un bas niveau encore éloigné et auquel nous ne nous attendons guère.

Il viendra une époque où l'on parlera avec mépris du délire tendant à faire mécaniquement le bonheur du peuple, où l'on sourira de la surévolution de la vie matérielle, où l'on nous vantera les bienfaits d'une existence modeste et paisible, où l'on songera avec épouvante aux expériences sauvages, inutiles et dévastatrices, aux chefs momentanés impubères, aux espérances utopiques.

Peu importe. Au cours du siècle, des flux et des reflux alterneront, et pas un reflux ne récupérera tout ce que le dernier flux aura enlevé. Car le flux proviendra de la force du droit, le reflux de l'impuissance, de la nonchalance, de la paresse et de la négation de tout.

Ne nous y trompons pas: nous sommes très peu différents de ce que nous étions jusqu'à 1914, non, jusqu'à 1918. Jamais peuple, tout à fait inapte à dominer le monde, ne s'est pareillement laissé entraîner à nourrir des idées de puissance sans bornes, n'a rampé avec moins de discernement aux pieds de ses maîtres, obnubilé de mécanique, d'éclat militaire et de tranchant prusso-slave, ne s'est livré davantage et à la fois aux joies de la servilité et aux appétits dominateurs et n'a mieux exécuté les moindres ordres des philistins en uniforme. Et lorsque cette bande débita de vains mensonges, y eut-il jamais peuple capable de souffrir avec moins de honte et d'affliction ce saut dans

l'impuissance, l'opprobre et le mépris, le détachement de soi-même, l'indignité, la misère et l'esclavage, et, oubliant les morts, de célébrer des fêtes?

Si nous sommes aussi abjects, nous devons être chassés de l'univers. Mais si nous aimons et comprenons profondément notre peuple, nous ne conclurons pas une double condamnation de ce monstre à deux faces, nous l'absoudrons au contraire. Avant la catastrophe, le servilisme hurleur dominait; après, nous constatons le servilisme cynique. L'âme du peuple se trouvait dans une apathie douloureuse, impuissante à se défendre contre les poisons, trop forte pour succomber.

Les sucs nuisibles ne sont pourtant pas éliminés. Il viendra un temps où l'on déterrera, comme reliques, les anciens colifichets de la puissance et du faste, où l'on vantera aux enfants les merveilleux engins meurtriers employés sur l'eau, sur terre et dans les airs; il viendra un temps où l'on célébrera la réduction de la flotte comme un acte de délivrance. Mais le peuple réfléchit et sent par siècles; il acceptera tout ce qui est arrivé comme une loi nécessaire et pensera qu'après un intermède de cinquante ans de puissance mondiale, il a retrouvé sa vocation, la vocation de l'esprit.

Comment pourrions-nous nous séparer de cette période pour un siècle, si nous ne le faisons pas d'un coeur confiant et au nom de la justice? Comment abandonner une époque de vie facile et de mobilité, l'éclat estival d'un pays riche et autonome, la surabondance des nouvelles créations, la gaieté colorée des hommes et des choses? Nous marcherons pendant cent ans dans une atmosphère automnale et crépusculaire, sérieuse et sombre,

nous irons au-devant de luttes pernicieuses et d'un dur labeur; le sang et la vie seront à bon marché comme autrefois. Nous n'entrerons pas dans cette époque sévère mornes et en humant l'air, comme nos pères, mais conscients, de notre plein gré, la tête haute. L'expiation domine l'entrée, mais la régénération la sortie qu'aucun de ceux qui entrèrent n'aperçoivent.

Toutes les puissances protectrices: le respect du monde entier, la calme assurance, le sentiment de sa dignité, la conscience nationale, jusqu'à la loyauté et l'intégrité civiques nous ont abandonnés. Nous savons à peine si nous sommes encore une nation, nos membres dépérissent, une paix plus honteuse et plus déshonorante pour les deux parties que n'importe quelle guerre passée ou future, nous menace —, tant que les démons de l'injustice tiendront le globe dans leurs serres —, de la servitude du peuple et de la proscription.

Allemagne-Prométhée! Même si tu ne devais jamais te délivrer de tes liens, si le sang que tu dois à ce dieu devait couler parmi la honte et la douleur, souffre, souffre pour la grande bénédiction qui n'est impartie qu'aux rares qui sont forts. Ni la vengeance, ni les institutions, ni la puissance, ni la richesse ne te rachèteront. Sois ce que tu étais, ce que tu dois être, ce que tu n'aurais jamais dû oublier d'être. Sois haïe et ne hais pas, sois bafouée et ne te défends pas.

Allemagne-Samson! ton œil est aveugle, ton front est chauve. Regarde en toi-même, tourne ta force titanesque contre toi-même. Tu ne briseras pas les colonnes de l'univers, il ne t'appartient pas de châtier. Tourne le moulin des Philistins et chante l'hymne de Dieu.

Allemagne-Ahasver! Tu n'as pas le pouvoir de mourir. Les pieds allemands parcourront la terre et chercheront une patrie. Tu mangeras un pain amer, et ta patrie ne sera pas à toi. Les étrangers te mettront à la porte à cause du reflet de tes yeux fatigués.

Nous qui ne sommes pas révolutionnaires et n'avons pas fait de révolution, mais auxquels on en a donné une, nous qui n'avons pas le sens politique et avons joué sans foi et sans conviction à la politique et à la puissance mondiale, nous, qui ne sommes pas faits pour les bien terrestres et avons été aveuglés et grisés, qui nous sommes repus et sommes devenus bêtes, nous entrons dans le royaume séculaire des pauvres, qui s'appelle la Grande Révolution. Non pour récolter du bonheur, mais pour accomplir la loi, la loi de la régénération, de la rénovation et de la vivification.

La révolution de la rancune n'est pas digne de nous.

La révolution du bien-être est une erreur et une affaire secondaire.

La révolution de la responsabilité, de la dignité humaine, du caractère et de l'Esprit est notre destinée.

En elle s'entrecroisent les routes des organisations et des sentiments. Les organisations sans le sentiment sont instables. Elles chavirent dans leur contraire. Le communisme russe engendrera l'oligarchie tartare. Les sentiments sans l'organisation trahissent une volonté faible et aboutissent aux jeux de l'utopie.

Ce que nous vivons et réalisons: c'est un moment de la génération éternelle de l'incendie, sans limite et sans fin, qui bouleverse la matière pour libérer l'esprit.

SOUVENIRS

1908.

. . . . Il y faut ajouter un troisième moment important, dont on ne se rend pas toujours compte dans notre patrie: le jugement qu'on porte sur l'Allemagne, de l'extérieur. On regarde de l'extérieur dans la chaudière des peuples continentaux et l'on aperçoit — entouré de nations stagnantes — un peuple d'une activité dévorante et doué d'une force physique expansive, énorme. Huit cent mille nouveaux Allemands chaque année!. Tous les cinq ans un accroissement de population à peu près comparable à celui de la Scandinavie ou de la Suisse! Et l'on se demande combien de temps la France anémique pourra résister à la pression atmosphérique de cette population.

Ainsi prennent corps et se localisent tous les mécontentements anglais — et il n'en manque pas depuis la dernière guerre — en ce qui concerne l'Allemagne. Et ce qui se manifeste chez les gens cultivés comme une conviction assise, se manifeste dans le peuple, chez les jeunes gens et en province, sous forme de préjugés, de haine et de fantaisie, à un degré dépassant de loin la faculté conceptive de nos journalistes.

Ce serait faire preuve de faiblesse et de superficialité que de croire que de pures amabilités, des visites officielles ou manoeuvres de presse sauraient apaiser des griefs provenant de sources aussi profondes. *Seule notre politique générale peut donner à l'Angleterre au moins l'impression que, de la part de l'Allemagne, il n'existe aucune mauvaise humeur, aucune crainte, aucun besoin d'expansion et aucun esprit offensif.* Les masses n'en seront pas pour cela convaincues, mais les gouvernements en seront retenus dans la conscience de leur responsabilité.

Mémoire adressé au chancelier d'Empire.
Oeuvres complètes Vol. I.

1911.

Gouverner aujourd'hui . . . . est toute autre chose qu'il y a cent ans. Celà ne signifie plus administrer patriarcalement des hommes et des choses qui vous ont été confiés. Aujourd'hui gouverner signifie prendre la tête et l'initiative; cette initiative doit être morale et idéale, mais aussi commerciale.

La manière de faire la guerre est aussi devenue une technique. Elle ne repose plus uniquement sur la discipline et le courage; l'imagination et l'initiative donnent aux victoires de notre époque une teinte intellectuelle.

Les forces éprouvées de nos deux classes dominantes, le fonctionnarisme héréditaire et la noblesse, sont la fidélité, la discipline et la tradition. Ces deux classes pourront-elles converser de bout en bout et faire front

aux nouveaux problèmes c'est plus que douteux; car la tradition et la rénovation s'excluent l'une l'autre. En présence de tâches assumant un caractère surtout commercial, concernant les problèmes coloniaux, extérieurs et financiers, l'administration traditionnelle prussienne s'est déjà souvent trouvée en défaut.

Un peuple de soixante-cinq millions d'individus a le droit d'exiger que les places de l'Etat soient occupées par des talents de premier ordre, les places exigeant de la responsabilité par des spécialistes qualifiés.

Mille familles dirigeantes, même pourvues de dons élevés et spécialisés, ne peuvent ni par leur nombre, ni par leur qualification, suffire à la consommation toujours accrue de forces administratives. Aucun homme doué de jugement droit ne songera à diminuer les mérites de ces familles, à se passer de leur participation énergique aux plus hautes tâches politiques. *Mais si elles veulent monopoliser à jamais la machine politique, les circonstances parleront plus haut et feront intervenir ces remèdes qui ont plusieurs fois déjà mis à la raison le conservatisme prussien récalcitrant, malgré sa vigoureuse résistance, et qu'on a le droit, par conséquent, de considérer comme des directions.*

J'ai lutté contre l'injustice qui se manifeste en Allemagne, parce que je vois des ombres s'élever, partout où je regarde. Je vois ces ombres, lorsque je marche le soir dans les rues bruyantes de Berlin ; lorsque je constate l'insolence de notre richesse devenue démente ; lorsque je perçois la nullité de paroles exubérantes de force ou que j'entends parler d'une pseudo-germanique exclusivité, s'extasier devant des articles de journaux ou des remarques

des dames de la cour. Il ne suffit pas, pour exempter de soucis une époque, que le lieutenant y rayonne et que l'attaché y soit plein d'espérance. Voilà des dizaines d'années, que l'Allemagne n'a pas vécu une période plus sérieuse ; mais, ce qu'on peut faire de plus solide, à de semblables époques, c'est détruire l'injustice.

L'Etat et le Judaïsme.
Oeuvres complètes. Vol. I.

1912.

L'Angleterre, le peuple le plus intelligent et le plus réellement politique du globe, comprend à merveille la situation. En réalité, elle ne nous hait pas, mais elle aperçoit dans notre ascension un quadruple danger. En effet:

Elle se trouve d'abord dépassée au point de vue de la technique industrielle;

deuxièmement elle se croit obligée de s'opposer à tout processus d'hégémonie sur le continent;

troisièmement, son édifice colonial se trouverait ébranlé, si sa souveraineté absolue des mers perdait la valeur d'un dogme historique;

quatrièmement, la concurrence des armements revient trop cher et n'offre aucune sécurité, en raison des variations continuelles de la technique.

La guerre que l'Angleterre devrait mener serait donc une guerre préventive; Bismarck récusait cette catégorie.

Si la guerre se terminait par une défaite décisive de l'Allemagne, l'Angleterre serait tranquille pour une série

d'années. Les causes intimes des préoccupations anglaises ne seraient cependant pas définitivement supprimées, car elles ne dépendent pas de la politique, mais des forces du peuple allemand. Des guerres se renouvelleraient donc périodiquement, jusqu'à ce que le développement universel ait eu raison de cette rivalité.

On peut laisser de côté toute autre issue de la guerre. Mais quels qu'en soient les résultats : tous les avantages seraient du côté des Etats-Unis et la question de l'économie américaine se transformerait à tel point, que tous les autres résultats lui seraient subordonnés.

Il est probable qu'en ce moment on examine à Londres des arguments de cette sorte, en toute sérénité et sans crainte. Il est significatif du point de vue humain de voir comment un noble peuple, forcé de jouer un rôle qui lui est étranger, lutte avec ses propres sentiments. Car l'Angleterre s'est habituée depuis deux siècles à introduire toutes questions devant sa chaise curule et à les trancher avec calme. Dans cette salle, on a dicté et arrangé bien des choses, on a énormément exigé, parfois menacé, rarement offert et jamais sollicité. On a obtenu des résultats inouïs par des délibérations et des congrès, on a souvent pris pied là où il y avait quelque chose à occuper, on a entrepris et mené à bien des guerres avec les indigènes, préparées d'avance. Toute politique de fantaisie, de passion, d'aventures et de désespoir fut toujours étrangère à la sagesse des doges de ce pays. Or, à l'heure actuelle, on perçoit déjà des appels de presse qui n'ont rien d'anglais; en automne le gouvernement divisé fut bien près de tenter l'aventure; seuls, le puissant bourgeois de la

Cité et le gentilhomme campagnard conservent leur sang froid séculaire.

Un trait anglais unique: avant le début du jeu de guerre apparut à Berlin, en héraut politique, Lord Haldane, l'ami du Premier, portant la guerre et la paix dans les plis de sa redingote. Et peu après son retour, le ministre de la marine offrit pour la dernière fois, dans un discours public, la Treuga Dei, la trêve de Dieu, pouvant être dénoncée légalement de trois mois en trois mois.

Ce serait une sotte erreur de chercher dans ces moyens, d'une simplicité presque rustique, de la perfidie et de la forfanterie. L'Anglais est intelligent, mais pas fin; il ne tient pas précisément toutes ses promesses, mais ce n'est pas un charlatan. Dans aucun pays, le mensonge individuel n'est proscrit autant qu'en Angleterre. Si l'Anglais veut intriguer, il paye très cher quelques sombres coquins; il est trop fier, trop riche et trop pieux pour se prostituer lui-même.

L'Angleterre et nous.
Oeuvres complètes. Vol. I.

Il est facile de comprendre pourquoi la Prusse ne modifie ses principes que rarement et jamais volontairement. L'excellence de la production moyenne est la cause de cette obstination conservatrice. Tout s'y passe comme dans une maison de commerce honorable: le patron et les employés remplissent leur devoir devant Dieu et devant les hommes, sont plus laborieux et plus

sérieux que leurs concurrents; ils ont ce qu'il leur faut, et ne voudraient pour rien au monde que le bruit frivole se répandît par le monde que l'on substitue au sucre de cannes le misérable produit artificiel tiré de la betterave.

En outre, depuis vingt-cinq ans, les affaires marchent bien en Allemagne. Personne ne veut être empêché de gagner de l'argent; dans dix ans on sera riche, laissons aller les choses pendant ce temps-là, on verra après. La politique? Que des spécialistes et des oisifs s'en occupent, pour peu que l'occasion en reste offerte. La guerre? Nous avons eu quarante années de paix, nous ne voulons pas d'aventures. La constitution? La meilleure est celle qui ne compromet pas les affaires, exerce une police vigilante, contient les ouvriers et ouvre aux citoyens cossus la voie des honneurs qui leur sont dus.

Si la situation change un jour, si les affaires viennent à languir, si les charges augmentent, s'il se produit des réactions politiques, le citoyen acquerra le sens critique, même en Prusse; car il se tient du côté du manche. Aujourd'hui, il craint Dieu et le socialisme, demain il se laissera enseigner d'autres craintes.

Ce n'est pas de la classe ouvrière que viennent les dangers, car le socialisme actuel est dépourvu d'idées positives. Deux autres forces offensives ébranleront la conception politique de la Prusse: le manque d'esprits dirigeants et le partage inégal des charges; toutes deux découlent de l'aristocratie de l'administration, autrefois si éprouvée. Les conjonctures présentes ressemblent étonnament à celles de l'époque de Frédéric Guillaume II. Puis-

sions-nous cette fois ne pas avoir besoin de graves secousses pour rétablir l'équilibre intérieur.

Sélections politiques.
Oeuvres complètes. Vol. I.

1913.

Une politique sans direction et sans but est de l'opportunisme, de la clownerie; elle se borne à une résistance pénible et à dénouer à contre-coeur les difficultés journalières; elle ressemble à une partie d'échecs menée au hasard, où l'on sacrifierait pion sur pion, place sur place, pour aboutir à une situation désespérée où l'on serait forcé d'agir malgré soi et fatalement.

Les secousses au-devant desquelles nous marcherons, lorsque nous commencerons à sentir le rétrécissement de notre économie emmurée, lorsque nous percevrons l'arbitraire de la répartition des charges, lorsque le déplacement politique des forces aura conféré à nos adversaires l'initiative d'action et le choix de l'heure, — ces secousses feront rentrer dans le domaine de la politique le point d'interrogation publique qui appartient aujourd'hui au domaine purement économique. On verra de nouveau combien est vrai cet axiome selon lequel la tâche la plus haute et la plus essentielle du pouvoir, est de cultiver un peuple grossier, d'amener à maturité un peuple cultivé, et un nouvel âge de pierre Stein et Hardenberg confirmera cette vérité.

Parlementarisme.
Oeuvres complètes. Vol. I.

Il ne s'agissait et il ne s'agit pas d'argent et d'armements lorsqu'il faut conjurer la destinée. Des forces matérielles réveillent d'autres forces matérielles; l'emphase exagérée et la brutalité de la nouvelle manière a traversé les Vosges avec la rapidité de l'éclair, et le peuple voisin inquiet étouffe dans des chaînes qui blessent ses membres affaiblis. *Si la prolongation du service militaire en France devient une loi sans exception, la guerre est assurée et sera un instrument remis entre les mains de l'Angleterre, qui ne la déchaînera ni aujourd'hui, ni demain, mais à l'époque qui lui conviendra. La double tension, plus dangereuse que prononcée, existant entre l'Angleterre et nous, plus prononcée que dangereuse entre la France et nous, acquiert maintenant sa pleine force d'explosion, aggravée de la sensibilité de la Russie qui voit lever la semence des milliards, sous forme d'une ceinture de forteresses le long de ses frontières.* Ce sacrifice des Euménides, qui nous est annoncé conformément à la loi du retour séculaire des choses, ne changera rien à notre destinée, elle ne fera que l'accélérer.

Peut-être ne serait-il pas encore trop tard pour suivre les véritables enseignements de cette grande époque, en supprimant l'injustice. L'injustice la plus flagrante de notre époque réside en ceci, qu'on ne permet pas au peuple économique le plus qualifié, au peuple dont la pensée est la plus vigoureuse et la capacité d'organisation la plus puissante, de régler ses destinées sous sa propre responsabilité.

Il faut le dire sans réserves : le peuple est la cause principale de l'injustice, parce qu'il la supporte sans sourciller, par paresse et par avidité commerciale ; mais

l'injustice supportée ne veut pas dire justice et le danger méconnu n'en devient pas pour cela une plaisanterie. Aucun sacrifice ne nous rachètera de l'injustice et de son danger.

Les guerres entre les peuples et les destinées ne sont pas l'oeuvre de la volonté ; elles découlent de lois naturelles qui trouvent leur expression dans les contrastes de la pression intérieure ethnique, de l'activité de la constitution physique. Cependant au-dessus des lois de la fatalité se trouvent les lois morales et transcendantes. Lorsque les forces intérieures s'arrêtent, lorsque les formules, les moeurs et les pensées se survivent, une destinée extérieure prend la parole et la direction. Ce ne sont pas des circonstances extérieures et des constellations politiques, mais des nécessités morales et transcendantes, qui président inéluctablement à nos destinées. Notre peuple tenace a été élevé comme il aime à élever ses enfants, par les coups. Autrefois, ce fut l'entêtement des souverains qui attira sur nous les coups de la destinée, aujourd'hui l'indolence du pays s'ajoute à cet entêtement ; le peuple ne veut pas lutter pour ses responsabilités, il sera donc forcé de lutter pour sa sécurité.

Lorsque l'heure de la destinée aura sonné, on comprendra que toute entreprise reste le jouet des vents, si elle ne repose pas profondément sur des fondations doubles et consolidées: sur une politique énergique et une constitution juste. *La passion qui sert aujourd'hui les intérêts de la vie matérielle, cédera devant le souci des choses de la communauté et de l'Etat ; en outre, l'ébranlement de notre richissime édifice causera l'écroulement de droits et de pouvoirs caducs. Une heure suffira pour*

détruire ce que l'on croyait assuré pour des éternités; ce qui semble aujourd'hui être une exigence exagérée, paraîtra une hypothèse toute naturelle.

Le sacrifice des Euménides.
Oeuvres. Vol. I.

La question de savoir si des commissaires autrichiens doivent participer à la découverte des intrigues serbes, n'est pas un motif de guerre internationale. La politique de Metternich — consistant à établir dans tous les Etats accessibles des commissions de surveillance sous la direction de l'Autriche, pour prévenir le danger d'intrigues — appartient au passé et ne saurait plus être approuvée, même sous la monarchie.

Un mot sur la situation.
Berliner Tageblatt, 31. juillet 1914.
Oeuvres complètes. Vol. I.

1916.

Je ne crois pas à notre droit de trancher définitivement les affaires du monde. Personne n'a ce rôle — parce que personne ne l'a mérité. Nous ne saurions prétendre à décider du sort de l'univers, parce que nous n'avons pas appris à déterminer notre propre destinée. Nous n'avons pas le droit d'imposer aux nations civilisées du globe nos pensées et nos sentiments; car, quelles que puissent être leurs faiblesses, il est une chose que nous n'avons pas encore acquise: la volonté de prendre nos propres responsabilités . . .

Nous sommes une génération de transition, vouée à l'épreuve affligée, au fumage, indigne de la récolte.

Choses de demain.
Oeuvres complètes. Vol. III.

Juillet 1918.

Il est étrange de voir combien peu de nos contemporains comprennent qu'une époque a disparu, dont l'éclat ne réapparaîtra pas. De trois mois en trois mois, ils prévoient la fin de la lutte, ils croient et croiront, jusqu'à ce qu'une nouvelle génération se dégage, qu'après la conclusion de la paix et une courte période de transition, reviendra ce qu'ils appellent les circonstances normales. Certes, songent-ils, les dettes nous donneront du souci; mais on vivra un certain temps un peu plus économiquement et tout s'arrangera.

Rien ne s'arrangera, il faudra tout refaire par un travail acharné. Notre manière de vivre sera modifiée, notre économie, notre édifice social, la forme de notre Etat, seront différents. Les relations entre Etats, le commerce international et la politique, seront autres. Notre science sera renouvelée et même notre langue . . . . .

Ennemis, hommes, frères, écoutez! En voilà assez.

Vous et nous, sommes tous frappés de cécité et de folie. Dans notre délire aveugle, nous avons détruit un monde.

Vous et nous n'avons qu'une pensée: faire souffrir. Vous et nous, jubilons lorsque des hommes tombent

du ciel en brûlant, lorsque des hommes étouffent dans l'océan, lorsque des hommes meurent déchiquetés et empoisonnés, lorsqu'on les conduit en captivité. Nous lisons, en dînant, des choses dont la millième partie devrait nous glacer d'effroi. Sommes-nous encore des hommes?

Les quatre éléments divins: le feu et l'air, l'eau et la terre, nous en avons fait des instruments de mort; cela ne nous suffit pas, nous y avons ajouté la faim et le poison. L'intelligence humaine tout entière compte, calcule et rumine: encore un nouveau moyen de combat, encore une nouvelle violence, encore une nouvelle manière de donner la mort.

Sept millions d'êtres sont morts. Sept millions de fois en quinze-cents jours, la mort rendue furieuse, exaspérée, a tranché un coeur humain palpitant, sans défense, et du même coup atteint un autre coeur aimant. Innombrables sont les estropiés, les aveugles, les fous, les êtres brisés; ils parcourent la terre et témoignent contre nous et contre vous. Les croix dans les champs étendent leurs bras, les forêts dévastées allongent leurs branches tronquées, la croûte terrestre atteinte de la lèpre, les villes trépignées, regardent de leurs yeux éteints et témoignent contre nous et contre vous.

Depuis quatre ans, nos frères sont accroupis dans des trous, dans la boue et dans l'eau, protègent leurs pauvres corps contre des gaz empoisonnés, des éclats de fer et des baïonnettes et attentent à la vie des autres. La fécondité est arrêtée dans le corps de la terre et des peuples. Des enfants pâles grandissent, des mères anémiques travaillent dans des fabriques.

Le bien-être est anéanti, les industries de la paix sont mortes, les mers sont des solitudes. Ce que l'on produit et véhicule encore, ce sont des armes. Mais dans les villes, on danse avec furie autour du veau d'or. Au milieu du dénûment, les enrichis font bombance. La tentation augmente, la conscience se tait, la morale chancelle.

Par toute la terre règne une violence de haine, telle que ne l'a jamais connue notre planète. Elle s'accroît continuellement, stimulée par l'esprit de vengeance, la calomnie, la peur et l'aveuglement.

Pourtant le monde n'est né ni méchant, ni mauvais; il est fou et aveugle. Chacun croit que l'autre veut l'anéantir et, tant que persistera cette idée, il ne restera pas autre chose à faire qu'à combattre. Mais si quelqu'un voulait continuer la lutte un jour de plus que ne l'exigent l'indépendance, l'intangibilité et la vie de son pays, il serait coupable à ses propres yeux, devant Dieu et devant les hommes, de la misère de millions d'êtres, et il vaudrait mieux pour lui n'être jamais né.

Ennemis, frères, il est temps! Il est très tard et chaque minute tue.

Pourtant il est encore assez tôt.

A la jeunesse d'Allemagne.



1921

WALTHER RATHENAU

Ministre

Moraliste

Economiste

Philosophe

Ecrivain

A ÉCRIT

la première théorie géniale d'une réconstitution économique en Europe

(LA TRIPLE RÉVOLUTION)

la biographie la plus ironique, la plus impitoyable la plus consciencieuse du commis-voyageur impérial

(LE KAISER)

WALTHER RATHENAU

On connaît aujourd'hui dans le monde le nom de WALTHER RATHENAU, en tant que Ministre du Reich.

Mais sait-on que ce ministre est un *écrivain* de talent, un *philosophe* de grande envergure, un *économiste* moderne dont les ouvrages visionnaires et prophétiques sont non seulement une révélation au point de vue théorique et scientifique, mais acquièrent aujourd'hui la valeur de documents historiques, pouvant devenir d'une portée incalculable pour toute la vie sociale et économique de l'Europe actuelle. Bien avant la guerre, sentant déjà le sol ébranlé par les guerres nationales et les luttes de classes futures, il dressa le plan d'une reconstitution économique, grâce à laquelle il espérait pouvoir jeter un pont entre les anciennes méthodes du travail capitaliste et les besoins d'une humanité reveillée par la lutte de classes. Son système cherchant le joint par lequel on pourrait, insensiblement, réaliser sur la base des états actuels une lente socialisation de tout le travail. Or on sait que Rathenau n'est rien moins que socialiste. Lui, directeur de l'A.E.G., patron, a préconisé et étudié une théorie que, ministre démocrate, il tentera peut-être de réaliser en pratique. Pour lui, seule une entente sincère et une collaboration franche entre les peuples

pourront rétablir l'équilibre social en Europe. Les livres de Rathenau sont vendus par centaines de mille en Allemagne. Ses oeuvres complètes, réunies en cinq volumes, sont uniques dans leur genre. Car malgré leur aspect scientifique, elles sont écrites dans un stile léger et hautement littéraire. Rathenau est un *stiliste* remarquable.

Mais il est surtout un grand *critique* de son temps et de son peuple, un *moraliste* sans peur ni chicane. Il dit aux Allemands leurs vérités sans se gêner. Aussi a-t-il frôlé plus d'une fois soit le prison, soit un ministère. On ne l'aime pas en Allemagne, mais il s'est imposé.

Que celui qui veut connaître l'esprit allemand, prenne ce livre et fasse confiance à un Allemand: nul n'a mieux vu les défauts de ce peuple et de leurs chefs arrivistes, et les a démasqués. Nul si n'a mieux réfléchi à la méthode pour égaliser les haines qui séparent aujourd'hui l'humanité entière, tant par la lutte des classes que par les guerres nationales.

Nous éditons en même temps son livre le plus complet sur *La Triple Révolution:* celle de l'économie, de la société et de l'état, et son opuscule tantôt ironique tantôt critique sur *Le Kaiser*, dont personne ne dressera un tableau plus impitoyable.

LES EDITIONS DU RHIN
PARIS — BÂLE

Imp. des Editions du Rhin de Bâle
H. Laupp jr., Tubingue

IMP. DES EDITIONS DU RHIN DE BÂLE
H. LAUPP J., TUBINGUE